

Etudes Marxistes

N°15 – 3^{ème} trimestre 1992

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - Sans la trahison du parti socialiste allemand, le fascisme n'aurait jamais triomphé en Allemagne dans les années trente (Herwig Lerouge) (p.2)

II - Cuba si ! Histoire du Parti Communiste cubain (Juliette Pierre) (p.38)

III - Philippines : la stratégie de la guerre populaire prolongée. Répondre aux exigences de l'étape actuelle. Les tâches du mouvement paysan révolutionnaire pour progresser dans les années 90 (Comité exécutif du Comité central du Parti Communiste des Philippines) (p.68)

IV - Palestine : la confrontation derrière les barreaux (Le combat des prisonniers palestiniens) (p.92)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Sans la trahison du parti socialiste allemand, le fascisme n'aurait jamais triomphé en Allemagne dans les années trente.

(Herwig Lerouge)

L'attitude des diverses forces politiques allemandes face à l'ascension du fascisme dans les années trente est devenue un argument dans le débat politique sur la stratégie antifasciste à suivre aujourd'hui.

Le POS, trotskiste, tendance IVème Internationale, a publié lors de la manifestation du 22 Mars 1992, une attaque contre la stratégie antifasciste du PTB en puisant des arguments dans l'histoire du mouvement ouvrier de cette époque. Un tract intitulé « Le mouvement antiraciste, le PTB et nous » affirme : « Le PTB reproduit trait pour trait la politique criminelle du Parti Communiste Allemand d'avant 1933. Le PCA aussi expliquait qu'il était le «seul paru antifasciste», il traitait la social-démocratie «d'allié du fascisme» plus dangereux que le fascisme lui-même car portant un «masque de gauche». Le PCA aussi sous-estimait totalement la différence fondamentale entre la dictature fasciste et la démocratie parlementaire bourgeoise. Le résultat a été une division criminelle de l'unité d'action contre le fascisme et en fin de compte la victoire de Hitler contre tout le monde.» (1)

D'autres trotskistes, du groupe «De Vonk», donnent leur version de l'histoire dans une brochure destinée à des jeunes désireux de combattre les néo-nazis du Vlaams Blok. On peut y lire : «Entre la fin de la Première Guerre Mondiale et l'arrivée au pouvoir de Hitler, les ouvriers allemands ont essayé plusieurs fois d'instaurer le socialisme... Mais à chaque tentative de révolution la direction hésita à faire le pas décisif vers la prise du pouvoir par les ouvriers... Le fait que ni le Parti Socialiste Allemand (PSA), ni le Parti Communiste Allemand (PCA) n'apportèrent une solution fondamentale (alors que cela leur était tout à fait possible) et refusèrent de prendre le pouvoir, conduisit à une démoralisation toujours plus grande, aussi parmi les ouvriers. Même à ce moment (lors de la montée des fascistes, ndr), les dirigeants du PSA et du PCA refusèrent d'arrêter la marée fasciste et d'appeler à la résistance. La direction du PCA alla même jusqu'à attaquer des meetings socialistes ensemble avec les nazis. ...Ainsi le fascisme a eu l'occasion de faire ce à quoi il était destiné : construire une machine capable de détruire complètement toute l'organisation des ouvriers afin de briser toute résistance des ouvriers à la politique de crise du système... ceci fut facilité par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PS A du PCA. Staline, le dirigeant de l'Internationale Communiste à l'époque trouvait que le fascisme et le socialisme étaient en fait des jumeaux... Mais il y eut aussi le pacifisme et l'indécision du PSA. Et ceci dans une situation où les ouvriers au sein du PSA s'étaient organisés en milices ouvrières (le Schutzbund). Si la direction du PSA avait engagé dès le début ces milices contre les nazis, ceux-ci ne seraient jamais devenus aussi grands.» (2)

Il y a sans aucun doute beaucoup de leçons à tirer de l'expérience historique de la lutte anti-fasciste en Allemagne dans les années vingt et trente. Mais pour arriver à des conclusions correctes, il faut partir de la réalité et adopter le point de vue de la classe ouvrière.

Dans leur aveuglement anticommuniste, les trotskistes falsifient l'histoire du mouvement ouvrier allemand de l'entre-deux-guerres à un point tel que même la mauvaise qualité de l'enseignement de l'histoire dans nos écoles ne peut justifier. Il s'agit d'une volonté délibérée de tromper les jeunes sur la réalité de la lutte antifasciste à cette époque. Nous sommes en présence d'un véritable «révisionnisme» trotskiste à l'instar de celui pratiqué par certains historiens néo-nazis à propos des camps de concentration.

Les positions trotskistes reflètent leur anticommunisme foncier. Avec le double langage qui est devenu chez eux une deuxième nature, ils prennent des airs de «purs et durs» et critiquent aussi bien les socialistes que les communistes. «La direction du mouvement ouvrier» porte une lourde responsabilité dans l'arrivée au pouvoir de Hitler. Mais dès la deuxième phrase, nous apprenons que les erreurs de «la direction» sont surtout à mettre au compte des communistes et évidemment, de Staline d'abord. La politique des communistes est ensuite qualifiée de «criminelle» tandis que le seul tort du Parti

Socialiste est d'avoir été trop «pacifiste et passif». Leurs thèses proviennent toutes de Trotsky qui peut à juste titre être qualifié de parrain des historiens anticomunistes. Ses attaques contre le Parti Communiste Allemand (PCA) et la IIIème Internationale (communiste) ont d'ailleurs été reprises avec gratitude par tous ceux qui ont voulu jeter le voile de l'oubli sur l'histoire honteuse et criminelle de la social-démocratie allemande de l'entre-deux-guerres.

Ainsi, dans la question de la lutte antifasciste aussi, les trotskistes font honneur à leur rôle de porteurs d'eau de la social-démocratie. Le POS veut mettre le mouvement antifasciste à la traîne de la social-démocratie. «De Vonk» sème l'illusion que le Parti Socialiste est le plus sûr rempart contre le fascisme, à condition toutefois de renforcer l'aile gauche (trotskiste). Mais les antifascistes sont invités à ne suivre en aucun cas «la voie criminelle des communistes».

La voie des trotskistes sème des illusions dans la volonté et la capacité de la direction de la social-démocratie à s'opposer au fascisme. Elle condamne le mouvement antifasciste à la passivité et la capitulation. Elle détourne les jeunes antifascistes de la seule véritable alternative au fascisme, le socialisme et de la seule arme pour y arriver, le Parti Communiste.

Pour tirer les leçons de la défaite tragique du mouvement ouvrier en 1933, commençons par rétablir la vérité des faits, vue de notre côté de la barricade, celui du mouvement ouvrier révolutionnaire.

La direction du mouvement ouvrier allemand a-t-elle hésité à plusieurs reprises à prendre le pouvoir entre 1918 et 1933 ?

L'auteur de la brochure de «De Vonk» a raison sur un point. Pour comprendre comment le fascisme a pu arriver au pouvoir en Allemagne, il ne suffit pas d'analyser les événements des deux ou trois précédant le 31 janvier 1933.

Le «Vonk» écrit : «Entre la fin de la Première Guerre Mondiale et l'arrivée au pouvoir de Hitler, les ouvriers allemands ont essayé plusieurs fois d'instaurer le socialisme... Mais à chaque tentative de révolution la direction hésita à faire le pas décisif vers la prise du pouvoir par les ouvriers... Le fait que ni le Parti Socialiste Allemand (PSA), ni le Parti Communiste Allemand (PCA) n'apportèrent une solution fondamentale (alors que cela leur était tout à fait possible) et refusèrent de prendre le pouvoir, conduisit à une démoralisation toujours plus grande, aussi parmi les ouvriers.» (3)

Palme Dutt, le théoricien communiste dans la question du fascisme, semble confirmer ce propos : «L'établissement de la dictature fasciste ne fut que l'ultime aboutissant d'un long processus qui débutait déjà en 1918 lorsque Ebert et Hindenburg rédigeaient les termes d'un traité d'alliance contre la révolution prolétarienne. Des critiques superficiels parlent souvent, les yeux fixés sur les seuls événements de 1933, de la «défaillance soudaine», de la déshonorante «défaite sans bataille» de la classe ouvrière d'Allemagne... Ils parlent de la «facilité» avec laquelle le fascisme a gagné la victoire, et de «l'incapacité» à combattre des travailleurs allemands. Ce tableau est faux. Le combat que la classe ouvrière d'Allemagne a livré à la contre-révolution en marche a duré quinze années avant que la dictature fasciste ne puisse être instaurée; dans cette lutte, des dizaines de milliers d'ouvriers perdirent la vie sous les balles de l'ennemi, et, si, finalement les forces prolétariennes durent battre en retraite et ne purent empêcher l'établissement de la dictature fasciste, ce ne fut pas par suite de la supériorité combative du fascisme, mais bien seulement parce que l'action des travailleurs fut paralysée et contrariée par celle de leurs propres chefs et par leur discipline, leur loyauté mal comprise envers ces chefs.» (4)

Mais en parlant des chefs qui ont paralysé les travailleurs, Palme Dutt ne vise pas du tout les mêmes chefs que les trotskistes.

Parler de «la» direction du mouvement ouvrier allemand, comme le font les trotskistes, est une escroquerie politique. Mettre sur le même pied l'attitude du PCA et du PSA face aux différentes tentatives de révolution entre 1918 et 1923 est une tromperie anticommuniste primaire.

Qu'était «la direction du mouvement ouvrier allemand» ?

La direction du mouvement ouvrier dans toute l'Europe s'est définitivement scindée en deux grands courants dès 1914. Il n'en a pas été autrement en Allemagne. La guerre a révélé la dégénérescence totale du Parti Socialiste Allemand. Avant 1914, les textes de congrès faisaient encore référence aux principes révolutionnaires de Marx et de Engels. Mais dans leur politique pratique, les dirigeants avaient petit à petit rejeté tous les principes socialistes révolutionnaires et étaient passés complètement du côté de l'ordre capitaliste. Le socialisme des dirigeants socialistes allemands se limitait désormais à l'obtention de réformes sociales dans le cadre de l'ordre capitaliste. Leur pratique de collaboration des classes s'est transformé en social-chauvinisme en 1914. Ils ont déclaré que les ouvriers avaient intérêt à la guerre de conquête de leurs capitalistes. Plus ceux-ci conquéraient des territoires, plus les travailleurs bénéficieraient des profits accrus issus de ces conquêtes. 1914 sonna le glas de la solidarité internationale entre les partis socialistes de l'Europe.

Espérons que le drapeau allemand flottera toujours sur Anvers

Le 4 août 1914 éclate la première Guerre Mondiale. A l'époque, tous les socialistes, tant les actuels socialistes que les communistes, étaient réunis au sein de la Deuxième Internationale. Lorsque la guerre éclata, l'immense majorité des dirigeants socialistes, ceux qui allaient devenir les dirigeants des partis socialistes actuels se sont mis du côté de leur propre bourgeoisie. Ils ont voté les crédits pour la guerre. Dans plusieurs pays, dont la Belgique, ils sont entrés dans les gouvernements bourgeois pour y participer à la direction de la guerre. Ils ont repris les slogans de leurs bourgeoisies respectives : les socialistes belges ont appelé les ouvriers belges à défendre «la patrie» contre les ouvriers allemands, les socialistes allemands ont fait de même de leur côté.

Le jour de l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes, le 4 août 1914, le journal socialiste «Hamburger Echo» envoyait les travailleurs à la boucherie au profit de l'Empereur et de Krupp : «Nous devons nous jeter dans l'ouragan sanglant, nous devons protéger la patrie. Le front est tant à l'Ouest qu'à l'Est...Et si par malheur la situation devenait encore plus grave, il nous faudra serrer les dents et résister». (5) Le même jour, les députés socialistes votaient les crédits de guerre. En octobre 1914, le «Courier», organe du syndicat socialiste des transports de Hambourg écrivait : «Aujourd'hui, le drapeau allemand flotte sur Anvers...Espérons que ce soit pour toujours...» (6)

Tourner les armes contre la bourgeoisie de son pays

Ceux qui allaient devenir les communistes, et en premier lieu les bolcheviks sous la direction de Lénine, définissaient la guerre comme une guerre impérialiste : «S'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers par le mensonge nationaliste et décimer leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat...» (7) Ils défendaient les mots d'ordre suivants : «... premièrement, vaste propagande dans l'armée (et) sur le théâtre des opérations en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays...lutte impitoyable contre le chauvinisme et le «patriotisme»... En appeler contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles tombe le poids de la guerre...» (8)

Dès le début de la guerre se forme au sein du Parti Socialiste Allemand une opposition contre la politique des dirigeants. Déjà en août 1914, Karl Liebknecht refuse de voter les crédits de guerre. Sous

le mot d'ordre «l'ennemi principal se trouve dans le pays», les révolutionnaires autour de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin fondent le 5 mars 1915, le groupe «Internationale» qui deviendra «Spartakus». Ils entament, fût-ce avec beaucoup de faiblesses et sans ouvertement faire la propagande pour la révolution socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre dans leur propre pays. Le premier mai 1916, Karl Liebknecht est arrêté et accusé de «haute trahison». Son arrestation provoque une vague de protestations qui commence avec une grève de 50.000 ouvriers berlinois.

En janvier 1917, la direction du Parti Socialiste exclut toutes les organisations qui s'opposent à la guerre. C'est la scission définitive du mouvement ouvrier allemand. En avril 1917, certains des exclus fondent le Parti Socialiste Indépendant Allemand. Les dirigeants de ce parti, dont Karl Kautsky, sont des centristes : ils sont contre la guerre, mais partisans du parlementarisme bourgeois. Leur opposition à la guerre se limite souvent au pacifisme et ils s'opposent à la transformation de la guerre impérialiste en révolution socialiste. Ils retourneront plus tard au Parti Socialiste. Toutefois, une grande partie des ouvriers révolutionnaires et aussi les Spartakistes adhèrent au nouveau parti.

Dès ce moment, il y a en Allemagne deux directions au mouvement ouvrier. Les Spartakistes et la gauche du Parti Socialiste Indépendant Allemand se mettront à la tête du prolétariat révolutionnaire. La direction du Parti Socialiste représentera désormais la politique bourgeoise au sein de la classe ouvrière.

La clarification définitive se fera le 30 décembre 1918, lors de la fondation du Parti Communiste Allemand à partir du groupe Spartakus. A la fin de 1920, le parti fusionnera avec l'aile gauche du Parti Socialiste Indépendant Allemand.

A partir de 1918, on ne peut donc plus parler de la direction du mouvement ouvrier allemand. A chaque soulèvement, le parti communiste dirigera la classe ouvrière révolutionnaire. A chaque fois, la direction du Parti Socialiste se trouvera dans l'autre camp, du côté de la bourgeoisie, à la tête de la police, du côté des massacreurs du peuple.

En parlant de la direction du mouvement ouvrier, cet historien trotskiste cache le rôle criminel joué par la direction du Parti Socialiste et escamote le rôle héroïque et révolutionnaire des communistes allemands durant toute cette période historique. Il gomme la contradiction de classe entre la ligne du PSA et celle du Parti Communiste. Il y a une distinction fondamentale entre les erreurs et les faiblesses éventuelles des communistes qui étaient du côté des travailleurs et les crimes commis par les socialistes dans la défense de l'ordre bourgeois. Les trotskistes se placent sur une autre position de classe. Les massacres commis par les socialistes deviennent des «erreurs» et la politique des communistes devient «criminelle».

Le parti socialiste n'a pas hésité à prendre le pouvoir.

Nous avons montré qu'en parlant de la direction du mouvement ouvrier allemand, les trotskistes commettent une escroquerie politique. Mettre sur le même pied l'attitude du PCA et du PSA face aux différentes tentatives de révolution entre 1918 et 1923 est une tromperie anticommuniste primaire.

Quel a été le rôle de ces partis dans ces révolutions et insurrections ?

La révolution de novembre 1918

Les dirigeants du parti socialiste complotent avec les bourgeois et la noblesse pour sauver l'Empire...

Après avoir soutenu la guerre impérialiste dès le début, le Parti Socialiste vole au secours du régime discrédité dès la fin de celle-ci. «En septembre 1918, le gouvernement du Reich se voit dans l'obligation d'admettre que la guerre... est perdue. Le peuple allemand est à bout de souffle. Les

difficultés de ravitaillement vont en s'aggravant. Des grèves éclatent. Afin de sauver l'existence de la monarchie... les dirigeants du régime encore au pouvoir instaurent début octobre 1918 le système parlementaire. Sous la présidence du prince Max de Bade est constitué un gouvernement... dont font partie les socialistes majoritaires. On décide des réformes du droit électoral et de la Constitution... Mais les réformes viennent trop tard. La monarchie parlementaire ne peut se maintenir au pouvoir.» (9)

... et les Spartakistes préparent la révolution

Le 3 novembre 1918, les matelots de la flotte allemande à Kiel se mutinent. Ce soulèvement est préparé par les Spartakistes. Ceux-ci ont invité, le 7 octobre, les représentants des Gauches de Brème et de Hambourg à une conférence nationale. Les mots d'ordre suivants y sont adoptés : constitution de conseils d'ouvriers et de soldats, levée de l'état de siège, libération des prisonniers politiques, abrogation de la loi sur le travail obligatoire, réduction de la journée de travail... expropriation des banques, des mines, de la sidérurgie, de la moyenne et grande propriété foncière... suppression des divers Etats du Reich et constitution d'une République allemande socialiste. (10) La révolte des marins déclenche la révolution allemande de 1918.

L'insurrection s'étend rapidement à d'autres régions : des usines d'armement sont occupées, des ouvriers et des soldats s'emparent de casernes et de postes de police. Ils libèrent les prisonniers politiques. A l'exemple de la révolution russe, ils créent des «conseils d'ouvriers et de soldats». Dans plusieurs grandes villes, ces conseils deviennent les véritables organes du pouvoir. A Hambourg, le 6 novembre, après seulement 18 heures de combats, les forces militaires réactionnaires sont défaites et un conseil provisoire des ouvriers et des soldats est constitué. Le 8 novembre, plus de 100.000 ouvriers de toutes les entreprises de la ville élisent un Grand Conseil Ouvrier de 600 membres. Celui-ci élit un exécutif composé de 30 membres. Dix-huit d'entre eux sont élus directement par les délégués. Les 12 autres doivent être désignés par le Parti Socialiste, le Parti Socialiste Indépendant, les syndicats et les radicaux de gauche. Les quelques dizaines de milliers de soldats révolutionnaires élisent également de leur côté 30 membres pour l'exécutif.

A Berlin, Le 8 novembre, le groupe Spartakus et les délégués révolutionnaires des usines appellent à la grève générale et à l'insurrection armée.

Limiter la révolution à la révolution bourgeoise ou créer un Etat des ouvriers et des soldats ?

Le «Vorwärts», journal du Parti Socialiste par contre titre le même jour : « Pour avoir une chance de réussir, les actions doivent être soutenues par l'ensemble des ouvriers. Le moment de telles actions n'est pas venu. N'écoutez donc pas les mots d'ordre lancés par une minorité irresponsable». (11)

En Bavière et partout, les familles nobles régnantes sont balayées. Le 9 novembre, la révolution obtient une première victoire importante : la monarchie est abolie et la fin de la guerre est déclarée.

Les dirigeants socialistes présentent ce succès comme la victoire finale de la révolution. Dans un discours du haut du balcon du palais impérial, le dirigeant socialiste Scheidemann proclame la République allemande. Il dit que «le peuple allemand a vaincu sur toute la ligne». (12) Ebert, premier ministre socialiste, déclare : «Les socialistes considèrent que leur tâche la plus urgente consiste à préserver le peuple allemand de la guerre civile et de la famine. Ils ne veulent pas que des réformes viennent encore aggraver une situation déjà critique. Le parti socialiste essaye à tout prix d'éviter une radicalisation de la révolution sur le modèle russe.» (13)

Mais du même balcon, Karl Liebknecht met en garde : « Nous avons détruit l'ancien régime, mais cela ne signifie pas que notre tâche soit terminée. Nous devons travailler de toutes nos forces pour construire le gouvernement des ouvriers et des soldats et pour créer un nouvel Etat des ouvriers et des soldats, un nouvel ordre du prolétariat, un ordre où règnent la paix, le bonheur et la liberté». (14)

Contrairement aux socialistes, Spartakus ne veut pas se limiter à l'instauration du parlementarisme bourgeois, mais il exige la généralisation du système des conseils d'ouvriers et de soldats comme véritables organes du pouvoir. Il exige aussi la socialisation de l'industrie lourde et de la grande propriété foncière.

Une double tactique

Incapables d'arrêter le mouvement révolutionnaire, les dirigeants socialistes essaient d'en prendre la direction pour mieux l'étouffer. Noske, député socialiste est envoyé à Kiel et se fait élire président du conseil ouvrier. Sa première décision est d'exiger que les ouvriers rendent leurs armes. Mais il n'est pas suivi.

Le 9 novembre, les dirigeants du PSA forment avec les centristes du PS Indépendant (Kautsky), un nouveau gouvernement qu'ils nomment démagogiquement «Conseil des députés du peuple». Ebert devient chancelier. La force de l'organisation de l'ancien Parti Socialiste, le sens de la discipline des ouvriers allemands et la faiblesse organisationnelle de Spartakus ont permis au Parti Socialiste d'obtenir la majorité au Congrès des délégués ouvriers et soldats.¹ Ce congrès décide, le 20 décembre, d'ordonner des élections à l'Assemblée Nationale Constituante. Il se prononce ainsi contre les soviets et pour le parlementarisme bourgeois, signe son arrêt de mort et abandonne le pouvoir aux partis bourgeois.

Une fois ces réformes bourgeoises démocratiques obtenues, la direction du Parti Socialiste, maintenant au pouvoir, écrasera dans le sang la révolution allemande.

Car tout en prenant la tête de la révolution pour la dévier vers le parlementarisme bourgeois, les dirigeants socialistes complotent avec les bourgeois et les généraux impériaux pour préparer l'écrasement des forces révolutionnaires.

Dans la nuit du 10 novembre, Ebert conclut un accord avec le général Groener, l'assistant du commandant en chef de l'armée, le maréchal von Hindenburg.²

«Nous nous sommes alliés contre le bolchevisme» dira Ebert plus tard devant une commission d'enquête. **(15)**

Voici comment les historiens sociaux-démocrates allemands eux-mêmes décrivent la ligne d'Ebert : «Ebert essaie de maintenir en marche les rouages de l'Etat. Il maintient dans ses fonctions l'administration civile ci-devant impériale et ne croit pouvoir réaliser le rapatriement de l'armée et le ravitaillement de la population autrement qu'avec l'aide de l'état-major de l'armée impériale... Les socialistes majoritaires ne voient des menaces pour l'existence de l'Etat que dans les groupements extrémistes révolutionnaires, ils n'en voient nullement dans les courants contre-révolutionnaires... Les forces restées fidèles au régime autoritaire déchu, toujours présentes dans l'administration, la magistrature, l'armée et l'industrie, sentent qu'elles ont de nouveau le vent en poupe». **(16)**

Fin décembre, à Berlin, Ebert recourt à des éléments de l'ancienne armée pour mater une mutinerie de marins. Après un ultimatum de dix minutes, il fait donner le canon. Il y aura 60 morts. Mais l'armée, où beaucoup de soldats refusent de tirer, finit par être désarmée par le peuple.

Le 6 janvier 1919, la grève est générale à Berlin. La révolution est sur le point de triompher. A ce moment, Noske prend la charge des affaires militaires dans le gouvernement Ebert, d'où sont partis les socialistes indépendants. Il met sur pied les «Corps Francs», composés de volontaires issus de l'ancienne armée impériale. «Certes, beaucoup d'entre eux étaient des officiers monarchistes, mais quand on veut construire une maison, il faut faire appel aux gens du bâtiment», avoue-t-il. **(17)** Dans son autobiographie il écrit : «Il faut que quelqu'un soit le chien sanguinaire, je n'ai pas peur de cette responsabilité».

Le 11 janvier, il entre dans Berlin à la tête des corps francs. En deux jours et des milliers d'ouvriers, de femmes et d'enfants tués, il écrase la révolution. Il ne fait pas de prisonniers. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les dirigeants de Spartakus, sont assassinés par des officiers prussiens. La classe ouvrière est ainsi privée de deux de ses meilleurs dirigeants. Le 12 janvier, le journal du Parti Socialiste, le Vorwärts, crie victoire et titre : «Spartakus écrasé».

Les révolutionnaires des grandes villes étaient isolés les uns des autres et ils sont écrasés les uns après les autres. Les troupes commandées par des officiers de l'Empereur massacrent les insurgés. A Brême, Noske tue 100 ouvriers entre le 2 et le 5 février. Du 4 au 13 mars, une nouvelle «semaine sanglante» fera 1.200 morts et 10.000 blessés parmi le peuple de Berlin. Le même scénario se déroulera dans la Ruhr, à Halle, à Gotha, à Braunschweig et à Munich.

Le putsch de von Kapp et l'armée rouge de la Ruhr

Noske prépare la voie

Dans la deuxième moitié de 1919, la bourgeoisie essaye de supprimer la journée des huit heures et les droits des conseils d'entreprise. Les travailleurs répondent par des grèves. Le 13 janvier 1920, Noske fait tirer sur des manifestants à Berlin. Quarante-deux ouvriers sont tués. La répression sanglante de la lutte ouvrière par le gouvernement socialiste encourage les éléments d'extrême-droite. Les commandants des Corps Francs exigent que le gouvernement n'accepte pas la limitation de l'armée à 100.000 hommes prévue par le Traité de Versailles. Beaucoup d'officiers craignent de perdre leur place. Ils se regroupent autour de von Kapp, un féodal prussien. Le 12 mars, ils marchent sur Berlin. L'armée officielle refuse de tirer, malgré les demandes de Noske. Le gouvernement s'enfuit. Les putschistes massacrent et pillent. Rien qu'à Leipzig, 300 personnes sont tuées.

Le PCA appelle à la grève générale et exige l'armement du peuple. Beaucoup de socialistes suivent ces mots d'ordre et cette réaction décidée conduit à l'échec du putsch. Le 17 mars, von Kapp s'enfuit en Suède.

L'armée rouge de la Ruhr

Dès son retour à Berlin, le gouvernement socialiste n'a de souci plus urgent que de désarmer la classe ouvrière victorieuse et de dissoudre les conseils d'ouvriers créés pendant la grève générale. Dans plusieurs villes, les ouvriers résistent, l'arme à la main, à ces tentatives, la grève générale contre von Kapp se transforme en lutte pour des revendications sociales.

La Ruhr, le poumon industriel de l'Allemagne, est cette fois-ci au centre des combats. Les ouvriers y ont mis sur pied des groupes armés dans les usines. Ces bataillons se trouvent sous une direction centrale constituée d'ouvriers communistes, socialistes et indépendants. Ils confisquent les dépôts d'armes militaires. Les ouvrières et les femmes d'ouvriers deviennent infirmières. Ainsi est créée une armée ouvrière, l'Armée Rouge de la Ruhr. En une semaine de temps, cette armée chasse les Corps Francs de toutes les grandes villes. Toute la région est libérée. L'ancienne administration est dissoute et ses tâches sont reprises par les conseils de travailleurs.

Les socialistes n'hésitent pas... à désarmer les ouvriers

Le gouvernement envoie alors le socialiste Severing pour négocier avec les ouvriers. Il exige que ceux-ci rendent les armes. Il promet que l'armée restera en dehors de la Ruhr, que les putschistes seront punis, que l'appareil d'Etat sera nettoyé des forces réactionnaires et que la grande industrie sera nationalisée. Malgré les mises en garde des communistes, beaucoup d'ouvriers socialistes font confiance à Severing et acceptent un accord. Mais dans la nuit du 2 au 3 avril, les troupes du général von Watter entrent dans la Ruhr. Les ouvriers y sont massacrés par centaines. Dans le village de Haltern, 65 ouvriers sont occupés à la construction d'un pont. Ils ne sont pas du tout impliqués dans les

combats et à l'approche de l'armée, ils s'enfuient. Ils seront massacrés jusqu'au dernier homme. Les autres promesses de Severing sont tout aussi mensongères : les officiers qui ont dirigé le putsch ne seront jamais jugés, mais un ouvrier qui avait tiré sur un des participants au putsch s'est vu condamner à 15 ans de travaux forcés. **(18)**

L'insurrection de Hambourg

En octobre 1923, un pain coûte 260 millions de marks pour un salaire journalier de 3 milliards de marks. La plupart des travailleurs ne disposent plus du minimum vital. La grande industrie tire de la ruine de la grande masse des Allemands des profits provoquants. En quelques jours, elle peut se libérer des dettes contractées avant ou pendant la guerre. On emprunte, on place l'argent à l'étranger en devises fortes et on rembourse trois mois après en monnaie dévaluée.

Des grèves en front uni entre communistes, socialistes et sans-parti balaient le gouvernement de droite. Avec l'inflation croît aussi un «climat de novembre 1918» qui fait peur à la bourgeoisie. Elle fait appel au Parti Socialiste pour participer au nouveau gouvernement et pour diviser le front de la grève. L'état de siège est proclamé dans toute l'Allemagne. Le général von Seeckt, soutenu par les dirigeants socialistes a les mains libres pour toutes les questions militaires. Le PCA crée un conseil militaire clandestin pour préparer l'affrontement avec la dictature militaire.

Le gouvernement ouvrier en Saxe et Thüringen

Entre-temps s'est formé dans les Länder de Saxe et de Thüringen un gouvernement de coalition socialistes de gauche-communistes. Les ouvriers y sont prêts à ériger la dictature du prolétariat. Ils ont mis sur pied des milices ouvrières.

L'Internationale communiste avait donné son accord à cette participation gouvernementale. Elle y voyait une étape dans la préparation à la révolution dans l'ensemble du pays. Le parti devait utiliser ses positions dans les gouvernements de Saxe et de Thüringen pour armer le prolétariat. En même temps, les masses dans le reste de l'Allemagne devaient être mobilisées pour entrer en action le moment venu. **(19)** Le congrès du PCA du 28 janvier 1923 se prononce en faveur du «gouvernement ouvrier».

Mais le PCA n'était pas encore un véritable parti bolchevik : des fractions existaient et le débat politique se menait de façon fractionnelle. Les opportunistes de droite Brandler et Thalheimer dominaient. Ils ne croient pas à l'action révolutionnaire. Ils se cantonnent au niveau légal, n'envisagent que les accords au sommet et refusent de coordonner et de développer l'action des masses. Ils ne veulent rien entreprendre qui puisse mettre en danger les accords avec les socialistes de gauche. Leur gouvernement ouvrier est «une démocratie bourgeoise, basée sur des organes prolétariens et des mouvements de masse prolétariens». **(20)** Thälmann met en garde : «Quiconque s'imagine qu'un gouvernement ouvrier puisse être protégé par des moyens légaux, sans que le prolétariat lutte pour sa défense, s'apercevra qu'à la première occasion la bourgeoisie enverra au diable ces ouvriers assis dans des fauteuils ministériels». **(21)** C'est ce qui arrivera en Saxe et en Thüringen. Les communistes opportunistes au gouvernement dans ces régions ne font rien pour préparer l'insurrection armée. Ils n'arment pas les 50.000 ouvriers comme prévu dans les plans du parti. Ils ne prennent aucune mesure pour satisfaire les revendications ouvrières : même pas une maison d'un riche n'est confisquée à une époque où beaucoup d'ouvriers sont sans abri.

Mais, malgré cette ligne opportuniste, les dirigeants socialistes à Berlin ne tolèrent même pas ce gouvernement légal à participation communiste. Le 21 octobre 1923, Ebert envoie 80 trains remplis de militaires, de mitrailleuses et de munitions en Saxe.

Ces événements précipitent les décisions. L'appel à la grève générale, prévue pour le 9 novembre doit être avancé, alors que tous les préparatifs pour l'insurrection n'étaient pas terminés. Les ouvriers révolutionnaires voyaient cette grève comme le départ de la résistance armée contre la dictature

militaire et pour un gouvernement révolutionnaire du peuple dans toute l'Allemagne. Mais les dirigeants socialistes de Saxe rejettent ce mot d'ordre, suivis en cela par les opportunistes de Brandler. L'armée occupe toute la Saxe et renverse le gouvernement légal. Le même scénario se déroule en Thüringen.

Les ouvriers de Hambourg sauvent l'honneur du PCA

Lorsque l'annonce de l'entrée des troupes en Saxe fut connue à Hambourg, les dockers et les ouvriers des chantiers navals arrêtent le travail. Les conseils d'entreprise appellent à la grève générale et à l'insurrection armée dans toute l'Allemagne. Sous la direction du PCA, les ouvriers de Hambourg passent à l'insurrection armée. Le 23 octobre, ils occupent 17 commissariats pour désarmer la police et se procurer des armes, ils envahissent les armureries. Trente minutes après le début de l'insurrection, les ouvriers se sont emparés de 170 fusils et de munitions. Toute la population participe : en érigeant des barricades, en apportant des repas chauds aux combattants ou en transmettant les messages d'un quartier à l'autre. La police n'arrive pas à reprendre les quartiers occupés par les ouvriers.

Les dirigeants socialistes assument alors le rôle de la police. 700 membres de l'organisation socialiste «Republik» remplacent les policiers dans les fonctions ordinaires, libérant ainsi la police pour le combat contre les révolutionnaires:

Ernst Thälmann dirige les combats. Il déclarera plus tard que dans ces journées, les ouvriers de Hambourg ont sauvé l'honneur du Parti Communiste. A cause de la trahison des Brandleristes, l'insurrection ne s'étendit pas au reste de l'Allemagne. Le Parti fut obligé d'arrêter la lutte.

Choisir son camp

Le «gouvernement ouvrier» de Saxe et de Thüringen est sans doute le seul exemple dans l'histoire de l'Allemagne de Weimar où les socialistes de gauche et des communistes opportunistes ont «refusé de prendre le pouvoir», selon les termes de «De Vonk» cités plus haut. Mais que les trotskistes sachent alors que cette trahison des opportunistes dans le PCA a été sanctionnée par l'exclusion de Brandler et de son groupe de la direction du parti. Le «stalinien sectaire» Thälmann entre au Bureau Politique et il tirera des événements la leçon qu'il faut transformer le PCA en un parti communiste discipliné, centralisé.

Et qu'on ne classe pas le Parti Socialiste dans le même camp. Une nouvelle fois, la direction de ce parti a écrasé la révolution.

Le 26 septembre 1923, le président socialiste, Ebert, proclame l'état d'urgence dans tout le pays. Le pouvoir exécutif est transmis au ministre de l'Armée, Geseler. Ebert remerciera plus tard, dans une lettre au même Geseler, la marine et l'armée pour leur soutien dans la répression sanglante de l'insurrection de Hambourg. **(22)**

Le 13 octobre, le Parlement vote avec l'aide des députés socialistes, une loi permettant de suspendre plusieurs droits constitutionnels. A la fin de 1923, le PCA est interdit. Il restera dans l'illégalité jusqu'au 1 mars 1924.

Plus de mille communistes sont emprisonnés. La presse communiste est interdite.

Une fois la sale besogne faite, la bourgeoisie jettera les socialistes comme un torchon dont elle n'a plus besoin. A partir de décembre 1924 commence une période de stabilisation du pouvoir de la bourgeoisie. Elle n'aura plus besoin des services des socialistes jusqu'en juin 1928. Avec l'aide américaine³ l'Allemagne redevient une puissance économique et militaire.

Entre 1918 et 1923, le parti socialiste a jeté les bases pour l'avènement du fascisme

Il a remis en selle la réaction noire qui portera Hitler au pouvoir.

Contrairement aux affirmations des trotskistes vonkistes, le Parti Socialiste n'a pas hésité à prendre le pouvoir. Il l'a pris en se servant des masses révolutionnaires. Ebert devint président et Scheidemann premier ministre.

Pour ce faire, les dirigeants socialistes ont remis en selle les forces réactionnaires au moment où elles étaient battues par l'insurrection. Ils leur ont donné les moyens d'écraser la révolution. Ils ont construit l'appareil d'Etat de la République de Weimar en faisant appel à cette même réaction noire. Une des premières décisions du gouvernement socialiste en 1919 fut la remise sur pied de l'armée. Les anciens officiers furent mis à la tête des nouveaux bataillons. En 1914, 30 % des officiers appartenaient à l'aristocratie. En 1932, il en restait encore 21 %. Beaucoup de Corps Francs furent transformés en divisions régulières. Lors de l'engagement, on donna la préférence à ceux qui s'étaient distingués dans l'écrasement du soulèvement ouvrier. «La social-démocratie a appris aux futurs fascistes le goût du sang ouvrier», dira S.Haffner.⁴

Le gouvernement socialiste Scheidemann ne toucha pas à la propriété des Junkers, les propriétaires terriens, ni des grands capitalistes, bref, de tous ceux qui porteront les nazis au pouvoir. Dès 1924, Hitler disposa de fonds importants en provenance de certains gros industriels. En cette année, lors de son procès pour la tentative de coup d'Etat à Munich, il apparut que « les dernières années, la liste des soutiens financiers déclarés du mouvement national-socialiste devint extrêmement longue. Industriels, entrepreneurs, administrateurs de sociétés étaient aussi nombreux que sur une liste de souscription du Comité National Républicain aux Etats-Unis». (23) Déjà en 1927, le trust de l'acier de la Ruhr, dirigé par Thyssen préleva, par le moyen d'une taxe spéciale obligatoire, une certaine somme pour le fonds électoral du parti national-socialiste. (24)

Pour créer et défendre la République bourgeoise de Weimar, la PSA n'a pas hésité à massacrer l'avant-garde ouvrière

La République démocratique bourgeoise de Weimar fut créée au milieu de flots de sang ouvrier. Les dirigeants socialistes ont écrasé toute insurrection révolutionnaire et essayé de décapiter la classe ouvrière par l'extermination de son avant-garde communiste. Sans ces contre-révolutions, la victoire du fascisme n'aurait jamais été possible.

Une «Loi sur la protection de la République»⁵ votée pour combattre les actes terroristes de l'extrême-droite, servit exclusivement à poursuivre la gauche révolutionnaire. Entre janvier 1919 et juillet 1922 (époque de gouvernements socialistes), 22 assassinats politiques sont commis par des personnes se réclamant de la gauche contre 354 par des personnes se réclamant de la droite. Dix personnes de gauche sont condamnées à mort contre aucune personne de droite. La durée moyenne des peines est de 180 mois pour les personnes de gauche contre 4 mois pour les personnes de droite. (25) Entre-temps, le ministre de l'Intérieur de Prusse, le socialiste Severing, interdit les milices ouvrières.

Le PSA a toléré l'émergence du fascisme.

Toute une nuée d'organisations fascistes se sont constitués comme un pouvoir politique de réserve pour la bourgeoisie au cours des premières années de Weimar. Parmi elles, les organisations Consul⁶ Orgesch et Einwohnenehr. Elles sont organisées de façon militaire, attaquent des réunions ouvrières et assassinent des dirigeants ouvriers et des démocrates. Tout cela se fait en collaboration avec l'armée, avec l'argent de grands capitalistes et sous la protection de la justice. Ces organisations sont tolérées par la social-démocratie, avec la complicité des impérialistes français et britanniques. Ledésarmement prévu dans le Traité de Versailles ne leur est pas appliqué. L'ambassadeur anglais à Berlin, lord d'Abernon, écrit dans son journal en 1920 : «...la dissolution de diverses organisations fascistes... équivaldrait à livrer à leurs plus grands ennemis les éléments d'ordre de la population. L'élément bourgeois ne peut, sans ces organisations, résister aux Rouges, qui sont un réel danger.» (26)

Palme Dutt se demande : «Qui est-ce qui incita les chefs social-démocrates à agir de cette façon qui ne pouvait en définitive que signifier également la destruction de leurs propres positions ? En 1920, les ministres de la social-démocratie s'enfuyaient déjà de Berlin, la nuit, devant ces mêmes officiers qu'ils avaient eux-mêmes armés et équipés, et seule l'action ouvrière les sauva; en 1933, lorsque la résistance des masses eut été brisée davantage encore et la contre-révolution bien assise, leur parti fut formellement dissous, et ils durent s'exiler.»

Il répond : «Ainsi que l'ont abondamment prouvé les mémoires qu'ils ont publiés, leur unique pensée en 1918 et 1919 fut de «sauver l'Allemagne du bolchevisme», c'est à dire, de sauver le régime capitaliste - toujours au nom de la «démocratie». Ceci, cependant, ils ne purent l'accomplir qu'en s'alliant aux classes les plus réactionnaires et militaristes, seules forces capables d'écraser la classe ouvrière... En période révolutionnaire, la lutte de classe ne connaît pas de demi-mesures : ou bien c'est la victoire de la révolution ouvrière, ou bien c'est le triomphe complet de la réaction.» (27)

Les communistes par contre se sont battus du côté des ouvriers et des soldats révolutionnaires et ont payé de leur vie cette fidélité à la cause du prolétariat.

Après avoir fait cette distinction entre les bourreaux et les victimes, on peut aussi parler des erreurs dans notre camp. Mais c'est là un débat que nous ne menons pas avec des contre-révolutionnaires dont le seul but est de blanchir les Noske et autres Ebert et de calomnier les communistes.

Le PCA et le PSA face a la montée du fascisme (1928-1933)

Le mensonge historique trotskiste : « Même à ce moment (lors de la montée des fascistes, ndlr), les dirigeants du PSA et du PCA refusaient d'arrêter la marée fasciste et d'appeler à la résistance. La direction du PCA alla même jusqu'à attaquer des meetings socialistes ensemble avec les nazis... Ainsi le fascisme a eu l'occasion de faire ce à quoi il était destiné : construire une machine capable de détruire complètement toute l'organisation des ouvriers afin de briser toute résistance des ouvriers à la politique de crise du système... ceci fut facilité par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA. Staline, le dirigeant de l'Internationale Communiste à l'époque trouvait que le fascisme et le socialisme étaient en fait des jumeaux... Mais il y eut le pacifisme et l'indécision du PSA. Et ceci dans une situation où les ouvriers au sein du PSA s'étaient organisés en milices ouvrières (le Schutzbund). Si la direction du PSA avait engagé dès le début ces milices contre les nazis, ceux-ci ne seraient jamais devenus aussi grands.» (28)

La vérité historique : de 1928 à 1933, le PSA a surtout combattu pour la survie du capitalisme. Mais dans cette période de crise, lorsque l'alternative était dictature fasciste ou dictature du prolétariat, la social-démocratie, en tant que défenseur de la bourgeoisie, s'est rapprochée toujours plus des méthodes terroristes du fascisme. Elle est devenue le marchepied pour le fascisme, seul moyen de maintenir le capitalisme dans la situation de l'Allemagne en 1933.

Au gouvernement, de 1928 à 1930, le PSA a entamé la destruction de toutes les conquêtes sociales, économiques et démocratiques acquises par la classe ouvrière au prix d'innombrables sacrifices, notamment au cours de la révolution de 1918. Ensuite, dans l'opposition, il a toléré, au nom du «moindre mal», que la classe ouvrière soit projetée dans une misère noire. Il a semé le défaitisme, la résignation en brisant les grèves et en dénonçant la lutte de classes. Il a réprimé dans le sang la résistance à la politique de crise et à la fascisation. Des centaines d'ouvriers, de chômeurs, d'antifascistes et de communistes sont tombés sous les balles de la police de ces soi-disant pacifistes socialistes, ministres de l'Intérieur dans les différentes régions. Il a divisé et affaibli le mouvement ouvrier et antifasciste par l'expulsion des militants communistes et combatifs des syndicats et des autres organisations ouvrières, par l'interdiction des organisations antifascistes combattives.

Il a été à l'avant-garde de la lutte anticomuniste et antisoviétique. Il a contribué activement au réarmement de l'Allemagne.

Il a refusé obstinément toute proposition de front uni antifasciste avancée par les communistes.

Ce faisant, il a contribué de façon décisive à la victoire du fascisme.

Comment le PSA a-t-il combattu le fascisme montant ?

Les socialistes allemands auraient donc été «passifs» et «pacifistes» devant le fascisme. Voici un bref aperçu de la «lutte antifasciste passive» du PSA entre 1928 et 1932.

L'histoire est édifiante parce que, dans des circonstances différentes nous retrouvons les mêmes acteurs, les mêmes arguments, les mêmes dangers. Mais aujourd'hui, nous savons où cela a conduit.

Aide au réarmement

Le Traité de Versailles limitait l'armée allemande à 100.000 hommes et lui interdisait la création d'une flotte. La lutte pour une armée allemande puissante, capable de nouvelles agressions - surtout contre l'URSS - est un des points essentiels du programme des nazis. La lutte contre le réarmement constitue donc un point essentiel de toute lutte antifasciste et anti-impérialiste.

Non aux cuirassés...

Dès 1924, l'Allemagne s'est réarmée secrètement en violation du traité de Versailles. L'armée subventionne des instituts de recherche chargés de développer des prototypes, notamment pour l'aviation. Le Ministère de la Défense encourage des firmes allemandes à créer des succursales à l'étranger où elles pourront développer ces prototypes jusqu'à la réalisation pratique. Entre 1924 et 1928, le budget de la Défense augmente de 50 % atteignant un dixième du budget national pour une armée d'officiellement 100.000 hommes.

Pour les élections du 20 mai 1928, les communistes et les socialistes mènent campagne contre le réarmement de l'Allemagne sous le mot d'ordre : «Non à la construction de cuirassés, oui à l'aide alimentaire aux enfants».

Les socialistes, (30 % des voix) et les communistes (10 % des voix) gagnent les élections. Herman Millier, socialiste, devient premier ministre.

Oui aux cuirassés...

L'une des premières décisions du gouvernement Millier est la mise en chantier d'un... nouveau cuirassé pour la flotte de guerre. Les députés de son parti refusent de voter les crédits, mais n'obtiennent pas la majorité. Il ne reste plus qu'un moyen pour empêcher cette étape importante dans le réarmement de l'Allemagne : le référendum proposé par le Parti Communiste. Mais le PSA refuse d'y collaborer. Le cuirassé sera construit.

En 1930, le gouvernement socialiste Muller dépense autant pour son armée de 100.000 hommes que la France qui compte 750.000 soldats. **(29)**

La direction du PSA s'est rangée derrière la politique impérialiste du grand capital allemand. Il a activement collaboré au réarmement du pays.

A chaque nouveau pas dans le réarmement, le PCA par contre appelle à des actions concrètes.

Dans beaucoup d'entreprises, le PCA a fondé des comités contre la guerre. Ces comités dévoilaient et combattaient la production de guerre dans les entreprises. Au parlement, Thälmann, informé par les

ouvriers, dénonce la production militaire dans plusieurs entreprises. Il appelle les parlementaires du PCA à dénoncer la présence des fascistes dans l'armée et à exiger leur épuration. Le premier août 1929, déclaré journée contre la guerre par l'Internationale communiste, les comités organisaient des grandes manifestations dans plusieurs villes. Ainsi, à Aix-la-Chapelle, 10.000 ouvriers, venant de cinq pays différents, manifestaient pour l'internationalisme prolétarien et contre le danger de guerre.

Le 1 août 1930, le PCA rassemblera, tout seul, 100.000 manifestants contre les préparatifs de guerre.

Préparation du climat antisoviétique

L'existence d'un climat anticomuniste et antisoviétique a sans aucun doute constitué une des conditions du succès des nazis. Le socialisme soviétique ne devait pas être perçu par les travailleurs comme une alternative. La peur du bolchevisme a poussé les classes moyennes dans les bras des nazis. L'hystérie antisoviétique a préparé les esprits à la guerre contre le «bolchevisme». Dans ce domaine non plus, le PSA n'a pas été en reste.

«Le premier ministre Müller témoignait d'une attitude négative presque émotionnelle vis à vis de l'URSS et il rejetait brutalement la déclaration de Rapallo exigée par l'URSS... La presse social-démocrate, à côté de celle du centre a eu une contribution décisive dans le climat antisoviétique croissant en Allemagne». (30)

Pendant que le gouvernement Müller décidait la construction d'un nouveau cuirassé, les dirigeants socialistes allemands accusaient l'URSS de «militarisme rouge» parce qu'elle préparait sa défense contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme allemand. (31)

Du réformisme a la terreur sociale

Le PSA a frayé la voie au fascisme en menant une politique active de destruction des revenus et des acquis sociaux de la classe ouvrière. Il a aidé à précipiter la classe ouvrière dans une misère indescriptible pour renforcer la position concurrentielle du patronat allemand. Avec l'aide des directions syndicales de droite, il a brisé la résistance ouvrière par le sabotage des grèves, par l'envoi de la police, par les conciliations obligatoires et l'arrestation des dirigeants des luttes.

Il est responsable de la résignation dans la classe ouvrière après toutes les défaites dans ces luttes.

Oui à la journée des 8 heures et à l'aide alimentaire pour les enfants...

La journée des huit heures est un thème important des élections de 1928. Pendant plusieurs années, le PCA a dirigé des luttes pour cette revendication. Le PSA l'a combattu sous prétexte qu'il fallait obtenir cette revendication par la voie légale. En décembre 1927, le journal socialiste «Vorwärts» titre : «Votez tous PSA et vous aurez la journée des huit heures» (32)

Mais après quatre années de relance économique, s'annonce à partir de 1928 une nouvelle crise économique. Dès 1929 la production stagne et en octobre 1929 intervient le krach boursier à New York. En 1932 la production industrielle en Allemagne est tombée à 58 pour cent du niveau de 1928.

Le nombre de chômeurs va exploser : de 8,8% en 1927 à 44% en 1932. Il y aura 6,1 millions de chômeurs officiellement enregistrés début 1932.

Oui à la journée des 14 heures et à l'aide financière au patronat

Le nombre d'heures prestées dans l'industrie a diminué de moitié au cours de cette période. En 1932, les capacités de production ne sont utilisées qu'à 41%, mais au lieu d'avoir la journée des huit heures,

ceux qui restent au boulot doivent parfois prêter jusqu'à 14 heures par jour. Le rendement par ouvrier et par heure augmente de 16 %. Les salaires nets réels diminuent de 36 % entre 1928 et 1932. **(33)**

La classe ouvrière est précipitée dans une misère indescriptible. Les conflits entre les ouvriers et le patronat gagnent en étendue et en âpreté.⁷ Correspond à notre conciliateur social, mais les décisions de cet arbitrage ont un caractère obligatoire. Les arbitres étaient souvent des fonctionnaires social-démocrates. Ou par l'envoi de la police contre les piquets de grève.

Le PCA lutte pour le socialisme et la survie de la classe ouvrière

Le PCA, et l'Internationale Communiste, sont d'avis qu'on est au début d'une époque de luttes de classes aiguës. Ils se fixent comme but d'arrêter l'évolution vers la droite et de profiter de l'affaiblissement du grand capital pour renverser la domination de celui-ci. Ceci implique nécessairement une lutte plus aiguë contre les dirigeants droitiers de la social-démocratie qui partout se comportent en boucliers de l'ordre capitaliste.

Le PCA conduit les ouvriers qui luttent pour leur survie, la plupart du temps contre la volonté des dirigeants syndicaux sociaux-démocrates. Il considère que la lutte gréviste est devenue une lutte contre le système capitaliste parce que «la lutte pour le rétablissement entier de la force de travail, la lutte pour un salaire qui équivaut à la valeur de la force de travail, est devenu un acte contre l'existence du système capitaliste» **(34)**

Face à la grave crise mondiale et l'attitude de la social-démocratie, il n'était pas question du front au sommet. Le PCA ne pouvait défendre que la ligne de la conquête de la majorité de la classe ouvrière, de front uni à la base et tenter de repousser l'influence des dirigeants socialistes dans la classe ouvrière. Le PSA, dans cette situation de luttes de classes aiguës, favorisait en fait le camp fasciste contre la révolution.

Le PSA lutte pour sauver le système capitaliste

Dès le début de la crise, le PSA échange sa politique réformiste des années vingt contre une politique de démolition des positions politiques et des acquis économiques et sociaux de la classe ouvrière. Le gouvernement Müller et son célèbre ministre des Finances Hilferding mettent en oeuvre une politique anti-ouvrière et pro-capitaliste draconienne : en 1929 les capitalistes obtiennent 1,37 milliards de marks de diminutions d'impôts. Les impôts (indirects surtout) et les taxes qui frappent la masse de la population augmentent : les taxes sur les produits de première nécessité augmentent de 2 milliards de marks en 1929. Le 3 octobre 29, le gouvernement vote un plan qui supprimera ou diminuera les allocations de chômage pour 1,2 millions de chômeurs. Le nombre d'exclus des allocations de chômage augmentera de 500.000 en 1927 à plus d'un million en 1930. **(35)** En janvier 1930, 80 % des sans-travail bénéficient de l'allocation de chômage. En décembre de la même année, ils ne seront plus que 57 %. **(36)**

La police du ministre socialiste de l'Intérieur charge contre les marches de la faim des sans-emploi, faisant plusieurs tués.

Les «possibilités positives du national-socialisme»

En décembre 1929, le Reichsverband der deutschen Industrie édite un mémorandum sous le titre : « Essor ou déclin ? ». Il y exige : diminution des impôts pour les monopoles, rabotage des prestations sociales, diminution des salaires et libéralisation des règlements sur les conditions de travail. **(37)** Ce programme devait être exécuté par un gouvernement disposant de pouvoirs spéciaux et sans passer par le parlement. Pour le patronat, les jours de la social-démocratie au gouvernement étaient comptés.

Pendant douze ans, de 1918 à 1930, elle avait bien mérité de la bourgeoisie. Mais la profonde crise économique et le progrès des forces révolutionnaires poussaient la bourgeoisie à recourir de plus en plus à des formes de gouvernement ouvertement fascistes.

Les «Deutsche Führerbriefe», le bulletin confidentiel de la Fédération de l'industrie allemande, publia dans ses numéros de septembre 1932 une étude sur les rôles distincts du fascisme et de la social-démocratie dans la consolidation du capitalisme.

Voici, en résumé, l'analyse du grand capital allemand : le maintien du système capitaliste dépend de la division de la classe ouvrière. Tout front uni à la base est révolutionnaire et contre lui, même la force militaire ne prévaut pas longtemps. La bourgeoisie n'est pas assez importante pour maintenir seule sa domination. Le capitalisme a donc besoin d'une base sociale. Elle doit s'allier des couches de la population qui ne lui appartiennent pas, mais qui lui rendent le service d'asseoir sa puissance dans le peuple. Ce soutien «le plus éloigné» pendant l'après-guerre, est la social-démocratie. Dans la période de 1923 à 1930, grâce aux avantages de salaires et la politique sociale, celle-ci a pu diviser la classe ouvrière en s'alliant une partie privilégiée et organisée de la classe ouvrière «qu'elle enchaînait solidement à l'Etat bourgeois, tandis qu'elle paralysait son énergie révolutionnaire». Le communisme était tenu à l'écart par une sorte de mécanisme d'écluse grâce auquel toute la fraction fortement organisée (dans les syndicats) de la classe ouvrière jouissait d'avantages mesurés, mais considérables par rapport à la masse variable et sans travail des couches inférieures. Ce système fonctionna assez bien jusqu'à la crise économique de 1929. Celle-ci balaya les avantages de la couche supérieure, sapant ainsi la base sociale de la social-démocratie. Le danger de l'adhésion de la classe ouvrière au communisme grandissait. Le seul moyen de sauver la bourgeoisie de l'abîme est «d'obtenir la division de la classe ouvrière et son enchaînement à l'appareil d'Etat par d'autres moyens plus rapides. C'est là que résident les possibilités positives (!) et les tâches du national-socialisme». Mais les nouvelles conditions impliquent un changement dans la forme de l'Etat. L'enchaînement à l'Etat de la classe ouvrière organisée exige le système parlementaire et le parlementarisme n'est acceptable à la bourgeoisie que si la social-démocratie réussit à contrôler et à diviser la classe ouvrière. Si le capitalisme est forcé de détruire la base de la social-démocratie, elle doit également transformer la Constitution parlementaire en une Constitution «restreinte», c'est à dire fasciste. (38)

Jusqu'à l'analyse du grand capital allemand.

Mais, dit Palme Dutt, le fascisme, qui s'appuie essentiellement sur la petite bourgeoisie, la paysannerie et des couches arriérées du prolétariat ne peut jamais constituer la principale base de la bourgeoisie. Il ne conquiert jamais la grande masse des ouvriers industriels qui constituent la seule puissance capable de renverser le capitalisme. C'est pourquoi la social-démocratie continue à jouer un rôle dans la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie. Pour garder ses positions, elle ira très loin dans la collaboration à la fascisation et dans certaines circonstances, elle collaborera même avec le fascisme au pouvoir.

Le passage de la domination de la social-démocratie au fascisme se fera graduellement. Et la social-démocratie, au nom du «moindre mal» aidera à construire pierre par pierre le nouveau régime de «Constitution restreinte», creusant ainsi sa propre tombe.

De «moindre mal» en «moindre mal» jusqu'à Hitler

En mars 1930, la droite fait exclure les socialistes du gouvernement national. Arrive le gouvernement Brüning⁸ du Parti du Centre, qui fait de «l'assainissement des finances publiques» son point de programme principal. Les impôts qui frappent la population sont augmentés d'un demi milliard de marks. Le budget pour les allocations de chômage est réduit de 1 %. Une «taxe d'urgence» de 4 % est levée sur les revenus des fonctionnaires et des employés et des économies dans l'assurance maladie rapportent 300 millions de marks. Les taxes sur les oeufs, le blé, la viande, le lait et d'autres aliments sont parfois augmentées de 600 %. Mais l'assainissement des finances publiques ne s'applique pas aux

grands trusts : AEG obtient une remise de 1,7 millions de marks sur ses impôts, les mines de cuivre de Mansfeld obtiennent 7 millions de marks de subventions.

Tout cela n'émeut pas outre mesure les dirigeants du PSA.

Au nom «du moindre mal», c'est à dire pour «éviter le fascisme», la social-démocratie abandonne même son opposition parlementaire contre le gouvernement Brüning. Elle décide de «tolérer» le gouvernement et de voter contre toute motion de méfiance au parlement.

Mais «le moindre mal» ressemble de plus en plus au grand mal que les socialistes veulent éviter. Début 1931, les dirigeants syndicaux essayent de faire accepter aux ouvriers les diminutions de salaires pour «parer à la menace d'une suppression totale des conventions collectives». **(39)** Mais la quatrième ordonnance d'urgence de Brüning en novembre 1931 prévoit : une diminution de 10 à 15 % des revenus, l'annulation des conventions collectives existantes, le retour des salaires au niveau du 10 janvier 1927, la suppression du droit de grève, la diminution des allocations sociales et l'augmentation des cotisations, le report d'un an des élections sociales et la proclamation de l'état d'exception. Dans les faits, cette ordonnance signifiait une diminution réelle des revenus de 27 à 29 %. **(40)** Elle conduit pratiquement à la suppression des droits démocratiques des travailleurs.

Tout en la dénonçant dans sa presse, le PSA permet par l'abstention de ses députés, le vote de cette ordonnance.

La social-démocratie paralyse et démoralise la classe ouvrière

De Vonk : «...ceci (la montée du fascisme) fut facilité par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA. **(41)**

Le PCA est le seul à mobiliser les ouvriers et les chômeurs contre ces agressions patronales et gouvernementales inouïes. Le PSA permet le vote de ces ordonnances scélérates et avec l'aide des directions syndicales, il s'applique à les faire passer et à briser la résistance par le sabotage des grèves, l'envoi de la police, les conciliations obligatoires et l'arrestation des dirigeants des luttes. Dans beaucoup de cas, les dirigeants syndicaux collaborent aux rationalisations jetant des millions d'ouvriers à la rue. Le conseil d'entreprise de Siemens (à direction socialiste) à Berlin a défendu le licenciement de 20% des travailleurs dans les seuls premiers mois de 1930. Dans la société des transports de Berlin, le directeur socialiste a licencié massivement, surtout des communistes.

Le PCA - ou l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (OSR)⁹ - arrivent à intégrer les ouvriers social-démocrates dans les luttes. Mais ils ne réussissent pas à les y maintenir jusqu'au bout face aux manoeuvres des dirigeants syndicaux. L'OSR n'est pas non plus capable de tenir longtemps à cause du manque de fonds de grève.

La résignation dans la classe ouvrière après toutes ces défaites est due en premier lieu au sabotage des luttes par les dirigeants syndicaux. Elle ouvrira la voie au fascisme.

Voici un bref historique des luttes les plus importantes.

Sabotage des grèves

Fin 1928, début 1929, les ouvriers du textile de Saxe et de Thüringen mènent une grève de plus de deux mois, soutenue par les seuls communistes. La direction syndicale arrive à briser la grève en la déclarant illégale et en refusant de payer des allocations de grève.

Les sidérurgistes de Henningsdorf font grève pendant trois mois entre février et avril 1929. Ils exigent dix pfennigs d'augmentation contre des diminutions salariales qui vont jusqu'à 30 % du salaire. L'OSR arrive à réaliser un large front uni entre les grévistes et les travailleurs mis en chômage technique. La direction locale du syndicat des métallos arrête la grève sans aucun résultat, malgré une large majorité lors d'un référendum en faveur de la continuation.

Du 26 août au 30 octobre 1929, les poseurs de tuyaux de Berlin font grève sous la direction de l'OSR, contre une convention négociée derrière leur dos entre la direction du syndicat des métallos et les patrons. Les grévistes sont mis en lock-out. Le ministre du Travail social-démocrate déclare la convention obligatoire et envoie la police contre les grévistes. La direction de la grève est arrêtée et la direction syndicale organise des jaunes. La grève se termine sans résultat.

Du 21 novembre au 7 février 1930, les ouvriers du textile de Hartmannsdorf, près de Chemnitz, font grève sous la direction de l'OSR contre l'allongement de la journée de travail et pour une augmentation de salaire. Les ouvriers manifestent avec les chômeurs, mais la police du ministre socialiste tire sur les manifestants : il y a 5 morts et 20 blessés graves. L'état d'urgence est déclaré et les dirigeants locaux du PCA sont arrêtés. La direction du syndicat du textile refuse de poursuivre le paiement des allocations de grève. Celle-ci doit s'arrêter sans résultat.

Du 1 juin au 25 juillet 1930, 13.000 mineurs et sidérurgistes socialistes, communistes et autres, de Mansfeld font grève contre une diminution de salaires de 15 %, des licenciements et l'allongement de la journée de travail. La direction de l'ADGB (syndicat sous le contrôle du Parti Socialiste) avait accepté ces revendications patronales. L'OSR réussit à mobiliser les ouvriers socialistes pour prendre part dans la direction de la grève. Un grand mouvement de solidarité se construit autour de cette grève : les paysans des environs apportent de la nourriture. Devant l'ampleur de la lutte, la direction syndicale et le patronat élaborent un «compromis» : les salaires ne seraient diminués que de 9,5 %. La police est envoyée contre les grévistes. Une nouvelle défaite.

Du 14 au 31 octobre 1931, 130.000 métallos berlinois partent en grève contre une diminution salariale de 15 %, pour la journée des sept heures et la semaine de 40 heures avec maintien de salaire. 85 % des ouvriers s'étaient prononcés en faveur de la grève. Après s'être opposée, la direction syndicale est obligée de reconnaître cette grève dirigée par l'OSR. La conciliation obligatoire aboutit à la même diminution de 15 %, mais en deux fois. La direction syndicale réussit à miner le front des grévistes.

Le PSA défendait-il la démocratie ou collaborait-il à la fascisation de l'Etat bourgeois ?

«Le PCA aussi sous-estimait totalement la différence fondamentale entre la dictature fasciste et la démocratie parlementaire bourgeoise.» (42)

Pour les trotskistes, la base du front uni entre le PSA et le PCA était l'intérêt qu'ils avaient tous les deux à défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme montant.

Cette affirmation est contraire à la réalité : la social-démocratie n'était nullement prête à défendre les libertés démocratiques contre la fascisation.

En réalité, les socialistes ont activement contribué, au niveau légal et dans les faits à paver le chemin conduisant au triomphe du nazisme. Le concept de l'Etat du PSA s'est rapproché du fascisme. Les dirigeants socialistes n'ont pas hésité à rester dans des fonctions essentielles dans un Etat qui s'orientait vers une dictature ouverte avec le fascisme comme aboutissement. Ils n'ont pas utilisé ces fonctions pour défendre les libertés démocratiques menacées mais pour diriger les coups contre les forces démocratiques et antifascistes les plus conséquentes. Le PSA a lui-même contribué à saborder les institutions de la démocratie bourgeoise.

Non seulement il était prêt à tolérer le fascisme (et pas seulement les précurseurs Brüning et Schleicher), mais il était prêt à installer lui-même une dictature contre la classe ouvrière. Au nom de la politique du moindre mal, il a contribué à faire passer des lois et des mesures fascistes. Il a concocté la loi sur «la protection de la République» qui a servi d'instrument à la victoire du fascisme.

Les troubles politiques font fuir les capitaux

Les dirigeants du Parti Socialiste étaient au gouvernement national et dans celui de plusieurs régions. La bourgeoisie les utilisa pour faire passer les mesures de répression contre le mouvement ouvrier. Avec des dirigeants socialistes ministres de l'Intérieur, la réaction de la classe ouvrière était plus difficile à cause de la division. La bourgeoisie impérialiste se dirigeait de plus en plus vers la droite et poussait les dirigeants socialistes à une politique anticommuniste de plus en plus virulente. Les dirigeants socialistes voulaient à tout prix prouver qu'ils étaient indispensables au gouvernement pour la défense des intérêts patronaux. Müller déclare en 1930 : «Les tentatives de fomenter des troubles politiques seront réprimées avec la plus grande vigueur. La crainte de troubles politiques favorise la fuite des capitaux, mais le gouvernement est suffisamment fort ¹⁰ pour faire face à de telles tentatives». (43)

Un grand nombre des attaques les plus graves contre le mouvement révolutionnaire, contre les droits démocratiques et les libertés des masses furent le fait du gouvernement du socialiste Müller et des gouvernements socialistes de Prusse ou d'autres régions.

Le mai sanglant de Berlin

Le chef socialiste de la police de Berlin, Zörgiebel, s'est particulièrement distingué dans le rôle de chien de garde de l'ordre bourgeois. Il prit sur lui d'écraser le prolétariat révolutionnaire dans les rues de Berlin. Pour la première fois depuis la chute de l'Empire, il interdit les manifestations du Premier Mai. Le PCA refuse de se plier à cette provocation inouïe et est accusé par la presse socialiste de «vouloir deux cent morts pour étoffer son agitation partisane». (44)

Le premier mai 1929, 200.000 ouvriers participèrent à la manifestation interdite. La police de Zörgiebel tira et tua 33 manifestants. Les ouvriers en colère érigèrent des barricades dans les quartiers de Wedding et de Neukölln. Toute la nuit, et à certains endroits jusqu'au 3 mai, ils résistèrent à la police. Beaucoup d'ouvriers demandaient des armes. Mais le Parti Communiste jugea que la situation n'était pas suffisamment révolutionnaire et ne voulut pas livrer la meilleure partie de la classe ouvrière de Berlin au sanguinaire Zörgiebel. Il appela à cesser la résistance armée et à se retirer sans pertes et à transformer la lutte en un mouvement de masse politique.

Le mai sanglant de 1929 était l'acte de terreur le plus féroce contre la classe ouvrière allemande depuis le bain de sang dans la Ruhr en 1921. Il rappelait les massacres des «Corps Francs» du sanguinaire Noske en 1919-1920. Mais le «socialisme policier n'a pas réussi à écraser le prolétariat révolutionnaire» disait Thälmann.

Interdiction du «Front rouge des Combattants»

Le 2 mai, Zörgiebel interdit le journal du PC A, la Rote Fahne. Le 3 mai, le ministre socialiste de l'Intérieur de Prusse interdit le «Rote Frontkämpferbund» (RFB, le Front rouge des Combattants), l'organisation d'autodéfense antifasciste du PCA. A l'initiative du ministre socialiste de l'Intérieur, Severing, le Bund est également interdit dans les autres régions. Le PCA n'est pas interdit pour la seule raison que Severing «n'était pas sûr que le président Hindenburg allait lui accorder la possibilité d'enlever leur mandat parlementaire aux députés communistes» (45)

Ainsi les dirigeants socialistes ont poussé dans l'illégalité l'une des organisations de masse les plus importantes de la classe ouvrière.

Au congrès du Parti Socialiste fin mai 1929 à Magdebourg, aucune voix ne s'est élevée contre le massacre du premier mai, ni contre l'interdiction du RFB et de la presse communiste.

Défendre la démocratie bourgeoise par la dictature

Au contraire, ce congrès a reconnu le bien fondé de la répression brutale de millions de communistes. Les résolutions adoptées constituaient un renouvellement du soutien du PS A à l'Etat impérialiste : « La République de Weimar est un Etat démocratique populaire, qu'il s'agit de défendre en cas de guerre». **(46)** Et non seulement en cas de guerre. Le PSA était prêt à instaurer la dictature en cas de menace de révolution socialiste. Le président du PSA d'après 1931, Otto Wells déclara lors de son discours au congrès de Magdebourg : « Nous devons garantir la démocratie. Si les ennemis de la République réussissaient à faire un grand tort à la démocratie, alors il ne nous resterait que la dictature. Le Casque d'Acier, les nazis et leurs frères communistes¹¹ doivent savoir que la social-démocratie et les syndicats sauront maintenir cette dictature à travers une action responsable et une discipline inébranlable. La dictature est leur droit et celui de personne d'autre.» **(47)**.

Les résolutions de Magdebourg conduiront à l'introduction d'une nouvelle «loi sur la protection de la République» qui prépare l'interdiction du PCA.

Sous la première loi sur la protection de la République (1923), 7.000 ouvriers avaient été condamnés à 6.000 ans de prison. **(48)** Le ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste de Prusse, Grzezinski déclare le 16.1.30 : «Les lois actuelles ne suffisent pas pour mettre hors la loi le PCA. J'ai besoin de la loi sur la protection de la République pour interdire les journaux communistes». **(49)** Il indique dès avant le vote de cette loi, dirigée officiellement contre l'extrême-gauche et l'extrême-droite, qui en est la cible principale.

Au nom du PSA, le député Landsberg déclare que son parti est favorable à cette loi parce qu'elle «empêche l'Allemagne de tomber sous le joug de l'Union Soviétique». **(50)**

Les nazis ne diront pas autre chose pour justifier leur invasion de l'Union soviétique en 1941.

Le lendemain de l'adoption de la loi, Grzezinski décide que les bourgmestres communistes, élus par des conseils communaux prolétariens ne seront plus officiellement confirmés dans leurs fonctions. En même temps, un bourgmestre nazi est nommé en Poméranie. **(51)**

Cette décision est une atteinte flagrante à l'autonomie communale. Mais le gouvernement socialiste n'était pas très regardant dans le respect des lois quand il s'agissait des communistes.

En février 30, la police du PS A occupe la centrale du PC A à Berlin. Elle ne respecte même pas l'immunité parlementaire des députés présents. Une répétition générale des rafles nazies après l'incendie du Reichstag.

La fascisation rampante

Début 1929 apparaissent des signes que la bourgeoisie cherche à appliquer des méthodes de gouvernement plus autoritaires.¹² La «Deutsche Allgemeine Zeitung», journal de la grande industrie, appelle le président Hindenburg à former un gouvernement qui ne serait pas paralysé par le parlement. **(52)** En même temps, le président de la Banque Nationale, Schacht, futur ministre des Finances de Hitler, suggère l'utilisation de l'article 48 de la Constitution¹³ pour instaurer l'Etat d'urgence, dissoudre le parlement et changer la Constitution. **(53)**

Le PCA : combattre dès le début la fascisation de l'Etat...

Devant le Comité Central le 14 mars 1929, Thälmann déclare : « La soif de profit et d'expansion de la bourgeoisie conduit à une crise politique. Elle ne se contente plus de sa forme parlementaire de domination. Des politiciens bourgeois exigent une extension des compétences du président, un renforcement du gouvernement par rapport au parlement. » Il conclut : « En Allemagne se déroule lentement une transformation réactionnaire de l'appareil d'Etat bourgeois par des moyens ouvertement dictatoriaux et en partie semi-fascistes. » (54)

A son congrès du 9 juin 1929, le PCA indique comme phénomènes de l'évolution vers le fascisme : la crise des partis bourgeois et du système parlementaire, la mise sur pied d'un appareil de répression contre la classe ouvrière et les tentatives de changement de la Constitution, l'activité accrue des organisations militaristes-fascistes et l'augmentation de leur influence dans les couches petites-bourgeoises. Thälmann décrit le rôle spécifique du nazisme : fournir une base de masse à la bourgeoisie monopoliste pour la mise en oeuvre de sa politique réactionnaire. Il critique l'interprétation des sociaux-démocrates de droite et des partis bourgeois qui considéraient le fascisme comme un mouvement de petits-bourgeois radicalisés devenus sauvages. Cette conception niait le caractère de classe du fascisme, niait aussi que la cause du fascisme se trouve dans la domination du grand capital.

Au Comité Central du 16 juillet 1930 Thälmann explique : « La fureur et la terreur du fascisme hitlérien, la forme la plus dégoûtante et la plus dangereuse du fascisme allemand, ne constituent qu'un aspect du danger fasciste. Il ne faut pas omettre de voir la fascisation rampante, qui est mise en oeuvre avec l'aide de l'appareil d'Etat... La bourgeoisie recourt à des méthodes de lutte plus réactionnaires, aux méthodes de la fascisation de l'appareil d'Etat... Partout on voit cette fascisation, pas seulement dans la terreur sanglante des bandes hitlériennes, mais aussi dans le programme des industriels, dans les méthodes politiques pour appliquer les agressions contre les salaires, dans les négociations au sein des communautés de travail basées sur la collaboration de classe, dans le fait que les industries de l'armement sont nettoyées d'ouvriers révolutionnaires..., dans la levée de l'immunité parlementaire des députés, pour ne pas parler de l'interdiction du Front rouge des Combattants, de l'adoption de la loi sur la protection de la République. » (55)

Dès les premières mesures de fascisation, le PCA passe à l'action. Le 8 mars 1929, il organise un grand meeting à Cologne sous le mot d'ordre : « La lutte contre le fascisme est à l'ordre du jour. Contre les tendances dictatoriales de la bourgeoisie allemande. » Le dirigeant communiste belge, Jacquemotte y prend la parole.

Le 9 et le 10 mars 1929 a lieu à Berlin un Congrès International antifasciste organisé par plusieurs Partis Communistes, des intellectuels chrétiens, démocratiques et des antifascistes de plusieurs pays.

Le 31 Mars, au congrès national de la Jeunesse Communiste, Thälmann appelle au « front uni des ouvriers communistes, socialistes et chrétiens contre le fascisme et le capital monopoliste ». (56)

... et le fascisme

Le 4 juin 1930, le Bureau Politique du PCA vote une « Résolution sur la lutte contre fascisme ». Celle-ci dit : « La lutte contre le fascisme est une partie intégrante de la contre-offensive ouvrière contre les attaques patronales... La lutte contre le fascisme doit être menée à une échelle très large. » (57) La résolution critique le mot d'ordre « Frappez les fascistes où vous les rencontrez » qualifié de sectaire et opposé à la nécessité de mener la lutte politique et idéologique pour séparer la masse des suiveurs des dirigeants fascistes. « La lutte contre le fascisme est l'affaire de toute la classe ouvrière et la réalisation du front uni à la base, le regroupement de l'ensemble de la classe ouvrière dans la lutte contre la bourgeoisie et ses agents doit devenir la base de notre lutte contre fascisme » concluait la résolution. (58)

Elle critique surtout la faiblesse de la lutte idéologique contre nazisme. «Sans lutte idéologique, il n'est pas possible de barrer la route au fascisme, de briser l'influence de sa démagogie sur les masses. Le rôle spécifique de la bourgeoisie consiste à soumettre par sa démagogie les couches petites-bourgeoises et même certaines parties de la classe ouvrière au grand capital et même d'en faire la base de masse pour la terreur contre les forces démocratiques et pour les préparatifs de guerre. Il faut frapper le fascisme là où on peut mettre en question sa fonction et où il est le plus vulnérable». (59)

Dans ce cadre, le PCA édite le 24 août 1930, une «Proclamation sur la libération sociale et nationale du peuple allemand», diffusée à plus d'un million d'exemplaires. La proclamation démasque la démagogie nationale et sociale des nazis : ils ne servent pas les intérêts du peuple allemand, mais les visées de conquête du grand capital le plus réactionnaire. La lutte contre le fascisme ne peut se limiter à la lutte contre les troupes de choc nazies, mais doit s'attaquer aussi à ceux qui tirent les ficelles : le grand capital et les propriétaires fonciers. Les riches doivent payer la crise : les propriétaires fonciers et les capitalistes doivent être expropriés, les banques et la grande distribution doivent être nationalisés, le sol doit appartenir aux paysans et une alliance économique avec l'URSS doit être conclue. (60)

Une organisation de combat antifasciste

Pour renforcer la volonté de résistance au fascisme, Thälmann demandait qu'on renforce d'abord le parti et plus spécialement les cellules d'entreprise et le travail dans les syndicats, qu'on recrute de nouveaux membres et qu'on crée des organisations de lutte antifasciste. «Il faut absolument réduire l'écart immense entre notre influence politique grandissante et la consolidation organisationnelle de cette influence. Si nous ne réussissons pas à construire le front de 4,6 millions d'électeurs au niveau extra-parlementaire, par de nouvelles méthodes, nous ne serons pas assez forts pour réaliser notre tâche historique.» (61)

Le 28 septembre 30, le PCA fonde la «Ligue de lutte contre le fascisme». Thälmann disait : «Les milliers de personnes qui nous aident lors des élections, doivent devenir le noyau d'une large organisation prolétarienne de masse, une organisation de combat contre le fascisme qui ouvre ses portes à tous les ouvriers sans parti, socialistes et chrétiens qui sont prêts à infliger, ensemble avec nous, la défaite au fascisme». (62) Cette organisation de masse, organisée sur base de sections locales et de milices d'usine doit riposter aux agressions fascistes, mais aussi et surtout travailler parmi la masse des travailleurs. Elle doit entraîner des milliers d'ouvriers dans le front uni contre le fascisme et faire un travail idéologique parmi les travailleurs trompés par le fascisme». (63) En décembre 1931, la Ligue comptait 106.293 membres dans 1.658 groupes locaux et 109 groupes d'entreprise.

Le PSA : tolérer la fascisation au nom du «moindre mal»

Le gouvernement Brüning constitue un pas important dans la fascisation qui gangrène la République de Weimar : le gouvernement, minoritaire, n'est plus responsable devant le parlement, mais gouverne avec des pouvoirs spéciaux présidentiels. Les ouvriers révolutionnaires sont mis à la porte des usines d'armement, l'immunité parlementaire de députés communistes est levée, le RFB reste interdit.

Le 18 juillet 1930, le parlement annule un décret du gouvernement sur l'augmentation des impôts. Immédiatement, Hindenburg dissout le parlement et le 26 juillet, les mesures sont promulguées sous forme d'ordonnances en vertu de l'article 48. L'Allemagne n'est déjà plus un Etat parlementaire bourgeois normal, mais une dictature présidentielle.

Le PSA possède en 1930 la fraction parlementaire la plus importante. D'elle dépend le sort du gouvernement. La direction du PSA «tolère» le gouvernement Brüning, tout comme il «tolérera» celui de son successeur von Papen. Il soutient le gouvernement Brüning quand il applique l'article 48. Il vote contre l'abrogation des ordonnances réclamées par les communistes. Il vote l'ensemble du budget en mars 1931. Il acceptera même de mettre le Parlement en vacances pour six mois.

Il n'était pas question de contester cette ligne au sein du parti. En novembre 1930, le comité directeur du PSA exclut le service d'ordre des jeunesses socialistes qui n'approuve pas le soutien au cabinet Brüning.

Et ce que les trotskistes appellent «passivité» et «pacifisme» deviendra de plus en plus une politique criminelle d'accommodement au fascisme.

Plutôt les nazis que les communistes

La politique du «moindre mal» est une politique fondamentale du PSA. Pour lui, mieux vaut Brüning que Hitler, mais aussi, mieux vaut Hitler que les communistes. Le PSA a toujours préféré laisser les nazis occuper des positions plutôt que de faire front avec le PCA contre leur entrée dans des gouvernements. Il a même essayé de se faire accepter sous le régime fasciste en excluant ses propres membres qui menaient la lutte contre la terreur nazie. A tous les moments décisifs, et pas seulement au début de l'émergence des nazis, le PSA a poursuivi cette politique, jusqu'au jour où il sera liquidé lui-même.

Voici quelques étapes de cette politique de soumission criminelle.

Le 23.1.1930, les nazis entrent pour la première fois dans un gouvernement d'un Land, celui de Thüringen. Le nazi Frick obtint le ministère de l'Intérieur. Il en profite pour armer et renforcer la SA et truffier la police et l'administration de nazis. Cette fois-ci le gouvernement Müller se borne à protester contre l'illégalité de ces mesures et il finira par composer avec Frick en reconnaissant le fait accompli. Pourtant en 1923, son prédécesseur et ami politique Ebert avait envoyé la troupe dans le même Land contre un gouvernement de coalition communistes-socialistes de gauche qui n'avait même pas osé armer le prolétariat. (64)

En même temps le PSA négocie en Prusse avec le partenaire des nazis en Thüringen, le Parti Populaire.

Aujourd'hui plutôt que demain

La terreur fasciste contre les ouvriers croît de jour en jour. Au cours de 1930, plus de 80 antifascistes sont assassinés par les SA. Un climat de violence s'étend sur toute l'Allemagne. Mais Hitler joue le politicien respectable, soucieux de la légalité. Lors d'un procès contre des militaires nazis, le 25 septembre 1930, il est appelé comme témoin. Il y répudie, au nom de son parti, solennellement, tout bouleversement constitutionnel, et affirme : «Notre mouvement n'a pas besoin de recourir à la force. Le temps viendra où la nation allemande comprendra nos idées. Quand nous posséderons effectivement les droits constitutionnels, alors nous formerons l'Etat de la façon qui nous semblera la bonne... cela aussi par des moyens constitutionnels». (65)

Le PSA, qui a toujours refusé, ne fut-ce qu'une fois, d'envisager une participation des communistes à un gouvernement, est tout prêt à le croire. Le Vorwärts du 3 décembre 1931 écrit: «Si on était sûr qu'une fois en place les nationaux-socialistes observeront les règles du jeu démocratique qu'ils prétendent suivre pour accéder au pouvoir, alors nous serions tous prêts à les laisser entrer au gouvernement et aujourd'hui plutôt que demain.» (66)

Pourtant, une semaine plus tôt, un transfuge nazi, un certain Schaefer avait transmis à la police de Francfort, un document révélant les mesures prévues par les nazis une fois arrivés au pouvoir. Tout le pouvoir passerait directement aux SA. Le refus d'obéissance serait puni de mort... Toute personne âgée de seize ans au moins serait embrigadée dans le service du travail. L'authenticité du document ne fut pas contestée, mais Brüning refusa de poursuivre les nazis. (67)

Le coup d'Etat de von Papen en Prusse

Le PSA ne tardera pas à mettre en pratique cette ligne criminelle. En mai 1932, von Papen devient premier ministre. Il est l'homme des industriels de la Saar et a travaillé pour le service secret allemand pendant la Première Guerre Mondiale. Les travailleurs appellent son cabinet le gouvernement des «comtes et des barons» parce qu'en dehors d'un représentant d'IG-Farben, il compte six nobles.

En été 1932, von Papen destitue le gouvernement socialiste minoritaire de Prusse.

La SA avait prévu à Altona (Hambourg) une marche provocatrice à travers un quartier ouvrier. Les communistes et beaucoup de socialistes voulaient que le gouvernement socialiste interdise cette marche. Mais le premier ministre socialiste non seulement l'avait autorisée, mais sa police protégeait les nazis. Dix-sept ouvriers furent tués, la plupart par des balles de la police du préfet social-démocrate. Trois jours plus tard, le 20 juillet, von Papen déclare le gouvernement de Prusse incapable de maintenir l'ordre, le destitue et envoie un commissaire du Reich en Prusse. En fait, sous la pression des nazis, le gouvernement von Papen voulait mettre un terme à la dualité entre le Reich virtuellement dans les mains des fascistes et la Prusse, de loin le Land le plus grand, gouvernée par le PSA. Severing, le ministre de l'Intérieur, se montra fort amer devant tant d'ingratitude de la part de la bourgeoisie. Il tenta de convaincre Hindenburg de l'erreur que constituait le renversement d'un gouvernement aussi loyal à la bourgeoisie. Pour sa défense il argua que «le gouvernement prussien est en mesure de prouver par les statistiques de la police que l'intervention de la police a causé plus de morts et de blessés à gauche qu'à droite». (68) La direction du PSA protesta verbalement contre ce qu'elle appelait une «violation flagrante de la Constitution». Mais elle se soumit devant la «force». En fait il s'agissait d'un calcul tactique criminel de la part de la direction du PSA. Après les élections, les partis bourgeois, dont le PS A, avaient perdu la majorité en Prusse. Responsable de la misère extrême des travailleurs, le premier ministre socialiste Braun calculait qu'en continuant à gouverner il allait encore perdre plus de voix aux nazis ou au PC A. Dans le PSA l'idée gagnait du terrain pour laisser venir les nazis au gouvernement afin de «confronter leurs paroles à la dure réalité des faits, même si cette expérience devait être une cure très dure pour les masses trop crédules» (69) Le dirigeant communiste Thälmann leur répondit au Congrès de Berlin de l'Action antifasciste, en juillet 1932 : «Il n'existe pas de tromperie plus grande et plus honteuse à l'égard des masses que celle qui consiste à leur raconter : les fascistes s'useront au pouvoir, il suffit de les laisser gouverner. Les fascistes arrivés au pouvoir n'hésiteront pas à renforcer leurs agressions extraparlimentaires contre les millions de travailleurs. En plus, une telle stratégie ne peut qu'affaiblir la volonté de combat contre les fascistes.» (70)

En effet, comment les ouvriers social-démocrates pourraient-ils combattre un parti que leurs dirigeants souhaitent voir arriver au pouvoir? Comment seraient-ils prêts à lutter contre les nazis, s'il «suffit de les laisser s'user au pouvoir» ?

Le PCA proposa à la direction du PSA et du syndicat d'appeler à la grève générale pour la défense du cabinet (socialiste) Braun. Le PSA rejeta la proposition en la taxant de «provocation».

Les dirigeants socialistes ont donc préféré aider les nazis à entrer au gouvernement plutôt que de faire alliance avec le PCA. Ce coup d'Etat leur venait à point.

Pourtant, juillet 1932 était probablement la dernière chance d'empêcher le fascisme d'arriver au pouvoir. Goebbels disait à ce moment : «Les rouges ont laissé passer la grande occasion. Elle ne reviendra plus.» (71) Les fascistes avaient dépassé leur apogée. Ils allaient perdre des voix aux élections de novembre 1932. [De 13.745.000 voix à 11.737.000, alors que le PCA augmente de 5.282.000 à 5.980.000 voix.] La réaction noire n'était pas de taille à affronter une résistance active du PSA, de son organisation Reichsbanner, du syndicat, du PCA et du RFB. En 1920, une telle mobilisation avait permis de chasser le putschiste Kapp quelques jours. Les ouvriers socialistes organisés dans le Reichsbanner n'attendaient que le signal de la mobilisation. Pratiquement chaque commune avait une section armée du Reichsbanner. Leur nombre se chiffrait à 250.000 en 1932. (72)

Mais leurs dirigeants appelaient à patienter en attendant «d'infliger une défaite électorale à la réaction lors du prochain vote». Ils les obligèrent à «rester dans le cadre des lois démocratiques républicaines» pendant qu'eux-mêmes aidaient les nazis à arriver au pouvoir «pour que les masses fassent eux-mêmes l'expérience».

Aussi longtemps que Hitler ne viole pas la Constitution...

En 1932, le grand capital se décida définitivement en faveur de Hitler. Le 3 janvier 1933, dans la villa du banquier Freiherr Kurt von Schröder les derniers différends entre Hitler et le président Hindenburg sont aplanis. Devant le Tribunal de Nuremberg ce capitaliste pro-américain déclarera sous serment : « Les efforts de tous les dirigeants de l'économie tendaient à faire arriver au pouvoir un homme fort, qui y resterait longtemps. Lorsque le Parti national-socialiste subit sa première défaite aux élections du 6 novembre 1932 et semblait avoir dépassé son apogée, il devint urgent de le soutenir. Le monde économique avait un intérêt commun : la peur du bolchevisme et l'espoir que les nationaux-socialistes au pouvoir créeraient une base économique et politique stable en Allemagne. Ils avaient aussi tous intérêt à ce que le programme économique de Hitler soit mis en pratique...notamment l'abolition du Traité de Versailles...» (73)

Le jour de l'arrivée au pouvoir de Hitler, le 31 janvier 1933, les dirigeants socialistes rejetèrent l'offre de grève générale du PCA. Ils ne voulaient pas prendre la responsabilité d'une «guerre civile». Aussi longtemps que Hitler «ne violait pas la constitution», ils ne voulaient pas se battre. Il fallait attendre les élections du 5 mars.

Même la terreur contre les communistes et certains socialistes le lendemain du 31 janvier n'ont pu les faire bouger. Lorsque Hitler viola ouvertement la Constitution en supprimant tous les droits personnels, la liberté de presse et d'organisation lors de l'incendie du Reichstag (début mars), ils restèrent sur cette position. Ils ont même exclu du Parti des groupes de la jeunesse ouvrière à Berlin qui avaient commencé ce qu'ils appelaient une «lutte illégale».

La social-démocratie a jugé démocratiques ces élections du 5 mars 1933. Le journal conservateur londonien «The Times» avait pourtant écrit, quinze jours avant l'incendie du Reichstag et avant la terreur et la répression, que de telles conditions «rendaient impossibles des élections normales». (74) Ce n'est pas l'avis du journal socialiste britannique «Daily Herald» : « Naturellement, une certaine pression fut exercée lors des élections. Il en est toujours ainsi. Mais elle fut, étant donné les circonstances, étonnamment faible...Les chiffres sont une preuve que les élections furent pratiquement libres» (75) La suppression totale de la presse communiste et social-démocrate ; l'arrestation des députés communistes ; les attaques des sièges des partis communiste et socialiste ; l'occupation armée des bureaux communistes ; la suppression de toute liberté de parole et de réunion ; l'emprisonnement de milliers d'ouvriers communistes et socialistes ne sont qu' «une pression étonnamment faible», et ne remettent nullement en question les «élections pratiquement libres».

Le PSA feint d'oublier tout ce qui s'est passé avant les élections et passe à l'ordre du jour. Le Vorwärts écrit après les élections : « La victoire des partis gouvernementaux leur donne la possibilité de gouverner strictement en accord avec la Constitution... s'ils décident d'utiliser leur majorité en vue de mesures restant dans le cadre de la Constitution, nous nous bornerons au rôle de critiques loyaux». (76)

Fin mars des membres de la direction du PSA visitent plusieurs autres partis de la Deuxième Internationale pour leur demander de ne pas parler de la terreur fasciste dans leurs journaux. Ils espèrent ainsi que les organisations et les journaux sociaux-démocrates échapperont à la terreur nazie. Cette démarche se fait à un moment où le mandat des députés communistes est déjà supprimé, où les premiers camps de concentration sont ouverts, où plusieurs résistants communistes et socialistes sont déjà tombés sous les balles des nazis et où plusieurs droits constitutionnels ont été abolis.

Quel que soit le régime

Encore en mars 1933, le chef des syndicats, Leipart, offre sa collaboration à Hitler : «Les devoirs sociaux des syndicats doivent être remplis quelle que soit la forme constitutionnelle du régime...Les syndicats sont prêts... à entrer en collaboration permanente avec des organisations patronales. Le contrôle par l'Etat (fasciste, ndlr) d'une telle collaboration, pourrait en certaines circonstances, en augmenter la valeur et faciliter le fonctionnement...»

Le 1 mai 1933 est déclaré jour férié officiel par Hitler. Les nazis et les patrons appellent les ouvriers à participer en masse aux manifestations organisées par le régime nazi. Les dirigeants syndicaux boivent le calice de la honte jusqu'à la lie et se joignent à cet appel. Cette attitude indigne ne leur sert toutefois à rien. Le lendemain, les principaux dirigeants syndicaux sont arrêtés et les biens des syndicats confisqués.

Mais le PSA va encore plus loin. Pour rester acceptable pour le régime nazi, sa direction déclare que le PSA quitte la Deuxième Internationale. Le 17 mai, les députés social-démocrates votent pour la «révolution pacifique» de Hitler au Reichstag. Il s'agissait d'une exigence de révision du Traité de Versailles visant à lever toute barrière aux visées expansionnistes des monopoles allemands.

A la mi-juin, la direction du parti se distancie des déclarations antinazies d'émigrés socialistes à l'étranger. (77)

Cette servilité ne rapporte rien non plus au PS A. Le 22 juin 1933, le gouvernement de Hitler interdit toute activité politique au PSA. Un nombre considérable de fonctionnaires socialistes et syndicaux, dont le tristement célèbre ministre de l'Intérieur de Prusse, Severing, n'hésitent pas à passer aux nazis.

Toute cette attitude confirme les conclusions de P. Dutt à propos de l'attitude de la social-démocratie face au fascisme : «Dans l'univers entier, la social-démocratie s'est montrée prête à s'adapter et à s'allier à chacun des gouvernements ...fascistes, et même à entrer dans de tels gouvernements. Là où l'alliance ouverte n'a pas été acceptée, ce ne fut pas faute d'efforts de la part des chefs social-démocrates... Si le fascisme a rejeté les offres ...de la social-démocratie...c'est parce que le fascisme allemand n'avait confiance dans aucune forme d'organisation ouvrière quelque servile que fût sa direction, à moins qu'elle ne fût complètement sous son contrôle direct et, par-dessus tout, parce qu'il n'avait aucune confiance dans la possibilité, pour une social-démocratie reconnue de maintenir son contrôle sur les ouvriers.» (78)

Qui a aidé à détruire l'organisation des ouvriers contre le capital et le fascisme ?

Selon «De Vonk»: «La direction du PCA allait jusqu'à attaquer des meetings socialistes ensemble avec les nazis. Ainsi le fascisme a eu l'occasion de faire ce à quoi il était destiné : construire une machine capable de détruire complètement toute l'organisation des ouvriers afin de briser toute résistance des ouvriers à la politique de crise du système.» (79)

De ce qui précède, il apparaît clairement que le PSA a joué un rôle d'avant-garde dans la lutte pour la destruction des organisations de combats antifascistes.

Il a voté des lois qui réduisaient la force de frappe du PC A et qui allaient conduire à son interdiction par Hitler. Le RFB, le Front rouge des Combattants, la principale organisation antifasciste fut interdit sous le premier ministre socialiste Herman Müller. Le PSA a aussi affaibli la force de frappe antifasciste et anticapitaliste en aidant à l'exclusion des communistes des entreprises et des organisations culturelles et sportives unitaires.

Les exclusions des entreprises.

Le fascisme a pu venir au pouvoir entre autres parce qu'une des grandes faiblesses du PCA dans la lutte contre le nazisme sera son implantation faible dans les grandes entreprises. Malgré ses six millions de voix en 1932, le PCA n'était plus en mesure d'imposer la lutte et le front uni à la base à partir des entreprises. Le PCA est devenu après 1930 le parti des chômeurs. Selon le responsable de l'IC Piatnitzki (80) le nombre d'ouvriers d'usine (au travail) dans le PCA a diminué de 63,3 % en 1928 à 15 % en 1932.

Cette situation est due en premier lieu à l'augmentation du chômage, mais aussi aux dénonciations des dirigeants socialistes et syndicaux.

Quelques exemples de la seule année 1930. Le directeur de la société des transports à Berlin licencia en masse, d'abord les communistes. Les sociaux-démocrates du conseil d'entreprise d'Opel ont souscrit à des sanctions contre les conseillers communistes.

Les socialistes divisent les organisations de la classe ouvrière.

A propos de la Ligue du théâtre ouvrier et de la Ligue pour l'Espéranto, le journal socialiste Vorwärts du 20.4.1930 écrit : «La commission centrale du sport ouvrier et de l'éducation physique nous communique que ces deux organisations sont considérées comme des groupes communistes. Ces organisations et leurs sections locales ne doivent donc pas être admises dans les organisations représentatives de la culture et du sport ouvrier».

Qui a aidé les fascistes à développer leur machine anti-ouvrière ?

En 1927-28, les fascistes étaient encore peu nombreux, peu implantés dans les masses, divisés en plusieurs petits partis et pratiquement sans représentation parlementaire (12 députés en 1928). Toutefois, leur influence politique n'était pas négligeable. Ils avaient de nombreux liens avec les partis politiques de droite, avec des officiers et ils manipulaient en fait la direction du «Casque d'acier», l'organisation réactionnaire paramilitaire la plus importante avec ses 400.000 membres. (81) Cette organisation dispensait un entraînement militaire illégale ses membres, la plupart du temps avec l'aide d'officiers de la Reichswehr. Le patronat soutenait la création de groupes du «Casque d'Acier» dans les entreprises. Cela s'appelait le «mouvement des communautés d'entreprises». Ces communautés tentaient d'influencer les travailleurs dans le sens du corporatisme, de la communauté d'intérêts entre patrons et ouvriers. Ils s'attaquaient aux communistes et aux syndicalistes. ¹⁴ Tout cela se faisait sous les yeux des ministres de l'Intérieur socialistes.

Les nazis huit fois plus forts sous le gouvernement Müller

Aux élections du 20.5.1928, les nazis n'obtiennent encore que 810.000 voix. A la fin du gouvernement Müller, aux élections du 14.9.1930, ils en ont 6.409.000. La politique de crise du gouvernement avait sonné le glas de toutes les promesses de la social-démocratie. Les nazis faisaient un bond décisif en avant. Durant ces années, le premier ministre socialiste a permis à Hitler de réorganiser la SA, son organisation terroriste, sur un modèle militaire jusqu' et y compris l'hébergement dans des casernes. Il se limita à lui interdire le port de l'uniforme. Il lui a permis de fonder des cellules dans les entreprises. Le préfet de police de Berlin, le socialiste Grzezinski, déclara après les élections de 1930 : «Il n'existe pas de danger nazi. Il n'y a qu'un danger communiste» (82).

Sous le gouvernement socialiste Müller, les communistes sont les victimes de la répression la plus féroce. Les nazis par contre peuvent se développer pratiquement sans entraves. Le PCA dit que le PS A tire avec des balles sur la gauche et mène la lutte contre les fascistes avec des télégrammes ou des blocages de fonds. Toutes les semaines, des communistes sont tués par la police de Severing, mais celui-ci se contente d'un télégramme pour protester contre la légalisation d'une organisation des jeunesses hitlériennes en Thuringen. Il interdit le RFB, mais pas les SA, les troupes de choc des nazis. Les SA ne seront interdits que pendant deux mois, du 13 avril au 17 juin 1932 et ce sous le

gouvernement Brüning. Un mois après la levée de cette interdiction, les agressions de la SA feront dans le seul Land de Prusse 99 morts et 1125 blessés. Le seul raid dans les quartiers ouvriers de Hambourg, le 17 juillet 1932, coûtera la vie à 19 personnes. Ce raid était autorisé par le préfet social-démocrate. (83) Les seuls à s'opposer à la terreur nazie sont les communistes. «Les troupes d'assaut envahirent les rues, cherchant la bagarre et trouvant souvent à qui parler, surtout chez les communistes... Au cours de seul mois de juillet 30 communistes furent tués» (84)

On voit là combien est mensongère la version selon laquelle les communistes allemands, réservant tous leurs coups aux socialistes, auraient laissé le champ libre aux nazis.

La classe ouvrière a-t-elle été paralysée par la politique anti-PSA du PCA ?

De Vonk : «...ceci (la montée du fascisme) fut facilitée par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA. Staline, le dirigeant de l'Internationale Communiste à l'époque trouvait que le fascisme et le socialisme étaient en fait des jumeaux.»

Fascisme et social-fascisme

Nous avons décrit la pratique politique de la social-démocratie dans les années 28-33. Qui ne comprend que dans ces circonstances, se développa dans le PCA l'idée que le réformisme se développait en «social-fascisme» ? Après le massacre de Wedding du 1 mai 1929, aucune voix ne s'est élevée au sein du PSA pour condamner le sanguinaire Zörgiebel. Le Reichsbanner socialiste n'engage ses «groupes d'auto-défense» que pour la protection des briseurs de grèves dans les luttes dirigées par l'OSR et non contre les nazis. Ne peut-on comprendre alors que se développa, au sein du PCA, l'idée, fautive, que tous les sociaux-démocrates, même ceux de gauche, sont des petits Zörgiebel. On comprend que la direction du PCA cessa en 1928 et 1929 tout contact avec les organisations social-démocrates.

Le PCA en était arrivé à la conclusion que la social-démocratie était devenue un outil dans la mise en place du fascisme. C'est la théorie du social-fascisme. Le PCA ne met pas la social-démocratie sur le même pied que le fascisme. Le CC du PCA déclare en 1930 : « Le social-fascisme n'est pas le sujet, mais l'outil de la politique bourgeoise. La social-démocratie n'est pas le dominateur, mais le laquais du pouvoir d'Etat bourgeois». (85) Le PCA était tout à fait conscient du danger que représentait la montée du fascisme hitlérien. Le XIIème Congrès, en juin 1929, avait constaté que « jamais le danger fasciste dans le monde entier n'avait été aussi grand». (86)

Même, à ce moment, après le mai sanglant de 1929, le PCA ne faisait pas l'amalgame entre fascisme et social-démocratie, mais comme le disait Thälmann, il considérait que la social-démocratie « agit comme une force organisatrice dans la mise sur pied d'une dictature fasciste». (87) Remmele, membre du BP, dans un article pour l'Internationale communiste, écrit : «Personne dans l'Internationale ne conteste qu'il existe des différences entre le fascisme d'un côté et le libéralisme et le réformisme de l'autre côté. Nous savons aussi... que fascisme et social-fascisme ...ne sont pas identiques... Mais ce ne sont pas des contradictions qui s'excluent mutuellement... Nous disons que la démocratie bourgeoise et le fascisme sont tous les deux des formes de domination de la bourgeoisie... que le fascisme se développe sur la base de la démocratie bourgeoise, que l'un se transforme en l'autre et que le précurseur contient les germes de celui qui suit». (88)

Une idéologie fascisante

L'accusation de social-fascisme trouve aussi sa source dans les ressemblances théoriques entre la social-démocratie et le fascisme. Plusieurs dirigeants fascistes sont issus de la social-démocratie : Mussolini en Italie, Pilsudski en Pologne, Mosley en Grande Bretagne. Le collaborateur Henri De Man, président du Parti Ouvrier Belge, a longtemps travaillé comme conseiller du PSA.

Le PSA justifiait de plus en plus sa politique en recourant à des arguments trouvés dans l'idéologie corporatiste fasciste.

Son «socialisme d'Etat» se rapprochait de celui des fascistes et il a envisagé la possibilité d'une dictature.

Son idée de harmonie des classes et de la nécessité de sacrifices se rapprochaient, du moins à une époque de lutte de classe aiguë de la théorie de la «communauté nationale sans distinction des classes» des fascistes.

Une logique qui aboutit au fascisme

Pour justifier sa collaboration avec la bourgeoisie, la social-démocratie a élaboré dans les années vingt plusieurs théories. La base en est toujours : les ouvriers n'ont pas intérêt à renverser le capitalisme. Ils doivent aider à le restaurer, à accroître la production. Il faut développer un capitalisme «organisé» avec la participation des syndicats. C'est «la démocratie économique» et sa pratique dans les «arbitrages obligatoires» et les «communautés de travail avec le capital». Au niveau politique c'est la participation gouvernementale des sociaux-démocrates et «l'idéologie de la redistribution». On affirmait pouvoir améliorer la situation de la classe ouvrière, non par la lutte syndicale, mais par la lutte politique pour la distribution du surproduit, par une distribution plus juste des richesses sociales, par un impôt plus grand sur les riches.

Sur le plan économique

Dans les années 20, le développement économique avait augmenté le niveau de vie. Il y avait peu de chômage et le patronat devait payer des salaires plus ou moins décents.

Marx avait déjà réfuté la théorie de la redistribution. Ce sont ceux qui possèdent les moyens de production qui décident de la distribution du surproduit. Si dans certaines circonstances, les travailleurs voient leurs revenus augmenter, cela est uniquement dû à l'existence d'un rapport de force favorable pour la lutte salariale.

Lorsque la crise frappe, le chômage augmente la concurrence entre les travailleurs, ce qui permet au patronat de diminuer les salaires. Lorsque la crise frappe, lorsqu'il faut moderniser rapidement les équipements, le «surproduit» doit être exclusivement réservé au financement de cette modernisation. Pour arrêter la chute du taux de profit, il faut diminuer les salaires et les charges patronales. C'est la logique capitaliste même. La social-démocratie, en période de crise, va redistribuer les richesses sociales exactement au contraire de ce qu'elle avait dit auparavant : diminutions salariales décidées par l'Etat, augmentation des impôts sur les salaires et des impôts qui touchent toute la masse, coupures dans les dépenses sociales, les licenciements massifs avec l'accord des directions syndicales, le sabotage des grèves, la terreur policière. Tout cela a rapproché la social-démocratie du fascisme.

L'évolution de la social-démocratie est déterminée par la crise capitaliste. Choisisant le camp du capital, la social-démocratie ne peut faire autrement qu'accompagner la réalisation, aussi par la terreur, de la politique capitaliste pour sortir de la crise.

Vandervelde, président de l'Internationale socialiste, proclamait à la Chambre des Députés de Belgique en 1932 : «Le capitalisme craque de toutes parts. Il ne peut être sauvé que par des mesures sérieuses et immédiates. Nous sommes à la onzième heure. Prenons garde que le prolétariat, tel Samson, ne brise les colonnes du temple» (89)

Une application : les communautés de travail

En 1924, les directions syndicales, sous la pression de la base avaient quitté les «communautés de travail» fondées en 1918. Mais en 1930, les dirigeants syndicaux et le patronat remettent sur pied ensemble des «communautés de travail centrales» pour établir une politique économique et salariale commune et pour prévenir tous les «facteurs perturbants» dans l'économie, tels que les conflits sociaux. Les dirigeants syndicaux partaient de l'illusion qu'ils pouvaient convaincre le patronat que pour avoir des débouchés en croissance, pour éviter des crises, il avait intérêt à payer de bons salaires, c'est à dire à créer des clients solvables (la redistribution). Ensuite, des hauts salaires pousseraient les capitalistes à introduire des innovations techniques pour abaisser leurs coûts. Ils étaient donc aussi un facteur de progrès technologique.

Mais avec la crise, ces illusions sont également brisées. En toute logique, les dirigeants syndicaux mettent leur argumentation sur la tête. Les salaires n'aident plus à l'innovation technologique, mais il faut diminuer les salaires pour permettre l'augmentation de la productivité. Dans le journal «Arbeit» du syndicat ADGB d'avril 1930, on lit : «Le niveau actuel des salaires, en liaison avec d'autres coûts ne permet pas de travailler de façon rentable. Si on veut intégrer les chômeurs dans la production, il faut diminuer les coûts salariaux, les impôts et les prix des matières premières».

Dans les faits, les «communautés de travail» jouaient de plus en plus le rôle des corporations sous le fascisme : maintenir la production capitaliste, assurer des «postes de travail» en exploitant encore plus la classe ouvrière.

Les «communautés de travail» trouvaient leur expression pratique dans les «commissions d'arbitrage». Ces commissions rendaient des verdicts dans des conflits de travail et leurs décisions étaient obligatoires. Plusieurs fonctionnaires du syndicat y siégeaient et elles montraient beaucoup de ressemblances avec le système corporatif du fascisme italien. Dans une brochure de formation éditée par le PCA on compare les deux systèmes. **(90)**

Dans la Charte du Travail, le programme de la politique fasciste italienne du travail, les tâches des commissions d'arbitrage sont déterminées comme suit: « C'est l'organe dont l'Etat se sert pour intervenir dans le règlement des conflits sociaux, soit pour faire respecter les conventions existantes, soit pour fixer de nouvelles conditions de travail». **(91)** «Le Journal du Syndicat», organe du ADGB écrit le 15 novembre 1930 : « Nous reconnaissons le système d'arbitrage et son caractère obligatoire dans sa forme actuelle parce que le système d'arbitrage et la déclaration d'obligation est un problème de politique d'Etat, une question fondamentale qui ne peut être traitée différemment selon la constellation politique». **(92)** Donc une «constellation politique» fasciste ne changera pas l'attitude syndicale envers le système d'arbitrage.

Le rôle du syndicat

Comment le syndicat voit-il son rôle ? En juin 1930, nous lisons dans le journal syndical «Travail» : «Favoriser le développement de l'économie, de l'industrie et des exportations sont de plus en plus à l'avant-plan de sa volonté politique. La politique fiscale, douanière, du crédit, conventionnelle, des prix... bref toute la politique économique des syndicats est fonction de la politique de production.» **(93)**

Dans «la Charte du travail» fasciste cela sonne ainsi : «Les organisations professionnelles légalement reconnues garantissent l'égalité en droit entre les employeurs et les salariés. Ils maintiennent la discipline de la production et favorisent son perfectionnement.» **(94)**

Leipart, le dirigeant syndical, offrira d'ailleurs à Hitler la collaboration de son syndicat au fascisme en 1933. Il justifiera son attitude avec les arguments repris ci-dessus.

On peut donc dire que, pour le moins, il y a des ressemblances théoriques entre l'idéologie social-démocrate de la fin de la République de Weimar et l'idéologie fasciste dans sa version italienne.

La théorie du social-fascisme a donc des bases objectives, mais aussi une justification subjective. Le père du réformisme social-démocrate Bernstein a dit : «Si j'ai le choix entre le fascisme et la dictature du prolétariat, je choisis sans hésiter le fascisme». (95)

La politique de front uni du PCA

Palme Dutt dit : «...les forces de la classe ouvrière, si elles se fussent unies, étaient incomparablement supérieures aux forces fascistes... en novembre 1932... le total des voix social-démocrates et communistes atteignait 13.241.000 contre 11.279.000 aux nazis. Tout ceci ne s'applique qu'au chiffre des votants. Dans chaque manifestation sociale ou politique, par son organisation, son homogénéité, son rôle social, sa conscience de classe et sa puissance de lutte, la force de la classe ouvrière, si elle avait été unie, eût été infiniment supérieure à l'amalgame des voix nazies.» (96)

Mais même en ce moment de grand danger, le PSA refusait le front uni avec les communistes. Il préférait une participation gouvernementale des fascistes à l'alliance avec les communistes en 1932.

Cette ligne anticommuniste a été une constante au PSA entre 1918 et 1933, sauf lors du putsch de von Kapp.

Déjà en 1927

Le PCA et Thälmann ont, à plusieurs reprises, essayé de réaliser le front uni, même avec le sommet de la social-démocratie et même dans les circonstances les plus difficiles.

Retournons un moment en 1927.

Au niveau national le PSA est dans l'opposition. Début octobre ont lieu des élections au Sénat de la région de Hambourg. Quelques semaines auparavant, la police du sénateur socialiste avait encore tiré dans une manifestation pour Sacco et Vanzetti. Plus de 30 ouvriers avaient été blessés et un d'entre eux avait succombé à ses blessures. Le Sénat à majorité socialiste avait profité de ces événements pour interdire en pleine campagne électorale le journal du PCA et les manifestations publiques du PCA.

Quelques jours avant les élections, l'éditorial du journal social-démocrate écrit : «Le seul ennemi de la classe ouvrière de Hambourg, c'est l'ennemi dans ses propres rangs, cet ennemi qui s'appelle communiste et qui n'est qu'un sale traître à sa classe, dont les mains sont salies par de nombreux crimes commis contre la cause de son frère. Voilà l'ennemi à abattre.» (97)

Mais Thälmann faisait toujours la distinction entre la direction bourgeoise du Parti Socialiste et les nombreux membres et permanents de base. Il savait qu'ils étaient influencés par le réformisme, mais il savait aussi qu'il dépendait souvent de ces socialistes et de ces syndicalistes si on allait réussir à mettre en mouvement les masses.

Après la victoire des socialistes et des communistes à ces élections, ces deux partis avaient la majorité au Sénat. Ils n'avaient pas besoin des partis de droite pour gouverner. Le PCA proposa dès lors aux socialistes de «réaliser avec le PCA, avec le soutien de syndicats et de la mobilisation de la masse, des mesures sociales et démocratiques importantes : augmentation des salaires des ouvriers des services publics, programme de construction de logements, réduction d'impôts pour les petits commerçants et impôts progressifs pour les grands revenus... Le PCA est prêt à soutenir un gouvernement social-démocrate qui satisfait ces revendications immédiates... Il le défendra contre toutes les propositions anti-ouvrières et autres attaques des partis bourgeois.» (98) Dans les faits, les dirigeants socialistes avaient déjà entamé des pourparlers avec le Parti Démocratique Allemand et le Parti Populaire Allemand, deux partis de droite. Ils ont commencé des discussions avec le PCA dans le seul but de les faire échouer : ils ne voulaient prendre comme base de discussion que le seul programme du syndicat socialiste et ils ne voulaient aucun point de programme qui dépasse le cadre des lois existantes. Pour

ne pas perdre la face vis-à-vis des travailleurs, ils ne s'opposaient pas aux impôts contre les riches proposés par les communistes, mais insistaient sur la «très grande difficulté» de réalisation pratique. Enfin, ils exigeaient que les communistes participent au gouvernement, sachant très bien que cela était inacceptable pour ceux-ci. Le CC du PCA avait établi le 28 octobre 1927 que «la participation de communistes à un gouvernement avec les socialistes, dans la situation actuelle, ne ferait que semer la confusion parmi les travailleurs. Toutefois, dans une situation de crise aiguë de la domination bourgeoise, avec un appareil d'Etat affaibli, une poussée révolutionnaire des masses et la participation d'une partie significative des socialistes à la lutte anti-impérialiste active et au front uni avec les communistes, cette possibilité n'était pas exclue». (99)

Les socialistes refusaient donc le soutien extérieur des communistes à un gouvernement socialiste dont ces derniers demandaient seulement qu'il réalisât ses propres promesses électorales.

Ils rompèrent les négociations et formèrent une coalition avec les partis bourgeois.

Cette expérience de Hambourg montra que les dirigeants socialistes, même dans l'opposition au niveau national, préféraient à chaque fois la collaboration de classes avec les bourgeois à la lutte de classe, la lutte en front uni contre le capital. Cette attitude était un obstacle presque infranchissable.

En fait, dans les régions où ils étaient au pouvoir, les socialistes ne menaient pas une autre politique que la droite au pouvoir au niveau national.

Contre le fascisme et le capitalisme : le front uni à la base

Dans les années 28-30, placé devant la politique anticommuniste renforcée du PS A, le PCA a suivi la politique du renforcement du front uni à la base, dans les entreprises, les quartiers et les organisations de masse avec les ouvriers socialistes. Thälmann insista sur la contradiction entre l'évolution à droite des dirigeants socialistes et l'évolution à gauche des travailleurs socialistes. Il demanda qu'on distingue entre les dirigeants et les masses.

Le mot d'ordre est : «Conquérir la majorité de la classe ouvrière pour la révolution». (100) La progression électorale du PCA témoigne du fait que cette conquête était en train de réussir. Il fut grand temps pour la bourgeoisie d'y mettre un terme en instaurant le fascisme.¹⁵ Les exemples de front uni à la base sont assez fréquents dans les usines. Plusieurs grèves démarrent avec la participation des ouvriers socialistes.¹⁶ Mais aussi la résistance contre les agressions des S.A. est souvent organisée en commun.

L'autocritique du PCA : Les syndicats rouges

Dans sa lutte pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et réduire l'influence de la social-démocratie, le PCA a certes commis des erreurs gauchistes. Celles-ci ont d'ailleurs fait l'objet de critiques de l'Internationale (tellement décriée par les trotskistes) et d'une autocritique.

Le PCA a créé l'OSR. Celle-ci a présenté des «listes rouges» lors des élections syndicales, pour enrayer le sabotage de la lutte de classe par les dirigeants syndicaux. Cela était interdit par les statuts syndicaux. Le phénomène resta d'abord très limité : des listes dans 100 entreprises sur 40.000 en 1929. Il n'était pas question de fonder un nouveau syndicat. Cette éventualité n'était envisagée que si les travailleurs se détachaient massivement des dirigeants réformistes au cours de luttes révolutionnaires. On n'en était pas du tout là. Les tâches de l'OSR étaient : rassembler les forces révolutionnaires au sein des syndicats réformistes ; accueillir les exclus et les garder en contact avec des syndicalistes restés dans le syndicat ; lier la lutte des chômeurs à celle des ouvriers; préparer des luttes indépendamment de la volonté des dirigeants et se renforcer dans ces luttes de façon à pouvoir organiser plus tard les masses déçues par les dirigeants réformistes dans un syndicat révolutionnaire. Lors d'élections pour les échelons inférieurs du syndicat, les listes de l'OSR remportaient des succès considérables.

L'idée des listes rouges (OSR) est d'ailleurs une conséquence du grand nombre d'exclusions de syndicalistes communistes et combattifs par les directions syndicales réformistes. Au XIIème Congrès du PCA à Wedding en juillet 29, Thälmann parle de 1500 syndicalistes exclus. En octobre 29, tout le syndicat des ouvriers de la voirie de Berlin est exclu. Peu de temps après la section locale des menuisiers est exclue. Entre 1928 et 1930 plus de 1200 membres sont exclus du syndicat des mineurs, plus de 5.000 du syndicat des métallos. Des directions locales élues sont démisées de leurs fonctions, des mandats sont annulés. Les directions syndicales collaborent avec les patrons pour éliminer les communistes des usines. **(101)**

Enfin, la politique de collaboration de classes pousse des centaines de milliers d'ouvriers à quitter le syndicat. Plus de 500.000 entre 1929 et 1931. **(102)**

Mais avec le recul des luttes à partir de 1930 et le recul de la présence du PCA dans les entreprises, diminue aussi l'influence de l'OSR. Des interprétations gauchistes progressent dans le PCA : certains veulent créer un syndicat rouge tout de suite. Cependant, sous l'influence de l'IC, cette ligne est combattue.

En face du fascisme

A l'automne 1932, l'opposition d'extrême-droite et fasciste lance une offensive contre Brüning. Elle fonde le front de Harzburg. L'objectif est de transformer la dictature camouflée, approuvée par le Parlement, en dictature tout court.

Les partis du Centre, les syndicats et le PS A réagissent en créant le «Front de Fer» d'où est exclu évidemment le PCA. Ce Front de Fer ne pouvait pas être une alternative aux fascistes. Il poursuivait la politique menée jusqu'alors. Les travailleurs refusaient de se battre pour un tel front qui ne leur proposait pour tout avenir que la soupe populaire.

En novembre 1931, le PC A redéfinit sa politique de front uni. Thälmann déclare que le PCA a été trop optimiste à propos de la perte d'influence rapide des nazis. Au CC du PCA, plusieurs intervenants demandent un changement. Pieck, représentant du PCA à l'IC envisage «la possibilité que le fascisme vienne au pouvoir en Allemagne sans que le PC soit en mesure de déclencher des luttes sérieuses». **(103)** Thälmann parle de la possibilité pour la bourgeoisie de «sortir de la crise actuelle sans que la révolution prolétarienne arrive». **(104)** Sous la pression de l'Internationale Communiste, le PCA édite alors une déclaration : «Nous sommes prêts à lutter en commun avec toute organisation qui regroupe des ouvriers et qui veut réellement mener la lutte contre les diminutions de salaires et la destructions des assurances sociales». **(105)**

L'Internationale Communiste soutenait cette politique de front uni, mais mit en garde contre une interprétation opportuniste de cette politique. Elle exigea que les offres adressées au sommet du PSA soient accompagnées d'un travail d'explication devant les masses.

L'IC demanda que les alliances au sommet répondent aux conditions suivantes : elles devaient avoir un caractère antifasciste, les masses devaient être informées sur cette politique et la direction du PSA devait au moins être amenée à combattre pour les droits démocratiques. Sans cela, une politique de front devient de l'opportunisme et ne renforce pas le camp des antifascistes.

Les tendances gauchistes qui existaient encore dans le PCA sont critiquées par l'IC.

Voter Hindenburg, c'est voter Hitler

Le PCA a encore renforcé sa politique de front uni à partir de 1932. Il a essayé d'établir une unité d'action antifasciste extra-parlementaire avec tous les ouvriers socialistes, avec les niveaux inférieurs et intermédiaires du PSA. Dans certains cas, il a offert le front uni au sommet.

Avec l'accord de l'Internationale communiste, il a à plusieurs reprises tenté des alliances antifascistes avec la fraction parlementaire du PSA.

En mars 1932 il fallait élire un nouveau président. Les nazis proposaient Hitler. Une partie de la bourgeoisie, représenté par le Parti du Centre soutenait le président sortant, le monarchiste Hindenburg. Le PSA refusa de proposer un candidat commun avec le PC A et soutenait Hindenburg sous le mot d'ordre : «Battez Hitler - votez Hindenburg». Thälmann se présentait au nom du PCA. Le PCA menait campagne sous le mot d'ordre : «Voter Hindenburg, c'est voter Hitler. Voter Hitler, c'est voter pour la guerre». Neuf mois plus tard le président Hindenburg nommait un nouveau premier ministre : Adolf Hitler.

L'action antifasciste

En mai 1932, le PCA a pris l'initiative d'un rassemblement au sein de «l'Action antifasciste». Le 10 juillet, le premier Congrès régional de Berlin-Brandebourg réunit 1.500 délégués élus, dont 954 sans parti et 132 socialistes.

Le PCA fera plusieurs propositions au sommet du PSA dans le cadre de l'action antifasciste et au niveau de la lutte parlementaire.

La direction du PCA de Berlin-Brandebourg envoya une proposition de manifestation commune contre le fascisme à la direction du Reichsbanner et du syndicat.

La fraction communiste essaya d'empêcher l'élection d'un président de Land nazi en Prusse le 20 juin 1932. Elle renonça à proposer son propre candidat et voulut soutenir le candidat du centre et du PS A à deux conditions : le rétablissement de la liberté de presse et de manifestation et la non-exécution des ordonnances d'urgence du gouvernement Papen en Prusse. Le PSA rejeta ces conditions.

Au XIIème plénum du Comité Exécutif de l'IC, Knorin disait : «Le PCA devait appliquer une tactique parlementaire compliquée. Il a voté à plusieurs reprises pour des candidats socialistes au parlement pour éviter que des fascistes n'arrivent à des postes dirigeants... Cette tactique était tellement compliquée parce que le PCA ne pouvait laisser subsister aucune illusion qu'elle soutenait le système de Weimar... En même temps elle devait combattre parmi les masses ouvrières contre la social-démocratie». (106)

Antifascistes : dehors

La direction du PCA essaya de toutes ses forces de gagner les membres et le cadre moyen du PSA à la lutte commune contre le fascisme.

Le 8 juillet 1932, Thälmann répond à des questions de 20 permanents du Reichsbanner et du PSA. Le ton et le contenu montrent la volonté d'unité avec toutes les forces antifascistes. Alors qu'auparavant, le PCA considérait le front uni à la base impliquait que les ouvriers socialistes quittent leur parti, il explique que «l'Action antifasciste... est un mouvement de masse où se rassembleraient tous les ouvriers désireux de combattre le fascisme, à quelque parti qu'ils appartiennent»

Mais la direction du PSA s'en tenait obstinément à sa politique d'unité avec la bourgeoisie et de soutien à l'Etat bourgeois. Le refus criminel de front uni lors du coup d'Etat de Papen en Prusse en est le témoignage le plus lourd de conséquences. ¹⁷ Elle interdisait à ses membres tout contact avec les communistes. Dans une directive de la direction nationale du PSA datée du 28 juin 1932, toutes les négociations avec le PCA sont interdites. Toutes les infractions à cette directive furent sanctionnées. (107)

Directement après la prise du pouvoir par Hitler, début février 1933, les dirigeants socialistes et syndicaux rejetèrent à nouveau la proposition du PCA d'appeler à la grève générale. Ils invoquèrent le faux prétexte que cette grève lui était «imposée» sans concertation par le PCA alors que celui-ci lui avait offert la veille «d'appeler ensemble à la grève générale» (108)

Le 5 mars 1933, l'Internationale communiste lança un appel au front uni à tous les partis de la Deuxième Internationale socialiste. Le 6 mars, le Bureau cette Internationale rejeta cette offre. (109)

Même en 1935, la direction du PSA rejeta encore des propositions d'unité d'action du PCA. (110)

La responsabilité historique de la social-démocratie

Le front uni de la classe ouvrière, qui seul eût pu battre Hitler, ne s'est pas réalisé pas parce que la direction du PSA et du syndicat boycottèrent toutes les tentatives de lutte antifasciste communes avec le PCA. La social-démocratie contrôlait la majorité de la classe ouvrière. Les neuf dixièmes du prolétariat industriel étaient organisés dans les syndicats dirigés par la social-démocratie. Elle détenait donc la clé de l'action de la classe ouvrière.

Palme Dutt énumère quatre causes décisives de la victoire du fascisme en Allemagne. «Premièrement, l'étouffement de la révolution de 1918, la destruction au nom de la «démocratie», de la puissance ouvrière, la restauration de la dictature capitaliste et la sauvegarde des institutions réactionnaires de l'ancien régime... Deuxièmement, le soutien par le PSA et les syndicats de la dictature Brüning et des différentes formules dictatoriales qui préparèrent le fascisme. Troisièmement, le rejet par la social-démocratie du front unique de la classe ouvrière... Quatrièmement, le refus de la social-démocratie et des chefs des syndicats de résister à Hitler lors de son accession au pouvoir ou lors du début de la terreur nazie.» (111)

Notes :

¹ Contrairement aux bolcheviks, les Spartakistes n'avaient pas construit leur propre organisation, mais étaient longtemps restés un groupe de pression au sein du Parti Socialiste Indépendant.

² Hindenburg sera en 1933 le président qui nommera Hitler chancelier.

³ De 1924 à 1930, l'Allemagne a emprunté 25 à 30 milliards de dollars, dont la moitié à long terme. Les financiers américains fournirent environ 70% de ces sommes. (Badia : o.c. p. 213)]

⁴ Auteur de «La révolution trahie», livre sur la révolution allemande de 1918-19]

⁵ Une deuxième «Loi sur la protection de la République» sera votée en 1930, lors de la montée du fascisme. Les communistes en seront pratiquement les seules victimes.]

⁶ Les membres de cette organisation assassinèrent entre autres en 1922 le ministre des Affaires Etrangères, Rathenau parce qu'il avait signé le traité de Rapallo avec l'URSS.

⁷ Le nombre de grévistes était de 723.415 en 1928 contre 493.680 en 1927. Source: Alexander von Plato: o.c.pp 165-168] L'Etat intervient de plus en plus dans les luttes au moyen d'arbitrages obligatoires

⁸ Brüning est un de ces «paladins du Kaiser» que le PSA a laissé en place en 1918. A cette époque Brüning, officier de l'armée impériale, dirigea la répression des forces révolutionnaires à Aix-la-Chapelle. Il s'en vantera souvent plus tard. (voir Badia: o.c. p.270)

⁹ Regroupement des syndicalistes communistes, combattifs, ou exclus par les directions syndicales. Les buts de l'organisation étaient : établir des listes lors des élections syndicales pour obtenir des fonctions à la base et dans le cadre moyen du syndicat, constituer des directions de lutte indépendantes des directions syndicales en cas de sabotage de celles-ci, établir des liens entre chômeurs et travailleurs actifs, repêcher tous les ouvriers exclus du syndicat.

¹⁰ Cette force se gaie d'ailleurs. Les sommes consacrées par les «Länder» à la police sont très élevées, surtout en Prusse. Les communistes dénonceront particulièrement les 460.000 marks par an consacrés à l'entretien des chiens policiers (soit 54 marks par chien et par mois) alors que 5 pfennigs seulement sont prévus pour les enfants des prolétaires. (Badia, o.c. p.271)

¹¹ L'anticommunisme virulent apparaît clairement dans cette comparaison.

¹² Voir ci-dessus : «Les possibilités positives du national-socialisme»

¹³ L'article 48 de la Constitution de Weimar permet au Président de suspendre les droits fondamentaux et autorise le premier ministre à gouverner à coup de décrets-lois ou ordonnances.

¹⁴ Les socialistes, comme décrit plus loin, étaient désarmés idéologiquement devant cette offensive corporatiste. Dans le parti, beaucoup de dirigeants véhiculaient des conceptions similaires.

¹⁵ En 1928 le PCA obtient 3,2 millions de voix pour 9,1 millions au PSA. En novembre 1932, le PCA obtient 6 millions de voix contre 7,2 millions au PSA.

¹⁶ Voir le chapitre «Qui a paralysé ...?»

¹⁷ Voir «Le coup d'Etat de von Papen en Prusse»

- (1) «Le mouvement antiraciste, le PTB et nous», supplément à la Gauche du 18/3/92 p.3
- (2) Brochure «De Vonk»
- (3) Brochure «De Vonk»
- (4) Palme Dutt. Fascisme et Révolution, p. 174
- (5) Ernst Thälmann, Eine Biographie. Verlag Marxistische Blätter, Frankfurt am Main, 1980. p.44
- (6) Fragen an die deutsche Geschichte, catalogue (d'inspiration social-démocrate, ndlr) de l'exposition historique au Reichstag à Berlin, p.266.
- (7) Idem p.46
- (8) Lénine, Oeuvres complètes, Tome XXI, p.21
- (9) Lénine, Oeuvres complètes, Tome XXI, p.12
- (10) G.Badia : Histoire de l'Allemagne contemporaine. Editions Sociales, 1962. P. 98
- (11) Badiap. 102
- (12) Badial 09
- (13) Fragen an die deutsche Geschichte, catalogue de l'exposition historique au Reichstag à Berlin, p.270
- (14) K.Liebkecht, Gesammelte Werke IX, p.595 (15)Badial12
- (16) Fragen an die deutsche Geschichte, catalogue de l'exposition historique au Reichstag à Berlin, p.270-71
- (17) Historia, no 131 de 1970, p.968.
- (18) Palme Dutt. Fascisme et Révolution p.135
- (19) Alexander von Plato : KPD und Komintern, Sozialdemokratie und Trotzismus, Oberbaumverlag Berlin, 1973. P.106-116
- (20) Brandler, rapport au VIIème Congrès, Berlin 1923. Cité dans Plato p. 105
- (21) cité dans «Thälmann, eine Biographie»
- (22) cité dans «Thälmann, eine Biographie» p.185
- (23) Mowrer : Germany puts the clock back, p.144. Cité dans Palme Dutt p. 133
- (24) Palme Dutt, p. 133
- (25) Badia p. 184.
- (26) Cité dans Palme Dutt : o.c. p.182
- (27) Palme Dutt : o.c.p.180
- (28) Brochure «De Vonk»
- (29) Badia, o.c. p. 271
- (30) Weingartner, Staline et la montée de Hitler, Berlin 1970 p.21. Livre pourtant sous l'influence des thèses trotskistes.
- (31) Ernst Thälmann : o.c. p.406
- (32) Cité dans Badia, o.c. p.249
- (33) Alexander von Plato, o.c. pp. 165-167
- (34) David : La faillite du réformisme p.1 18.
- (35) idem p. 198.
- (36) Badia : o.c. p.282
- (37) Thälmann, o.c. p.448.
- (38) Citée dans Palme Dutt : o.c. p.234 et suivantes
- (39) Badia : o.c. p. 283
- (40) Alexander von Plato, o.c. p.209
- (41) Brochure Blockbusters
- (42) «Le mouvement antiraciste, le PTB et nous», supplément à la Gauche du 18/3/92 p.3
- (43) Inprekorr 1930, no 25, p.586
- (44) Vorwärts, 20 avril 1929.
- (45) Severing: «Mein Lebensweg», p.187. Cité dans Badia : o.c.
- (46) Protokoll SDP Arbeitstag Magdeburg 1929, p. 14. Cité Dans «Thälmann, Eine Biographie», p.422
- (47) Cité dans le discours de Thälmann au XIIème Congrès du PC A a Berlin p.74 des compte-rendus.
- (48) idem p. 200

- (49) Inprekorr, 1930, no 6, p.96, cité dans Alexander von Plato p.200
- (50) Idem No 25 du 13.3.60 p.587
- (51) Alexander von Plato p.201
- (52) Thälmann 412
- (53) idem
- (54) Thälmann : o.c. p. 414
- (55) idem p.471-472
- (56) Thälmann o.c. p.413
- (57) idem p.468
- (58) idem p.468
- (59) idem
- (60) Thälmann : o.c. p.478
- (61) Cité dans Thälmann, eine Biographie o.c. p.487
- (62) idem
- (63) Alexander von Plato : o.c. p.262
- (64) Inprekorr no 10,1930, p.231. Cité dans Alexander von Plato, o.c. p.21
- (65) Shirer : Le troisième Reich, éd. «Le Livre de Poche» p. 183
- (66) Badia : o.c.p.275
- (67) Badia : o.c. p.288
- (68) Mémoire de Braun-Severing à Hindenburg, B.Z. am Mittag, 19.7.32. Cité dans Palme Dutt, o.c. p.257
- (69) Baay : Der andere 20.Juli, in : Die Zeit no 29 du 21.7.72
- (70) Badia: o.c. p.298 cité dans Plato p 209.
- (71) Baay: o.c, cité par A. von Plato p.212
- (72) Alexander von Plato : o.c. p. 212
- (73) Cité dans Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Berlin 1966, Band IV p.606
- (74) Cité dans Palme Dutt : o.c. p.202
- (75) idem p.203
- (76) Cité dans Palme Dutt : o.c. p.203
- (77) Neueste Zeit, édité par Volk und Wissen, VEV-Berlin 1959 :p.15
- (78) Palme Dutt : o.c. p.266
- (79) Brochure Blockbusters
- (80) Inprekorr 63 de 1932
- (81) Badia, o.c: p.254
- (82) Badia: o.c. p.298
- (83) Badia: o.c. p.304
- (84) Shirer : o.c. p.216
- (85) idem.
- (86) idem
- (87) Thälmann, o.c. p. 423.
- (88) «Die Théorie vom Bonopartismus», cité dans Alexander von Plato: o.c. p.215
- (89) Le peuple, 7 mai 1932. Cité dans Palme Dutt : o.c. p.249
- (90) MAS Kursus, Politische Okonomie p. 147. cité dans A. von Plato : o.c. p.188
- (91) idem p.191
- (92) idem p. 190-191
- (93) idem p. 191
- (94) idem
- (95) Inprekorr 1930,42, p.923
- (96) Palme Dutt : o.c. p.191-192
- (97) Hamburger Echo cité dans «Thälmann» o.c. p.352
- (98) idem p.354
- (99) idem p.357
- (100) idem p.414

- (101) Alexander von Plato : o.c. p.231
(102) idem p. 233
(103) W.Pieck, Der Neue Weg p.27
(104) Thälmann, Der revolutionäre Ausweg p.88.
(105) La Rote Fahne du 26.4.32.
(106) Inprekorr 1933, nr 13 p.438.
(107) Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, IV p. 344.
(108) Flechtheim : Geschichte der KPD, p.287.
(109) Alexander von Plato: o.c. p. 217
(110) Chronikpp 346-349.
(111) P.Dutt : o.c. p.208

CUBA SI...

(Conférence donnée par Juliette Pierre à la journée d'études de la Ligue Anti-impérialiste de février 1992.)

Introduction

Avant d'aborder les thèmes que nous allons développer, il est utile d'insister, brièvement, sur les éléments principaux qui, à l'origine, fondent la révolution cubaine. Je voudrais en souligner deux aspects :

A. Quatre différences essentielles caractérisent cette révolution, par rapport aux révolutions soviétique et chinoise :

1. L'objectif final de la lutte armée n'est pas la voie vers le socialisme mais l'obtention de réformes de type «démocratique», «humaniste», «nationaliste». L'objectif final est donc de type «réformiste» élémentaire sans plus.

2. Le mouvement se veut l'expression unitaire de toute la société, on y retrouve donc un ensemble de contradictions et d'intérêts divergents.

3. L'action des masses est conçue comme un élément d'appui - important certes - mais subordonné au succès militaire.

4. On l'aura déjà compris à travers ces trois points, le Parti communiste ne joue aucun rôle dirigeant. Il faut ajouter - et nous en reparlerons - que si le P.C. participe à la lutte à partir de juin 1958, non seulement il n'a pas dirigé cette lutte, mais il s'agissait d'un parti gangrené par le réformisme et l'opportunisme de droite.

B. Il est utile de rappeler aussi que le coup d'Etat de Batista instaurant par deux fois la dictature a, entre autres, pour but principal la défense des intérêts des Etats-Unis qui possèdent 90 % des mines, 50 % des terres, contrôlent 67 % des exportations. Il va de soi que dans un tel pays, toute réforme démocratique se heurte de front aux intérêts américains. D'autre part, il faut ajouter que la lutte menée pour ces réformes s'enracine dans une tradition de lutte nationale déjà symbolisée par la guerre d'indépendance menée contre la colonisation espagnole et les luttes contre les interventions armées des Etats-Unis. Cette tradition aura un impact idéologique important à l'origine de la révolution cubaine.

Entre 1959, qui a vu le triomphe de l'armée rebelle, la fuite du dictateur Batista, le début de la grève générale et le Cuba socialiste d'aujourd'hui, il y a donc une longue marche. Le but de l'exposé n'est pas

de la décrire mais principalement d'apporter des éléments de compréhension sur l'historique et sur ce que sont les fondements marxistes léninistes du Parti Communiste cubain d'aujourd'hui et aussi de ce que peuvent être ses faiblesses.

I. Avant la fusion des trois mouvements

Avant d'en arriver aux rétroactes qui furent les préludes à la constitution du P.C.C. actuel, il est important, de situer, d'analyser les trois mouvements qui forment l'ossature de la Révolution cubaine.

Ces trois mouvements sont : le Mouvement du 26 juillet, le Directoire Révolutionnaire Etudiant ou Directoire du 13 mai Mouvement patriotique étudiant et le PSP (Parti Socialiste Populaire). Celui qui, dès le départ, va être le promoteur de la révolution cubaine est le Mouvement du 26 juillet qui, avec l'aide du Directoire Révolutionnaire étudiant, va marquer les principaux traits du caractère initial de cette révolution. Nous allons donc analyser ces deux mouvements.

Mais il est important de commencer par le PSP, car cela explique justement pourquoi la révolution cubaine a pris, au départ, les caractéristiques mentionnées en introduction et pas la voie marxiste-léniniste comme ce fut le cas en URSS et en Chine.

1.1. Le Parti Socialiste Populaire

C'est le nom que prend le Parti Communiste en 1944. Disons tout d'abord que l'histoire de ce parti, qui voit le jour en 1925, n'a jamais été écrite. Qu'il était composé de «militants pauvres, intègres, dévoués», comme le décrit K.S. Karol dans son livre sur Cuba. K.S. Karol, qui n'a aucune sympathie pour le PSP, reconnaît la qualité de ses militants et ajoute que le parti fit au début des progrès spectaculaires et devint le plus important des Partis Communistes d'Amérique Latine. Il avait pu s'implanter dans les milieux ouvriers et contrôlait la Confédération nationale des ouvriers du Cuba et la Fédération ouvrière de la Havane. Il était antiraciste, ce qui lui ralliait la très importante population de couleur. Il jouissait de l'appui de nombreux intellectuels. Mais dans la situation particulière de Cuba, le PC, en lutte pour des revendications économiques, livre bataille sur ce seul front. Même s'il se proclame anti-impérialiste, cet aspect lui paraît secondaire, et ce concept, s'il le coupe d'une génération petite bourgeoise nourrie historiquement par les luttes anti-impérialistes, l'empêche aussi de globaliser politiquement la lutte des masses et de les former dans cette lutte.

Son crédit auprès des masses, le PC va le perdre d'abord dans une circonstance ponctuelle mais importante où - l'autocritique suivra - il a capitulé et ensuite, dans une tragédie qui le coupera pour très longtemps des masses.

1.1.1. La grande grève de 1933

Pour un pays dépendant des E.U. comme Cuba, la grande crise américaine de 1929 est une catastrophe sans nom. C'est la ruine, la famine, le chômage, le désespoir.

Le 6 août 1933, la grève est générale. La police tire, il y a des dizaines de tués, des centaines de blessés. Ceci est l'événement ponctuel.

Machado, le dictateur qui règne à ce moment-là mais ne gouverne pas, (ce rôle, c'est Summer Welles, l'envoyé des Etats-Unis, qui le remplit), Machado tend un rameau d'olivier à ceux-là mêmes qu'il poursuit depuis huit ans comme, je cite : «les plus funestes ennemis de la patrie», c'est-à-dire les communistes du Comité Central de Grève. Celui-ci accepte le rameau et demande seulement que satisfaction soit donnée aux revendications des ouvriers des transports. L'ordre de reprise du travail est proclamé le 11 août. Mais le travail ne reprend pas, la grève continue partout et le dictateur s'enfuit. Summer Welles accuse alors les communistes d'avoir manigancé tout cela. Mais il se trompe, les communistes n' y sont pour rien et leur prestige est au plus bas. Le 26 août, le PC se reconnaît

coupable d'avoir, je cite : «sous-estimé la combativité des masses et d'avoir cru qu'elles se contenteraient de la satisfaction de leurs revendications matérielles».

Le parti passe alors par une période gauchiste de création de «soviets» qui ne rencontre que quelques succès, période qui fera aussi l'objet d'une autocritique.

Ici commence la tragédie: en 1934, le dictateur Batista prend le pouvoir par un coup de force. En 1935, il noie dans le sang une tentative de grève générale à laquelle participe le PC. Alors se pose la question de savoir pourquoi, à partir de 1938, le PC a commencé à se rapprocher de Batista, l'ennemi numéro un des communistes et de toute la gauche cubaine, au point d'envoyer deux ministres communistes dans le gouvernement de Batista en 1942 et de prôner la collaboration de classes ? On ne peut rien comprendre à l'opportunisme de droite du PC si on n'explique pas l'influence du Browdérisme sur les PC d'Amérique latine, influence dont les séquelles, notamment dans la conception des fronts, sont encore ressenties de nos jours dans certains groupes de cette région se réclamant pourtant du marxisme-léninisme.

1.1.2. Le Browdérisme

Il mériterait une étude en soi. On ne peut donc donner ici que le cadre dans lequel il se développe et ses principales caractéristiques.

Quand Earl Browder devient secrétaire général du PC des Etats-Unis en juillet 1938, Blas Roca, dirigeant du PC de Cuba, salue en lui, je cite: «le plus formidable cerveau de l'Amérique», et, de 1938 à 1945, donc durant ces sept années, le PC cubain va se référer, pratiquement, à la ligne suivie par le PC des Etats-Unis. Blas Roca était déjà fortement influencé, dès avant sa nomination à la tête du parti, par la théorie browdérienne.

Avant d'en arriver à la pratique du PC cubain, il faut donner les principales caractéristiques de la ligne suivie par Browder et la resituer dans le contexte international.

En 1935, à son septième Congrès, l'IC lance très correctement la directive du Front Uni contre le danger principal qui menace l'humanité entière: le fascisme.

Au nom du Front Uni, Browder conclura - c'est l'analyse de base - qu'il faut, je cite: «aider le démocrate Roosevelt en lui offrant la coopération sans réserve du PC des Etats-Unis». Je souligne sans réserve car cela va l'amener à prôner trois thèses :

1. La disparition de la lutte des classes à l'échelle de chaque pays et à l'échelle mondiale
2. La voie pacifique par l'imbrication du capitalisme et du communisme
3. Et - suite logique de ce qui précède - la liquidation du PC des Etats-Unis au nom du front et de l'inutilité «pratique» de l'existence d'un PC.

Sur ces concepts, il me paraît que le mieux est de citer Browder lui-même.

Immédiatement après la conférence de Téhéran qui réunit, le 2 décembre 1943, Staline, Churchill et Roosevelt, Browder déclare : «Tous les conflits et problèmes sociaux aux Etats-Unis peuvent et doivent être résolus par la voie de compromis pacifiques ; la perspective de luttes intérieures... menacerait en effet l'unité mondiale dont on a reconnu la nécessité à Téhéran...»

Le 10 janvier 1944, nouveau discours reproduit in extenso dans la presse du PC cubain. J'en cite des extraits : «Téhéran (montre) que l'humanité a atteint un nouveau degré d'intelligence, le capitalisme et le communisme ont déjà commencé à marcher ensemble vers la collaboration pacifique de demain ... (cela) comporte un devoir : ... éliminer toute lutte violente de la vie intérieure de chaque pays... Nous déclarons franchement que nous sommes prêts à contribuer à l'efficacité du capitalisme de libre

entreprise pour que le développement merveilleux de notre économie ne se ralentisse pas après la guerre.»

Et il ajouta : «Le peuple des Etats-Unis étant très mal préparé à un changement de la société en direction du socialisme, il y a donc lieu de dissoudre le PC des Etats-Unis, car la tradition du bipartisme aux Etats-Unis ne lui permet pas de jouer un rôle efficace.»

Une «association politique communiste» fut créée par Browder dont les membres étaient appelés à radicaliser les deux grands partis existants aux Etats-Unis.

Ce n'est pas pour rien que ce discours fut édité dans la presse du PC cubain - grâce à Browder, les dirigeants de ce parti trouvèrent une justification théorique à leurs compromis. Le PC cubain avait depuis longtemps épousé toutes les thèses fondamentales du «plus formidable cerveau des Etats-Unis».

Tous leurs compromis avec le dictateur Batista, marionnette des Etats-Unis, étaient, comme le disait si bien Browder, indispensables à la paix entre les Grands, à l'avenir du monde, puisque tout dépendait de la paix sociale à l'intérieur de chaque pays.

En contribuant à «l'unité nationale des Cubains», le PC cubain désirait donc apporter «sa modeste brique» à une merveilleuse construction mondiale, fondée sur des accords pacifiques... En outre, Cuba, comme les EU, n'était pas préparé à un changement de régime...

Toutes ces thèses sont décrites dans une revue du PC cubain «A la lueur de Téhéran» qui reprend en février 44 les discours de ses dirigeants.

Le PC cubain y tait siennes toutes les thèses browderistes sauf une : il n'allait pas se transformer en association chargée de radicaliser qui que ce soit, mais il décida de s'appeler désormais Parti Socialiste Populaire.

1.1.3. La collaboration avec le dictateur Batista

Revenons en arrière. En 1935, Blas Roca déclarait : «Le traître Batista et son formidable appareil militaire font peser sur le pays un danger mortel.»

Moins de trois ans plus tard, le 18 juillet 1938, à la réunion du C.C. pour sa XIème session plénière, Roca se réfère à la situation internationale, à l'aide qu'il faut apporter à Roosevelt, et Batista devient, je cite: «un simple sergent dont les attaches avec le mouvement révolutionnaire sont restées très profondes» et sur qui «les conditions objectives» pèsent car, je continue à citer Roca : «Roosevelt fait pression sur lui en faveur du rétablissement de la démocratie dans notre pays.»

Et Batista fait un geste, le PC est légalisé le 13 septembre 1938 et le PC mobilise ses militants pour accueillir triomphalement le dictateur qui était allé prendre ses ordres à Washington. Blas Roca apparaît à cette occasion aux côtés de l'assassin des communistes et proclame que, je cite : «l'unité nationale est la tâche principale du mouvement Révolutionnaire face à l'avance du nazisme», justifiant ainsi la future participation du PC cubain au gouvernement de Batista en 1942.

Je voudrais encore ajouter qu'en février 1945, le PC devenu le Parti Socialiste Populaire était invité - première du genre - par l'association des Patrons Cubains.

A cette occasion, Lazaro Pena, responsable syndical du PSP, porta un toast à la gloire, je cite : «de la nouvelle ère de l'humanité» tandis que Blas Roca célébrait, je cite, «la collaboration entre les patrons et les ouvriers...»

L'euphorie collaboratrice battait encore son plein à la Havane quand, en avril 1945, le père spirituel de cette politique, E. Browder, est critiqué par les PC des pays libérés du joug nazi. Un article paru sous la signature de Jacques Duclos, leader communiste français en avril 1945 est publié par le PSP. A la troisième assemblée du Parti en janvier 1946, Blas Roca ne fait pas d'autocritique mais tente seulement de minimiser les fautes de son parti. Je cite : «Nous n'avons pas dissout notre parti, nous avons parlé uniquement d'une tendance à l'atténuation de la lutte des classes». Il reconnaît s'être trop fié à la sagesse du PC des Etats-Unis». Et en conclusion de cette assemblée générale, Blas Roca et les autres dirigeants resteront à la tête du parti.

L'attitude de PC cubain va lui coûter cher : au moment du coup d'Etat de Batista en 1940, il compte 87.000 membres. En 1952, au moment du nouveau coup d'Etat de Batista, il compte - officiellement - encore 20.000 membres et en 1959, au moment de la victoire de Castro il en est toujours officiellement à 7.000 membres.

En 1939, quand fut fondée la CTC, le communiste L. Pena fut élu secrétaire général à une immense majorité; en 1947, les communistes étaient minoritaires au sein des syndicats et en 1959, au cours du premier congrès de la CTC après la révolution, sur 3.240 délégués, il n'y avait que 170 communistes.

En 1934, pour briser la vague révolutionnaire qui déferlait sur l'île, Batista avait noyé le pays dans un bain de sang.

Dix-huit ans plus tard, en 1952, avec l'aide d'une poignée de soldats, il retrouve donc le pouvoir.

En fait, Batista n'a pas rencontré de difficultés. Les communistes étaient réduits à l'isolement et les syndicats paralysés, domestiqués par le «mujalisme». Seul le parti Orthodoxo, dont nous parlerons plus loin, aurait pu menacer Batista, mais c'était un parti bourgeois, radical démocrate qui ne se proposait que de nettoyer l'administration publique de la corruption qui la rongait.

Le «mujalisme» que je viens de citer est l'oeuvre du trotskyste Eusebio Mujal, leader syndicaliste. Il va entraîner les masses à s'occuper uniquement de leurs revendications salariales, les conduire à la dépolitisation, les détourner de la participation active à la lutte et il continuera à peser sur leur attitude jusqu'après la victoire de la Révolution. Le «mujalisme» déborda Cuba et eut une certaine influence dans toute l'Amérique Latine.

Le PSP condamna le nouveau coup d'Etat et appela à l'unité d'action contre lui. Vain espoir. L'opposition à Batista était plus anticommuniste qu'anti-batistienne, le parti se situait toujours dans une perspective légaliste et frontiste ce qui ne pouvait évidemment apporter de solution ni à son isolement ni à la lutte contre Batista.

Quand le 26 juillet 1953 eut lieu l'attaque de la Moncada, le Parti estima qu'il s'agissait d'un putsch, d'un aventurisme désespéré caractéristique, je cite: «d'une petite bourgeoisie sans principes et compromise avec le gangstérisme». Dans ce texte («Hoy» - Lettre aux militants 30 août 1953), le Parti théorise son opposition à la lutte armée et rappelle la nécessité d'un front - tous les partis d'opposition étant frappé par la répression. Il appelle à faire «des pétitions» pour aboutir à un renversement légal et à une nouvelle loi électorale.

Cinq ans plus tard, le parti fait son autocritique et au début de 1958, il envoya Carlos Rafaël Rodriguez prendre contact dans la Sierra avec le mouvement de Castro. Dès ce moment, il entra de plein pied dans la lutte aux côtés du mouvement du 26 juillet et du Directoire Révolutionnaire.

1.2. Le mouvement du 26 juillet

Jusqu'en 1955, malgré des divergences qui apparurent dès 1952 quand Castro porta plainte devant la cour constitutionnelle contre le coup d'Etat de Batista, Castro resta membre du parti Ortodoxo qui fut frappé de paralysie à ce moment-là et n'avait qu'un seul mot d'ordre... «surtout pas de sang».

Fidel se situe, en 1952, à l'aile gauche de son parti et s'en tient essentiellement à un moralisme radicalisant. Son désaccord avec le parti Ortodoxo, au lendemain du coup d'Etat, ne concerne pas la plate-forme idéologique de ce parti mais les moyens de l'appliquer. Il s'agit de deux appréciations différentes de la situation et de deux volontés politiques différentes.

Pour les Ortodoxos, le pays est résigné. Pour Fidel au contraire, le pays ne supporte absolument pas la dictature, il n'attend qu'un signal pour se révolter.

C'est le sens qu'il donne à l'attaque de juillet de la caserne de Moncada et ce qu'il se propose c'est de faire appliquer la constitution de 1940 qui n'a vu le jour que sur papier.

Cette constitution contient des clauses sociales réformatrices limitant les privilèges et les droits des possédants et réglementant la propriété des terres pour les étrangers. Les Etats-Unis n'étant pas disposés à accepter ce dernier point, la constitution, Batista régnant, est donc restée lettre morte.

Comme on le sait, l'attaque contre la Moncada a échoué et Castro fit devant le tribunal un discours retentissant, connu sous le nom de «L'Histoire m'acquittera».

Ce texte contient le programme de Castro que la plateforme - programme de 1976 du PC de Cuba qualifie de «non socialiste, mais de programme avancé».

En fait, le programme est «radical réformiste» contre la corruption et l'arbitraire mais aussi contre les distorsions sociales provoquées par le latifundisme et la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger et Fidel a raison de dire en 1955:

«Qu'est-ce que le Mouvement du 26 juillet, sinon l'âme révolutionnaire de l'orthodoxie?»

Dans le même temps, le projet «guérilla» mûrit.

Nous n'allons pas reprendre l'historique de cette guérilla jusqu'à la prise du pouvoir mais nous attarder un peu sur deux points qui sont en fait liés et se rapportent à la période guérilla.

1.2.1. L'anticommunisme

Ceux qui participent à la guérilla, on l'a vu, ont un point et une volonté commune : renverser le dictateur, barrer la route aux Etats-Unis. Sa composition sociale reflétait bien le but poursuivi. Mais il faut souligner qu'elle n'avait rien d'homogène. D'une part, des paysans, des ouvriers, d'autre part des membres de professions libérales, des étudiants, des couches plus ou moins importantes de la bourgeoisie moyenne, des petits propriétaires, des petits commerçants.

On trouvera d'ailleurs, dans cette petite et moyenne bourgeoisie une fraction qui passera dans l'opposition à la suite des réformes de 1959-1960 - réforme agraire et nationalisations - elle accompagnera la bourgeoisie conservatrice dans son exil.

Dans le Mouvement du 26 juillet régnaient des préventions anticommunistes dues d'une part à l'idéologie véhiculée depuis des décennies par la propagande virulente dans un pays aussi «américanisé» que l'était Cuba et l'aile bourgeoise n'entendait nullement associer le PSP à la lutte.

L'anticommunisme était, d'autre part, alimenté par le passé du PSP. K.S. Karol souligne à ce propos, je cite : «Les castristes laissaient une certaine autonomie à leurs groupes pour faire leur propre propagande, dans certains endroits celle-ci prenait une allure nettement anticommuniste» et il ajoute : «En fait, si l'on veut définir politiquement l'aile la plus radicale du Mouvement 26 juillet, on dirait qu'elle ne fut pas anticommuniste. Mais dans un pays comme Cuba, c'était déjà beaucoup à l'époque.»

Cette aile radicale est représentée par Fidel et le Che. Ils s'opposent à l'anticommunisme en qui ils voient un obstacle à l'unité révolutionnaire. Cette unité populaire, Fidel l'avait posée comme principe dans son programme de la Moncada, tel un élément essentiel d'une révolution devant détruire l'ordre ancien. De plus, Fidel et le Che rendaient hommage aux militants du PSP qui, à l'instar du dirigeant communiste étudiant Julio Antonio Mella, ont payé de leur vie leur attachement à la cause du peuple. D'autre part, plus prosaïquement, Fidel et le Che savaient que le PSP était structuré et qu'il possédait des cadres qui pouvaient être utiles à la guérilla et des membres qui sauraient se battre.

1.2.2. Le FOCO

Comme nous l'avons vu, le mouvement castriste n'était pas composé de groupes politiquement homogènes qui, à chaque phase de la lutte, sauraient se mettre d'accord sur un programme commun. Mais une méthode commune de lutte va être d'application et elle a des implications politiques bien déterminées.

La guérilla rejette à la fois le «putschisme» et l'incorporation consciente des masses à la lutte. Je le répète, elle n'exclut pas les masses, mais leur rôle est subordonné à l'action militaire. Comme le dit le Che dans son livre «Episodes de la guerre révolutionnaire» : «Il ne faut pas attendre que soient remplies toutes les conditions pour la révolution ; le foyer insurrectionnel (le FOCO) peut les créer.»

Ainsi, trois éléments sont posés comme principe, à l'opposé de la théorie marxiste-léniniste et aux expériences concrètes des révolutions soviétique et chinoise.

1. La présence d'un parti d'avant-garde marxiste-léniniste, guide dans l'action, implanté dans les masses n'est pas un préalable au déclenchement de la lutte armée.
2. La nécessaire subordination de la lutte armée à une direction centrale politique n'a pas de raison d'être et
3. C'est le fusil qui seul commande, les masses suivront

Régis Debray a théorisé cela dans son livre, à grand succès à l'époque, «Révolution dans la révolution».

Que dit Debray ?

Tout d'abord que tous les PC ont échoué en Amérique latine parce que doctrinaires (c'est-à-dire puisant leurs concepts dans la révolution russe ou chinoise) car ces PC n'ont pu concevoir qu'ils devaient accepter la direction des guérilleros.

Si Debray cite le vietnamien Giap qui déclarait : «Le premier principe fondamental dans l'édification de notre armée est la nécessité impérieuse de placer l'armée sous la direction du Parti Communiste, d'y renforcer sans cesse la direction du Parti. Le parti est le fondateur, l'organisateur et l'éducateur de l'armée. Seule, sa direction exclusive peut permettre à l'armée de rester sur la ligne de classe et d'accomplir ses tâches révolutionnaires». Si Debray reconnaissait que pour Mao la politique avait la prépondérance absolue sur le militaire, Debray en tire la conclusion : «qu'il fallait avoir le courage de s'élever contre toute cette tradition qui ne reposait sur aucun principe sacro-saint... En Amérique latine, la guérilla pouvait revendiquer pour elle seule toutes les responsabilités...»

Justificateur et théoricien de cette hérésie, Debray finira, comme on le sait, comme conseiller du social-démocrate Mitterrand.

1.3. Le Directoire Révolutionnaire Etudiant

Nous ne nous attarderons pas longuement sur ce sujet. Les étudiants ont joué un rôle très important dans la lutte pour des revendications démocratiques dès 1923, date à laquelle ils fondèrent le «Mouvement pour la réforme universitaire».

En 1930, les étudiants descendent dans la rue et Machado, le dictateur, ferme l'université. Qui sont ces étudiants ? Ils appartiennent à tous les secteurs de l'opinion : ils vont des communistes jusqu'à la droite conservatrice inspirée des théories de Mussolini.

Parmi eux une force se distingue, celle du Directoire Etudiant dont les coordonnées politiques sont des plus simples: la justice contre les abus, l'honneur contre la corruption, la lutte contre la misère en tant que lutte pour la dignité de l'homme. En cela, le Directoire rejoint les concepts qui ont alimenté Castro.

C'est sur ces thèmes, dont sont exclus à l'époque celui de l'anti-impérialisme, que le Directoire fait de la propagande.

Mais il ne fait pas que cela. Il fait aussi de l'action directe à l'aide de bombes.

Le Directoire ne fait ni l'éloge, ni la propagande pour le terrorisme qu'il ne théorise donc pas, mais il le considère comme une nécessité.

Les hommes du Directoire iront tout naturellement rejoindre les castristes dans la Sierra.

Dès 1956, avant l'épopée du Granma et la formation du premier foyer de guérilla à Cuba, Castro signe avec José Antonio Echeverría, leur dirigeant, un pacte d'unité d'action.

II. L'après 1959, année de la victoire

2.1. Le pacte d'union entre les trois forces

Dans son recueil des «Episodes de la guerre révolutionnaire», le Che met en évidence, primo, la nécessité d'inclure les communistes dans le combat, mais aussi, comme nous l'avons vu, secundo, la nécessité de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de la guérilla.

Le 9 décembre 1958, Che signe un pacte d'unité d'action avec le PSP tandis qu'il le renouvelle avec le Directoire Révolutionnaire et, en janvier 1959, lorsque Fidel entre triomphalement à la Havane, il prononce un grand discours en faveur de l'unité des révolutionnaires. Nous n'avons pas le temps - et ce n'est pas le but premier de cet exposé - de faire l'historique de la lutte dans la Sierra ni de l'apport des villes à la guérilla. Nous noterons que, tandis que les colonnes triomphantes descendent sur les villes, Castro lance le mot d'ordre de grève générale à la Havane. C'est la grève qui constitue l'élément déterminant dans la situation de la capitale; sans l'existence de ce puissant mouvement, l'armée rebelle trop peu nombreuse n'aurait pu donner le coup de grâce à l'ancien régime.

2.1.1. Le rapport des forces

Quel est en janvier 1959, au moment de la victoire, le rapport des forces ? Castro le décrit dans son discours du 2 décembre 1961. «La révolution n'arrive pas au pouvoir avec une organisation qui structure toutes les forces révolutionnaires. Diverses organisations révolutionnaires existaient. Ces

organisations distinctes représentaient des forces révolutionnaires distinctes. C'était l'objectif commun qui unissait toutes les organisations révolutionnaires et non révolutionnaires. Parce que, face à la tyrannie de Batista, il y avait aussi des forces qui lui étaient opposées, mais qui ne pouvaient pas être qualifiées de révolutionnaires».

Pour Castro, les forces révolutionnaires se trouvent dans le Mouvement du 26 juillet, le Directoire et le PSP. Mais la réalité prouve qu'elles ne sont pas à un même niveau. Ce qui prédomine, c'est le Mouvement du 26 juillet allié au Directoire.

Castro, dans son discours du 2 décembre 1961, le reconnaît implicitement - je cite : « Ai-je eu des préjugés à l'égard des communistes ? Oui. Ai-je été influencé parfois par la propagande de l'impérialisme et de la réaction contre les communistes ? Oui. Qu'est-ce que je pensais des communistes ? Qu'ils étaient des voleurs ? Cela jamais. A l'Université et ailleurs, j'ai toujours tenu les communistes pour des gens honnêtes. Et en cela il n'y a guère de mérite particulier, car presque tout le monde le reconnaît. Pensais-je qu'ils étaient sectaires ? Oui. L'opinion que j'avais sur les communistes, eh bien, je suis absolument convaincu que les idées que j'avais sur le Parti communiste étaient le fruit de la propagande et des préjugés inculqués depuis mon enfance, presque depuis l'école primaire, dans les universités, où que ce soit, au cinéma, partout. Bien sûr, est-ce que je pense qu'ils pouvaient se tromper ? Oui. Je le pense. Marx, Engels, Lénine pouvaient se tromper et ils sont les premiers à l'admettre, ils pouvaient se tromper car ils ne se croyaient pas infallibles.

Mon opinion sur les militants du Parti communiste ? Celle qu'ils méritent. Je pense que si pendant longtemps ils furent inconnus, ils furent attaqués, exclus, tenus à l'écart, que s'il se formait un comité, on voulait les laisser au dehors comme s'ils étaient pestiférés, qu'on ne publiait aucune de leurs déclarations dans les journaux, nous devons reconnaître qu'il y avait un grand mérite à être communiste. Plus grand qu'aujourd'hui. Aujourd'hui c'est nous qui allons nous charger d'y attribuer du mérite, évidemment».

Pour comprendre aussi cette prééminence du Mouvement du 26 juillet, on ne peut pas parler uniquement de l'auréole glorieuse des «Barbudos», le PSP qui avait participé à la lutte armée aurait pu faire oublier les faits peu glorieux de son passé si, dans la lutte armée et après celle-ci, il avait enfin eu une attitude conforme aux principes marxistes-léninistes : au lieu de cela il endossa le révisionnisme de Khrouchtchev.

2.1.2. La ligne khrouchtchévienne du PSP

Une prise de position importante caractéristique du PSP, mais avant de la situer, je cite K.S. Karol qui écrit : «A aucun moment ni avant ni après la victoire, ils (les communistes) n'essayèrent de pousser Castro vers une radicalisation. Au contraire, il serait possible de démontrer à la lumière de leurs propres publications, qu'ils faisaient tout pour modérer l'ardeur révolutionnaire des «Barbudos» et pour les mettre en garde contre un conflit aigu avec les Etats-Unis». Un document confirme les dires de K.S. Karol :

Au mois de janvier 1959, dans une lettre ouverte au président du nouvel Etat cubain, Urrutia, le PSP réclame simplement l'application de la constitution de 1940, la réforme agraire, l'abaissement de l'âge électoral et l'établissement du scrutin proportionnel. En outre, il demande le rétablissement des relations avec les pays de l'Est mais il insiste également sur le besoin vital qu'a Cuba de maintenir des liens d'amitié avec les Etats-Unis.

Réformisme et révisionnisme se concilient donc. En effet, il ne faut pas oublier qu'on est à l'ère de la coexistence pacifique. En ce début de 1959, Nikita Khrouchtchev prépare son voyage en Amérique dont le but est la conclusion d'un accord de coexistence pacifique avec Eisenhower. L'URSS de Khrouchtchev n'aurait guère apprécié que les communistes cubains prennent des initiatives

révolutionnaires ou poussent à des initiatives susceptibles de faire mettre en doute sa bonne foi par les Américains.

Il faut dire que cet appel du PSP à la conciliation avec l'impérialisme n'a eu aucun impact sur l'aile gauche du Mouvement du 26 juillet et ses dirigeants et, le 19 octobre 1960, les Etats-Unis déclarent l'embargo sur le commerce avec Cuba après que le gouvernement cubain eut appliqué la réforme agraire et nationalisé 36 centrales sucrières, les raffineries, la compagnie des téléphones et les banques nord-américaines.

2.1.3. Les étapes de la fusion

Le 16 avril 1961, Fidel proclame le caractère socialiste de Cuba. Le 3 juillet 1961 se forme FO.R.I. c.à.d. «Les organisations révolutionnaires intégrées». Ceci marque la fusion des mouvements révolutionnaires, Mouvement du 26 juillet, PSP et Directoire.

Cette première étape consiste à dissoudre les dites organisations et à les intégrer sous une direction collective unique car, comme le dit Castro : «Une révolution ne peut aller de l'avant sans une organisation révolutionnaire forte et disciplinée...»

La perspective donnée à cette fusion est, dès le départ, clairement formulée - je cite Castro : «Lorsque le processus de fusion entre les forces révolutionnaires préexistantes et les forces révolutionnaires nouvelles sera achevé, les O.R.I. feront place au Parti Uni de la Révolution socialiste Cubaine (PURS), avant-garde révolutionnaire marxiste-léniniste, expression du pouvoir politique de la classe ouvrière et du peuple travailleur de Cuba...».

2.1.4. La lutte contre le sectarisme

Le 26 mars 1962, se situe un événement très important pour l'avenir du Cuba : Castro fait publiquement à la radio et à la télévision, la critique du processus de fusion et de la pratique des O.R.I.

Les problèmes que Castro soulève sont :

1. La nécessaire autocritique des erreurs et des défauts, du sectarisme et du bureaucratisme. La nécessaire épuration et le nécessaire renforcement des noyaux révolutionnaires actifs. L'amélioration des méthodes et du travail révolutionnaire.

2. Parlant du processus d'intégration, Castro souligne que s'il s'est renforcé dans la lutte contre les courants réactionnaires, il a eu, je cite : «Un caractère spontané c'est-à-dire qu'il n'a pas eu un cours préconçu, planifié» et que, par conséquent, ce processus n'a pas été exempt d'erreurs.

3. La principale de ces erreurs qui s'oppose à l'intégration, au centralisme démocratique et à la ligne de masse, réside dans le sectarisme du «vieux militant» comme le qualifie Castro. Qui a, je cite : «une tendance à se méfier de tout le monde, à se méfier de tous ceux qui n'auraient pas un vieux passé révolutionnaire, un vieux passé de militant marxiste» et Castro ajoute : «Lorsqu'on doit désigner un camarade pour un poste de grande confiance, pour un travail spécialement important demandant des personnes d'absolue sécurité dans leurs idées, c'est-à-dire des personnes qui ne soient pas affectées par le doute, par l'hésitation, c'est une méthode correcte de choisir précisément un camarade ferme, un camarade exempt de doute dans son esprit à propos du chemin révolutionnaire.»

Mais, ajoute Castro : «La révolution continue à progresser ... les idées de la révolution ont gagné les masses»... Or, que se passe-t-il ? Il s'est créé un système de méthode de sélection pour différentes fonctions de l'Etat, pour différentes fonctions administratives allant de l'ordre inférieur à l'ordre moyen ou supérieur ; se situant aussi bien dans une «Ferme du Peuple», une coopérative ou dans l'Etat c'est-à-

dire n'importe où, comme le souligne Castro, où la titularisation d'un responsable dépend du fait qu'il soit un «vieux militant marxiste» ou quelqu'un dont ce vieux militant répond.

«Qu'est-ce qui est en train de se former ? demande Castro, Où nous conduit cet esprit sectaire à outrance ? Nous travaillons à organiser l'appareil politique de la Révolution c'est-à-dire les ORI, c'est-à-dire l'embryon, la structure du PURS... mais... sommes-nous en train de construire une véritable avant-garde de la classe ouvrière ? Sommes-nous en train d'intégrer les forces révolutionnaires ? Nous n'intégrons pas les forces révolutionnaires, nous n'organisons pas un parti, nous organisons ou nous créons, nous fabriquons une camisole de force...»

Ceux qui sont accusés de créer à Cuba un nid tentaculaire de bureaucratie, de privilèges, de tolérances, de bénéfices, un système de grâces et de faveurs de tous genres ; ceux qui sont en train de faire une politique menant à la coupure avec les masses, ceux qui sont en train de saboter la constitution d'un parti communiste, se situent uniquement dans le chef d'Anibal Escalante et dans ceux qui l'entourent directement.

Qui est Anibal Escalante et ceux qui l'entourent directement ? Ceux qui nomment et dénomment à toutes les fonctions ?

Anibal Escalante est un des représentants du PSP à la direction des ORI et il occupe dans les ORI la fonction de secrétaire à l'organisation. Ceux qui l'entourent sont des cadres du PSP.

Dans son discours, Castro souligne que le sectarisme engendre à nouveau l'anticommunisme, car il isole la masse du pouvoir or, la liaison avec les masses, telle doit être la fonction du parti prolétarien d'avant-garde et il rappelle, je cite : «Notre parti doit être organisé avec des méthodes marxistes et non avec des méthodes de Louis XIV. La méthode Louis XIV c'est : «Le parti, c'est moi» et je commence à désigner les membres du Parti» ... Que cherche un parti communiste ? continue Castro. Il cherche à grouper à l'intérieur de ce parti ce qu'il y a de meilleur dans le peuple, ce qu'il y a de meilleur dans la classe ouvrière» et ce qu'il y a de meilleur, Castro le définit comme celui qui accepte la révolution sociale, travaille à sa construction, accepte l'idéologie de la révolution, mais il faut en plus qu'il ait, je cite: «une vie propre» c'est-à-dire «n'avoir jamais été au service de la tyrannie».

C'est d'un commun accord que les dirigeants de la révolution tant communistes que «fidélistes» se livrèrent à une critique des méthodes d'organisation des ORI, du recrutement des responsables et les ORI furent alors remplacés par le PURS.

Les leçons tirées et mises en application après la lutte contre le sectarisme furent principalement de deux ordres :

1. Aux noyaux dirigeants constitués par les membres des organisations révolutionnaires existantes on substituera l'appel à l'initiative et au contrôle des masses. Ce sont elles qui, désormais, proposeront ceux qui leur semblent dignes d'être admis dans les rangs du PURS, parti qui néanmoins décide en dernier ressort, nous en parlerons.
2. C'est la tâche de l'administration de désigner, former ses propres cadres. Comme le souligne Castro, «nous ne voulons pas du tout que le Parti exerce une activité administrative. Au contraire, les fonctions du Parti consiste à assumer la direction sur tous les fronts, à stimuler l'activité dans tous les sens, à travailler constamment dans les masses».

Nous verrons plus loin l'importance que tout ceci revêt dans la pratique de ce qu'on appelle à Cuba, «le pouvoir populaire».

III. La fondation du PC cubain - le 3 octobre 1965

Le 3 octobre 1965, devant les instances nouvellement nommées du Comité Central, des dirigeants des comités provinciaux, régionaux, des sections locales, des secrétaires de cellules du PURS, Castro, déclare : «Nous avons d'abord été les ORI (Organisations Révolutionnaires Intégrées) lors de la première étape de l'union des forces révolutionnaires, avec ses aspects positifs et négatifs ; puis nous avons été le Parti Uni de la Révolution socialiste, ce qui a signifié un progrès extraordinaire, une avance extraordinaire dans la création de notre appareil politique.... Mais, Parti Uni de la Révolution socialiste de Cuba qui veut dire beaucoup de choses ne dit cependant pas tout. Le Parti Uni évoque encore l'idée de quelque chose qu'il a fallu unir, rappelle encore un peu les appartenances passées de chacun. Et considérant que nous avons déjà atteint un degré de maturité telle, qu'une fois pour toutes et définitivement, il faut que disparaissent toute nuance et toute diversité d'origine distinguant les révolutionnaires les uns des autres et nous sommes déjà arrivés à l'heureux moment de l'histoire de notre processus révolutionnaire où nous pouvons affirmer qu'il existe un seul type de révolutionnaire, et puisqu'il est nécessaire que le nom de notre parti dise, non pas ce que nous avons été hier, mais ce que nous sommes aujourd'hui et ce que nous serons demain, quel est à votre avis le nom que nous devrions donner à notre parti ? Parti Communiste de Cuba. C'est en effet le nom qui, compte tenu du développement de notre parti, de la conscience révolutionnaire de ses membres et des objectifs de notre révolution, a été adopté hier par notre Premier Comité Central.»

Deux tâches prioritaires sont assignées au Parti :

1. Le Parti organisateur. Je cite le discours du 3 octobre : «Nous marcherons à pas vertigineux vers le futur, avec un Parti qui devra diriger, qui devra être à la tête de tous les fronts, parce que tous les fronts devront être du ressort de notre Parti, tous les problèmes devront être étudiés. Il n'y aura pas un seul problème qui ne sera l'objet d'une étude et d'une analyse approfondies par le Parti, pour que de chaque analyse sorte l'orientation, l'orientation correcte et la meilleure orientation.»

2. Le Parti éducateur. Je cite le discours du 3 octobre : «Notre Parti éduquera les masses, notre Parti éduquera les militants. Entendons-nous bien: notre Parti. Aucun autre Parti, mais notre Parti et son Comité Central. L'éducation et l'orientation des masses révolutionnaires est une prérogative à laquelle le Parti ne saurait renoncer et nous serons de très jaloux défenseurs de ce droit. En matière d'idéologie, ce sera le Parti qui dira ce qui devra être dit... Toute information de type politique, hormis celle des ennemis, ne pourra parvenir au peuple que par l'intermédiaire du Parti, au moment et à l'occasion choisis par notre Parti.

Pourquoi un seul Parti ?

C'est devant le peuple de Santa Clara que Fidel l'explique.

Je voudrais ici donner à entendre une longue citation de Castro qu'il va renouveler avec fermeté au 4ème Congrès en 1991 dans les circonstances nouvelles d'agressions de «l'impérialisme triomphant» et de la dégénérescence complète de l'ex-URSS et de ses satellites.

«Les ennemis de la révolution sont désolés de constater qu'il n'y a qu'un seul parti dans notre pays. Pourquoi aurions-nous besoin d'autres partis ? Nous demandons au peuple : «Est-il nécessaire d'avoir d'autres partis ? Des partis pour représenter qui ? Des partis pour représenter les ouvriers ? Mais faut-il plusieurs partis et que représenteraient-ils ? Les propriétaires terriens ? Les propriétaires d'usines ? Les grands commerçants ? Les exploités ? Si l'exploitation a été extirpée de notre Patrie, pourquoi un parti d'exploités ? Non, c'est un parti de travailleurs. Est-ce que les travailleurs ont besoin de plus d'un parti ? Est-ce que les intérêts des travailleurs sont antagonistes et irréconciliables ? Est-ce qu'il y a dans le pays des travailleurs dont les aspirations diffèrent de celles des autres travailleurs ? Est-ce que les intérêts de la classe ouvrière cubaine sont antagonistes et irréconciliables ? Est-ce que les intérêts des travailleurs des villes sont contraires à ceux des travailleurs de la campagne ? Est-ce que les intérêts des travailleurs intellectuels sont en contradiction avec ceux des travailleurs manuels ?

Ceux qui ne le comprennent ou ne le savent pas, ceux qui, malgré leurs bonnes intentions, disent des sottises et pensent que c'est une chose terrible que d'avoir une seule organisation des travailleurs, parce qu'ils ont été éduqués dans l'ambiance d'interminables litiges stériles entre les organisations représentant ces intérêts antagonistes dans une société de classes, doivent comprendre: les masses travailleuses ont leur propre organisation, leur propre parti qui les dirige politiquement et des organisations de masse où militent les jeunes, les ouvriers, les paysans, les femmes, les étudiants. Ces gens doivent comprendre que les masses populaires de notre pays ont des milliers de manières diverses d'exprimer leur opinion, leur volonté, et que, dans un parti comme le nôtre, constitué par les travailleurs d'avant-garde, par les travailleurs exemplaires sur tous les fronts de travail - ces travailleurs sont les meilleurs représentants authentiques de la classe ouvrière, et ce parti a le droit de gouverner en tant que représentant légitime de la classe ouvrière.

Qui représentait le mieux le paysan exploité, le travailleur mourant de faim dans les grandes propriétés sucrières, le nègre discriminé, la femme discriminée, l'homme du peuple humilié ? Peut-être ce sénateur avec son veston à 100 dollars ? Peut-être ces messieurs richards et corrompus, pleins d'argent, sales politiciens, menteurs invétérés, pillards du peuple, corrupteurs de conscience, vendeurs de la Patrie aux services étrangers, est-ce qu'ils représentaient mieux l'homme du peuple, le paysan, le travailleur, que cet ouvrier qui est exemplaire dans son travail, issu de sa classe, au premier rang du Comité régional ou provincial du Parti, premier en tout, et qui est le premier au travail, le premier à assumer les postes dangereux, les travaux les plus durs, sans aucune hésitation ? Où sont les vrais représentants ?

Est-ce que les ouvriers des pays capitalistes, les ouvriers des pays d'Amérique latine, qui sont pillés et exploités par l'impérialisme, peuvent qualifier de démocratique le système sous lequel ceux qui s'intitulent sénateurs et représentants du peuple sont pour la plupart issus des classes riches, sont des gens qui n'ont jamais été couverts de sueur, qui ont vécu en parasites toute leur vie ? Peut-on les appeler des représentants du peuple, des représentants d'un système démocratique ?

La démocratie, c'est notre démocratie révolutionnaire ; la démocratie, c'est notre démocratie des ouvriers. Nous ne disons pas qu'il y a la démocratie pour tous. Il existe une démocratie pour les travailleurs. Mais la différence entre la démocratie socialiste et la démocratie bourgeoise réside dans le fait que cette dernière assure ses droits politiques aux exploités et non pas aux exploités, qu'elle représente les premiers et non pas les seconds. Or, chez nous, il n'y a pas de droits pour les exploités. Il existe des droits pour les exploités ; le pouvoir révolutionnaire représente non pas les exploités, mais les exploités ; il n'y a point de parti politique des exploités, mais il y a un parti politique des exploités. Et comme les exploités représentaient l'immense majorité, plus de 90 % des habitants du pays, nous sommes beaucoup plus qualifiés que les capitalistes pour parler de la démocratie car, chez nous, la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement, représente les intérêts de 90 % du peuple, tandis qu'ils qualifient de démocratie un gouvernement qui reflète les intérêts de 10 % de la population.»

Ce thème-là contre le multipartisme, enrichi par la pratique, nous le retrouverons donc au quatrième Congrès de 1991, comme nous retrouverons intact, mais également enrichi par la pratique tout ce qui forme l'ossature marxiste-léniniste du PC cubain dont nous allons parler maintenant.

3.1. Cuba, est un Etat de Dictature du prolétariat où la lutte de classes continue, placée sous la direction du parti communiste marxiste-léniniste, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière.

La plate-forme programme du PC cubain de 1976 stipule que durant la phase du socialisme, «l'Etat existant est celui de la dictature du prolétariat. Tout au long de cette période, la vie de la société se transforme ; toute possibilité de restauration du capitalisme est éliminée et le socialisme s'édifie». «L'organisation politique de notre société est fondée sur la conception et les principes marxistes-léninistes de la dictature du prolétariat, basée à son tour sur l'alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie et des autres travailleurs manuels et intellectuels, sous l'hégémonie de cette classe (c'est-à-

dire la classe ouvrière) et la direction de son détachement d'avant-garde organisé au sein du parti communiste de Cuba.»

La plate-forme stipule que : «L'Etat cubain est l'instrument le plus direct de la dictature du prolétariat.» La tâche vitale dans ce domaine est de «réduire et briser la résistance des classes évincées et de leurs alliés.»

Pour le PC cubain, la lutte de classes continue sous le socialisme; ainsi le Parti doit, je cite: «S'opposer aux conceptions soutenues par les révisionnistes (de droite) qui nient la lutte des classes et le rôle directeur de la classe ouvrière.»

3.1.1. Les comités de défense de la révolution (CDR) sont l'instrument de la dictature du prolétariat.

En 1981, les CDR groupent 5.321.000 de membres. Créés en 1960 dans le but de mieux lutter contre le terrorisme contre-révolutionnaire, ils sont présents dans tous les quartiers, tant à la ville qu'à la campagne.

Leur tâche principale est celle de la vigilance révolutionnaire et ils constituent l'âme populaire du pouvoir révolutionnaire.

Leurs membres sont groupés en patrouilles, armées si les circonstances l'exigent. Ils protègent la nuit les pâtés de maisons, et particulièrement les lieux et les instruments de production, les écoles, les édifices publics... Quand on sait - et les expériences ratées sont là pour le prouver - les tentatives de la CIA et de ses sbires pour mettre fin au socialisme cubain, on comprend la nécessité pour le peuple de participer par sa vigilance à la défense de sa patrie socialiste.

Mais le rôle des CDR ne s'arrête pas là. Les CDR s'occupent aussi de l'éducation politique des masses. Ils leur font prendre conscience des devoirs envers la collectivité, mobilisent pour «les samedis communistes», appellent les citoyens aux travaux bénévoles, urgents ; par exemple : logements, nettoyage des rues, etc... Cette vaste organisation de masse contribue au bien-être de la population par des campagnes d'hygiène, des conférences en collaboration avec le ministère de la Santé. Par exemple, c'est grâce aux CDR que les programmes de vaccination sont menés à bien. Les CDR s'occupent de l'environnement, organisent des animations culturelles, sportives dans les quartiers, etc...

Il faut ajouter que les CDR mènent campagne pour que chaque citoyen participe de manière active, c'est-à-dire prenne la parole, défende ses prérogatives, participe au vote dans les réunions du Pouvoir Populaire.

3.1.2. Comment est-on arrivé à la pratique du Pouvoir Populaire ?

Dans une première étape, le Parti tire les leçons de la période sectaire bureaucratique dont nous avons parlé. Le 26 juillet 1965, Fidel déclare : «Le Parti a le droit et le devoir, chaque fois qu'il se trouve devant un homme qui n'a pas les qualités et les caractéristiques requises, de l'indiquer à l'organisme administratif supérieur et de demander son changement ; le Parti a le droit et le devoir, s'il n'est pas écouté par les autorités administratives supérieures, de s'adresser aux organismes nationaux ou provinciaux du Parti pour demander le changement de ce fonctionnaire.

La tâche de notre Parti consiste non pas à désigner des fonctionnaires, à protéger qui que ce soit, à donner de «l'avancement» aux amis de quelqu'un. Non ! Que l'administration désigne elle-même ses meilleurs collaborateurs et leur donne de l'avancement, qu'elle s'adresse, si besoin est, au Parti. Mais la tâche de ce dernier est de protester, d'exprimer son désaccord et d'agir avec insistance dans le cas où, dans tel ou tel endroit, qu'il s'agisse d'une province ou d'une région quelconque, le travail souffre parce qu'un homme qui n'est pas révolutionnaire et qui ne possède point les qualités nécessaires occupe tel ou tel poste.

Nous répétons que la mission du Parti ne consiste pas à donner de l'avancement ou à nommer des fonctionnaires, mais il appartient au Parti de changer un fonctionnaire. Nous devons procéder à une nomination quand l'administration le demande, mais nous ne devons pas attendre des réclamations pour changer un fonctionnaire incapable. Au niveau actuel d'organisation, nous avons le droit d'exiger et de faire en sorte qu'un homme compétent, un révolutionnaire, travaille dans chaque province du pays. Cela est indispensable car cela permettrait d'utiliser la source immense de travail, d'énergie et d'initiative créatrice de notre peuple.»

A Cuba, on met en place une décentralisation vers le pouvoir local. Extraits du discours du 26 juillet 1965 :

«Pour obtenir la décentralisation, il faut prendre déjà dans l'année en cours des mesures correspondantes pour progresser dans l'organisation : il s'agit de créer des organismes administratifs, régionaux et municipaux. Au début, après la victoire de la révolution, on a vu surgir, à la suite du manque d'un appareil politique organisé et efficace et de cadres, une tendance à la centralisation, un centralisme superflu...

Il existe ainsi actuellement une multitude de services et d'établissements de portée locale et c'est une erreur que le Gouvernement central administre ce qui appartient à l'échelle locale. Le Gouvernement central doit gérer à l'échelle nationale... Beaucoup de choses sont du ressort de la localité. Par exemple, si une école est en très mauvais état, avec très peu de moyens, avec quelques sacs de ciment, un peu de bonne volonté et quelques efforts, il est possible de la réparer. Il ne faut pas attendre le plan et que ce plan l'inscrive parmi les écoles à réparer, que le plan soit approuvé et que le ciment arrive, pour réparer l'école. Cela est impossible...

Qui élira le Président de l'Administration municipale ? Au niveau municipal, le Parti au nom des travailleurs de la municipalité. Il l'élira et le présentera à l'ensemble des travailleurs et l'Administration municipale aura l'obligation de rendre des comptes tous les six mois aux travailleurs de la localité ; s'il s'agit d'une grande ville, où il serait impossible de réunir une assemblée trop nombreuse, elle rendra des comptes aux délégués ou représentants des travailleurs de cette localité...

L'Administration municipale devra rassembler le peuple tous les six mois et expliquer l'état des comptes, l'administration, la production et tout ce qui intéresse le peuple au sujet des services du ressort local.

Tous les six mois, le peuple sera informé et on lui rendra des comptes. Chacun pourra alors faire des propositions, suggérer la création de ce qu'il pense nécessaire ou critiquer ce qui à son avis fonctionne mal.

Chaque administrateur saura ainsi qu'il devra rendre des comptes à la population, aux travailleurs qu'il représente. S'il ne résout pas les problèmes, il s'en expliquera avec la masse des travailleurs. Et les citoyens de la localité pourront ainsi participer à la vie de leur localité...

Cela permettra de combattre le bureaucratisme, d'extirper l'esprit petit-bourgeois de l'appareil administratif, de consolider ce dernier du point de vue révolutionnaire, de bien organiser la vie locale, d'assurer une bonne structure aux organismes administratifs et aux organes de pouvoirs locaux. Mais cela ne signifie pas que nous atteindrons par là tous les objectifs fixes. Car, ensuite, nous devons aborder le travail à un niveau plus élevé, à l'échelle nationale, et mettre au point les formes constitutionnelles de l'Etat socialiste cubain... Nous supprimerons toute dualité entre gouvernement et Parti. Quand nous dirons Parti, nous penserons gouvernement, et quand nous dirons gouvernement nous penserons Parti, car le Parti gouverne.»

Ce premier pas en avant mis en pratique, le P.C.C. va perfectionner le système qui garantit la participation des masses à la gestion de l'Etat et en 1974 aura lieu la première expérience du «Pouvoir

populaire» dans la province de Matanzas. Elle servira de base à l'élaboration des institutions politiques et dès 1976, le système sera généralisé dans tout le pays.

Je voudrais insister sur un point important : le «Pouvoir Populaire», ce n'est pas l'anarchie, le spontanéisme, la «démocratie» telle que rêvée dans les pays capitalistes. Le pouvoir populaire n'est pas l'opposé de la direction exercée par le Parti. Son principe général est le centralisme démocratique avec comme caractère principal que les responsables des Assemblées populaires à l'échelle locale, provinciale et nationale sont élus du «bas» vers le «haut» et qu'ils doivent rendre des comptes du «haut» vers le «bas».

Les organes inférieurs sont subalternes aux supérieurs, la minorité est inférieure à la majorité et les élus sont destituables par les électeurs.

Un exemple du Pouvoir Populaire : les assemblées communales, qui se composent des élus directs du peuple, dans chaque district électoral, ont la compétence et la responsabilité de la nomination et si nécessaire de la révocation des dirigeants de l'appareil administratif communal, des directeurs d'usine, des institutions locales. Elles sont compétentes pour contrôler et diriger le fonctionnement de toutes ces unités. Elles sont compétentes pour inspecter comment tout fonctionne et pour prendre des mesures.

Quand on parle d'institutions locales, ce sont celles qui sont les plus proches de la population par exemple au niveau santé, école, transport, petit commerce, restauration, construction des maisons, etc.

Comment ont lieu les élections aux Assemblées communales ?

Il y a d'abord des Assemblées populaires de quartier ou de base paysanne. C'est dans ces réunions que le peuple propose les noms des possibles candidats à l'Assemblée communale (municipale). Là sont discutés les mérites et désavantages des personnes proposées, et on procède à l'élection des futurs candidats, qui seront présentés aux élections communales par le quartier ou la base paysanne.

L'étape suivante consiste en l'élection proprement dite au niveau communal donc en l'élection de l'Assemblée communale. Chaque élu doit avoir plus de la moitié des voix et l'élu peut ne pas être membre du parti. On vote à 16 ans. Le Comité exécutif de cette Assemblée communale est choisi de la manière suivante: une liste de candidats choisis parmi les délégués du comité communal du Parti et de chacune des organisations de masses est établie par l'ensemble des délégués. Elle doit inclure 25 % de noms de plus que le nombre des futurs élus. L'ensemble des délégués a droit d'ajouter le nom d'autres candidats. Après discussion, rejet, acceptation il y a l'élection du Comité exécutif.

Les délégués aux Assemblées provinciales sont élus par les délégués aux Assemblées municipales et ceux de l'Assemblée nationale sont élus par les délégués aux Assemblées provinciales.

Au quatrième Congrès de 1991 du PC cubain, il a été décidé de l'élection directe des députés à l'Assemblée Nationale.

Tous ceux qui sont élus, soit comme délégués, soit comme membres des comités exécutifs doivent rendre compte périodiquement à ceux qui les ont élus. Ils peuvent être révoqués à tout moment.

Il faut encore souligner que ce sont les Assemblées populaires qui élisent et révoquent si nécessaire les membres des tribunaux populaires.

Et il faut encore noter que si les organismes locaux et provinciaux des ministères sont soumis au contrôle des instances du Pouvoir Populaire en ce qui concerne l'aspect concret de leur fonctionnement, ils sont bien évidemment sous la direction et le contrôle des dits ministères pour les aspects normatifs de leur fonctionnement.

Un mot sur les relations Pouvoir Populaire et Parti communiste :

Le Pouvoir Populaire gère et le parti dirige la gestion.

A l'Assemblée nationale, la direction et la gestion se rejoignent car cette Assemblée a des pouvoirs constitutionnels, législatifs et exécutifs et le rôle dirigeant du Parti s'y exerce. La constitution en son article 5 dit : «Le PC cubain, avant-garde marxiste-léniniste organisée de la classe ouvrière, est la force dirigeante suprême de la société et de l'Etat qui organise les efforts communs et oriente vers les buts suprêmes de la construction du socialisme vers la société communiste.»

La plate-forme programmatique du PC cubain lors de son premier congrès en décembre 1975, dit : «Le rôle dirigeant et d'orientation du Parti sur l'Etat et l'ensemble de la société est exercé de plusieurs façons. Une des formes spécifiques où il joue ce rôle est l'élaboration, par ses plus hauts organes, de lignes directrices principales pour le développement social et culturel du pays.»

Et plus loin, il est dit : «Le Parti voit comme une des ses principales responsabilités, de maintenir en permanence un lien vivant et direct et de communiquer avec la classe ouvrière et le reste du peuple travailleur, ce qui est sa seule garantie pour sa force et son autorité auprès des masses, et également de s'assurer que sa politique se dirige suivant les désirs des masses et les conditions concrètes que le développement du pays amène avec lui...»

3.1.3. Avant d'aborder les règles de fonctionnement du Parti, un mot sur les organisations de masse.

Nous avons vu l'importance que revêtent les CDR qui forment une organisation de masse dont l'existence cruciale ne vous aura pas échappé.

Les premières organisations de masses à Cuba sont la CTC, la Centrale des travailleurs de Cuba, et l'association nationale des petits agriculteurs (ANAP).

La CTC groupait, en 1980, 97,1 % de la population active. Elle participe à la planification de l'économie, au perfectionnement des connaissances politiques, générales et techniques des travailleurs, à l'émulation socialiste, au respect des droits des travailleurs, de la sécurité et de l'hygiène, au respect de la discipline du travail, à la liaison du salaire au rendement et au bon fonctionnement démocratique du lien étroit entre la base et les organismes supérieurs. Elle inculque également aux travailleurs la conscience de l'Internationalisme prolétarien.

L'ANAP, l'organisation des paysans, regroupait en son sein, en 1980, 3.507 organisations de base dont 1.017 coopératives de production agro-pastorales, 2.180 coopératives de crédit et services et 310 associations de paysans où sont regroupés des paysans indépendants qui jouent un rôle important dans certaines cultures comme le tabac, le café, les légumes.

L'ANAP coordonne la politique agricole, la productivité, elle contribue à mettre sur pied des «brigades de solidarité», d'aide mutuelle.

A son congrès de mai 1977, l'ANAP a lancé le mouvement de propagande pour la création de coopératives, le paysan étant absolument libre d'adopter ou non des formes de production collective.

Elle s'occupe du développement socio-culturel de la famille paysanne, de l'éducation, de la santé, des sports, des loisirs et aussi de l'infrastructure, par exemple: la construction de crèches, d'écoles, de centres culturels, sportifs, etc...

L'ORGANISATION DE FEMMES, quant à elle, comptait en 1980 plus de 80 % des femmes qui ont plus de 14 ans.

Elle lutte avec de brillants résultats pour l'épanouissement intégral de la femme, pour sa participation à part entière à la construction de la société socialiste dans tous les domaines.

Elle veille à ce que soient respectés tous les droits de la femme, à ce qu'elle ne fasse l'objet d'aucune discrimination salariale, promotionnelle ou autre.

LES ORGANISATIONS DE LYCEENS ET D'ETUDIANTS

La fédération des étudiants (FEU) et la fédération des élèves de l'enseignement secondaire (FEEM) prêtent leur concours aux activités éducationnelles en vue d'en améliorer constamment la qualité.

La combinaison études-travail est une de leurs activités principales.

Ils organisent des assemblées d'élèves et d'étudiants pour l'éducation communiste, le respect de la morale socialiste et le recours à l'esprit de critique et d'autocritique.

L'ORGANISATION DES PIONNIERS

S'occupe non seulement de leurs loisirs qui sont nombreux à Cuba, mais aussi de leur inculquer l'amour du socialisme et de la patrie, les principes de la morale socialiste. Dans cette tâche, l'Union des jeunes communistes, dont nous allons parler, a un rôle essentiel d'aide aux pionniers.

L'UNION DES JEUNES COMMUNISTES (UJC)

L'Union des jeunes communistes a pour mission essentielle d'incorporer les jeunes aux tâches de la Révolution, de contribuer de manière décisive à leur formation communiste intégrale et de les préparer en vue de leur entrée au Parti.

Elle propage dans la conscience des jeunes les traits moraux du socialisme et développe parmi la jeunesse la formation marxiste-léniniste, le patriotisme et l'Internationalisme prolétarien.

Il existe aussi à Cuba des organisations sociales qui traitent des problèmes spécifiques de divers secteurs professionnels. Parmi elles :

L'Union des écrivains et des artistes

L'Union des journalistes

L'Union des juristes

L'association nationale des économistes.

La plate-forme programmatique du PC cubain stipule que «Les organisations de masse font partie intégrante du système de la dictature du prolétariat et représentent les principales courroies de transmission entre le Parti et les différents secteurs de la population».

IV. Le fonctionnement du PC cubain

Nous aborderons brièvement 6 points :

1. le centralisme démocratique
2. les principes d'adhésion
3. la lutte entre les deux lignes
4. la formation dans le marxisme-léninisme
5. le style de travail
6. la politique de cadres

4.1. Le centralisme démocratique

garantit la plus large démocratie et la plus stricte discipline de parti. Le programme du PC cubain en indique les cinq principaux aspects :

- 1) Tous les organismes du parti sont élus de la base au sommet.
- 2) Tous les organismes du parti sont tenus de rendre compte périodiquement, systématiquement et régulièrement de leurs activités à ceux qui les ont élus et à leurs organismes supérieurs.
- 3) Tous les organismes doivent travailler sur base de la direction collective, de la responsabilité individuelle, de la discussion libre et de l'exercice de la critique et de l'autocritique.
- 4) Tous les organismes doivent respecter la discipline du Parti et la minorité se subordonner à la majorité.
- 5) Toutes les décisions des organismes supérieurs ont un caractère obligatoire et inconditionnel pour les organismes inférieurs.

4.2. Les principes d'admission

Pour être membre du Parti, il faut être fidèle aux principes de la Révolution socialiste, être un travailleur exemplaire et pratiquer la morale socialiste.

Ne devient membre du Parti que celui qui est proposé à ce titre par l'unité dans laquelle il exerce ses activités professionnelles ou par l'organisation de masse dans laquelle il milite, là où son comportement et son niveau idéologique a pu être testé par les masses.

Après, le Parti examine l'histoire politique et idéologique du candidat et l'accepte ou non comme stagiaire militant. Dans le cas où le Parti refuse le candidat, il doit expliquer pourquoi au candidat et à l'instance qui l'a proposé afin que la personne puisse se corriger.

Pour être membre du Parti, il faut évidemment en accepter son programme, ses statuts, sa discipline, militer, se former dans le marxisme-léninisme et payer ses cotisations.

4.3. La lutte entre les deux lignes

Le PC cubain part de la réalité de la continuation de la lutte des classes pendant la dictature du prolétariat. Cette lutte des classes qui traverse la société existe également dans le PC cubain.

Ainsi sont soulignés les dangers de : «signes de relâchement progressif de l'esprit d'austérité, de ramollissement, de manque d'exigence, d'embourgeoisement».

Sont critiquées également les attitudes conformistes de ne pas se compliquer l'existence, de végéter dans le formalisme.

L'autoritarisme, la démagogie, la vanité, l'irresponsabilité sont inconcevables chez un communiste, souligne le programme du Parti.

Ainsi, le Parti exige comme nécessité impérieuse que soient menées sans faiblesse la critique et l'autocritique, que le résultat de celles-ci donne lieu à des décisions dont l'application doit être strictement contrôlée.

La lutte idéologique doit être intégrale et être basée sur les principes marxistes-léninistes.

Le programme du Parti souligne que: «pour tout révolutionnaire, mener la lutte idéologique, c'est monter en première ligne, c'est occuper la première tranchée révolutionnaire».

4.4. La formation marxiste-léniniste

Tout un réseau d'écoles du Parti où est enseigné à divers niveaux le marxisme-léninisme existe.

L'étude du marxisme-léninisme a sa place dans les écoles et universités. Des programmes spécifiques sont dispensés dans des cercles d'étude politique qui permettent d'élever le niveau de connaissances des militants du Parti, des membres de l'Union des jeunes communistes et des organisations de masse.

Des écoles de plus haut niveau où des recherches dans le domaine de la théorie marxiste-léniniste s'effectuent existent également.

L'ensemble se fait et s'organise sous la direction du Parti qui y attache une importance prioritaire.

4.5. Le style de travail

Celui que Fidel décrit lors des derniers congrès du Parti et qui a trait à ses plus hautes instances est celui qui est exigé à tous les niveaux du Parti, dans toutes les structures qui le compose: du noyau (cellule de base) au sommet.

Fidel soulignait lors du Congrès de 1980 : «Les principes de la direction collective ont été appliqués avec rigueur aux plus hautes instances du Parti. Cette méthode a été respectée pour toutes les décisions importantes sans exception... Pas la moindre activité fractionnelle de groupes n'a vu le jour en son sein et les principes de la démocratie interne, de la critique et de l'autocritique, du centralisme démocratique et de la discipline la plus rigoureuse régissent la vie de notre Parti.»

Et Fidel ajoutait : «Le perfectionnement des méthodes et du style de travail du Parti a été possible, entre autres, grâce aux activités de contrôle et d'assistance menées par les organismes supérieurs vis-à-vis des organismes inférieurs y compris les organisations de base. Le fait que les cadres et les militants du parti aient été informés des expériences positives et négatives apparues dans la pratique en vue de les généraliser ou de les éliminer selon les cas, a également joué un rôle positif.»

4.6. La politique de cadres

La politique relative aux cadres est indissolublement liée au rôle dirigeant du Parti dans les domaines politique, économique et social. L'accent est donc mis sur la sélection et la nomination des cadres.

Ceci tient compte de facteurs objectifs et subjectifs pertinents à savoir: les qualités politiques, idéologiques, morales, mais aussi culturelles, techniques et professionnelles ainsi que de l'expérience acquise.

Dans tous ces domaines, des mécanismes sont mis en place pour qu'une évaluation approfondie et objective soit possible et que la montée des cadres, la mise au point de la liste de réserve, qui définissent pour chaque poste le camarade le plus apte, donnent tous leurs fruits.

Les trois premiers congrès du PC cubain se caractérisent à la fois par une démarcation du révisionnisme de Khrouchtchev et de ses successeurs et par des convergences avec le révisionnisme.

V. La démarcation d'avec Khrouchtchev

5.1. Introduction

D'une part, comme on le verra plus loin, Cuba va tomber sous la dépendance économique totale de l'URSS ce qui, notamment, aura des conséquences sur sa politique internationale, mais en ce qui concerne la conception du Parti et de l'Etat, il y a démarcation nette avec le révisionnisme.

Avant d'aborder ces démarcations, il faut souligner que sur un point important le PC cubain rejoint Khrouchtchev. Il faut constater que le PC cubain n'a pas vu en quoi le rapport de Khrouchtchev sur Staline au 20ème congrès servait de justification à la base même des concepts révisionnistes de Khrouchtchev.

L'insistance qui est mise dans les discours de Fidel contre le culte de la personnalité - juste en soi - est un aspect essentiel des retombées du 20ème congrès.

Le PC cubain n'a pas fait une analyse marxiste-léniniste des positions de Khrouchtchev sur Staline, n'a pas su les combattre avec toute l'acuité nécessaire, a temporisé et finalement, les a couvertes de son autorité.

5.2. La démarcation

D'autre part, les 20ème, 21ème et 22ème congrès du PCUS sont marqués de trois thèses fondamentales rejetées par le Parti Communiste cubain :

- 1) l'Etat du peuple tout entier, en d'autres termes la fin de la dictature du prolétariat et de la lutte des classes dans la société socialiste (abolition de la dictature du prolétariat au 22ème congrès du PCUS en 1961).
- 2) La coexistence pacifique, en d'autres termes la conciliation au niveau international, et, particulièrement, la conciliation avec l'impérialisme américain.
- 3) Le passage pacifique au socialisme, c'est-à-dire la conciliation des classes antagonistes, la coexistence idéologique avec celles-ci, le rejet de la lutte armée et de la Révolution.

On a vu que le PC cubain maintient la dictature du prolétariat et la continuation de la lutte des classes sous le socialisme. Quant à la coexistence pacifique telle que définie par les révisionnistes, le PC cubain, dans ses résolutions au premier congrès, réaffirme, je cite : «Le devoir de démasquer toute tentative de confondre la coexistence pacifique avec la conciliation de classe». En 1962 déjà, Fidel condamnait, je cite : «la vaine et accommodatrice illusion que, par des moyens légaux, il fut possible d'arracher le pouvoir que les monopoles et les oligarchies défendent féroce­ment avec la force de leurs polices et de leurs armées» et la plate-forme programme du PC cubain réaffirme en 1976 : «Reconnaissance du droit des peuples à conquérir par tous les moyens à leur portée leur véritable et définitive indépendance économique et sociale...»

La plate-forme programme ajoute : «encouragement et soutien à tous ceux, qui, dans le monde capitaliste, luttent en faveur du progrès social et de la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme.»

Cet Internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec celui de l'URSS khrouchtchévienne et brejnévienne. Les Cubains en feront l'expérience notamment dans leurs relations économiques.

VI. Deux aspects de la «démarcation»

6.1. Les relations économiques et la démarcation

Chacun sait que Cuba est riche en canne à sucre, en tabac, un peu moins en café. Qu'elle est pauvre et même très pauvre en pétrole, plus riche en ciment etc... mais on ignore généralement qu'elle dispose des plus grandes réserves de nickel au monde (en 1970 - 24 millions de tonnes) et après la libération de l'emprise américaine, le départ de leurs techniciens et la nationalisation, le Che, dans un discours le 31 décembre 1960, envisageait qu'avec l'aide des spécialistes soviétiques, la production de nickel pourrait atteindre 70.000 tonnes par an. Les techniciens soviétiques ne furent d'aucun secours et ce sont les Cubains eux-mêmes, qui ont réussi à remettre les usines de Nicaro et de Moa en marche.

Ceci me paraît être caractéristique de ce qu'aurait pu être, à Cuba, l'application du principe «Compter d'abord sur ses propres forces». Si ce principe n'a pas été d'application à Cuba, cela est dû à la fois à des raisons objectives et à des raisons subjectives.

Quand Cuba fit sa révolution, la structure économique de l'île était façonnée de manière telle qu'elle se trouvait entièrement à l'intérieur du marché américain qui, d'une part, l'exploitait de manière rentable en utilisant la main d'oeuvre locale à bon marché et y importait le chômage endémique et, d'autre part, avait rendu l'île complètement dépendante des importations de ressources énergétiques, d'équipement de base de l'industrie lourde et légère.

Le 5 juillet 1960, les Etats-Unis refusèrent d'acheter le reliquat du quota sucrier cubain, soit 700.000 tonnes dont l'URSS se portera acquéreur et, comme vous le savez, le 19 octobre 1960, les Etats-Unis mettent en place le blocus total de l'île.

L'URSS fit alors un accord commercial avec Cuba pour l'achat de 425.000 tonnes de sucre à un prix avantageux pour Cuba, à qui l'URSS acceptait également de vendre une quantité limitée de son pétrole et de lui fournir un crédit à 2,5 % d'intérêt.

L'URSS s'engagea à fournir à Cuba toute l'aide économique dont elle aurait besoin.

Il est important de noter qu'à cette époque Khrouchtchev abordait la réunion prévue des 81 Partis Communistes de novembre 1960 dans de mauvaises conditions : la Chine et l'Albanie possédaient contre lui un dossier accablant. Or, l'affaire cubaine fournissait à Khrouchtchev un alibi internationaliste inespéré. Qui aurait pu encore parler d'«égoïsme de grande puissance», «d'acolyte de l'impérialisme américain», alors que Khrouchtchev n'hésitait pas à jeter dans la balance tout le poids de son pays pour protéger une petite île qui n'était même pas socialiste ?

Les Cubains quant à eux avaient besoin d'alliés, mais aussi de conceptions nouvelles pour intégrer leur révolution dans un ensemble plus vaste et pour l'identifier à de grands courants historiques note K.S. Karol, qui remarque très justement «l'aveuglement des Cubains devant les accusations des Albanais et des Chinois contre le révisionnisme de Khrouchtchev à la conférence des 81 partis».

K.S. Karol affirme - après une très sérieuse enquête - que le Che, je cite Karol, progressiste, révolutionnaire, ami par excellence du bloc socialiste, ne sut rien du débat alors que Escalante, dirigeant du PSP, participait à la réunion de novembre 1960.

«Le Che, dit Karol, n'eut aucun droit d'être informé, même partiellement de la situation». Ces méthodes, ajoute-t-il, ne manquèrent pas de peser plus tard sur l'évolution du Che qui, après avoir été le plus chaud partisan de l'URSS à Cuba, devint l'un de ses critiques les plus sévères».

Peut-être Karol a-t-il raison en ce qui concerne la conférence des 81, mais ce qui est certain, c'est que le caractère des relations commerciales URSS-Cuba sera dénoncé tant par Fidel que par le Che. C'est le sucre qui représente 80 % du commerce extérieur cubain et ce commerce se fait dans la zone rouble. Dans cette même zone rouble, existent des accords de troc pour des biens de consommation (de très basse qualité comme j'ai pu le constater en visitant Cuba). Un tiers à peine des exportations cubaines (tourisme compris), leur rapporte des dollars, c'est-à-dire des devises convertibles.

Cuba augmentera autant que faire se peut ses exportations vers la zone rouble car elle doit s'approvisionner en pétrole et en équipements lourds, alors que d'autre part elle a aussi besoin d'un maximum de devises convertibles pour s'approvisionner en industrie légère et en biens de consommation. Par le mécanisme sucrier, Cuba s'est liée de plus en plus inconditionnellement à la zone rouble. De plus, la balance commerciale cubano-soviétique est devenue rapidement déficitaire au détriment de Cuba de plus en plus endettée malgré tous les efforts du peuple cubain pour réussir les grandes zafra (récolte de la canne à sucre).

Fidel Castro, parlant des Soviétiques à K.S. Karol qui le note, lui dira : «Non seulement ils ne donnent rien pour rien, mais ils se donnent en plus des allures de bienfaiteurs, comme s'ils nous couvraient d'or !»

Fidel dit encore à Karol : «Dans un an ou deux, nous pourrions tenir seuls, notre potentiel d'exportation sera tel que nous ne serons plus liés à un seul marché ou à un fournisseur privilégié». Ces paroles, Fidel les prononce en 1967. Quelques années plus tard, il n'en sera plus question.

Le 20 mai 1965, Che Guevara est à Alger, et, dans un discours retentissant, lui qui avait été comme ministre de l'économie le précurseur convaincu de l'alliance étroite avec l'URSS, avait adopté au cours des dernières années, une position de plus en plus critique du modèle soviétique de socialisme. Il prononça à Alger un impitoyable réquisitoire contre les méthodes soviétiques dans le domaine du commerce et de «l'aide» aux pays du tiers monde. Vous pouvez trouver ce discours dans la petite collection Maspero - 3ème volume des oeuvres du Che - édition 1968.

Outre le fait que le Che s'insurge contre la volonté de coexistence pacifique avec les Etats-Unis, contre la réforme économique en URSS qui théorise les stimulants matériels et les inégalités sociales sous le socialisme, l'attitude de l'URSS envers les révolutionnaires et le tiers monde, le Che déclare: «Comment peut-on appeler «bénéfice mutuel» la vente au prix de marché mondial de produits bruts qui coûtent aux pays du tiers monde des efforts et des souffrances sans limites et l'achat au prix du marché mondial de machines produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui ? Si nous établissons ce type de rapports entre les deux groupes de nations, nous devons convenir que les pays socialistes «riches» sont, dans une certaine mesure, complices de l'exploitation impérialiste. On alléguera que le volume des échanges avec les pays sous-développés constitue un pourcentage insignifiant du commerce extérieur des pays socialistes. C'est absolument vrai, mais cela ne change rien au caractère immoral de cet échange. Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest.»

Mais Che ne se contente pas de demander au bloc de l'Est de faire un peu mieux que son rival occidental et d'être un peu plus généreux que lui. Il affirme ouvertement que «le développement des pays qui s'engagent sur la voie de la libération doit être payé par les pays socialistes. Nous le disons sans aucune intention de chantage ou d'effet spectaculaire, mais parce que c'est notre conviction profonde. Le socialisme ne peut exister s'il n'opère dans les consciences une transformation qui provoque une nouvelle attitude fraternelle à l'égard de l'humanité, aussi bien sur le plan individuel, dans la société qui construit ou a construit le socialisme, que sur le plan mondial, vis-à-vis de tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste.»

6.2. L'affaire des fusées

Un mot encore pour rappel avant d'aborder les convergences du PC cubain avec les révisionnistes. On se souvient que l'URSS avait fourni à Cuba, constamment menacée par les Etats-Unis, des missiles.

En octobre 1962, sans en référer à Cuba, Khrouchtchev passe un accord avec Kennedy : les missiles seront démontés et ramenés en URSS ; le gouvernement cubain prendrait l'engagement de ne plus accepter d'armes offensives sur son territoire. Le 29 octobre, Radio Moscou annonce, que le

gouvernement soviétique a donné l'ordre de démonter les armes fournies à Cuba, considérées comme offensives, et de les ramener en URSS.

Fidel Castro proteste énergiquement contre l'affront que constitue pour les Cubains un accord auquel ils n'ont pas participé.

Mikoyan se rend à Cuba le 19 novembre et, après deux semaines de discussion, Cuba se résigne à accepter la situation et Fidel expliquera plus tard que «la révolution ne pouvait se permettre de rompre avec le pays et le peuple dont dépendait sa survie.»

VII. Les convergences avec le révisionnisme

Comment expliquer que les divergences mentionnées aient pris jusqu'aux événements actuels un aspect secondaire pour le PC cubain dans son analyse de l'URSS sous Khrouchtchev et Brejnev ? Il me paraît que, fondamentalement, deux raisons priment ; la première : pour le PC cubain, la raison principale se fonde sur le fait que, quelles que soient leurs tares qu'elles sont, pense le PC cubain, à même de surmonter, l'URSS et les démocraties populaires forment le camp socialiste dans lequel Cuba, en butte directe à l'impérialisme américain, s'inclut et dans lequel tous les pays qui se réclament du socialisme doivent s'inclure.

La position de Cuba et son évolution se reflètent parfaitement dans son analyse des événements de Tchécoslovaquie en 1968 et de Pologne en 1980.

En 1968, alors que nous, dans le PTB Jugions que l'aspect principal se situait dans le caractère social impérialiste de l'URSS, le PC cubain juge lui que l'aspect principal de la contradiction est la politique pro-capitaliste de Dubcek, qui aurait entraîné le dégagement d'un pays socialiste dans le camp impérialiste. En même temps, Castro souligne deux aspects :

1. l'intervention soviétique n'est pas légale et si elle est faite au nom de l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial ; 2. elle ne peut résoudre durablement les problèmes fondamentaux qui sont à l'origine et qui se situent au sein même du parti tchèque où on doit constater des méthodes bureaucratiques, l'oubli des idéaux communistes, le manque de contacts avec les masses, et, je cite Fidel : «Le relâchement et le ramollissement de l'esprit révolutionnaire des pays socialistes, l'ignorance des problèmes du monde sous-développé, l'ignorance de l'effroyable misère qui subsiste, la tendance à conserver les pratiques de commerce avec les pays sous-développés qui sont celles du monde capitaliste.»

Pour ce qui est de la Pologne de 1980, au second congrès du PC cubain, Fidel déclare : «Ce qui se passe là-bas est en partie la conséquence de la politique subversive de l'impérialisme... de liquidation du socialisme» et il ajoute : «Les succès de la réaction dans ce pays démontrent on ne peut plus éloquemment qu'un parti révolutionnaire au pouvoir ne peut pas s'écarter des principes du marxisme-léninisme, négliger le travail idéologique et se couper des masses. Et quand l'heure a sonné de redresser la situation, on ne doit pas le faire à partir de concessions aux ennemis de classes à l'intérieur et à l'extérieur.»

«Le parti polonais, dit Castro, sera capable de résoudre les problèmes en Pologne par ses propres forces» mais il ajoute : «Il est absolument hors de doute que le camp socialiste a le droit de sauver son intégrité, de survivre et de résister coûte que coûte aux attaques de l'impérialisme.» Vous remarquerez qu'il n'est plus fait mention «d'intervention illégale» comme ce fut le cas lors de la crise tchécoslovaque : c'est que l'alignement sur l'URSS a changé d'aspect entre 1968 et 1980.

On constate, au 2ème congrès du PC cubain en 1980, qu'il y a alignement complet de Cuba sur la ligne internationale de l'URSS et des pays de l'Est :

- Soutien à Mengistu qui, je cite, «entreprend maintenant de construire un parti ML qui est appelé à avoir des répercussions extraordinaires dans tout le continent africain.»

- Soutien à l'invasion en Afghanistan

- Condamnation sans réserve de la RPC traitée «d'ennemie de la révolution».

Et je cite Castro qui indique comme premier principe et considération stratégique : «Aussi renforçons-nous toujours plus notre amitié et notre camaraderie tout d'abord avec l'URSS, immuablement fraternelle et solidaire avec notre patrie et à laquelle nous unissent des liens d'amitié indestructibles.»

Viennent ensuite toute la liste des démocraties populaires auxquelles, je cite : «Nous sommes associés au sein du Conseil d'assistance économique mutuelle».

S'y ajoute une mention spéciale pour la Yougoslavie avec laquelle, je cite : «nous avons des relations d'amitié et de coopération étroites».

Vous remarquerez qu'il n'est plus fait mention en 1980 de ces pratiques de commerce qui sont celles du monde capitaliste et on accepte et juge légale l'invasion de l'Afghanistan. Il faut encore souligner dans ce discours un passage ahurissant qui démontre une méconnaissance du marxisme-léninisme, auquel on se réfère, imprégné du concept révisionniste soviétique. Fidel déclare à ce second congrès : «Malgré les différences idéologiques bien connues qui séparent les révolutionnaires marxistes-léninistes des sociaux-démocrates, nous constatons, lorsque nous parlons des conditions historiques actuelles, que la participation de la social-démocratie à la vie politique, ainsi que la social-démocratisation d'anciens partis bourgeois et oligarchiques latino-américains revêtent une signification positive.

Elles élargissent les forces et le champ de bataille dans la lutte contre la domination nord-américaine en Amérique latine.

La propagande social-démocrate contribue en même temps au réveil politique et social des masses là où le message marxiste-léniniste est totalement réprimé» !!!

Deuxième raison qui explique en tout cas dans une grande proportion l'alignement dont nous venons de parler. Il pourrait se «justifier» (entre guillemets) par les liens économiques de plus en plus étroits qui font que Cuba, étranglée par le blocus de l'impérialisme américain, a forgé - forcée et contrainte - avec les pays du Comecon.

Je voudrais en citer un exemple dont on parlait beaucoup à Cuba - dans la population notamment et pour le regretter - et pour en rejeter la responsabilité sur les «soviéticos», pas très aimés là-bas dans le peuple. Cela se passe durant mon premier voyage en 1981.

Cuba est terriblement affectée par la crise pétrolière. Les Soviétiques ne respectent pas leurs engagements de fourniture. Le Venezuela propose à Cuba de lui vendre du pétrole à des conditions avantageuses. Cuba est forcée de rejeter l'offre faute de devises car Cuba est dans la zone «rouble» du Comecon.

VIII. Les trotskystes «amis» de Cuba

8.1. Les trotskystes et le départ du Che

Comment Castro juge-t-il ces fameux amis ?

Le 15 janvier 1966, lors de la première réunion de la Tricontinentale, il les accuse d'être, je cite, «les meilleurs agents de l'impérialisme».

Comme vous le savez, le Che, peu après son discours d'Alger, a quitté Cuba estimant que sa tâche est de porter ailleurs en Amérique latine la révolution.

Alors, les trotskystes vont lancer une campagne mondiale perfide de calomnies invraisemblables contre Cuba que Castro dénoncera à cette réunion de la Tricontinentale. Je cite : «C'est un câble de l'UPI, du 6 décembre 1965, qui dit «Ernesto Guevara a été assassiné par le premier ministre cubain Fidel Castro sur l'ordre de l'URSS», a déclaré Felipe Albaguante, chef des trotskystes mexicains à El Universal. Il a ajouté que le Che a été liquidé pour avoir réclaté avec insistance l'alignement de Cuba sur la Chine. Cela coïncide naturellement avec une campagne déclenchée partout par les éléments trotskystes. C'est ainsi qu'à la date du 22 octobre, l'hebdomadaire Marcha a publié un article dans lequel un théoricien bien connu du trotskysme, Adolfo Gilly, affirme que le Che a quitté Cuba à la suite de divergences avec Fidel au sujet du conflit sino-soviétique, et qu'il n'a pu imposer son point de vue aux dirigeants. Dans cet article, il est dit que le Che proposait sous une forme confuse l'extension de la révolution au reste de l'Amérique latine et s'opposait ainsi à la ligne soviétique. Il y est signalé que la direction cubaine est divisée en plusieurs tendances : l'aile conservatrice des vieux dirigeants du Parti Socialiste populaire, les partisans du Che, Fidel et son équipe qui ont une position intermédiaire, centriste, de conciliation. Il y est dit que le CHE a quitté Cuba parce qu'il ne disposait pas de moyens pour s'exprimer et que Fidel a eu peur d'affronter les masses pour expliquer l'affaire Che.

Ce même théoricien du trotskisme a écrit, le 31 octobre 1965, dans le Nouveau Monde, journal italien, un article dans lequel il accuse Fidel de ne pas avoir donné au peuple une explication politique de ce qui était arrivé au Che. Il y est dit que le commandant Guevara a été mis en échec par le PSP et l'équipe castriste ; il critique le Che pour n'avoir pas amené les masses à lutter pour imposer son point de vue.

Le numéro d'octobre 1965 du journal Bataille des trotskystes espagnols déclare que le mystère qui entoure le cas du Che doit être dissipé. Il raconte que les amis du Che supposent que la lettre lue par Castro est fausse.

A peu près à la même date, l'organe trotskyste officiel d'Argentine publie un article dans lequel il assure que le Che est mort ou prisonnier à Cuba. Il dit qu'il était "entré en conflit" avec Fidel Castro à propos du fonctionnement des syndicats et de l'organisation des milices.

On y lit : «Un aspect de l'aggravation de la crise mondiale de la bureaucratie est l'expulsion de Guevara. Guevara a été expulsé maintenant et non pas il y a huit mois. La discussion avec Guevara a duré huit mois, et ces huit mois ne se sont pas passés à boire du café, mais à lutter durement, et peut-être y a-t-il eu des morts, peut-être a-t-on discuté à coups de revolver. Nous ne pouvons dire si Guevara a été ou non tué, mais nous sommes en droit de supposer qu'il l'a été. Pourquoi Guevara n'apparaît-il pas ? On ne l'a pas présenté à la Havane par peur des conséquences, par peur de la réaction de la population, mais, en définitive, en le cachant, on arrive au même résultat : la population se demande pourquoi Guevara ne se montre pas en public, pourquoi ne parle-t-il pas ? Il n'y a à son égard aucune accusation politique : au contraire, on ne lui décerne que des éloges. Pourquoi alors n'a-t-on pas présenté Guevara ? Pourquoi n'a-t-il pas parlé ? Comment est-il possible que l'un des fondateurs de l'Etat ouvrier cubain, qui tout récemment encore parcourait le monde au nom de cet Etat, ait de manière imprévue déclaré : J'en ai assez de la révolution cubaine, je m'en vais faire la révolution ailleurs. D'autre part, on ne dit pas où il est allé, il ne réapparaît pas. S'il n'existe aucune divergence, pourquoi ne se présente-t-il pas ? Le peuple cubain tout entier comprend clairement qu'il y a une lutte très importante et que cette lutte est loin d'être terminée.

Guevara n'était pas seul, et il n'est pas seul. Si des mesures ont été prises contre Guevara, c'est parce qu'il existe une tendance qui lui est très favorable. Outre cette tendance favorable, le peuple est

préoccupé. Il y a peu de temps, le gouvernement cubain a publié un décret assez sévère sur la nécessité de rendre toutes les armes à l'Etat. A ce moment-là, les choses n'étaient pas claires, maintenant le but poursuivi par ce décret l'est devenu. Il était dirigé contre la tendance Guevara. On avait peur d'un soulèvement.

Pourquoi ont-ils fait taire Guevara ? La IVème Internationale doit entreprendre une campagne publique en ce sens : exiger la réapparition de Guevara, son droit à se défendre et à discuter, à faire appel aux masses, à ne pas se fier aux mesures prises par le gouvernement cubain, car il s'agit là de mesures bureaucratiques et peut-être même criminelles.

L'élimination de Guevara signifie pour la bureaucratie une tentative de liquider la base d'un regroupement possible entre les tendances révolutionnaires qui continuent à travailler pour le développement de la Révolution mondiale. Cette dernière constitue la base même de la liquidation de Guevara, non seulement à cause du danger qu'il représente pour Cuba, mais aussi pour le danger qu'il fait courir au reste de la révolution latino-américaine.»

Après avoir dénoncé à la face du monde les turpitudes des trotskystes, Castro, dans ce même discours, dénonce, faits à l'appui, le travail contre-révolutionnaire des trotskystes au Vietnam, au Guatemala, à Saint-Domingue, etc..

8.2. Les trotskystes et le 4ème congrès du PC cubain

Comme vous le savez, le 4ème congrès du PC cubain a eu lieu fin 1991. A ce congrès, ont été approfondis tous les concepts qui forment l'ossature d'un parti communiste marxiste-léniniste, c'est-à-dire du Parti Communiste de Cuba, de l'Etat de la Dictature du Proletariat, de Cuba socialiste contre vents et marées. Contre l'impérialisme américain et contre, je cite Castro, «l'ennemi (qui) s'agite un peu partout, mais surtout là-bas à Moscou, l'ennemi s'est déplacé à Moscou». Castro rappelle : «Ne savez-vous pas que l'URSS a disparu ? Cela paraissait inconcevable. Cela en a même étonné plus d'un lorsque j'ai évoqué cette possibilité, il y a deux ans et demi». Et Castro ajoute : «Nous ne sommes pas de ceux qui se rendent, non, nous ne sommes pas faits de ce bois-là... Ce qu'il faut attendre de nous, c'est le combat sur n'importe quel terrain... Les masses savent qu'il y a encore un drapeau qui ondoie... alors que beaucoup de drapeaux ont disparu, on voit celui-ci onduler..., c'est le drapeau de la Révolution cubaine.»

«Nous continuerons de défendre la Révolution, nous continuerons de défendre le Socialisme» et, constatant la morale, l'enthousiasme du peuple, alors que Cuba subit le double blocus américain et celui d'Eltsine, Castro ajoute : «Nous allons apprendre l'austérité, l'économie, l'utilisation raisonnable des ressources. Nul ne sait ce que représente l'intelligence de centaines de milliers de personnes qui travaillent et qui créent. Je ne veux, ajoute Castro, pas dire que nous nous réjouissons un jour du malheur qui a frappé le camp socialiste, mais au bout du compte, notre pays en tirera un solde positif car il obtiendra l'indépendance économique, la plus totale possible.»

Devant cette fermeté du PC cubain, devant cette foi inébranlable dans le socialisme et dans son avenir, devant le courage du peuple cubain, comment réagissent les trotskystes ?

Si Janet Habel, porte-parole de la IVème Internationale, parle dès avant le Congrès - en avril 1991 - de «Révolution étranglée» c'est pour mettre en exergue non pas l'étranglement économique de Cuba par l'URSS - n'oublions pas que les trotskystes ont dès le départ soutenu Eltsine et sa bande - mais bien, je la cite : «la tutelle, la gabegie bureaucratique qui ne fait qu'aggraver la pénurie et qu'exaspère la population» qu'irrite «la langue de bois» et cela (c'est le souhait non voilé de Habel), pourrait «déboucher, je cite: «sur des explosions...»

En mai 1991, nouvel article de J. Habel. A cette date, les assemblées préparatoires au IVème Congrès ont lieu dans l'ensemble du pays. La presse cubaine fait largement état des débats - et soit dit entre

parenthèses, les 1800 représentants de plus de 600.000 militants et aspirants du parti qui participent au Congrès ont été élus parmi plus de 46.000 candidats proposés par les organisations de base du parti.

Comment Habel qualifie-t-elle ces larges débats ? Elle leur attribue un «caractère largement formel» ou règne le «non respect des différentes opinions», «l'impossibilité de les exprimer» le tout couvert par une «opacité bureaucratique» sous l'égide du, je continue de citer Habel, «du monolithisme imposé par le parti unique qui empêche tout débat public.»

Pour Habel, «les intellectuels et les jeunes sont en pleine rébellion car, dit-elle, ils sont confrontés à une société bloquée, paralysée par l'immobilisme...» C'est, dit Habel, «la conception du parti unique, parti d'Etat qui est en cause et, ajoute-t-elle : «la direction du PC risque de payer cher l'absence de pluralisme, le monolithisme et la sclérose qui en résulte.»

Castro, déplore Habel, «ne donne aucunement l'impression de s'engager dans la seule voie qui permettrait de remettre en cause la bureaucratie»... celle qui donnerait «un réel pouvoir de contrôle aux masses», «mesure liée à la mise en cause du parti unique...». Et Habel de lancer un appel, même pas voilé, à «la réconciliation nationale». Avec qui ? Mais «avec les anti-castristes de Miami qui représentent, dit-elle, une puissance économique et politique».

Pour Habel, la droite parmi ces Cubains de Miami est devenue minoritaire. La majorité rêve de retrouver son île pacifiquement car, déclarent ces Cubains : «On ne croit plus que l'aggravation des conditions de vie dans l'île provoque une rébellion contre Castro».

Remarquez que les anti-castristes de Miami ne se font plus d'illusions alors que la trotskyste Habel voit des masses rebelles et une direction du PC cubain qui risque de payer cher sa politique !

La «meilleure» des issues pour ceux de Miami, qui plaît à Habel, serait, je cite : «Un gouvernement de coalition (éventuellement présidé par Castro !) et, de la même façon qu'Humberto Ortega est resté à la tête de l'armée au Nicaragua, on pourrait envisager que Raoul Castro reste à la tête de l'armée.»

Habel s'empresse d'ajouter qu'elle est certaine que des contacts existent entre la Havane et les dirigeants les plus modérés de l'exil. Et, en conclusion, Habel donne des conseils au gouvernement cubain face à l'intervention dans le monde qui met Cuba, je cite, «le dos au mur» : «Dans une situation aussi ardue, conseille Habel, il faut espérer que la direction castriste prendra les devants pour ne pas se laisser imposer, dans les plus mauvaises conditions, une démocratie institutionnelle de toute façon nécessaire.»

Le 4ème congrès du PC cubain n'a pas répondu aux espoirs de la trotskyste Habel. Pour elle, c'est un congrès pour rien, comme elle le dit aux lecteurs d'Inprecor en janvier 92, car, je la cite : «Ni Fidel Castro, ni le 4ème Congrès n'ont apporté de réponse. C'est le bilan du stalinisme qu'il fallait tirer.»

«Les résolutions du Congrès sont faites, ajoute-t-elle, d'un pot-pourri de recettes. La rectification espérée est motte.»

«D'ors et déjà, poursuit-elle, la direction du pays a répondu par la répression, en condamnant à deux ans de prison le responsable d'un groupe de dissidents pour distribution de tracts et organisation clandestine.

Si l'on peut comprendre que Cuba, étant virtuellement en guerre, isolée et menacée, organise sa défense, cela se justifie par la répression pour délit d'opinion. La révolution est agressée de l'extérieur, mais elle peut aussi mourir asphyxiée bureaucratiquement à l'intérieur», telle est la conclusion de J. Habel.

Gageons qu'à l'annonce de la condamnation, dont une à mort, du dernier des commandos militaires des Cubains de la CIA, porteurs d'armes et chargés d'opération de guérilla dans l'île, devant aboutir au renversement du socialisme, Habel joindra ses larmes aux larmes de crocodile de ceux qui «au nom de la démocratie», «des droits de l'homme» emploient tous les moyens depuis 1959, depuis près de 33 ans, pour détruire le pays qui lutte contre l'impérialisme et qui a choisi la voie du socialisme.

D'autre part, Trotskystes et sociaux-démocrates ont unis leurs efforts pour lancer un «Appel International NON au blocus de Cuba». Les initiateurs de ce texte sont J. Habel et ses amis de la Quatrième Internationale.

Cet «Appel» est écrit dans le style hypocrite habituel que les trotskystes utilisent pour leur travail d'infiltration. Dans le texte, nous lisons : «On critique, au nom des droits de l'homme, les lacunes de Cuba dans le domaine de la démocratie».

* La formule «on critique», signifie habituellement, en langage clair : «NOUS critiquons».

* C'est la thèse de l'impérialisme, le thème de propagande principal de l'impérialisme européen contre tous les pays socialistes.

Il nie que les droits de l'homme des masses laborieuses sont systématiquement bafoués dans tous les pays d'Amérique latine et que les droits de l'homme fondamentaux des travailleurs sont correctement garantis à Cuba.

Les prétendues «lacunes de Cuba dans le domaine démocratique» sont une référence à toutes les mesures prises par Cuba pour protéger l'ordre socialiste et réprimer la subversion et l'infiltration par les forces impérialistes.

C'est sous prétexte d'«étendre la démocratie socialiste» en Europe de l'Est et en Union soviétique que les sociaux-démocrates et les trotskystes ont été à l'avant-garde de l'offensive impérialiste visant à restaurer le capitalisme dans ces pays.

Le texte déclare que «cette critique» relative aux droits de l'homme et aux questions démocratiques est correcte, MAIS qu'elle ne donne pas le droit à ceux qui font ces critiques justifiées d'«étouffer un pays et de détruire un régime en imposant la famine à son peuple». Soutenant la ligne fondamentale de la propagande impérialiste contre Cuba, il souligne seulement qu'il ne faut pas détruire le régime par la famine. On peut le faire d'une autre manière.

Le texte déclare : «Nous avons des positions différentes sur le régime de Cuba», ce qui signifie : certains d'entre nous sont opposés au régime socialiste, d'autres lui sont favorables. Les trotskystes ont écrit leur texte de telle manière qu'il accrédite l'idée qu'on peut «soutenir Cuba», ce qui signifie dans ce cas : être opposé au blocus tout en combattant son régime politique. Leur but est d'affaiblir le soutien politique à Cuba dans le mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste mondial.

Le seul point positif du texte est : «stop au blocus», mais il est situé dans le contexte d'une ligne globalement pro-impérialiste. En fait, comme cela a toujours été le cas dans l'histoire, les anticommunistes trotskystes sont l'«avant-garde» de la contre-révolution sociale-démocrate. Leur «Appel» correspond exactement à ce que l'Internationale socialiste a décidé lors de son assemblée à Istanbul, les 11-12 juin 1991 : «Les Etats-Unis devraient entamer des négociations pour établir des relations diplomatiques normales et l'embargo américain contre Cuba devrait être levé. A Cuba, un processus d'ouverture politique doit être mis en route afin de parvenir à une normalisation politique et au pluralisme».

L'Internationale socialiste était la force politique principale de l'impérialisme pour infiltrer les partis communistes à l'Est et introduire l'idéologie impérialiste de la social-démocratie. Ils adoptent

exactement la même ligne à propos de Cuba. Comme dans leur attitude antérieure à l'égard de la République Démocratique d'Allemagne et de l'Union soviétique, ils coordonnent leur politique, en coulisse, avec l'impérialisme américain mais en public, ils adoptent une ligne tactique différente : les Américains sont en faveur d'une intervention ouverte, de boycott et d'agression; les sociaux-démocrates (et, en général, l'impérialisme européen) sont partisans de l'infiltration, de la «démocratisation», de l'affaiblissement du pouvoir d'Etat socialiste, de l'élargissement de l'espace politique des forces antisocialistes au sein du pays socialiste et au sein de son parti communiste. Les trotskystes popularisent ces idées dans les rangs du mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste.

Les trotskystes constituent une formation anticommuniste professionnelle, liée aux services de renseignements occidentaux et spécialisée dans l'infiltration et la destruction du mouvement communiste international.

Ils organisent le «soutien» à Cuba pour être en mesure d'infiltrer les organisations cubaines et le Parti cubain et pour soutenir la création d'un «Mouvement Socialiste Démocratique» au sein du Parti Communiste cubain, mouvement qui se transformerait en un parti d'opposition dès que les conditions seraient remplies. Ils ont fait exactement la même chose au Nicaragua quand ils ont infiltré le mouvement sandiniste pour, premièrement, organiser la lutte contre le «stalinisme» au sein des organisations sandinistes ; deuxièmement, défendre la perestroïka, la glasnost et la «démocratisation» initiées par Gorbatchev ; et troisièmement, défendre la stratégie social-démocrate de «pluralisme» au profit des partis pro-impérialistes.

Sources :

- Fidel CASTRO, Trois discours sur la formation du Parti Uni de la révolution socialiste cubaine, 2 décembre 1961, Ed. J. London, 1962, Paris.
- Fidel CASTRO, Quelques problèmes concernant les méthodes et les formes de travail des organisations révolutionnaires intégrées, 26 mars 1962, Ed. J. London, 1962, Paris.
- Fidel CASTRO, Discours de la Révolution. Textes choisis et présentés par Christine GLUCKSMAN, Ed. 10/18, 1966.
- Fidel CASTRO, Bilan de la Révolution cubaine, 1er Congrès du PC cubain, décembre 1975, Ed. Petite collection Maspero.
- Plate-forme programme du PC cubain, 1976.
- Fidel CASTRO, Deuxième Congrès du PC cubain. Rapport central, Ed. Politiques, La Havane, 1981.
- Fidel CASTRO, Discours à trois congrès, Ed. Politica, La Havane, 1982.
- Fidel CASTRO, «L'histoire m'acquittera», Ed. José Marti, La Havane, 1984.
- Statuts du PC cubain, 1986.
- Fidel CASTRO, La révolution cubaine, une prouesse extraordinaire, Ed. Politica, La Havane, 26 juillet 1988.
- Fidel CASTRO, Une Amérique latine plus unie, Ed. Politica, La Havane, 13 août 1988.
- Fidel CASTRO, Discours au 4ème Congrès du PC cubain, Gramma, octobre 1991.
- E. CHE GUE V ARA, Le socialisme et l'homme à Cuba, Ed. Maspero, Cahiers libres n° 81, 1966.
- E. CHE GUEVARA, Discours, Ed. Petite collection Maspero, Idem, 1968 et 1967.
- E. CHE GUEV ARA, Episodes de la guerre révolutionnaire, Ed. Institut du livre, La Havane, 1967.
- Régis DEBRA Y, Révolution dans la révolution, Ed. Petite collection Maspero, 1969.
- Michaël LOWY, La pensée de Che Guevara, Ed. Petite collection Maspero, 1970.
- K.S. KAROL, Les guérilleros au pouvoir, Ed. R. Laffont, 1970.
- Marie-France MOTTIN, Cuba quand même, Ed. Seuil, Histoire immédiate, 1980.
- Inprecor, J. HABEL, avril 1991, mai 1991, janvier 1992.

Philippines : La stratégie de la guerre populaire prolongée

Répondre aux exigences de l'étape actuelle

Editorial de «Rebolusyon», organe théorique et politique du comité central du Parti Communisme des Philippines, No.2 1991.

Le document «Les tâches du mouvement paysan révolutionnaire pour progresser dans les années 90» (voir suite, n.d.l.r.) tente de présenter les faits essentiels de l'histoire et de la situation du mouvement paysan révolutionnaire ; il décrit les liens entre ce mouvement et les autres agents de la révolution et il expose, en toute franchise, les problèmes majeurs qu'il rencontre avant de détailler les tâches qui lui incombent.

Le mouvement paysan est d'une importance cruciale pour la nouvelle révolution démocratique et pour la victoire de la révolution armée. Dans ce document, nous verrons qu'il y a grand intérêt à rectifier les erreurs et les fautes et à poursuivre la construction de ce qui a été accompli, de manière à mener à bien l'étape actuelle de défense stratégique de la guerre populaire.

Les organes révolutionnaires du pouvoir démocratique ne contrôlent que 25 % de la population et du territoire des Philippines, le plus souvent en terrain accidenté, favorable aux activités de guérilla. Parallèlement, on constate que, même dans ces endroits, le développement des forces révolutionnaires est très inégal, en termes de construction du Parti, de l'armée populaire et des organisations de masse, ainsi qu'en termes de mise en oeuvre de campagnes adéquates au profit du peuple dans les différents champs de l'activité sociale.

Il est clair que nous ne pouvons pas précipiter le passage de certains ou de tous les aspects de la lutte révolutionnaire à un stade supérieur de développement stratégique. Nous devons tenir compte de la nécessité de répondre aux exigences du stade stratégique actuel et étendre le travail révolutionnaire aux zones où vivent 75 % de la population. Les problèmes du stade actuel doivent être résolus avant qu'on puisse passer à l'étape suivante. Ce n'est pas en se précipitant à une étape supérieure que les problèmes seront effacés: au contraire, cela poserait à coup sûr des problèmes plus importants encore, que le Parti et le mouvement révolutionnaire ne sont pas préparés à résoudre.

Certains courants de pensée bien intentionnés mais fougueux, unilatéraux et étriqués circulent actuellement. Ils sont erronés. Il est donc absolument nécessaire pour le Parti Communiste des Philippines, en tant que dirigeant de la révolution philippine, d'affirmer et d'assumer ses responsabilités et son devoir de définir et de souligner les principes de base et la ligne générale; de rassembler et de déployer ses cadres et ses ressources de manière à rencontrer les multiples exigences de la révolution; de combler les vides et d'aller de l'avant; et de faire progresser l'arrière-garde à un niveau compatible avec le stade et les circonstances actuels de la lutte.

Elargir et approfondir la base populaire

La base populaire doit être développée à plus large échelle et d'une manière plus approfondie, de manière à être capable de soutenir des unités de guérilla ou des niveaux de commandement supérieurs. L'élargissement des unités de guérilla de la New People's Army (NPA) nécessite, au préalable, l'édification d'une base populaire capable de les soutenir. Sans le soutien populaire, fruit du travail du parti au sein des masses - cela inclut l'éducation des masses, leur organisation, des campagnes pour la réforme agraire, la protection, l'entraînement militaire, le travail sanitaire et culturel, etc - l'armée du peuple ne peut se maintenir ni se renforcer dans la dialectique de la guerre. Il ne faut négliger aucun domaine de travail en faveur d'un autre, car le résultat ne peut qu'être nuisible aux deux.

Une base populaire large et profonde, voilà ce qui différencie l'armée populaire des «spécial opérations teams» de l'ennemi, superficielles et toutes coulées sur le même moule. Négliger le travail

parmi les masses, c'est aller à sa propre perte, avant même que l'ennemi ne définisse son périmètre et n'entreprenne de le fermer avec ses manoeuvres d'étranglement graduel (blockhouse warfare). Le travail parmi les masses, dans les fronts de guérilla existants et plus loin encore, doit créer une large zone de manoeuvre (dispersion, concentration, déplacement) pour l'armée populaire et placer l'ennemi devant un dilemme sans issue entre la concentration et la dispersion de ses forces.

Il existe un rapport très étroit entre certaines erreurs graves - comme celles commises lors de la campagne anti-dénonciateurs - et la négligence apportée au développement et à la consolidation du travail parmi les masses, d'une part, et, d'autre part, la construction (idéologique, politique et organisationnelle) hasardeuse ou insuffisante du Parti, la mauvaise affectation de cadres et des ressources limitées et les déséquilibres du travail révolutionnaire.

Il faut continuer à appliquer le programme minimum de la révolution agraire (prévoyant dans certains cas des confiscations, des mesures de préemption et des mesures punitives à rencontre de propriétaires terriens despotiques ou de voleurs de terre dans les zones frontalières) comme ligne générale de la lutte antiféodale. Ce programme implique des réductions de loyer, le contrôle des taux d'intérêt, des salaires agricoles justes, des prix équitables pour les produits et une augmentation de la productivité dans l'agriculture et les activités annexes. Il y a encore tout intérêt à organiser les masses paysannes et à les mobiliser dans des campagnes et des négociations en vue de la réalisation du programme minimal.

Adopter le programme maximum (confiscation et redistribution libre des terres) comme ligne générale, alors qu'il est encore nécessaire de poursuivre le programme minimum, revient à laisser certains problèmes non résolus et à s'exposer à des problèmes plus grands encore, que le Parti et le mouvement révolutionnaire ne peuvent pas résoudre maintenant. S'engager prématurément dans le programme maximal conduira l'ensemble de la classe des propriétaires terriens à unir toutes ses forces contre le mouvement révolutionnaire et à détruire notre politique de front uni - qui consiste à tirer profit des divisions entre la bourgeoisie éclairée et les propriétaires terriens despotiques. Le programme maximum de réforme agraire implique aussi un lourd travail administratif de distribution des terres, de mise en place d'un système de crédit et d'autres exigences auxquelles nous ne pourrions prêter attention au milieu de l'escalade militaire de l'ennemi. Tout ceci menacerait d'immobiliser et d'épuiser l'organisation déjà limitée des forces révolutionnaires dans des zones limitées du pays.

Alors que le Parti tente de surmonter les attaques ennemies, de rectifier les erreurs et les manquements, de se consolider et de renforcer les autres forces révolutionnaires, alors qu'il essaie d'atteindre un juste équilibre entre le travail parmi les masses et le travail militaire dans d'autres zones, certains suggèrent que des soulèvements paysans saisissent les terres et autres biens des propriétaires terriens ainsi que les crèches publiques et les fermes d'élevage, pillent les greniers à blé et les magasins des propriétaires terriens et des marchands et occupent ou détruisent les bâtiments municipaux et gouvernementaux. A aucun moment, on ne peut tolérer la mise à sac inutile et putschiste de bâtiments publics. Nous considérons ces bâtiments comme la propriété du peuple et comme les équipements futurs du gouvernement révolutionnaire.

En poussant les masses paysannes à avancer spontanément bien au-delà du stade actuel de développement et du niveau actuel des forces du parti, de la paysannerie organisée et des autres forces révolutionnaires, on fait naître de faux espoirs et la frustration ne va pas tarder à suivre. Si les masses paysannes se mettent ainsi en mouvement, ne fût-ce que pour un instant, l'ennemi de classe est en mesure de mettre fin facilement à l'anarchie, de contre-attaquer, de détruire les associations paysannes visibles mais toujours réduites, de liquider les cadres révolutionnaires et les militants spontanés identifiés au cours des soulèvements.

La théorie de la spontanéité des masses ou l'idée de soulèvements qui ne tiennent pas compte de l'état de l'organisation révolutionnaire ne résiste pas à l'analyse de l'état actuel des forces du Parti, de la NPA, des organisations de masse et des organes du pouvoir politique ; et au besoin de les consolider

dans le cadre de l'état général de développement. L'aspiration à passer à un niveau de développement supérieur en recourant à la spontanéité des masses ne doit ni masquer ni passer outre la nécessité d'un travail assidu parmi les masses.

Il est agréable pour les masses paysannes d'accomplir une avancée significative. Mais elles doivent agir de manière à en retirer un avantage définitif et à le maintenir; à pouvoir surmonter les obstacles à long terme et la revanche prévisible de leurs ennemis de classe. En respectant le rythme de son expansion et de sa consolidation dans le cadre de ce stade nécessaire de développement, le Parti sera capable de diriger et de se renforcer lui-même ainsi que l'armée populaire, les associations paysannes et les autres forces révolutionnaires.

La théorie et la pratique de la guerre populaire prolongée a fait du mouvement révolutionnaire philippin un exemple de réussite dans le monde entier. Ce mouvement s'est renforcé et a progressé, sans connaître les conditions d'une guerre impérialiste globale, sans disposer d'une grande quantité d'assistance matérielle en provenance de l'étranger. Le mouvement paysan en particulier a joué un rôle clé dans la lutte révolutionnaire indépendante du peuple philippin, dirigé par la classe ouvrière.

Des courants de pensée erronés

Il existe aujourd'hui des courants de pensée erronés qui tentent de profiter des réalisations de la guerre populaire prolongée tout en les minimisant ou même en les minant, sous prétexte d'accélérer la victoire totale en sautant des étapes de développement.

Il est utile de se pencher sur l'échec des soulèvements de Tayug, de Colorum, de Sakdalista et autres mouvements similaires ainsi que sur la conduite aventurière de José Lava. Celui-ci s'appuyait sur l'aggravation de la crise sociale et sur l'énergie spontanée des masses mais négligeait la nécessité d'un travail assidu parmi les masses et de la construction des forces révolutionnaires, face à un ennemi cherchant à les détruire.

Plus récemment dans l'histoire des Philippines, on épinglera l'échec du soulèvement armé conduit par le Moro National Liberation Front (MNLF) à Jolo City et dans les environs, dans les années 70. Ce soulèvement a exposé inutilement les forces du MNLF et leurs partisans aux attaques et aux destructions massives de l'ennemi, alors que ce dernier aurait davantage souffert d'une guerre de guérilla à grande échelle sur une longue période de temps.

Notre parti a fait lui-même l'expérience de ne pas tenir compte des conditions du moment et de se lancer dans des actions qui ne bénéficiaient pas du support des masses ou qui ne pouvaient pas être menées à bien avec le support populaire disponible. Nous avons fait l'expérience d'adopter le programme maximum de réforme agraire sans tenir compte de la contre-attaque conjointe de la classe des propriétaires terriens (petits, moyens et grands, éclairés et despotiques) et de nous engager dans de grandes opérations militaires qui ne pouvaient pas être soutenues par la base populaire existante. De telles opérations mobilisent à des postes d'encadrement de nombreux cadres avancés, sont financées par le sommet et, en conséquence, réduisent le champ du travail parmi les masses, finissent par s'isoler et devenir des cibles découvertes de l'offensive stratégique ennemie ou de la guerre de décision rapide (toutes deux impliquant des opérations à grande échelle et de petites unités).

En ce qui concerne tout particulièrement le mouvement paysan et la réforme agraire, on ne tire pas les leçons des expériences chinoise et vietnamienne. Leur programme de réforme agraire minimum à long terme pendant la lutte anti-japonaise s'est révélé plus tenable et plus fructueux que le programme de réforme agraire maximum des soulèvements paysans dans les années 20 et 30, avant que les agresseurs japonais envahissent et occupent la Chine et le Vietnam. Le programme de réforme agraire maximum ne peut donc être mené complètement à bien, à l'échelle nationale, qu'après la prise du pouvoir politique.

La débâcle du mouvement révolutionnaire indonésien dans les années 60 est à mettre sur le compte d'une ligne putschiste et insurrectionnelle. On se préparait à s'emparer du centre de pouvoir et des principales lignes de communication ainsi qu'à utiliser une partie des forces armées réactionnaires pour prendre le pouvoir. Mais il n'y avait aucune préparation idéologique, politique et organisationnelle en vue d'une guerre populaire de longue durée. Au moment crucial, le parti communiste et le mouvement révolutionnaire ont été écrasés dans une vague de massacres anticommunistes.

Le mouvement Naxalbari, en Inde, à la fin des années 60, s'est avéré être un désastre. Un petit parti, disposant d'un nombre réduit d'escadrons armés, a commis l'erreur de verser dans l'ultra-gauchisme en appelant les masses, spontanées et inorganisées, à s'engager follement dans la confiscation de terres, le pillage de greniers à blé, l'attaque de postes de police et la liquidation de propriétaires fonciers. L'insurrection populaire violente s'est répandue comme un feu de paille et a dépassé les capacités de ce petit parti. Puis, les soulèvements ont été réprimés en peu de temps.

A l'intérieur et à l'extérieur du Parti, quelques éléments ont applaudi et surestimé l'exemple «insurrectionnel» de la révolution sandiniste nicaraguayenne et ont dénigré la riche expérience et les acquis de la révolution philippine ou, à l'étranger, les exemples plus significatifs et plus pertinents de révolution nationale démocratique d'un type nouveau, dirigée par la classe ouvrière, dans des pays comme la Chine et le Vietnam.

L'idée «insurrectionnelle» s'est étendue, des milieux petit-bourgeois des villes, à la classe ouvrière et au mouvement paysan. D'abord, ses partisans ont présenté la révolution strictement urbaine du Frente Sandinista de Liberacion Nacional (FSLN) comme étant le modèle à suivre. Puis, ils ont ajusté leur tir en feignant d'accepter le fait que le Frente Farabundo Marti de Liberacion Nacional (FMLN) ne pouvait pas reproduire au Salvador l'exemple de la victoire rapide du FSLN et qu'il se référait aux zones rurales et à une lutte armée de longue durée.

Les Sandinistes eux-mêmes considèrent leur prise de pouvoir comme exceptionnelle. La dynastie Somoza, depuis longtemps au pouvoir dans ce pays d'à peine 3,5 millions d'habitants, à l'économie et la société agraire, avait mis les autres familles et factions réactionnaires hors d'état de prendre le pouvoir et de bloquer les Sandinistes. L'administration américaine de Carter ne disposant d'aucune véritable alternative au régime de Somoza, marquée du syndrome vietnamien et peu intéressée par les productions de ce pays - un goutte d'eau dans l'ensemble de la production de coton, de café, de viande de boeuf et de sucre - n'est pas intervenue assez vite ni assez massivement pour empêcher la prise du pouvoir politique par les Sandinistes.

Quant aux masses paysannes, les Sandinistes ont négligé de les organiser solidement et à grande échelle et de mettre en oeuvre la réforme agraire avant et après leur arrivée au pouvoir. Les mobilisations de masse par le FSLN et la propagande générale n'ont pas été précédées ni suivies d'un travail d'organisation assidu et à grande échelle des masses paysannes. La politique était de plus en plus soumise aux intérêts de la petite noblesse et de la bourgeoisie, aux dépens des travailleurs et des paysans. Vers la fin de leur règne, les Sandinistes ont été affaiblis par le blocus impérialiste et par les Contras ainsi que par le désintérêt des masses, dû aux graves difficultés économiques et à la conscription de la jeunesse. A la fin, leur défaite politique est venue de la petite noblesse qui a remporté les alcaldias lors des élections de 1990.

Précédemment, le courant dominant au sein de la direction du FSLN (les Terceristas ou insurrectionnistes) était petit-bourgeois, radical dans sa mentalité, anti-impérialiste, mais entretenait des illusions social-démocratiques. Prônant l'économie mixte, il n'a pas été en mesure de mener à bien une réforme agraire fondamentale et la coopérativisation, ni de s'engager dans un programme d'industrialisation. Prônant le pluralisme, il n'a pas fait usage de la dictature démocratique du prolétariat pour réduire et restreindre les droits politiques et économiques des classes exploiteuses et promouvoir l'alliance entre ouvriers et paysans comme base de la démocratie.

Nous devons être critiques à l'égard de ceux qui utilisent la révolution sandiniste comme l'exemple suprême pour notre révolution, pour la simple raison que la révolution sandiniste a été menée dans des conditions complètement différentes de celles que nous connaissons aux Philippines. Il serait vain, pour les révolutionnaires philippins, d'imaginer que les Etats-Unis pourraient bientôt relâcher leur vigilance aux Philippines et que les classes dirigeantes pourraient manquer de blocs politiques pour diriger le pays, malgré l'aggravation de la crise sociale et la tendance à la désintégration du système.

Au Salvador, le FMLN a lancé, sur une période de dix ans, deux «offensives générales» (en 1981 et en 1989) sans résultat. Il a pu poursuivre la lutte en entreprenant des opérations de guérilla et en travaillant parmi les masses rurales contre les réactionnaires soutenus par les Etats-Unis. Le FMLN est passé de la terminologie de l'«offensive finale», en 1981, à celle de l'«insurrection généralisée et étendue» (des termes contradictoires), puis à des négociations de paix sur base du principe : «pas de vainqueurs dans la guerre», en raison surtout de la situation internationale actuelle.

Dans l'histoire, le plus grand exemple d'insurrection urbaine armée menée par la classe ouvrière et son parti n'est pas celui des Sandinistes mais celui des Bolcheviques lors de la Révolution d'Octobre 1917. Mais la prise du pouvoir politique par le prolétariat et le peuple n'a été totale qu'après une grande lutte armée dans les zones rurales contre les réactionnaires, dans la guerre civile et la guerre contre les pouvoirs interventionnistes. Plus encore, c'est l'alliance des ouvriers et des paysans qui a été à la base de la révolution et de la construction socialiste.

Plus près de chez nous, en Asie, le soulèvement armé le plus réussi a été dirigé par le Worker's Party du Vietnam, en août 1945 : très vite, les agresseurs japonais et leurs marionnettes ont été mis en déroute. Mais ce serait faire violence à l'histoire - comme de considérer l'offensive finale de 1979 au Nicaragua comme un fait isolé - de ne pas reconnaître que les révolutionnaires vietnamiens avaient développé un mouvement de résistance principalement basé dans les campagnes ; et qu'ils ont dû affronter violemment les colonisateurs français - de retour sur le terrain - principalement dans les campagnes, avant de pouvoir s'emparer des villes dans le Nord-Vietnam.

Les conditions semi-coloniales et semi-féodales aux Philippines (y compris le statut majoritaire de la paysannerie en terrain tropical) imposent de respecter la ligne générale de la révolution nationale démocratique et autorisent la classe laborieuse et son parti révolutionnaire à régler la question centrale de cette révolution à travers une guerre populaire de longue durée. Pendant ces 22 dernières années, il a été prouvé qu'il est possible de construire un pouvoir politique communiste dans les campagnes et de développer le mouvement populaire révolutionnaire à la fois en zone rurale et urbaine, même quand l'Etat réactionnaire est toujours en place dans les villes.

Persévérer dans la voie de la guerre populaire de longue durée

Pour pouvoir espérer la meilleure issue, les forces révolutionnaires philippines doivent persévérer dans la voie de la guerre populaire de longue durée et continuer à se renforcer progressivement, particulièrement dans la situation actuelle où les Etats-Unis peuvent toujours concentrer leur attention sur les Philippines et où les forces anti-impérialistes et socialistes sont en déroute, et même en état de désintégration dans certains pays.

Il est du devoir des communistes philippins, à l'égard du prolétariat et du peuple du monde entier, de persévérer dans la voie de la révolution armée et de progresser résolument, tandis que la crise mondiale du capitalisme (qui est essentiellement une crise de surproduction) s'accélère sans cesse et s'aggrave comme jamais auparavant en raison de la haute technologie, du problème des Etats-clients criblés de dettes et économiquement faibles, tant au Sud qu'à l'Est, et de la compétition entre les puissances capitalistes elles-mêmes.

Les forces révolutionnaires philippines doivent réaliser les tâches que leur impose le stade actuel avant de passer au stade suivant. En aucun cas, elles ne doivent vouloir aller trop vite en paroles ou en

actions, car la précipitation risque de mettre à l'épreuve et d'épuiser les espoirs et les moyens. La ténacité des forces révolutionnaires dans la révolution nationale démocratique, à travers la lutte armée, est basée sur la reconnaissance, par le peuple philippin, de la nécessité de combattre l'oppression implacable et intolérable de l'impérialisme américain et japonais et des classes exploiteuses locales, les grands compradores et les propriétaires terriens.

Les tâches du mouvement paysan révolutionnaire pour progresser dans les années 90

Préparé en août 1990 par le Comité Exécutif du Comité Central du Parti Communiste des Philippines pour la Conférence Nationale Paysanne.

La situation nationale

Dans les années 90, la crise économique et politique du système semi-colonial et semi-féodal deviendra plus dévastatrice. La crise menace de provoquer des convulsions qui pourraient saper la force du mouvement révolutionnaire.

En 1972, la clique Etats-Unis-Marcos a tenté de renforcer le pouvoir réactionnaire en imposant un ordre dictatorial fasciste. Contrairement à leur attente, ceci a amorcé la rapide désintégration du pouvoir. La dictature fasciste, au pouvoir depuis 14 ans, a continué de s'affaiblir, elle a conduit le système à la faillite et, en fin de compte, elle a provoqué le fractionnement profond des réactionnaires au pouvoir. Le mouvement révolutionnaire, que la clique Etats-Unis-Marcos a tenté de réduire à néant, a au contraire multiplié ses forces.

Le régime Aquino a aussi tenté de mettre un frein à la crise politique et économique exacerbée par 14 ans de loi martiale. Mais, parce qu'il cherche à résoudre la crise dans le cadre du système semi-colonial et semi-féodal, il ne peut mettre un frein à la détérioration. Le régime Aquino reste soumis à l'impérialisme américain et il est l'instrument absolu de la grande bourgeoisie compradore et des propriétaires terriens. La politique économique ne sort pas du cadre établi par la Banque mondiale et le Fond Monétaire International et reste entre les mains de l'ancienne clique de technocrates ayant la bénédiction de ces deux institutions - si changements il y a, ils ne concernent que certaines personnalités ou familles. Cette clique a essentiellement appliqué des politiques qui ont aggravé le caractère de l'économie : une économie basée sur l'exportation de matières premières et sur l'importation de produits finis. Elle a entravé une véritable réforme agraire et l'industrialisation du pays, se conformant aux souhaits de la finance internationale et du capital monopoliste. Elle a nourri les grands compradores et les grands propriétaires terriens et a imposé aux travailleurs, aux paysans et à la petite bourgeoisie urbaine les pires privations et les pires souffrances.

L'économie, après une embellie partielle et de courte durée due à l'injection de nouveaux prêts et aides étrangères et à de grandes dépenses du gouvernement, s'est rapidement enfoncée dans une crise plus grande encore. Elle a été ruinée par les déficits croissants des échanges et de la balance des paiements, un lourd endettement à l'égard de l'étranger, l'inflation galopante, les perturbations dans la production et les services sociaux, la défaillance dans l'approvisionnement alimentaire et en autres produits de première nécessité, le sous-emploi grave et un déficit budgétaire démesuré. De plus, les taxes ont été augmentées dans des proportions insupportables. Tout ce qui précède indique que l'économie est en train de se désintégrer et de devenir contre-productive.

Une indication importante de la désintégration du système en place, ce sont les rivalités persistantes et violentes entre factions réactionnaires. Les factions dirigeantes se battent et manoeuvrent l'une contre l'autre au parlement et dans les cadres légaux, mais aussi dans d'autres cadres armés et illégaux. Le pilier armé de l'Etat semi-colonial, les Forces Armées des Philippines (AFP), sont profondément divisées. La menace d'un coup d'Etat continue à peser sur le régime Aquino. La menace ne vient pas seulement de factions ouvertement anti- Aquino mais aussi de la faction de Ramos.

Le régime Aquino, dans son désir de liquider le mouvement révolutionnaire, en accord avec les diktats de l'impérialisme américain, a adopté une politique de guerre totale qui impose le maintien d'éléments fascistes parmi les militaires. A l'heure actuelle, la militarisation du pays est de loin plus large et plus profonde que sous le régime Marcos. Des divisions et brigades de l'AFP mènent en permanence de vastes opérations militaires dans différentes régions de l'archipel. Comme avant, ces campagnes se caractérisent par des évacuations massives forcées, l'embargo alimentaire, la concentration de population dans des hameaux stratégiques, des massacres, des exécutions sommaires, des incendies, la torture, des arrestations illégales, des pillages. Dans les zones urbaines, des raids militaires de grande envergure, des points de contrôle, des exécutions sommaires de militants, l'assassinat de dirigeants progressistes, la dispersion de grèves ou de manifestations, les arrestations illégales et autres formes de répression sont commises à rencontre d'organisations progressistes.

Le régime Aquino s'est vidé de toutes prétentions libérales, a adopté des méthodes fascistes et a intensifié la répression fasciste. La décision de la Cour Suprême de confirmer la légalité des arrestations sans mandat de personnes suspectées d'activités subversives et l'appel à l'instauration de la loi martiale émanant d'officiers militaires de haut niveau laissent prévoir une intensification du fascisme.

En dépit de tout cela, la situation insupportable pousse un nombre croissant de gens à protester et à résister. La révolution armée continue à gagner la sympathie et le soutien plus large et plus profond du peuple. Devant faire face aux offensives contre-révolutionnaires, les forces révolutionnaires forment leur tempérament et apprennent à surmonter les difficultés. En dépit des pertes subies, le mouvement révolutionnaire a conservé toutes ses forces et est rapidement venu à bout des difficultés; il continue à se renforcer et à maintenir son avance. Même de hauts responsables des AFP admettent qu'ils ne peuvent pas «écraser» le mouvement révolutionnaire dans les délais qu'ils se sont fixés.

L'impérialisme américain a manœuvré pour maintenir ses bases militaires et arrêter la désintégration du système réactionnaire qu'il contrôle. Il a mis en oeuvre un scénario de grande envergure pour obtenir un traité lui permettant de maintenir ses bases militaires au-delà de 1992. Simultanément, il encourage, finance et soutient la «guerre totale» du régime Aquino contre le mouvement révolutionnaire et le peuple. Etant, en fin de compte, le pouvoir qui décide de la politique des réactionnaires aux Philippines, les Etats-Unis manipulent les factions politiques et militaires réactionnaires au pouvoir. Ils préparent l'installation du successeur d'Aquino et ils l'ont accusée de l'aggravation de la crise et de ne pas avoir pu faire face à la colère du peuple.

Les conditions objectives sont excellentes pour faire avancer la révolution à un niveau stratégique supérieur. Le mouvement révolutionnaire est tout à fait en mesure de surmonter des difficultés temporaires en rectifiant ses erreurs et ses manquements, en faisant progresser résolument le mouvement anti-impérialiste, antiféodal et antifasciste, en élargissant le front uni national et en se renforçant largement à travers le pays.

La situation actuelle est une excellente occasion de faire progresser le mouvement paysan révolutionnaire. Les développements sur le plan politique, militaire et économique, dans tout le pays, ont exacerbé les problèmes à la campagne. La campagne est donc un terrain de lutte essentiel pour la solution de la plupart des questions importantes ayant un caractère national. Etant donné la situation et les tâches du mouvement paysan révolutionnaire, nous devons comprendre et nous attaquer non seulement à des situations, des problèmes et des luttes particulières dans les localités, mais aussi les aborder toutes ensemble, avec la situation globale, les problèmes et les luttes dans le pays tout entier - et dans le contexte de cette situation d'ensemble.

La situation des masses paysannes

Le régime des grands propriétaires terriens compradores a montré ses pires aspects. Les masses de paysans et autres travailleurs agricoles, qui représentent la grande majorité de la population, sont parmi les plus touchées.

Dans les deux dernières décennies après 1960 - après l'épuisement des terrains publics susceptibles d'être mis en culture par des paysans sans terre ou semi-propriétaires - le problème foncier s'est rapidement aggravé, l'exploitation féodale et semi-féodale s'est intensifiée et la vie est devenue de plus en plus pénible pour les paysans. En dépit de l'augmentation de la production de palay et d'autres produits agricoles, due à un usage plus répandu de l'irrigation, d'engrais, de pesticides et de semences améliorées, et en dépit de l'augmentation du nombre de paysans engagés dans des secteurs autres que l'agriculture pour augmenter leurs revenus, plus de deux tiers des familles rurales sont devenues pauvres, alors que cette proportion était légèrement inférieure à 50% à la fin des années 60.

Maintenant, le Département de la Réforme Agraire le reconnaît lui-même, le pourcentage des paysans-métayers sans terre ou semi-propriétaires s'est accru. La prétendue réforme agraire de Marcos, qui limitait la distribution de terres à un petit pourcentage de paysans sans terre, n'a atteint que trois pourcent de ses objectifs. Parmi les «bénéficiaires», beaucoup ont été saignés à blanc par la rapide hausse des prix des matières premières agricoles (input) et par les prix très bas des productions agricoles (output). Donc, la distribution de terre, déjà limitée, a très vite été suivie d'une re-concentration des terres entre les mains des propriétaires terriens, des commerçants-usuriers et des paysans riches.

Pendant ce temps, des centaines de milliers de paysans-propriétaires ont été dépossédés par le biais de confiscation, d'expropriation pour des projets d'infrastructure et par évacuation forcée des zones de campagnes et d'opérations militaires des AFP. De vastes zones de terres agricoles ont été saisies ou rachetées par des proches de Marcos, des compagnies agro-industrielles étrangères ou locales et des officiers militaires de haut rang.

Le programme de réforme agraire prétendument global d'Aquino a été une autre déception aussi grave, à bien des égards, que celui de Marcos. L'allocation de trois hectares pour chaque descendant, en plus des cinq hectares alloués au paysan lui-même, a fait passer la superficie échappant à la réforme agraire à au moins trois quarts de la totalité des terres agricoles privées. Les terres situées dans les haciendas et les plantations ont elles aussi échappé à la redistribution en vertu d'une interprétation très libérale de la mise en oeuvre de la réforme agraire, incluant la «participation aux bénéficiaires» et la vente d'actions aux travailleurs agricoles. De plus, la réforme agraire peut être contournée par la conversion de terres à des usages commerciaux ou industriels, comme c'est le cas des terres agricoles couvertes par l'accord de National Development Corporation Marubeni.

Le prix des terres - peu nombreuses - soumises à la redistribution est bien au-dessus des moyens des paysans, mis à part une minorité de riches. Et les paysans sont en réalité privés de tout pouvoir de décision dans le nouveau système d'établissement des prix agricoles. La mise en oeuvre de la réforme agraire pour de vastes zones de terres privées a été délibérément remise à plus tard, de manière à accorder aux propriétaires terriens quelques années supplémentaires pour contourner la loi.

La seule chose dont le régime peut être fier, c'est le tour de passe-passe qui a transformé les certificats de transfert terrien (Certificate of Land Transfer = CLT) distribués en vertu du décret présidentiel 27 de Marcos en «brevets d'émancipation». L'option de vente volontaire, destinée à accélérer la distribution de terres, a le plus souvent tourné à l'avantage des propriétaires fonciers, des bureaucrates et des officiers militaires, qui s'en sont servis pour se débarrasser de terres improductives à des prix exorbitants et piller ainsi les fonds destinés à la réforme agraire.

La venue au pouvoir du régime d'Aquino a bénéficié, à maints égards, aux propriétaires fonciers, et spécialement à ceux de l'industrie de la canne à sucre à laquelle appartient Aquino. Beaucoup de propriétaires fonciers ont récupéré ce qu'ils avaient perdu, spécialement pendant les dernières années

du règne de Marcos, et ont même accru leur pouvoir économique et politique. Ils ont fait usage du programme de privatisation pour récupérer des terres saisies en raison du non-paiement de leurs dettes au gouvernement. Ces terres ont été évaluées en dessous de leur prix et les propriétaires fonciers ont bénéficié d'emprunts et d'autres arrangements pour faciliter le paiement. De nombreuses autres formes de soutien et de stimulants se sont multipliées, notamment les aides à la production, les incitants à l'exportation de produits agricoles commerciaux. De plus, les campagnes militaires de l'AFP ont été étendues et intensifiées pour affaiblir le mouvement paysan et lui reprendre ce qu'il avait gagné lors de la révolution agraire.

L'exploitation féodale et semi-féodale se manifeste sous la forme de loyers exorbitants pour les terres, de bas salaires, d'usure et de manipulation des prix par les commerçants-usuriers, qui gonflent les prix des équipements agricoles et des biens de consommation et paient trop bon marché les produits agricoles. Le rôle de ces commerçants-usuriers dans le processus d'exploitation féodal et semi-féodal s'est accru. Leurs opérations constituent un réseau dont le but est de tirer profit de la paysannerie et des autres producteurs dans les zones rurales, à travers le contrôle qu'ils exercent sur l'octroi de prêts, les équipements agricoles, les inputs et les biens de consommation ainsi que sur l'achat et la distribution de la production paysanne.

Le programme Masagana 99, du régime Marcos - un programme supervisé d'octroi de crédits, sur le schéma de la «révolution verte» du FMI-BM - a encouragé l'usage généralisé et la demande d'engrais et de pesticides chimiques, de nouvelles semences, de machines et d'équipements agricoles, déversés ici par les multinationales de l'agrobusiness. L'environnement technologique entourant l'introduction de nouvelles semences a encore accru l'endettement des paysans, la demande d'engrais et de pesticides et l'emprise plus étroite des commerçants-usuriers, mais elle a aussi accru l'importance des paysans comme source de profits pour les compradores et les multinationales.

Les ultimes bénéficiaires de l'accroissement de la production de riz, de maïs et autres produits agricoles n'ont pas été les paysans mais les sociétés multinationales américaines, les compradores et leurs adjoints qui ont tiré un profit énorme de la vente et de la fabrication de produits chimiques à usage agricole, de semences, de machines et d'équipements agricoles ainsi que de la construction de toute une infrastructure destinée à faciliter leur enrichissement. Leurs profits ont dépassé l'augmentation de la production agricole, acculant la grande majorité de la paysannerie aux pires conditions de vie.

Au début des années 80, l'impact de la crise financière intense s'est fait sentir à son comble et le programme de crédit réactionnaire du gouvernement s'est avéré être un échec. Conséquence de tout cela: le brusque déclin de la production de produits alimentaires et la crise sans précédent à la campagne.

Dans les zones rurales, le sous-emploi est devenu plus aigu que jamais auparavant. Les zones frontières, où autrefois les paysans démunis trouvaient recours, ont été épuisées. Et l'industrie, retardataire et faible même en temps de prospérité relative, ne peut offrir de l'emploi qu'à une petite partie des centaines de milliers de gens qui sont venus gonfler la main d'oeuvre, au fil des années. Les possibilités d'emploi à l'étranger se sont raréfiées à la suite de la fin du boom économique dans les riches pays pétroliers du Moyen-Orient ainsi qu'en raison des troubles dans cette région.

Plus de 40% de la population active du pays est sans emploi ou est sous-employée, dont la majorité en zone rurale. Parmi ces gens, des paysans pauvres ou de la classe moyenne inférieure, des ouvriers agricoles, des ouvriers du transport, des aides dans des ateliers de réparation, des colporteurs, des artisans et autres, qui ne trouvent que des emplois à temps partiel ou occasionnels ou, pire encore, sont contraints de vivre aux dépens de leurs amis ou parents.

Comme dans les zones urbaines, la concurrence pour l'emploi est vive à la campagne, ce qui permet aux propriétaires fonciers, anciens et nouveaux, aux commerçants-usuriers et même aux paysans

riches de réduire les salaires et de profiter davantage des paysans pauvres et moyens et des ouvriers agricoles. L'intensification de l'exploitation féodale et semi-féodale est donc alimentée par le désespoir de larges couches de la population à la campagne.

Dans les plantations et les haciendas produisant des produits commerciaux et destinés à l'exportation, les rares ouvriers agricoles réguliers et le grand nombre d'irréguliers subissent des pratiques et des conditions de travail inhumaines pour gagner leur vie et subsister. Ils travaillent de longues heures pénibles pour des salaires de misère. Ils ne sont ni nourris ni habillés ni logés correctement. Et ils n'ont aucune protection face à tous les risques naturels ou professionnels.

La crise qui a frappé Negros à la suite de la chute des prix du sucre sur le marché international a mis en lumière l'asservissement effectif des ouvriers agricoles ainsi que l'avidité des propriétaires fonciers. Les ouvriers agricoles ont été soumis à la famine. Et lorsque l'aide internationale est arrivée, les propriétaires terriens et les compradores se la sont en grande partie appropriée.

L'arriération persistante et le caractère semi-féodal de l'agriculture et de l'économie nationale ont aussi entraîné l'exploitation sans limite et l'épuisement des ressources naturelles ainsi que des dégâts écologiques de grande envergure. Les classes dominantes parasites, étrangères et nationales, ont pillé sans retenue les ressources naturelles et humaines du pays, sans aucune considération pour les conséquences actuelles et futures. La destruction écologique est la conséquence directe de leur dépendance par rapport aux monopoles, de la manipulation, des privilèges, de la corruption et des moyens extra-économiques qui leur procurent un profit féodal plus important, des intérêts usuriers sur les prêts et du profit commercial, dépassant celui du prix du travail.

Le désespoir pousse les paysans et les ouvriers agricoles à augmenter leurs maigres revenus agricoles ou leurs salaires de misère en entreprenant des activités qui portent atteinte à l'environnement. Non seulement ils subissent les critiques des médias bourgeois qui leur reprochent de porter atteinte à l'environnement, mais ils sont une seconde fois victimes des effets dévastateurs de ces dégradations écologiques. Les catastrophes naturelles (comme les inondations) causées par la destruction du milieu accroissent la fréquence et l'ampleur de la destruction, elles compromettent la production, et font en plus planer de graves dangers sur la vie des gens.

Avec le renversement de la dictature fasciste de Marcos et l'accession au pouvoir de la clique d'Aquino, la répression fasciste et les attaques perpétrées sur les masses paysannes se sont accrues et intensifiées - contrairement aux attentes de bien des gens. Les offensives des AFP ne se sont pas limitées à des offensives militaires de réactionnaires en général. Il y a eu, en plus, des contre-offensives spécifiques, émanant des propriétaires terriens, contre les masses paysannes dans le but de récupérer les avantages acquis par celles-ci lors de la révolution agraire. Les militaires fascistes, les propriétaires terriens, le gouvernement civil et les agences du gouvernement américain se sont tous alliés dans le schéma de «guerre totale» contre le peuple dans le but d'affaiblir et de démanteler le mouvement paysan révolutionnaire et l'armée du peuple. Ils ont rassemblé leurs efforts pour mener des offensives militaires, former et armer les «Civilian Armed Forces Geographical Units» (CAFGU), lancer des opérations de renseignements et de guerre psychologique, ouvertes et secrètes, armées et non armées, directes et indirectes.

Pour priver les forces armées révolutionnaires de leur base populaire, le gouvernement a procédé à des tirs d'artillerie de grande envergure, des bombardements et des pilonnages pour acculer à l'évacuation les habitants des régions montagneuses. Il s'est rendu coupable de massacres et d'exécutions sommaires de militants paysans, de pillages de récoltes et de maisons, de tortures, d'arrestations et de perquisitions illégales, de concentration forcée de population dans les centres des villes et dans de grands barrios, de saisies et de confiscations de propriétés de paysans, du démantèlement d'organisations paysannes, de la dispersion de rassemblements, d'intimidations et de harcèlement et autres formes de répression.

Cependant, les privations, l'exploitation intense et la répression n'ont fait qu'accroître les aspirations des masses paysannes au changement social. Du temps de Marcos, les masses paysannes se sont largement organisées et se sont développées pour résister à la dictature fasciste. Elles continuent à lutter et à progresser sous le régime réactionnaire et fantoche d'Aquino. Les expériences accumulées par le mouvement paysan révolutionnaire, au cours des deux dernières décennies de luttes continues et générales, et l'accroissement simultané du niveau de conscience politique des paysans sont sans précédent dans notre histoire.

Le mouvement paysan révolutionnaire

Le renouveau et la progression du mouvement paysan révolutionnaire est un point fort dans le renforcement et la progression généralisés de la révolution démocratique populaire, sous la direction du Parti Communiste des Philippines. Le mouvement paysan s'est étendu et s'est renforcé avec le progrès de la révolution agraire, la lutte armée, le mouvement des masses urbaines et le front uni national. Des centaines de dirigeants et de militants paysans, des officiers et des combattants de la NPA et des cadres du Parti ont sacrifié leurs vies pour amener le mouvement révolutionnaire à son niveau de force et à sa stature actuels.

Les bases de la progression du mouvement paysan révolutionnaire au niveau national ont été jetées en 1969, avant l'imposition de la loi martiale, et jusque vers le milieu des années 70. Des unités armées de propagande (APU) ont été constituées dans la province de Luzon Central et du Nord, pour mener de la recherche sociale et mettre sur pied des organisations de masse ainsi que des embryons d'organes du pouvoir politique. Les APU, déployées dans les différentes régions, étaient constituées à la fois de cadres paysans formés et de cadres et militants issus du mouvement populaire urbain. Avec l'imposition de la loi martiale, les forces chargées de faire du travail de masse et de démarrer la guérilla à la campagne ont été rejointes par une nouvelle vague de cadres et de militants venus des villes.

Pour que la révolution s'enracine profondément parmi les masses paysannes, la revendication d'une révolution agraire a été propagée dans le contexte de la révolution démocratique populaire. En 1971, le Comité Central a rédigé le «Guide Révolutionnaire pour la Réforme agraire» pour impulser la mise en oeuvre de la révolution agraire. En dépit de leur manque d'expérience, les forces révolutionnaires ont réussi à réaliser clandestinement la réduction du loyer de la terre, à mettre sur pied des coopératives de producteurs et de consommateurs, à combattre les pratiques d'exploitation des fournisseurs de main d'oeuvre (monteras), et ont encouragé la coopération (bayanihan) dans le travail agricole, tout en liquidant des criminels et autres mauvais éléments et en recherchant des solutions aux problèmes dans les barrios. Les terres de nombreux propriétaires terriens despotiques ont été confisquées et distribuées aux masses ou confiées à la gestion d'organisations populaires.

Les problèmes persistants auxquels les APU ont été confrontés sont: le manque d'expérience, la recherche d'un équilibre correct entre le travail de consolidation et d'expansion, le danger de s'exposer à l'ennemi résultant d'un défaut d'organisation, la tendance à se fier excessivement aux armes plutôt qu'aux organisations de masse et aux actions de masse dans les luttes antiféodales, les tendances gauchistes et droitières dans les discussions avec des paysans riches et d'autres alliés ou alliés potentiels. Exception faite de la mise sur pied du Pagkakaisang mga Magbubukid ng Pilipinas (PMP), qui a été liquidé dans le sang, et de quelques occasions à Tarlac et Isabela au cours des dernières années, on n'a pas recouru à des formes ouvertes de propagande ou autres activités destinées à impulser le mouvement populaire et résister à la répression imposée par les AFP et aux évacuations forcées. On a subi des revers dus au lancement ou à l'intensification prématurée d'opérations militaires ne tenant pas compte des représailles ennemies. La confiscation de terres a été réalisée trop rapidement à Tarlac en 1972 et à Sorsogon en 1974 et s'est soldée par la liquidation du mouvement paysan par les propriétaires, qui ont recouru à des moyens militaires.

Vers le milieu des années 70, le Comité Central a rassemblé les expériences de la première étape de la formation de fronts de guérilla et de la base populaire à la campagne. Les leçons et les clarifications sont expliquées dans «Our Urgent Tasks». Ce document engageait à considérer la lutte antiféodale comme la clé pour faire progresser le mouvement populaire rural. Il incitait à mettre en oeuvre le programme minimum de révolution agraire et à impulser plus consciencieusement différents types de campagnes populaires. En ce qui concerne le travail d'organisation, ce document attirait l'attention sur la mise en place d'organisations populaires, la formation et le développement de dirigeants et de militants populaires, les méthodes de travail clandestin et le développement coordonné dans certaines zones. En même temps, des tâches ont été clarifiées en vue de la propagation des activités de guérilla dans le stade précoce de la défensive stratégique.

Le mouvement paysan révolutionnaire a progressé plus résolument parce que les tâches ont ainsi été clarifiées en tenant compte de la capacité actuelle du mouvement et de son niveau de développement. Vers la fin des années 70, on a assisté à une expansion prononcée et à une consolidation de la base populaire et des fronts de guérilla dans des zones stratégiques de l'archipel. Les groupes et comités organisés de diverses organisations populaires se sont multipliés. Des campagnes pour la réduction clandestine du loyer de la terre et pour d'autres objectifs du programme minimum de la révolution agraire ont été lancées et largement répandues. Les unités de guérilla de l'armée du peuple ont acquis un plus grand espace de manoeuvre et les offensives tactiques se sont progressivement accélérées dans les différentes régions.

Un autre progrès important est sans conteste le resserrement des liens et la coopération entre le mouvement paysan et le mouvement urbain. Les organisations basées en zone urbaine ont envoyé des équipes de cadres et de militants pour entamer du travail parmi les masses et préparer ainsi la mise en place de zones de guérilla dans certaines parties de la campagne. Dans certaines zones, des forces urbaines ont commencé à organiser ouvertement des organisations paysannes. Les forces rurales ont fait preuve de plus d'audace et de créativité dans le lancement de mobilisations ouvertes de paysans contre les abus fascistes, dans les saisies de terres ainsi que dans d'autres questions persistantes concernant les paysans dans les villages. Les luttes antifascistes ouvertes des masses paysannes se sont rapidement étendues à de nombreuses parties du pays. Dans beaucoup de régions, les luttes ouvertes des paysans ont servi de base pour redonner vigueur au mouvement progressiste ouvert et aux luttes dans les principales villes. Des organisations paysannes ouvertes et des alliances ont été formées dans différentes régions.

L'orientation du mouvement paysan révolutionnaire s'est encore confirmée sur base des clarifications ultérieures - faites par les différentes composantes de l'organisation du Parti, comme à Central Luzon, Mindanao et Negros - sur la nature du système semi-féodal prévalant dans le pays ainsi que sur base d'études de documents rédigés par José Maria Sison à ce sujet.

La première moitié des années 80 a été une période de progression rapide pour le mouvement paysan révolutionnaire et d'extension rapide de la guérilla. On a aussi assisté à cette époque au renforcement de la protestation et des mouvements de masse dans les villes. Les campagnes en faveur de la réduction clandestine du loyer de la terre [*La réduction clandestine du loyer de la terre consiste en la récolte d'une partie des produits agricoles au profit des locataires, à l'insu du propriétaire terrien.*] et pour une augmentation des salaires ont été menées dans beaucoup de barrios. Dans certaines zones, des campagnes en faveur d'une réduction déclarée du loyer de la terre ont été lancées. [*La réduction déclarée du loyer de la terre consiste en une négociation et un accord entre le propriétaire terrien et l'association paysanne.*] Les alliances et organisations légales de paysans se sont multipliées et se ont été les fers de lance d'alliances antiféodales et de nombreuses alliances multisectorielles à différents niveaux. Les luttes paysannes coordonnées ont parfois atteint le niveau de luttes politiques ouvertes étendues et des grèves populaires (welgang bayan) ont touché certaines régions et provinces. Elles ont joué un grand rôle dans le renversement de la dictature fasciste de Marcos et des Etats-Unis.

De grosses organisations populaires ont été constituées dans les barrios ; il y avait des organisations paysannes clandestines au niveau municipal, des organes du pouvoir politique et des comités du National Démocratie Front ainsi que des branches et des sections du Parti. Mouvement populaire et guérilla allaient effectivement de pair dans les régions montagneuses de l'intérieur, dans les plaines, dans les zones attenant à des centres de population et le long des principaux axes de transport. Il était plus facile de tenir compte des spécificités des localités ainsi que les particularités des productions locales. La consolidation des barrios et de certaines organisations de masse a entraîné une bonne assise et la stabilité. En même temps, l'extension ou le développement dans les plaines, la pratique effective d'activités ouvertes dans les villes et les centres urbains ainsi que les organisations et alliances paysannes ouvertes ont assuré une zone d'influence et un champ de manoeuvre suffisant.

Cette expansion rapide au cours de la première moitié des années 80 a représenté un progrès considérable. Cependant, en de nombreux endroits, on n'a pas accordé suffisamment d'attention au travail annexe, nécessaire à la consolidation. La consolidation n'a pas été accompagnée d'une extension rapide des organisations de masse dans les barrios. Le travail d'éducation et de propagande parmi les masses n'a été ni soutenu ni systématique. Dans beaucoup de régions, par exemple, les campagnes antiféodales ont été non seulement sporadiques mais encore incomplète, négligeant la consolidation organisationnelle et l'amélioration de la production. En beaucoup d'endroits, on a assisté à un net déclin de la qualité de la direction, des cadres et des militants mis au travail dans les localités, déclin résultant de graves insuffisances dans la formation et le développement de ces cadres et militants. En conséquence, le développement de la direction et des structures de coordination au niveau des villes, des districts et des provinces a été extrêmement lent.

Pendant cette période, le caractère antifasciste des campagnes coordonnées et extensives en milieu paysan a prédominé. C'était déjà, en soi, un grand progrès, mais la révolution agraire aurait pu être menée plus loin et renforcée par des campagnes antiféodales coordonnées, spécialement celles concernant des questions concrètes et particulières mais touchant beaucoup de gens. Quelques expériences en ce sens ont eu lieu, comme la campagne contre le monopole dans l'industrie de la noix de coco à Luzon Sud, la campagne concernant les engrais et les pesticides à Luzon Central et la campagne contre Cellophil et Chico Dam à Luzon Nord.

Seules quelques-unes d'entre elles ont été poursuivies au point de nous assurer le support actif et la participation d'un grand nombre de gens et d'obtenir des avantages significatifs. La plupart n'ont pas été poursuivies, pour différentes raisons. Souvent, parce que l'on y a pas consacré une attention suffisante, parce qu'on n'a pas trouvé les formes correctes d'organisation et de lutte, parce qu'on a déployé des efforts inadéquats pour mobiliser les masses, ou parce qu'on a commis des erreurs au niveau de la propagande. Il est évident qu'on n'a pas entrepris de campagne de grande envergure contre les commerçants-usuriers, même si partout les masses se plaignaient beaucoup d'eux.

Sous le régime fantoche d'Aquino, le mouvement paysan a été de ceux qui ont pris les devants en appelant à la poursuite de la révolution populaire démocratique et en dénonçant les prétentions de ce régime ainsi que son incapacité à résoudre les problèmes sociaux fondamentaux. Dans les zones de guérilla, on a poursuivi la propagation du programme minimum de la révolution agraire, ainsi que la confiscation sélective et la distribution de terres. Dans l'arène publique, le mouvement paysan s'est associé à la lutte parlementaire pour faire respecter la réforme agraire, tout en poursuivant l'occupation de terres non cultivées ou appartenant au gouvernement dans différentes régions du pays. Les campagnes antiféodales, légales et illégales, ont été étendues et intensifiées en raison de la détérioration continue des conditions de vie dans la campagne.

Une question majeure est celle de l'expansion continue et du renforcement du mouvement paysan face aux campagnes militaires massives et prolongées du régime Aquino, soutenu par les Etats-Unis. Les AFP ont pu continuer à intensifier leurs campagnes et leurs opérations «contre-insurrectionnelles» grâce à des dépenses militaires effrénées, à l'assistance militaire accrue des Etats-Unis et à un

renforcement des troupes des AFP. La priorité immédiate des opérations des AFP est d'affaiblir et liquider le mouvement populaire et la base populaire de la révolution.

En période d'attaques intenses de l'ennemi, il est naturel que certaines zones du mouvement populaire et des fronts de guérilla soient temporairement abandonnés. Ce sont généralement des zones non consolidées ou situées en terrain facilement accessible et contrôlable par l'ennemi. Cependant, de vastes zones de guérilla ont été abandonnées et beaucoup d'entre elles n'ont pas été récupérées, à la suite d'erreurs et de manquements de la part du Parti et du mouvement, ainsi que de l'extraordinaire intensité des assauts de l'ennemi. Dans des zones abandonnées depuis longtemps, spécialement si celles-ci ne sont pas bien consolidées, les propriétaires terriens ont récupéré les avantages que le mouvement paysan avait gagnés. Quand la perte de grandes portions de nos fronts de guérilla n'est pas compensée par une expansion dans d'autres zones, de sérieux problèmes surviennent dans les communications et l'approvisionnement ainsi que dans la mobilité des unités de guérilla et des autres forces.

Beaucoup de nos fautes et de nos faiblesses internes ont été soulignées dès le milieu des années 80 mais elles n'ont pas été traitées avec assez de fermeté et on n'a pas accordé assez d'attention et d'efforts à leur rectification. Elles se sont encore compliquées en raison des assauts de l'ennemi. Dans certains endroits, on a commis des erreurs politiques et militaires qui ont provoqué des reculs et la confusion dans les rangs des cadres et des militants, la perte d'enthousiasme ou, pire encore, des atrocités parmi les masses. Les plus graves de ces erreurs ont été les excès commis lors des campagnes anti-infiltration et des actions militaires, qui ont causé de grands dommages parmi les masses ou ont porté gravement préjudice à la réputation de l'armée du peuple. Il y a aussi eu des cas de reculs dus à l'intensification prématurée de luttes antiféodales à des niveaux dépassant la capacité du mouvement populaire et du mouvement dans son ensemble dans certaines zones.

En général, le mouvement paysan est resté étendu et fort en dépit des reculs et des épreuves. Le mouvement révolutionnaire englobe un quart du nombre total des barrios du pays. Dans les deux dernières décennies, des milliers de cadres et de militants ont été formés et intégrés dans le mouvement paysan. Ce qui est nécessaire, c'est de renforcer la direction et l'orientation qui lui est donnée, de produire et d'entraîner de nombreux autres militants pour l'aider à faire face à ses multiples tâches. Le mouvement paysan a accumulé de riches expériences dans différentes formes et fronts de la lutte, dans différents types de régions, et dans différentes sortes de campagnes, de l'échelon local à l'échelon national. Si les manquements, les faiblesses ou les erreurs sont rectifiées à fond, le mouvement révolutionnaire peut rapidement dépasser son développement et sa force antérieurs, particulièrement dans la situation actuelle où la crise socio-économique et politique du système au pouvoir est très intense.

Tâches pour progresser dans les années 90

Accroître le niveau du mouvement paysan révolutionnaire et de sa lutte ! Donner une forme claire au mouvement paysan révolutionnaire aux niveaux provincial, régional et interrégional. Et le relier fermement à la lutte nationale. Telle est la tâche générale pour faire progresser le mouvement paysan révolutionnaire dans les années 90.

En cette époque de désintégration rapide du système dominant réactionnaire, nous devons progresser résolument et intensifier la lutte antiféodale, en liaison avec les luttes antifasciste et anti-impérialiste. Nous devons combattre et déjouer la politique de «guerre totale» du régime Aquino-USA, renforcer globalement le mouvement paysan révolutionnaire et faire avancer la guerre populaire au niveau supérieur et, progressivement, vers la victoire finale.

En nous appuyant sur la force accumulée au cours des deux dernières décennies et sur la position acquise par le mouvement paysan dans les localités et dans toute la campagne, nous devons ensuite étendre et approfondir le mouvement populaire rural, mettre en oeuvre de manière extensive et

systématique le programme minimum de la révolution agraire et, simultanément, intensifier les campagnes visant les principaux piliers du système féodal et semi-féodal dans les provinces et les régions, et étendre et renforcer le pouvoir démocratique du peuple.

Il faut continuer à approfondir la base populaire à la campagne à travers la mise en oeuvre du programme minimum de la révolution agraire, la formation et la consolidation des organisations populaires de base et des organes du pouvoir politique dans les barrios et les communes. Parallèlement, il faut parvenir à une amélioration de la production et des moyens de subsistance des masses, au renforcement de leurs efforts en vue d'améliorer leur moyens d'existence et de résoudre leurs problèmes quotidiens ; il faut développer leur capacité à se défendre eux-mêmes et accroître leur conscience politique et leur niveau culturel. Nous devons établir et renforcer le pouvoir démocratique et le contrôle du peuple sur des zones rurales sans cesse plus vastes - des régions montagneuses aux plaines - et préparer avec détermination les conditions de la réalisation de la réforme agraire.

En même temps, le mouvement paysan révolutionnaire doit développer au maximum son champ de pouvoir et d'influence en augmentant le niveau des campagnes et des luttes antiféodales coordonnées et en avançant des campagnes politiques extensives de caractère antifasciste et anti-impérialiste. Nous devons donner vigueur aux campagnes et aux luttes antiféodales aux niveaux provincial, régional et interrégional et viser les principaux piliers de l'exploitation et du pouvoir féodal et semi-féodal. Un tel niveau de lutte requiert une combinaison adéquate de forces et de luttes - légales et illégales, armées et non-armées - des masses paysannes. Il faut de la ténacité au combat, le plus possible de forces mobilisables et de sources de soutien - par des moyens directs et indirects - et l'espace suffisant pour mener des manoeuvres légales.

Nous devons sans cesse défendre le maximum des zones touchées directement par le travail populaire et par les organisations populaires ainsi que garantir le plus large espace de manoeuvre aux unités de l'armée du peuple. Nous devons accorder une attention particulière à notre expansion dans les plaines et le long des principales voies de communication, spécialement parce qu'elles sont la cible des opérations d'«étranglement graduel» de l'ennemi. Le mouvement révolutionnaire populaire doit effectivement englober des provinces entières et de grands morceaux de régions.

Le développement d'une base populaire large et bien enracinée à la campagne est décisif pour impulser et faire progresser la guerre populaire dans la voie du mûrissement de la défense stratégique. C'est la condition la plus importante pour faire avancer la guérilla de manière extensive et intensive, pour développer les composantes d'une guerre militaire mobile et préparer les conditions politiques, culturelles, logistiques du niveau stratégique supérieur et de la victoire totale. En développant le mouvement populaire à la campagne - c'est le mouvement populaire principal dans la révolution démocratique du peuple - nous constituons la force la plus importante susceptible de faire avancer sur tous les fronts la lutte anti-impérialiste, antiféodale et antifasciste et pour soutenir les soulèvements populaires au moment où le système dominant sera secoué par des convulsions.

Le mouvement paysan révolutionnaire sera confronté à des tâches et des luttes majeures dans les années 90. Il dispose d'une base suffisante pour remporter de plus grandes victoires et apporter une contribution plus importante à la révolution démocratique du peuple. Ce ne sera pas facile. Ceci nécessite une lutte dure et résolue et une attention suffisante au développement de diverses conditions. Ceci nécessite aussi la rectification des faiblesses et des erreurs et la résolution des problèmes qui ont longtemps été un frein à la progression rapide du mouvement paysan révolutionnaire.

Tâches particulières pour faire progresser le mouvement paysan révolutionnaire

1. Nous étendre en direction des concentrations de population et des principaux centres d'exploitation féodale ou semi-féodale.

Le nombre actuel de barrios et de terrain couverts par le mouvement paysan permet la flexibilité et procure suffisamment de champ de manoeuvre aux unités de l'armée populaire.

Cependant, au cours des dernières années, on a assisté à une réduction considérable du nombre de ces barrios dans les plaines et les zones de faible altitude. Aujourd'hui, près de 80 % du nombre total de barrios sous contrôle ou influence révolutionnaire sont situés en zones montagneuses.

Face aux coups et aux assauts de l'ennemi au cours des dernières années, le mouvement populaire dans les barrios en zones montagneuses s'est bien maintenu alors qu'un grand nombre de barrios ont dû être abandonnés dans les plaines et le long des principaux axes de transport. En outre, la plupart des zones nouvellement conquises ou récupérées l'ont été en régions montagneuses.

Bien que ceci soit naturel, certaines faiblesses internes ont joué un rôle. Des reculs résultant de fautes dans la formation et le développement de cadres et de militants déployés dans le travail de masse se sont plus souvent produits ou ont eu des conséquences plus profondes dans les plaines. Là, ainsi que dans les zones de fronts de guérilla, on commet aussi parfois des erreurs (négliger de s'étendre, par exemple) parce que les cadres dirigeants et le gros des forces se préoccupent davantage d'installer la machinerie du pouvoir, de mettre en oeuvre la réforme agraire et de consolider les bases de la guérilla à des niveaux dépassant ce qui est généralement nécessaire pour le développement des fronts de guérilla. Dans de nombreuses régions, il y a quelques problèmes dans la manière de concevoir les tâches et les méthodes du mouvement révolutionnaire dans les plaines.

Nous devons accorder une attention particulière à l'expansion et à la reconquête dans les plaines et les basses terres. Bien qu'il y ait là de l'espace suffisant pour les manoeuvres des unités de l'armée populaire, l'abandon ou le rétrécissement excessif de nos zones d'influence dans les plaines et les basses terres a aussi entraîné, dans certaines régions, une diminution significative de la base populaire, un affaiblissement des liaisons avec les centres de population, une réduction de l'espace de manoeuvre politique et des difficultés dans le flux de communications et l'approvisionnement entre les fronts de guérilla et la campagne et les zones urbaines.

Le contrôle effectif des plaines, des côtes et des zones situées le long des grand-routes - à l'exception des zones montagneuses et forestières - accroîtrait la capacité de manoeuvres politiques du mouvement de masse et, de la sorte, entraverait l'objectif d'«étranglement graduel» du gouvernement Aquino-USA - qui est de chasser les forces révolutionnaires des concentrations de population pour les repousser dans des zones relativement peu peuplées et les acculer ainsi à une bataille en situation purement militaire.

Un tel contrôle servirait aussi à préparer la poursuite de la lutte antiféodale, antifasciste et anti-impérialiste. Le mouvement paysan révolutionnaire doit atteindre et se lier au plus grand nombre dans les zones rurales. Et il doit renforcer sa position dans les zones qui sont les piliers de l'ordre féodal et semi-féodal. Les plaines sont essentielles pour des menées intensives et extensives de guérilla. Elles sont aussi nécessaires pour préparer les conditions d'avancement de la guerre régulière mobile.

La nécessité de s'étendre en direction des zones fort peuplées du pays ne diminue en rien la valeur des zones intérieures ou forestières, qui constituent les arrières du mouvement paysan révolutionnaire. Nous devons travailler continuellement au renforcement du pouvoir politique démocratique, du mouvement de masse et de la lutte armée dans les zones intérieures et forestières. Cependant, nous devons nous étendre vers les plaines de manière à acquérir la flexibilité et la capacité de manoeuvre maximales que nous procure le travail dans des terrains différents. De la sorte, nous renforcerons les forces révolutionnaires dans leur globalité.

S'étendre en direction des plaines ne sera pas facile étant donné l'état d'alerte des forces régulières et paramilitaires des AFP ainsi que la présence en nombre et en force de l'ennemi de classe en ces lieux. Mais l'exploitation féodale et semi-féodale y est intense et la population est pauvre. L'aspiration du

peuple à résoudre ses problèmes ne peut pas être réprimée par les militaires, par le gouvernement réactionnaire, les propriétaires terriens, les commerçants-usuriers ni les grandes sociétés agro-alimentaires.

S'étendre en direction des plaines ou y reconquérir des zones nécessite la combinaison de différentes méthodes d'organisation - légales, semi-légales et illégales. Cela implique que nous fassions preuve de flexibilité dans nos méthodes : on peut faire usage d'équipes d'expansion armées et d'unités de propagande armées ainsi que d'organisations légales basées dans les villes ; il y a aussi des cas où les cadres du Parti peuvent être utilisés dans des agences du gouvernement réactionnaire ou dans des bureaux de certaines institutions influentes. La sphère de manœuvres légales est assez ample pour nous permettre d'atteindre, d'organiser et de tenir les masses en éveil tout en assurant la sécurité de nos forces et de notre travail. Il est utile que des alliés du mouvement paysan puisse lui procurer une couverture ou un soutien.

Lors de notre extension, il faut faire converger deux objectifs : développer des fronts de guérilla adjacents et des fronts de guérilla éloignés mais faisant partie de zones prioritaires sélectionnées au préalable. En ce qui concerne l'expansion dans les plaines, il peut y avoir des zones rouges, rases ou blanches, présentant des niveaux de consolidation différents, des niveaux et des formes de contrôle et d'initiative populaires différents, ayant leur propre combinaison d'organisations et d'activités déclarées ou clandestines, armées et non armées.

En développant de manière coordonnée le mouvement de masse, la guerre de guérilla et les éléments de guerre régulière mobile, il est possible d'avoir, en différentes places et en différentes occasions, des équilibres différents de travail et de luttes armées et non armées, légales et illégales. En terrain montagneux ou forestier servant de base et d'arrière à des groupes relativement important ou à de grandes unités de guérilla de l'armée du peuple, le travail militaire et les offensives militaires peuvent se faire à relativement grande échelle. Il est aussi possible, sur cette base, d'y installer des organes du pouvoir politique et de systématiser et développer la production et les moyens d'existence des masses sous l'autorité révolutionnaire. Dans l'ensemble, la situation militaire et le travail militaire devrait prédominer tout en développant, simultanément, diverses campagnes de masse, en maintenant des relations avec des actions de masse légales et ouvertes, et en se ménageant des occasions de les rejoindre et de les utiliser.

Dans les plaines et les basses terres fort peuplées, nous continuerons à développer de manière extensive et intensive la guérilla et le mouvement de masse, bien que, de temps en temps, les unités principales de l'armée du peuple puissent aussi mener des actions en ces lieux. Une situation généralisée de guérilla intense devra prévaloir mais, pendant une période relativement longue, il y aura des recouvrements, des chevauchements de plusieurs forces; différentes zones d'opération et d'influence se recouperont, il y aura des modifications de frontières et certaines zones de contrôle seront élargies. Nous devons adapter à une telle situation les formes, les méthodes et les procédés destinés à maintenir le pouvoir politique démocratique et le mouvement de masse révolutionnaire, tout en renforçant continuellement la base populaire et en consolidant la zone la plus large possible. Les actions et les luttes armées dans ces zones devront être développées sur base des tâches d'expansion et d'approfondissement de la base populaire et au service de celles-ci.

2. Promouvoir de larges luttes agraires dans des zones plus étendues

Des millions de paysans ont déjà tiré profit des luttes antiféodales et c'est la raison principale du soutien populaire résolu dont bénéficie le mouvement révolutionnaire, en dépit du terrorisme fasciste des AFP et autres réactionnaires. Mais de grands efforts sont encore nécessaires pour mieux soutenir et accroître le niveau général des luttes paysannes.

Alors que les luttes en faveur du programme minimum de la révolution agraire sont extensives et sont toujours en cours, on remarque que, dans de nombreux barrios, celles-ci ne sont pas soutenues et qu'on

n'entreprend pas l'amélioration de la production, la consolidation politique et organisationnelle ni l'amélioration du travail culturel. La raison principale de cette lacune, ce ne sont pas les opérations de l'ennemi, bien qu'il soit naturel que des problèmes surgissent dans des zones où l'ennemi concentre ses forces. Une grande partie du problème résulte d'un manque d'attention et de planning, d'un manque d'effort d'organisation des masses, et de fautes dans la formation des cadres et des militants spécialisés dans ce genre de travail.

En général, les campagnes antiféodales qui sont entreprises actuellement le sont au niveau du barrio. Habituellement, on entreprend des campagnes simultanées impliquant des barrios voisins, bien que les objectifs et les méthodes de lutte soient fixés au niveau du barrio. Il existe une coordination à un échelon supérieur au barrio, mais celle-ci se limite essentiellement à établir le niveau général des réformes à combattre et à fixer le moment du lancement de la lutte. Dans quelques zones seulement, ont eu lieu des campagnes et des luttes antiféodales coordonnées et lancées directement à un niveau supérieur à celui du barrio. Et dans des zones plus rares encore, de telles campagnes et luttes ont été soutenues. Les campagnes antiféodales coordonnées à un niveau supérieur au barrio sont nécessaires pour lancer et faire progresser des luttes importantes, visant des problèmes ressentis et dénoncés par les masses en de nombreux endroits, spécialement dans les plaines. Le plus important de tous ces problèmes est l'exploitation des gens par les commerçants-usuriers. Un autre est l'exploitation des masses - et les problèmes qui lui sont liés - dans les plantations, les haciendas et les circuits commerciaux. Il faut encore ajouter à cela les politiques et les programmes du gouvernement réactionnaire auxquels il faut résister et qu'il faut combattre ; le besoin des masses d'être secourues face à la crise intense dans la campagne, la désorganisation de la production, les catastrophes et les ravages causés par les AFP.

Ces luttes sont aussi nécessaires pour soutenir des campagnes à l'échelon du barrio, comme la réduction du loyer de la terre, le relèvement des salaires des ouvriers agricoles et l'amélioration de la production. La réduction du loyer de la terre et l'augmentation des salaires des ouvriers agricoles sont des revendications liées à lutte pour une augmentation des prix des produits agricoles, pour un abaissement des prix des inputs agricoles, pour un crédit suffisant à des taux d'intérêts raisonnables, pour un subside gouvernemental et pour un redressement rapide de la production en période de bouleversements importants.

Le besoin existe depuis longtemps de donner au mouvement paysan une forme et une présence plus affirmée dans les localités, entre les luttes à l'échelon du barrio et les appels et actions de protestation au niveau national. Les recherches sociales et les analyses de classe des territoires, régions et provinces ont été achevées et sont utilisées comme base pour la formulation de programmes concrets pour les luttes paysannes dans les localités. Nous avons mis en place un mouvement de masse large et puissant. Maintenant, il est possible et nécessaire de renforcer les campagnes paysannes locales, de les faire soutenir davantage, de leur conférer une orientation plus définie, un impact politique plus grand, de les orienter davantage sur les principaux piliers de l'ordre féodal et semi-féodal.

Dans l'ensemble, le mouvement paysan s'en tient au niveau de l'application du programme minimum de la révolution agraire. Dans certains endroits et dans certains cas privilégiés seulement, il est possible et judicieux de mettre en oeuvre le programme maximum de confiscation et de distribution de terres, en fonction de la force globale atteinte par le mouvement révolutionnaire dans la région. En général, il est possible de développer de nombreux types et formes de luttes paysannes de portées diverses de manière à créer les conditions d'une amélioration de la production et d'une expansion vigoureuse et générale du mouvement de masse et des luttes révolutionnaires à la campagne.

Tout en développant et en intensifiant les luttes antiféodales, nous devons nous méfier d'une avancée hasardeuse et prématurée, d'une intensification des affrontements et d'un accroissement prématuré des niveaux de demandes. Nous devons suivre fermement la ligne de classe du front uni antiféodal et la situer dans le contexte du front uni national.

3. Mettre en place des organisations paysannes révolutionnaires dynamiques au niveau des villes, des districts et des provinces.

Une organisation paysanne révolutionnaire, dynamique et militante concentre la force des masses paysannes. Elle est aussi un véhicule leur permettant de lancer leurs différentes campagnes et luttes d'une manière soutenue.

Le Pambansang Kalipunan ng Magbubukid (PKM-National Union of Peasants) est l'organisation démocratique nationale des masses paysannes. Il regroupe aussi des organisations démocratiques nationales de pêcheurs et de travailleurs agricoles. Actuellement, des bureaux du PKM existent au niveau des barrios et un grand nombre au niveau des villes.

Le «Guide for Solid Organizing» nous a permis de mettre en place des organisations paysannes ayant une large base de membres et un noyau de militants et de cadres fiables. Nous continuons à reconnaître la justesse et l'opportunité fondamentales de ce guide. Ce que nous devons résoudre, ce sont les fautes et les problèmes provenant de la mise en oeuvre de ce guide par des cadres dont le niveau de formation au travail de masse est inadéquat. Pour ne citer que quelques-uns de ces problèmes : déviations par rapport à la politique des classes dans la mise en place d'organisations, dépendance excessive à l'égard du cadre responsable de la guidance, incapacité à développer l'initiative de l'organisation de masse et retard dans la formation d'organisations de masse à part entière.

Dans de nombreux endroits, il existe une tendance notoire à maintenir longtemps en place de petits groupes ou cellules clandestins, sans identité organisationnelle claire. Habituellement, les paysans sont seulement conscients de leur appartenance à un groupe organisateur (OG) ou à un comité organisateur (OC) et non pas de leur appartenance au PKM. La structure et le programme pi us large du PKM ne les atteint pas. Les masses paysannes ne ressentent pas le mouvement et le dynamisme de l'organisation dans son ensemble. Souvent, une raison primordiale de ce style d'organisation est la sécurité face aux attaques fascistes perpétrées par les AFP sur les masses révolutionnaires. Néanmoins, il est important de favoriser l'organisation des paysans et de développer, parmi les masses paysannes, la conscience que leur force provient de leur unité au sein d'une organisation.

La vie organisationnelle peut être renforcée sans compromettre la sécurité face aux assauts impitoyables de l'ennemi. Une manière est d'avoir recours à une couverture ouverte et légale pour des activités clandestines ou illégales. Une autre est de combiner les activités de groupes et les rencontres secrètes avec des conférences fréquentées par tous les membres de l'organisation ou par certains de ses représentants.

Les statuts et le programme du PKM ainsi que son organe de presse doivent être propagés et le peuple doit être encouragé à écouter Radio Sierra Madré partout où elle existe. Les comités de barrio et les conseils urbains doivent aussi formuler et mettre en oeuvre des programmes politiques, organisationnels et éducatifs concrets. Les mobilisations de masse auxquelles nous sommes habitués, comme celle pour l'installation de la New People Army, pour le travail de renseignements, pour les contributions dans l'entretien des cadres et combattants à temps plein et pour des sessions d'éducation périodiques, devraient être transférées à ces comités et conseils et incorporées dans leurs programmes. En assurant aux masses paysannes une solide emprise sur ces activités, on jettera les bases d'une relation et d'une coopération dynamique parmi les membres et les dirigeants de l'organisation paysanne et on garantira le soutien de ces activités.

En période d'assauts intenses de l'ennemi, on peut procéder aux ajustements qui s'imposent dans la structure et les méthodes de l'organisation pour garantir que des relations seront maintenues avec les membres et les activités tout en assurant la sécurité. On peut donner plus d'importance au rôle et aux activités de petits groupes qui fournissent une couverture légale, comme par exemple une association de production ou une organisation ayant les faveurs du gouvernement réactionnaire.

D'autres organisations de masse - organisations de femmes, de jeunesse, associations culturelles et autres - doivent être développées en accord avec le PKM. Il faut encourager leur sens de l'initiative et leur créativité dans le développement de leurs organisations et de leurs activités.

La valeur du mouvement et des organisations paysannes légales ne fait plus l'objet d'un débat. La pratique a démontré que le mouvement et les luttes paysannes légales sont essentielles et s'intègrent à l'ensemble du mouvement paysan révolutionnaire. Le rôle des organisations paysannes légales continuera à gagner en importance lors du processus d'expansion et de consolidation du mouvement paysan révolutionnaire et lors de la mise en oeuvre de campagnes et de luttes de masses.

Saisissons résolument les occasions légales d'organiser les paysans et de développer leurs luttes! Un centre national, légal, du mouvement paysan a été établi dans la seconde moitié des années 70 et des organisations paysannes légales auraient pu être mises en place de manière plus extensive. Mais certains ont alors formulé la crainte de voir le mouvement paysan consacrer excessivement sa force clandestine nouvellement mise en place à des activités légales, et devenir ainsi une cible découverte pour l'ennemi. Après avoir réalisé que des organisations légales pouvaient être mises en place, on a fait l'expérience de la liquidation ou du «gel» d'organisations de masse légales précédemment fortes, dans les endroits proches des fronts de guérilla.

En général, on peut encourager les organisations légales de masse, à la campagne, à jouer un rôle plus important, d'une manière plus créative.

Mais nous devons aussi nous méfier de la tendance opposée, tout aussi erronée. Certaines expériences ont eu lieu, comme par exemple: délaissier des organisations clandestines en faveur du travail au sein d'une organisation légale existante, ou encore mettre dans le même panier toute notre base rurale, soi-disant pour montrer au public toute notre force. Les organisations légales de masse doivent apprendre à régler leurs activités d'une manière adaptée à leur caractère, particulièrement au milieu de luttes armées intenses du mouvement paysan. La coordination plus serrée entre forces et luttes légales et illégales entraîne certaines difficultés pour les organisations et les luttes légales mais leur procure aussi certains avantages. En général, la manière correcte de procéder est de ne pas faire connaître aux organisations légales l'entière de notre base populaire, tout en encourageant son entière participation aux luttes légales de masse et en accordant aux organisations légales des occasions suffisantes de se renforcer et en les encourageant à engager des luttes.

4. Mobiliser plus largement et de manière plus soutenue les masses paysannes pour la lutte armée.

Le mouvement paysan révolutionnaire et la lutte armée ont été intimement liés depuis le tout début. Leur croissance et leur développement ont été de pair. Nous faisons avancer le mouvement paysan de manière à éveiller et mobiliser les masses rurales pour la guerre révolutionnaire. D'autre part, la lutte armée sert à garantir la réalisation de la réforme agraire comme composante principale de la révolution démocratique et à consolider la force révolutionnaire et le pouvoir politique des masses paysannes.

Au stade final de la défensive stratégique, le moteur du développement futur de toute la lutte à la campagne sera la combinaison de menées de guérilla extensives et de luttes massives et profondes des masses. Les composantes de l'armée régulière mobile, qui sont en train de se développer, assumeront un rôle important, à mesure que nous étendons et renforçons les conditions d'une avance maximale au stade ultérieur. Au moment où le système dominant sera touché par des convulsions, il peut y avoir convergence des facteurs conduisant à des soulèvements populaires.

La tâche du mouvement paysan révolutionnaire est de soutenir la lutte armée et de lui garantir un soutien politique large et puissant. Les masses paysannes doivent être tenues en éveil et mobilisées pour soutenir et participer à la lutte armée. Il relève de la responsabilité du mouvement paysan de former des cadres et des combattants pour la lutte populaire, d'être attentif aux besoins matériels et

logistiques de la lutte armée, de participer au travail de renseignement, de rejoindre les milices populaires, de soutenir les actions armées de la NPA et de prendre soin des familles des combattants de la NPA. Les cadres de l'armée populaire doivent aider les organisations de masse à entreprendre une formation militaire et à mettre en place des unités d'auto-défense.

Si le militantisme et l'esprit combatif des masses sont maintenus, ils peuvent contribuer activement à déjouer les campagnes et les opérations militaires des AFP. Les campagnes et les actions de masse contre la militarisation et les primes fascistes des AFP servent non seulement à défendre les intérêts des masses mais aussi à contrecarrer ou écourter les campagnes et les opérations militaires de l'ennemi. Les membres des organisations révolutionnaires de masse doivent aussi être sollicités pour prêter main forte au travail de propagande et autre travail politique parmi les soldats des AFP et les éléments des CAFGU.

5. Poursuivre la mobilisation des masses paysannes dans les luttes antifascistes et anti-impérialistes.

Pour développer largement le mouvement paysan et garantir la justesse de son orientation politique, il faut lier les liens les plus étroits possible entre la lutte anti-féodale et les luttes antifasciste et anti-impérialiste. Les masses paysannes doivent être mobilisées largement pour faire avancer les luttes antifascistes et anti-impérialistes.

Ce sont les masses paysannes qui sont le plus durement touchées par la militarisation et le terrorisme fasciste de la politique de «guerre totale» contre-révolutionnaire du régime Aquino-USA, une politique inspirée par les Etats-Unis. C'est pour cette raison qu'elles ont, potentiellement, le plus grand intérêt à élargir et à intensifier les luttes et les mouvements de protestation antifascistes et qu'elles sont les plus actives dans cette voie. Des campagnes de masse doivent être menées contre les abus fascistes, la militarisation et la guerre totale ainsi que contre la tendance croissante à la restauration totale de l'ordre fasciste et militaire.

La lutte anti-impérialiste s'est intensifiée à l'approche de l'expiration de l'accord sur les bases militaires, en raison de la crise socio-économique aggravée par le service de la dette et autres exigences du FMI et de la Banque Mondiale, à cause du soutien continu des Etats-Unis à la politique contre-révolutionnaire de guerre totale et à l'intervention américaine accrue (dans le but de contrôler et de tirer profit des divisions profondes entre réactionnaires locaux). La lutte anti-impérialiste a gagné en importance dans les luttes politiques et économiques des masses paysannes. Nous devons déployer tous nos efforts pour diffuser autour de nous la propagande anti-impérialiste; nous devons la relier aux campagnes multisectorielles contre les bases militaires, contre les exigences du FMI-BM et l'ingérence américaine. Nous devons démontrer la relation et la responsabilité des impérialistes américains dans l'exploitation féodale et semi-féodale et le terrorisme fasciste.

Le champ des luttes paysannes s'est élargi avec la progression des luttes antifascistes et anti-impérialistes. Les masses paysannes se sont jointes aux alliances et aux campagnes multisectorielles anti-impérialistes, antiféodales et antifascistes.

Le mouvement paysan tire aussi avantage des occasions que lui fournissent les luttes parlementaires, pour créer l'espace politique qu'il lui faut pour se défendre et se renforcer, lui-même et ses luttes.

6. Etablir et consolider les organes politiques du pouvoir, à large échelle et développer le front uni.

Le mouvement paysan met en oeuvre la politique de front uni antiféodal à la campagne, mais aussi celle de front uni national. Cette politique consiste à réaliser l'unité la plus large des classes et des forces révolutionnaires, et à tirer parti des divisions parmi les classes et les forces réactionnaires pour isoler et viser les plus grands jusqu'au-boutistes dans le camp ennemi et les détruire l'un après l'autre.

Dans la lutte antiféodale, le mouvement paysan unit les paysans et ouvriers agricoles pauvres et de la classe moyenne inférieure et repose principalement sur eux. Il tente de gagner à lui les paysans de la classe moyenne et moyenne supérieure et de neutraliser les paysans riches, dans le but de combattre et de renverser le pouvoir de la classe des propriétaires terriens. Le mouvement paysan fait la différence entre les propriétaires terriens éclairés (ceux qui admettent la réforme agraire et suivent les lois du gouvernement populaire) et ceux qui ne le sont pas, de manière à isoler et à porter le coup le plus rude à ceux qui sont forts, despotiques et qui ont le pouvoir.

Le mouvement paysan révolutionnaire s'unit délibérément aux classes et aux forces non paysannes démocratiques et progressistes. Au coeur et à la tête du mouvement, se trouvent les cadres révolutionnaires prolétariens. En reliant la lutte antiféodale aux luttes antifascistes et anti-impérialistes, le mouvement et la lutte paysanne s'unit aux mouvements et aux luttes de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie urbaine et de la bourgeoisie nationale. La coopération entre les paysans et les classes et forces qui lui sont alliées s'est renforcée. La lutte antiféodale progresse donc en accord avec les principes du front uni national et contribue à l'élargissement de celui-ci.

Pendant que nous renforçons les organisations révolutionnaires de masse et les organisations du parti et de l'année populaire, nous construisons également les organes du pouvoir politique, les comités du Front National Démocratique et les groupes clandestins de riches paysans, d'alliés non paysans et de propriétaires terriens éclairés. Ainsi, nous garantissons et nous encourageons la plus large participation et l'initiative des forces démocratiques en faisant avancer la lutte, nous confirmons le pouvoir révolutionnaire, organisons la production et améliorons les moyens d'existence dans les zones de pouvoir et de contrôle révolutionnaire.

Nous devons continuer à étendre et à développer les organes du pouvoir politique démocratique dans les bases de la guérilla. Nous devons améliorer les directives concernant la mise en place d'organes du pouvoir politique en clarifiant davantage les conditions préalables et les étapes dans le développement de leurs structures et de leurs méthodes, leurs pouvoirs et leurs tâches, et leurs relations avec d'autres organisations. D'autre part, nous devons nous méfier de la tendance à fixer des objectifs dépassant nos capacités, la situation générale et le niveau de développement, ainsi que de projets et de désirs trop précoces de créer et mettre en place des structures supérieures distinctes. En développant les campagnes et les projets en vue d'une amélioration de la production, en faveur de la santé, de la littérature, de la culture, nous devons éviter les projets trop ambitieux ou ceux qui sont au-delà de notre capacité actuelle.

Les comités et cellules de la NDF peuvent jouer un rôle important en reliant le mouvement aux classes moyennes, dans les barrios et les villes, et en assurant le plus large soutien des classes moyennes à la lutte armée et aux luttes des masses à la base. En se faisant le porte-parole des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, les associations paysannes recrutent de nouveaux membres parmi les paysans moyens.

Élever le niveau des campagnes antiféodales peut contribuer à situer correctement les luttes avec les paysans moyens et riches - à propos de l'augmentation des salaires et de l'abaissement des taux d'intérêts des prêts dans les barrios - et à éviter une intensification excessive de ces luttes. En combattant l'exploitation par les commerçants-usuriers et en changeant les relations existantes, il faut aussi combattre les tendances gauchistes qui ont pour conséquence de tarir le crédit, de fermer les canaux commerciaux et d'affaires, de causer des dommages à la production et d'intensifier à l'excès les luttes avec les hommes d'affaires, petits et moyens.

Traiter correctement avec des professionnels, des hommes d'affaires petits et moyens, des employés du secteur public et privé, dans les villes et les agglomérations voisines de fronts de guérilla, les organiser activement et les mobiliser sont des activités essentielles au développement des luttes antiféodales au niveau du barrio, du district, de la province et de la région. Les illusions réformistes et le culte d'Aquino parmi les classes moyennes dans les centres urbains appartiennent au passé. La mise en

lumière du véritable caractère réactionnaire d'Aquino et l'aggravation rapide de la crise créent d'excellentes conditions pour un renforcement de notre travail politique parmi les classes moyennes et pour le développement de différents niveaux et champs de coopération avec elles.

Outre l'organisation de luttes démocratiques et progressistes propres aux classes moyennes, des alliances et des campagnes multisectorielles sont nécessaires si l'on veut les atteindre et les attirer à nous. Il faut renforcer le travail de propagande dans leur direction. Nous devons clarifier continuellement à leur intention le programme et la politique du mouvement révolutionnaire et répondre à toutes les questions qu'elles nous posent à ce sujet. Les efforts du mouvement révolutionnaire en vue d'organiser les classes moyennes et d'engager le dialogue avec elles sont d'autant plus importants que la guerre s'intensifie et que les réactionnaires et les réformistes conspirent pour semer le désordre parmi les forces moyennes, pour les détourner du mouvement révolutionnaire et, pire encore, pour les amener à le combattre.

Les occasions de tirer parti des divisions parmi les réactionnaires, au niveau national et au niveau local, sont légion. Depuis la lutte contre la dictature fasciste de Marcos, les divisions et les ruptures se sont multipliées parmi les réactionnaires, surtout dans les localités, ainsi que leurs méthodes et leurs champs d'action. Les occasions ne manquent pas de tirer profit de ces divisions, pour neutraliser certains d'entre eux, pour concentrer le tir sur d'autres et pour obtenir, immédiatement ou indirectement, un avantage en faveur des objectifs défensifs ou offensifs du mouvement révolutionnaire. Le mouvement paysan doit être ouvert, à l'affût et prompt à s'emparer de telles occasions, sans négliger de prendre garde dans ses actions à l'égard des réactionnaires.

7. Accroître la conscience politique des masses paysannes et renforcer le travail de propagande et d'éducation parmi elles.

Le travail d'éducation politique et de propagande parmi les masses paysannes est une condition préalable importante pour développer la force des masses paysannes et les préparer à des luttes majeures.

Le travail d'éducation parmi les masses paysannes n'a pas été poursuivi. Les études n'ont pas dépassé le stade de cours limités. Dans ces cours, les discussions ne sont pas suffisamment élaborées et ne se basent pas sur l'expérience concrète des masses paysannes. La tendance existe de réduire ces cours aux préoccupations des paysans et d'éviter la discussion de la situation nationale et du programme de démocratie nationale. Ce qui manque moins, par contre, ce sont les études des principes du socialisme - déjà développées au stade national-démocratique de la lutte, au niveau de la perspective socialiste des masses paysannes et de la révolution nationale démocratique.

Pendant ce temps, les masses sont imprégnées d'analyses erronées de la situation, d'idées erronées sur la lutte révolutionnaire. Celles-ci se sont répandues depuis que la clique d'Aquino a accédé au pouvoir, en raison de certaines erreurs et manquements de notre part ainsi que de la propagande agressive des réactionnaires et des réformistes.

Nous devons faire en sorte que le programme national démocratique et la révolution agraire soient bien compris et soutenus par les masses paysannes. L'éducation politique peut devenir plus efficace, mieux orientée vers les masses et plus rapide si l'on utilise au maximum les possibilités légales ainsi que des formes et des méthodes d'étude variées. Nous devons utiliser davantage les lectures, les programmes radio, les séminaires mobiles, les dias, les vidéos, les débats et autres. Nous devons tirer profit de l'abondance de matériaux qui peuvent être utilisés pour l'étude et des institutions et organisations qui peuvent répondre à ce besoin.

La clandestinité ne doit pas être un obstacle à la propagande légale et à l'éducation parmi les leaders et les membres du PKM. Elle ne doit pas non plus les empêcher de se tenir informés des affaires courantes ni des questions qui concernent le mouvement paysan et le pays tout entier. Il faut remédier

à la situation dans laquelle seules les forces qui travaillent dans la légalité sont touchées par l'information sur les événements et les questions qui concernent les paysans et le pays.

L'appareil de propagande et de travail culturel à la campagne doit être mis en place et renforcé. Il est un prolongement du travail éducatif et un instrument puissant pour élever la conscience politique et soutenir le militantisme des masses paysannes. Il faut mettre en place un appareil permettant une propagande à grande échelle, soutenue et facilement compréhensible parmi les masses. Il faut aussi mettre en place un appareil permettant la diffusion d'émission de radio et de publications illégales tout en utilisant tous les accès possibles aux médias légaux.

Un appareil de propagande puissant est essentiel pour diriger les masses dans leur ensemble et d'une main ferme.

8. Développer un appareil puissant et profondément enraciné pour faire progresser le mouvement paysan révolutionnaire.

Actuellement, plusieurs milliers de cadres et de militants d'avant-garde du parti et quelques dizaines de milliers de militants paysans constituent la colonne vertébrale du mouvement paysan révolutionnaire. Pour faire progresser résolument le mouvement paysan à un niveau supérieur et pour fournir des dizaines de milliers d'hommes supplémentaires à l'armée populaire et aux autres axes du travail révolutionnaire, nous devons produire, entraîner et développer des dizaines de milliers de cadres et des centaines de milliers de militants paysans supplémentaires, et mobiliser un grand nombre de militants et de cadres des zones urbaines pour qu'ils se déploient dans la campagne.

L'encadrement actuel du mouvement paysan constitue une base suffisamment forte pour étendre et renforcer le mouvement de masse. Les cadres du mouvement paysan sont généralement de bon niveau et ils ont été trempés dans la lutte. Néanmoins, il est nécessaire d'élever leur niveau théorique, leur conscience politique et leurs capacités de diriger. De plus, il est nécessaire de produire et d'entraîner des cadres supplémentaires en provenance des localités. Les cadres provenant des localités sont importants pour renforcer nos liens avec les masses et pour accroître notre flexibilité lorsque nous sommes confrontés aux assauts intenses de l'ennemi. L'affectation d'un grand nombre de militants et de cadres de l'intelligentsia, associés à des cadres locaux issus de la paysannerie, est également importante. L'éducation, l'entraînement et l'encouragement au travail théorique accusent un grand retard. Il faut déployer des efforts énergiques pour résoudre ce problème. Les comités dirigeants du Parti au plus haut niveau doivent s'attaquer résolument et directement à ce problème.

De sérieux problèmes se posent également dans l'accompagnement temporaire et le contrôle occasionnel des cadres. Certains montent en grade et se voient confier des responsabilités plus importantes mais on n'assure pas à leurs remplaçants la formation nécessaire. Il en résulte un tiédissement de la qualité des cadres affectés au travail de masse ainsi que de la direction du mouvement paysan. Dans de nombreux endroits, des erreurs et des manquements du passé se sont reproduits, certains entraînant notamment des violations des principes fondamentaux du travail parmi les masses, telles que l'autoritarisme, le relâchement de l'autorité et le suivisme.

Une réduction relativement sensible du nombre de nos cadres s'est produite dans le courant des dernières années, en raison des pertes subies et du manque d'enthousiasme en ces temps de difficultés. Les erreurs commises dans l'entraînement, l'accompagnement et le développement idéologique des cadres sont largement dues à cet état de choses. Prenez par exemple les préjugés et la confusion causés par les excès lors des campagnes contre l'infiltration. Nous devons tirer profit des leçons de ces expériences.

Tout en améliorant le travail de formation et d'éducation, nous devons renforcer le leadership du Comité du Parti sur les forces affectées au travail de masse. Nous devons aussi étendre le système qui consiste à associer des cadres anciens et nouveaux de manière à améliorer la qualité du travail de

masse et augmenter les connaissances et l'aptitude des cadres. Les cadres dirigeants et les plus anciens doivent consacrer assez de temps à accompagner et guider les cadres et les comités aux niveaux inférieurs. Ils doivent aussi diriger les campagnes en vue d'améliorer le style de commandement et de propager la ligne des masses.

Nous devons aussi étendre et développer le travail d'éducation en direction des militants. En renforçant l'initiative des organisations de masse, nous espérons bien produire et développer des militants en grand nombre.

En améliorant la quantité et la qualité des cadres et des militants, nous entreprenons des tâches qui font partie ou qui sont directement liées à la construction du Parti. Nous devons renforcer le Parti sur le plan idéologique, politique et organisationnel. Pour le mouvement paysan, il faut accorder une attention particulière au renforcement des groupes du Parti au sein des organisations de masse, des branches dans les barrios, et des comités du Parti dans les sections, les districts, les provinces et les régions.

Nous devons assurer un équilibre correct dans l'affectation de nos cadres au travail de masse et au travail militaire. Dans certaines régions, des déséquilibres se sont produits, au cours des dernières années, en faveur du travail militaire. Ceci explique le lent développement du travail parmi les masses dans le mouvement paysan révolutionnaire et, en conséquence, la difficulté à soutenir et à développer nos forces armées dans ces régions.

Nous devons réunir une variété de structures opérant clandestinement, légalement, semi-légalement pour être capable de réaliser notre tâche : faire progresser de manière généralisée le mouvement paysan révolutionnaire et nous adapter à des situations et des besoins différents pour faire avancer le travail.

La confrontation derrière les barreaux

(Le combat des prisonniers palestiniens)

Dans les territoires occupés par Israël, un Palestinien peut à tout moment être arrêté et interrogé par les autorités israéliennes.

L'interrogatoire: un combat singulier qui met en lice le prisonnier et son geôlier. Un combat où tous les moyens sont bons: intimidation, corruption, chantage, appel aux sentiments, torture...

Pourtant, devant cet arsenal des prisonniers résistent.

Au nom de milliers de détenus palestiniens, les auteurs, anonymes, de ce document exceptionnel expliquent pourquoi et comment.

La version originale* de ce texte, véritable manuel de résistance, a longtemps circulé parmi les prisonniers palestiniens, maquillée en histoire d'amour. La couverture légèrement suggestive, le titre Love Story, même les premières pages portaient à croire que les prisonniers se consolaient avec un roman à l'eau de rosé.

Sorti clandestinement des territoires occupés, il est à la fois un témoignage des souffrances d'un peuple martyr et une source d'inspiration pour tous ceux qui, partout dans le monde, luttent contre la répression impérialiste.

* La version traduite ici date de 1982. Tous les chiffres relatifs au nombre de Palestiniens morts, emprisonnés ou expulsés sont de la même époque.

1. Introduction

La vie, les révolutionnaires l'aiment par-dessus tout. C'est pour cela qu'ils n'hésitent pas à risquer la leur pour que celle de leur peuple soit digne et libre. La vie dans l'humiliation et la soumission est misérable. C'est cela qu'il faut changer. Les révolutionnaires s'engagent à modifier cette vie et pour ce faire à renverser le pouvoir établi. Dans cette lutte pour la liberté, ils seront en proie aux pires humiliations, aux pires tortures. Ils vont «partir à l'assaut du ciel» et construire l'avenir.

En général, les mouvements révolutionnaires s'opposent à l'appareil de répression du pouvoir. Les militants y résistent et certains deviennent des martyrs dont la conscience est restée propre, car ils n'ont pas trahi leurs camarades, malgré les conditions de détention les plus dures. Alors, la résistance va se développer et s'intensifier. Elle fera partie de la tradition du peuple et amplifiera le mouvement révolutionnaire.

Pourtant, certains craquent. Ce sont les moins endurcis qui tombent, dans des circonstances diverses mais surtout en cas d'emprisonnement et au cours des interrogatoires. Parce que c'est là que va se dérouler le combat entre la liberté et l'esclavage, entre l'espoir et le désespoir, entre la révolution et la contre-révolution.

Comment expliquer l'aveu d'un militant ?

Au dehors, parmi les camarades qui pensaient comme lui, il n'était pas seul, il était soutenu. Mais ici, derrière les barreaux, isolé, sous la dure pression de l'ennemi, sa résistance faiblit. Il commence à penser à lui-même en tant qu'individu et non plus en tant que militant. Il va songer à sauver sa peau plus qu'à ses camarades. Il va se changer en lâche, puis en traître. Et il perdra, sinon sa vie, au moins son honneur et méritera le mépris, même celui de l'ennemi.

Il faut aussi tenir compte du caractère quelque peu arriéré du mouvement, au niveau de la sécurité et de la formation de ses membres. Ceux qui avouent sont le plus souvent des jeunes de dix-sept à vingt ans, qui n'ont ni la préparation ni l'expérience nécessaires à la résistance. Mais il n'y a pas que les jeunes qui craquent au cours d'un interrogatoire. Des militants qui ont beaucoup d'expérience politique ont aussi perdu la bataille. Malgré leur passé et leurs connaissances, ils ne sont pas totalement liés à la lutte. Leur personnalité n'est pas assez forte pour leur permettre de s'oublier eux-mêmes.

Les quatre éventualités auxquelles le militant doit s'attendre

- Devenir martyr : c'est le degré le plus élevé du sacrifice. Notre révolution a vu le sacrifice de 130.000 martyrs pour la lutte nationale dans les quinze dernières années. Ils sont tombés au cours des combats armés en Jordanie ou au Liban, mais aussi dans des opérations de commando dans les territoires occupés. D'autres sont tombés sous la torture au cours des interrogatoires. Soixante-quatorze militants palestiniens sont morts dans les prisons de l'ennemi.

- L'exil : c'est l'arme de l'ennemi pour éloigner les activistes. Plus de 800 Palestiniens ont été expatriés. Ceci, bien entendu en plus des incitations à l'émigration et à l'exode collectif, comme en 1948 et en 1967, et de l'émigration annuelle qui atteint 20.000 personnes (ndlr, chiffres de 1982).

- La clandestinité : c'est le lot de tout militant recherché qui refuse de se rendre pour continuer la lutte. Gaza a une expérience importante dans ce domaine.

- L'emprisonnement : jusqu'à ce jour 110.000 Palestiniens ont connu les prisons sionistes. 7.000 y ont passé dix ans ou plus.

Les circonstances de l'emprisonnement sont diverses. Le militant peut recevoir une simple convocation de l'armée. Il arrive qu'il soit fait prisonnier au cours d'un combat de grande envergure, comme cela s'est passé au Liban. Ou encore, on fait irruption dans sa maison en pleine nuit au cours d'une rafle. A partir de ce moment-là va se dérouler un combat inégal et très dur, car l'interrogatoire est une lutte acharnée dès le départ, pour laquelle le militant aura besoin de tout son courage. Car, d'emblée, l'équilibre des forces penche du côté de l'ennemi. L'arme principale du militant est l'arme morale: sa conviction, sa volonté dans la lutte, sa foi dans la victoire. Les services de renseignements veulent détruire le militant. Us vont l'isoler, l'humilier, le démoraliser, lui faire croire que sa perte est inévitable, que la seule issue est la capitulation.

Les services de renseignements vont utiliser ruses et promesses, auxquelles seuls peuvent croire les ignorants et les naïfs. Mais au dehors, les camarades espèrent que le militant prisonnier tiendra le coup et sera un exemple. C'est à lui de résister à l'égoïsme que l'ennemi tente de faire surgir, de ne pas trahir, de se concentrer sur la collectivité et la révolution, à lui de dépasser les moments de faiblesse et de faire preuve d'endurance.

L'interrogateur sous-estime le militant. Il lui dit qu'il n'est rien, qu'Israël a vaincu 100 millions d'Arabes, que son aveu est imminent. «Tu es entre nos mains, assez d'héroïsme.» Seul un ignorant peut croire que l'aveu le délivrera des griffes des services de renseignements. Dès que les bourreaux ont ouvert une brèche, ils doublent la mise et attendent que tout le mur s'effondre. Mais devant un militant qui ne plie pas, ils commencent à reculer, puis cherchent une autre méthode. C'est le premier signe d'une victoire remportée sur eux. Combien de nos militants ont prouvé qu'ils étaient d'acier ! Des dizaines de milliers ! Kassem Abou A'Ker, Nader Al A'four, A'bed Al Hafiz Zeidane, A'ii Al Jemal, Mohammed Souleimane...

Dans chaque être humain il y a force et faiblesse, courage et lâcheté, capacité de résistance et tendance à la capitulation. Un militant révolutionnaire prêt à sacrifier sa vie sait ce qu'il construit avec ses camarades à travers ses années de jeunesse et ne peut être détruit par une pluie de coups de bâton. La capitulation est un crime, car elle signifie la trahison des camarades, de la révolution et des masses. Mais celui qui est capable de servir la cause de la révolution au moment décisif est un héros.

Les facteurs qui entrent en jeu dans l'interrogatoire et influencent le résultat

D'abord la conviction et les traditions de l'organisation: l'organisation donne à ses militants une culture politique et les forme à son image. Une organisation molle, déstructurée ou sans tradition fournira des militants médiocres. L'intense combat de l'interrogatoire exige des militants solides, conscients, qui connaissent les conceptions et les méthodes de l'ennemi. De nombreux aveux s'expliquent par le manque de maturité politique et de clarté idéologique des militants. Ces dernières années, les organisations ont acquis une plus grande expérience et la résistance s'améliore.

Puis, la personnalité du militant : son degré de conviction, son niveau de maturité, son appartenance de classe vont intervenir. L'interrogateur cherche les points faibles et ceux-ci diminuent avec l'élévation du niveau de conscience, la pratique quotidienne de la lutte et l'expérience de la liaison entre la classe et les masses.

Ensuite, les techniques de l'organisation : son fonctionnement, sa discipline, ses conditions d'admission. Il y a l'organisation politique et l'organisation militaire. Il faut distribuer les tâches en fonction des capacités de chaque militant. L'organisation interne doit être solide. Le laisser-aller peut ronger une organisation et la briser dans les périodes difficiles.

En outre, le caractère de classe de l'organisation : c'est lui qui détermine son idéologie politique et ses techniques organisationnelles. Le détachement bourgeois garde, quel que soit son modernisme, un horizon étroit. La classe ouvrière est plus révolutionnaire et plus habile politiquement. Son avant-garde a fait preuve d'héroïsme sous la torture et a donné des leçons dignes de considération.

Puis, les conditions de détention: le militant qui est pris avec du matériel sur lui (armes, imprimés, archives documentation) se trouve dans une situation plus difficile que celui qui est seulement soupçonné. Sa résistance devra doubler d'intensité.

Finalement, la position du dirigeant: le dirigeant d'une unité assume de nombreuses responsabilités et connaît beaucoup de secrets, ce qui fait qu'il est bien plus exposé que d'autres à la répression. Plus un dirigeant résistera, plus son influence sur ses camarades sera positive. S'il capitule, celle-ci sera négative. Si un dirigeant trahit ses camarades, il est urgent de l'expulser du parti. Mais il ne faut pas croire, comme le voudrait le plan de l'ennemi, que la capitulation d'un responsable reflète celle de tous ses camarades.

Les atouts du pouvoir

L'ennemi sait que l'homme est non seulement un corps mais une volonté et il utilise les méthodes les plus basses pour détruire la volonté collective du peuple palestinien.

La torture n'a pas commencé, comme le pensent certains, avec les interrogatoires, mais le premier jour de l'occupation, en 1967, et même avant. Les sionistes ont entrepris une guerre psychologique contre les masses et les non-militants, bien avant leur incarcération : barrages de contrôle, interdiction de circuler librement, manifestations et défilés militaires, manque de sécurité pour les gens, provocations à la zizanie entre les communautés religieuses, répression sur le plan économique, éducatif, etc. Bref, tous les recours de l'occupation pour épuiser le peuple palestinien, détruire ses forces vitales, par la répression vécue au quotidien, par les plans les plus divers pour faire échouer les efforts collectifs de notre peuple, pour le décourager, tracasseries administratives (permis, cartes d'identité, attestations) pour lui donner l'impression d'être incapable, faible, vaincu.

Cet état de découragement collectif dure depuis des années. Voilà la guerre psychologique de l'occupant contre les masses.

Pour réussir, l'ennemi a besoin de collaborateurs arabes, d'une cinquième colonne, pour semer les rumeurs, répandre la peur, induire en erreur ou faire du bourrage de crâne plutôt que donner de l'information. L'emprisonnement et l'interrogatoire vont notamment servir à recruter de tels agents. Avant d'arrêter un militant, on récolte sur lui des informations: condition sociale, caractère, intelligence, formation professionnelle, etc. Des agents font des rapports. D'autres préparent le matériel pour la torture physique. Chaque aveu arraché est une victoire pour l'ennemi et un tremplin pour pousser le travail plus loin.

Les services de renseignements utilisent toutes sortes de techniques et de moyens physiques et psychologiques, tels l'isolement, le harcèlement, comme on le verra en détail au cours de ce livre. Toutes ces méthodes sont basées sur des théories et des connaissances scientifiques. Le but ? Epuiser physiquement, détruire moralement pour préparer à la collaboration.

Devant cet appareil tout-puissant, comment le militant peut-il tenir ? Grâce à sa volonté et à sa détermination, sa nourriture morale exclusive contre laquelle l'ennemi ne peut rien. Combien de militants qui n'ont pas parlé ont-ils détruit ainsi les moyens et les théories de l'ennemi !

Au cours de l'interrogatoire, l'ennemi cherche à créer une relation à sens unique : il questionne, le prisonnier répond. Il commande, le prisonnier obéit. Car ce jeu est la condition même de l'interrogatoire. Si le militant refuse de répondre, s'il refuse d'obéir, cette condition est annulée.

Si le militant a pu défier l'interrogateur une fois, il pourra le défier plusieurs fois, quelle que soit la durée de l'interrogatoire. Le bonheur - oui, le bonheur - réside dans le fait de ne pas plier devant l'ennemi, de sortir de sa cellule plein d'ardeur, de dignité et de fierté pour devenir un exemple de courage pour l'avant-garde. La seule liberté du militant harcelé derrière les barreaux de sa prison est sa

conscience et son respect de la résistance et de la révolution. C'est dans le sacrifice pour la défense du droit et de la vérité que réside en dernière analyse, sa liberté.

L'heure est venue pour le mouvement national palestinien, avec son cortège d'expériences amères, endurées depuis si longtemps, de quitter le cercle de la terreur pour celui de l'audace. Le refus d'écrire ou de signer une déclaration est un témoignage de résistance qui peut être payé par le sang. Mais de telles déclarations, de tels aveux sont des armes que l'ennemi emploie pour frapper le mouvement national de l'intérieur.

L'interrogatoire est vécu chaque jour par des dizaines de milliers de fils de notre peuple et d'énormes coups ont frappé notre mouvement à cause des capitulations au cours de celui-ci.

L'interrogatoire est une situation que doivent affronter de nombreux militants partout dans le monde et il est possible d'apprendre comment y faire face, comment le mettre en échec.

Le mouvement national palestinien et ses dirigeants ont voulu accorder à l'expérience de l'interrogatoire une attention particulière, l'analyser, afin d'informer les masses et d'aider les révolutionnaires du monde entier à résister et à vaincre l'ennemi dans ce combat singulier extrêmement dur dont dépend l'avenir des mouvements révolutionnaires et de libération nationale.

2. L'interrogatoire : un combat

Le début d'un interrogatoire se fait toujours de manière empirique. L'interrogateur ne connaît pas la psychologie de son vis-à-vis. Pour mener à bien son travail, il devra se baser sur les réactions du détenu et, pour cela, il doit provoquer une entrée en matière, un contact, et observer le comportement, les attitudes du prisonnier afin de les étudier et de les utiliser dans la poursuite de l'interrogatoire.

L'état psychologique, la force intérieure du prisonnier transparaissent dans sa physionomie, les mouvements de son visage, son maintien, sa façon de regarder, de parler, de s'exprimer, à travers ses attitudes et ses réactions spontanées. Mais il est tout à fait possible de maîtriser son expression ou de s'interdire de répondre, de couper court à la conversation que l'interrogateur tente d'établir, ou de donner toujours la même réponse méprisante.

«Je ne sais pas. Cela ne m'intéresse pas.» Ces réactions peuvent dérouter, embrouiller l'interrogateur, car celui-ci doit avant tout trouver un point de départ. Les cas ne sont pas rares où, n'ayant pas réussi à créer ce contact minimum, il dit ouvertement qu'il lui faut une donnée quelconque. «Je veux une déclaration, une accusation. Je veux des renseignements sur l'organisation et je suis prêt à terminer l'interrogatoire. Tout ce que tu as dit jusqu'à présent ne constitue pas une accusation pour laquelle tu seras jugé. Nous sommes convaincus que tu sais beaucoup de choses. Fais-nous un aveu, même s'il est faux et nous te libérerons.» Ils persévèrent ainsi dans leur pression et leur torture jusqu'à obtenir un aveu, même s'il n'est composé que de quelques mots : «Je suis membre d'une organisation». L'interrogatoire se termine quand ils n'espèrent plus rien du prisonnier, mais ceci n'est que la première étape. Ils recommenceront.

L'interrogatoire-combat

Dès que le militant est pris, le combat commence avec l'interrogateur, le but de chacun étant d'obtenir un maximum de résultats, en nuisant à l'autre.

L'interrogateur, pour sa part, sert les intérêts du pôle réactionnaire du combat. Il pratique aussi bien les méthodes douces que la violence pour obtenir des renseignements. Il est formé dans ce but. On exige de lui qu'il réussisse dans sa mission, ce qui implique pour lui aussi une formation idéologique. Il faut qu'il soit convaincu du bien-fondé de sa tâche et de son droit d'appliquer les méthodes appropriées qui

lui ont été enseignées pour arracher le plus de renseignements possible et conduire le militant vers la capitulation.

Le militant, au pôle opposé, est le nationaliste, le combattant pour la liberté, conscient de la justesse de sa cause, avec sa force physique, morale, idéologique, avec la volonté de protéger son parti et ses camarades, avec la conviction profonde de la nécessité absolue de ne lâcher aucun renseignement qui placerait ses camarades dans la position où il se trouve et perturberait le travail de l'organisation. Ses armes principales sont la fermeté et l'endurance, fondées sur la compréhension du combat et la connaissance de la nature de l'interrogatoire, ainsi que sur sa dignité d'homme et sa fierté nationale.

La victoire appartiendra à celui qui a le plus foi en ses principes, en son parti et en son peuple.

Les armes de l'interrogateur

L'interrogateur peut infliger la souffrance. Il peut exposer le prisonnier à la faim, à la soif, à la fatigue, il peut le frapper jusqu'à l'évanouissement, provoquer des fractures, il peut le mettre en croix pendant des heures. Il peut détruire sa maison, confisquer ses biens, le déporter. A travers le militant, c'est toute l'organisation de la résistance qui est visée.

Les armes du prisonnier

Quoi que puisse faire l'interrogateur, il n'est pas capable de délier la langue d'un militant sans le consentement de celui-ci. L'interrogateur ne peut arracher au militant la foi dans sa cause et sa détermination à la défendre. Même dans des conditions très dures, fournir des renseignements est un choix. Il ne peut y avoir d'autre réponse face à l'ennemi que la résistance. C'est un choix héroïque, mais c'est le seul qui puisse apporter la victoire au prisonnier, en tant qu'homme et en tant que militant. Celui qui a su sauvegarder son honneur, celui qui a su protéger son intégrité et mettre à l'abri des coups de l'ennemi ses camarades et son parti, celui-là confirme la justesse de ses principes et de ses convictions et s'affirme en tant que révolutionnaire. Il est un exemple vivant pour les autres, une arme morale nouvelle pour eux. C'est dans son corps, dans sa chair, avec son sang, qu'il fait échouer les plans des interrogateurs, qu'il prouve sa détermination à poursuivre la lutte et sa capacité de défi.

Ces qualités sublimes, cet héroïsme révolutionnaire existent chez tout militant, indépendamment de sa force physique et de ses conditions de vie. L'expérience l'a prouvé : encore faut-il vouloir les utiliser, les manifester, encore faut-il désirer la victoire, absolument. De nombreux militants sans préparation, sans savoir ce qu'étaient les détentions et les interrogatoires, ont été des exemples d'héroïsme. Ils se sont appuyés sur leur seule volonté, leur détermination totale et leur sens de l'honneur.

Il est cependant nécessaire de former les militants, de les préparer à la détention et à l'interrogatoire. Il faut leur montrer des exemples d'héroïsme, souligner les dangers des aveux et de la collaboration, pour eux-mêmes et pour le mouvement national, pour les masses et pour la révolution. Cela leur apportera une capacité accrue de résistance et de défi pendant les interrogatoires. Il faut leur faire connaître les méthodes et les ruses de l'ennemi pour qu'ils soient à même de continuer le combat face à l'interrogateur. Le militant sera touché physiquement, mais restera intact moralement, parce que le moral ne s'appuie pas sur le bien-être physique mais sur la préparation au combat. Il s'agit de surmonter les provocations. Au cours des séances, le militant acquiert de l'expérience. Il nourrira son combat de l'étape précédente où il a résisté. Sa première heure de résistance va accroître sa volonté de lutte pour ce qui va suivre. Un proverbe dit : «Il y a une heure entre la victoire et l'échec». L'endurance se développe en même temps que la préparation au sacrifice. C'est ainsi que l'on évite la capitulation. La résistance et la fermeté sont les qualités des militants formés par le parti révolutionnaire.

La capitulation

C'est un état de faiblesse, un échec, une démission. Et c'est par conséquent la victoire de l'interrogateur qui va conduire le militant à la collaboration. Consciente ou non, c'est une trahison que de fournir des renseignements ou de révéler des secrets. Cela signifie l'abandon des camarades, du parti et de la révolution. Au cours de ces interrogatoires l'ennemi cherche à recruter ses agents, qui vont ensuite s'infiltrer dans les rangs des forces révolutionnaires. La capitulation conduit à l'aveu. On donne un renseignement, sous prétexte d'en finir avec l'interrogatoire. Fumer une cigarette, prendre un thé transforme soudain le cauchemar en bien-être. Pour quelques instants. Ensuite l'interrogateur va reprendre la torture. Pour s'assurer d'abord que le prisonnier a tout dit. Et quand c'est fait, la torture va continuer, pour exploiter la victoire, et elle se poursuivra avec les camarades qui ont été dénoncés ou pour que le capitulard témoigne devant eux pour les convaincre de trahir.

La capitulation survient surtout parmi ceux qui se concentrent sur eux-mêmes, sur leur intérêt immédiat et leur délivrance personnelle. Ceux-là, les interrogateurs réussissent à les soustraire à la révolution.

Il est tout à fait possible d'éviter la capitulation, comme l'ont prouvé des milliers de militants qui l'ont vue de très près, ainsi que certains qui ont fourni une partie des renseignements en parvenant tout de même à protéger l'essentiel malgré les tortures. Cela signifie qu'ils auraient pu tenir le coup pendant tout l'interrogatoire, comme ils l'ont d'ailleurs reconnu eux-mêmes. Il n'y a aucune justification à cela. C'est de la naïveté. Certains, après avoir constaté les dégâts des aveux sur eux-mêmes et pour la révolution, sont revenus en arrière et ont annulé leur déclaration. La capitulation, c'est un état d'acceptation de l'ennemi, d'obéissance, de collaboration du militant. On le questionne, il répond. On le gifle, il tombe à genoux. Il accepte de perdre sa personnalité, de renier ses convictions et devient un agent avili qui respecte le pouvoir de l'occupant, en raison de sa propre soumission. Il refuse l'humiliation des coups et défend une prétendue dignité en y mettant fin. Alors que la seule dignité du militant, c'est le silence. La cigarette, la chaise, le thé, il va les payer d'années de prison, et les camarades dénoncés seront les martyrs involontaires de ce petit répit.

Beaucoup ont tenté de justifier leurs aveux : manque de résistance à la douleur. Injures qui ont touché leur honneur personnel ou celui de leur famille au plus profond d'eux-mêmes, d'autres n'ont pas pu jurer sur le Coran à cause du mensonge interdit par la religion. Pour un autre, c'est la menace de toucher à sa sœur, à sa femme ou à sa mère. Un autre encore a avoué lorsqu'on lui a demandé de se déshabiller. Leurs aveux ne leur ont pas épargné la prison et ses horreurs.

Les capitulations sont la détresse du mouvement national dans son ensemble. C'est l'arme la plus forte que l'ennemi puisse employer pour détruire, pour déchieter le mouvement national palestinien. Les aveux ont causé l'emprisonnement de milliers de militants et la répression à l'égard de leur famille. Ainsi, on trouve dans les prisons sionistes des dizaines de gens attrapés d'un seul coup, voire une cellule entière anéantie, des réseaux entiers démantelés. A cause d'un capitulard.

Quelles sont les raisons de la capitulation ?

1) L'amateurisme et la tiédeur dans l'engagement : de nombreux militants ne parviennent pas à un niveau idéologique et politique élevé. L'engagement, c'est se ranger totalement aux côtés de la classe et de la nation. En pensée et en pratique. C'est lier totalement son destin à celui de son parti. Cet engagement constitue la meilleure garantie de la fermeté et la meilleure préparation au sacrifice. Il fait que le militant reste profondément attaché au parti et à la révolution. Et les interrogateurs auront bien du mal à couper ce lien et, bien souvent n'y parviendront pas.

2) Le cadre organisationnel insuffisant : il ne contrôle pas suffisamment l'engagement de ses militants et ne fournit pas assez d'efforts pour les former politiquement et pour les préparer au combat. Dans un tel cas, celui qui milite dans le cadre d'une organisation nationale ne diffère pas de celui qui n'appartient à aucun mouvement. Et nous pouvons trouver des nationalistes spontanés plus attachés à la cause que certains qui appartiennent à l'organisation.

3) La préparation insuffisante, le manque d'éducation politique et le manque d'information sur les étapes de l'interrogatoire.

Il faut comprendre que les militants sont le produit de la société réactionnaire, soumise depuis des siècles à la répression des Ottomans, des Britanniques, des Jordaniens sans jamais connaître l'indépendance nationale.

Le combat spontané qui précède l'étape explosive de la révolution ne permet pas d'affronter l'interrogateur, qui, lui, est parfaitement conscient des conditions de la lutte.

Le militant risque de se concentrer sur sa libération personnelle et croit qu'elle n'aura lieu que s'il satisfait l'interrogateur en lui fournissant des renseignements.

Comment vaincre la capitulation ?

Un militant est responsable pour l'organisation tout entière. La capitulation, la collaboration avec l'interrogateur peuvent être évitées, quelles que soient la résistance physique et les tortures. Même des voleurs et des criminels ont résisté. Pour vaincre la capitulation et la collaboration il faut:

1) Elever le niveau politique et idéologique des militants engagés dans l'organisation ou dans le parti.

2) Ne pas séparer l'engagement des membres de leur préparation et de leur éducation. Les principales directives politiques ne peuvent être séparées de l'ensemble de l'éducation politique et de la lutte. Une organisation qui se respecte doit approfondir les liens avec les militants, de sorte que l'interrogateur ait du mal à les faire parler. Ceci est particulièrement important dans les cas où l'interrogateur essaiera de semer le doute sur l'organisation, comme nous le verrons plus loin. Ces ruses ne réussissent pas avec des militants convaincus de leur but politique et confiants dans leur organisation.

3) Instruire les militants sur toutes les étapes de l'interrogatoire et les exposer dans le détail. Il est nécessaire de répéter encore et encore ces explications et de les accompagner d'exemples de résistance vécus par des prisonniers. Il est nécessaire d'expliquer dans quelles conditions ont existé des unités de résistance au cours des années qui ont suivi 1967 et comment elles ont vaincu les interrogateurs pendant les premières années de l'occupation.

Ceci va permettre de réduire le nombre de capitulations, pour que le prisonnier qui avoue reste en cas exceptionnel, la résistance étant devenue la règle.

4) Prendre des sanctions contre ceux qui avouent. Sans cela, ces militants restent de mauvais exemples aux yeux des autres. La position parfois laxiste du mouvement palestinien influence défavorablement les militants au cours des interrogatoires. Car aux yeux de beaucoup de militants débutants, l'aveu est inévitable : «Tout prisonnier avoue». Peu nombreux sont ceux qui comprennent spontanément la question d'une autre manière.

Décrire de façon précise le déroulement de l'interrogatoire, inculquer une position de résistance, accuser la position d'aveu total ou partiel, avoir un programme précis sur le traitement de ceux à qui c'est arrivé, tout cela va permettre de ne plus dire : «Tous avouent sous la torture», mais plutôt : «Tous résistent pendant l'interrogatoire.» Ainsi, l'organisation aura une bonne renommée : «Les membres n'avouent pas.» De cette façon augmenteront la confiance et l'adhésion des masses, alors que les organisations qui se sabordent au cours des interrogatoires seront fustigées.

Souvenons-nous des exemples de l'Histoire : Cuba, l'Union soviétique dans sa lutte contre le fascisme, l'Iran au moment du renversement du Shah et, plus proche de nous, l'exemple des nationalistes palestiniens sous la domination britannique qui, rôti dans les fours à pain, n'ont pas parlé. Rappelons la violence des interrogateurs jordaniens qui utilisaient les méthodes britanniques et les

gens simples, inorganisés, qui ont résisté à la torture pendant six jours consécutifs sans aveux. En 1969, le pouvoir d'occupation a essayé sur vingt - cinq citoyens analphabètes toutes sortes de tortures. Tous en sont sortis sans avoir donné un seul renseignement, malgré les accusations portées contre eux concernant des armes et des opérations militaires.

Entre 1968 et 1970, 1500 citoyens ont été mis en détention administrative parce qu'ils étaient présumés dangereux. Les pouvoirs n'ont pas pu les juger. Parce qu'ils n'ont rien avoué malgré la violence et la barbarie auxquelles ils ont été soumis.

Rompre avec le mythe de la capitulation inévitable va donner aux simples militants, à la formation insuffisante ou de faible constitution, une nouvelle capacité de vaincre. C'est précisément sur ce mythe de l'aveu inévitable que va s'appuyer l'interrogateur. Il va faire croire au militant que la résistance est impossible, que tous ici avouent, qu'il n'est pas différent des autres : «Parle, et tu seras tranquille.» Il crée ainsi le découragement à travers de mauvais exemples, en espérant que le militant va les suivre. Il pousse le militant à se poser la question : « Vais-je parler ou pas ?» Que le militant se pose la question est déjà un recul par rapport à l'attitude de résistance du début. Et dès que l'interrogateur sent que le militant se pose une question aussi dangereuse, il va renforcer sa pression par tous les moyens.

La collaboration avec l'interrogateur commence par des petits riens qui n'ont aucun rapport direct avec les renseignements que l'on demande. Et à partir de là, l'interrogateur va user de toute son habileté, de sa ruse, y compris de la torture, pour développer cette collaboration et la rendre active sous forme de renseignements ou de dénonciations.

Aussi, toute forme de collaboration, aussi minime soit-elle, avec l'interrogateur est considérée comme irréversible. Le militant conscient sait bien que, de toute façon, l'interrogatoire va se terminer un jour, quelle que soit sa dureté, sans qu'il parle, sans tenir compte de son corps qui souffre, parce qu'il sait que cela ne représente rien à côté de la cause qu'il défend, pour lui et son peuple.

La capitulation et la collaboration avec l'interrogateur peuvent être évitées, quelle que soit la constitution physique du détenu et les tortures infligées. Même des voleurs et des criminels ont résisté.

Concernant le silence du prisonnier, il y a deux possibilités :

- ou bien il est innocent et ne sait rien ;

- ou bien il est déterminé à se taire, quelles que soient les circonstances. Face à l'interrogateur il va mener un combat de classe, un combat de conviction, et il va vaincre par la dérision toutes les méthodes et les accusations qui sont censées mener à la capitulation. Il ne trahira pas. Il deviendra un exemple révolutionnaire d'héroïsme. Nous verrons en détail les moyens utilisés pour préparer à la collaboration en brisant la volonté du militant et en le déchirant psychologiquement.

On lui donne des ordres : «Assieds-toi sur la chaise. Lève-toi. Pourquoi t'es-tu assis ? Imbécile. Déshabille-toi. Assieds-toi par terre etc.» Si le prisonnier refuse de suivre des ordres, le scénario de l'interrogateur est perturbé. Car ce qu'il cherche est avant tout d'obtenir la soumission, avec des questions ou des ordres qui n'ont rien à voir avec l'accusation du moment. S'il remporte la victoire par cette première approche, elle lui servira de tremplin pour d'autres. Il peut passer une demi-heure et plus à tenter d'obliger le militant à dire "je suis un menteur" ou "je suis bête". Si les promesses n'aboutissent pas (verre d'eau, cigarette), les coups vont pleuvoir. Mais si on prend en considération que les coups sont inévitables et imprévisibles tout au long de l'interrogatoire, on trouve la force de persévérer dans la désobéissance, pour éviter l'humiliation et l'affaiblissement de la personnalité voulus par l'interrogateur. Le camarade Chahdi Attié a payé de sa vie sa désobéissance dans les prisons égyptiennes. Ses bourreaux insistaient pour qu'il dise une seule fois "moi". Ce héros qui a résisté jusqu'à la mort pour garder sa position de révolutionnaire et de communiste est inoubliable. Parmi les armes qu'utilise l'interrogateur, il y a bien sûr le refus de satisfaire les besoins du prisonnier :

fumer, boire, aller aux toilettes. Il attend que le prisonnier demande quelque chose pour entamer le marchandage : «Je te donne une cigarette si tu réponds à la question, même tout un paquet.» Alors, c'est dix ans de prison avec les autres qu'on aura dénoncés pour une cigarette ! La mort est préférable à ce commerce odieux.

Or, voici l'arme la plus puissante du militant : refus d'obéir aux ordres, refus de demander la satisfaction des besoins, même pour boire. Le militant ne va pas mourir de soif. Les interrogateurs eux-mêmes vont lui donner à boire quand ils en verront l'urgence. A cette occasion, ils pourront même paraître gentils, en lui reprochant d'en arriver là sans rien demander. Mais ils auront pu se rendre compte que le militant est prêt à mourir.

Attention aux pièges. L'interrogateur peut dire : «Je sais, je suis sûr à 100 % que tu n'es pas organisé, que tu as refusé d'être organisé, que tu n'étais pas d'accord pour transporter ceci ou pour rencontrer un tel». Il attend un peu, puis il pousse le militant avec violence et celui-ci répond : «Oui, j'ai refusé d'être organisé». On est tombé tout droit dans le panneau et au lieu d'obtenir un répit, on va subir des pressions encore plus fortes, car s'il a refusé d'être organisé, ce militant, c'est que quelqu'un le lui avait proposé. Qui ? Il a refusé de transporter ceci ou cela. C'est que quelqu'un le lui avait proposé. Qui ? Où est-il ? Dans quelles circonstances cela s'est-il produit ? Il est parfaitement possible de déjouer ce piège. Cela ne demande pas de résistance ni de sacrifice, pas même beaucoup d'intelligence. Ou bien il ne faut rien dire du tout ou bien dire seulement : «Personne ne m'a rien proposé.» Le mieux, c'est de ne pas laisser l'interrogateur poursuivre la conversation. Quand le militant aura gagné le premier round du combat, il sera prêt pour en gagner d'autres. Chaque fois que la méthode de l'interrogateur échoue, il sera obligé d'en trouver une autre. Cela signifie que dans le combat, le rôle du militant prend peu à peu le pas sur celui de l'interrogateur. Celui-ci aura envie d'en finir. S'il n'a rien obtenu, il va transmettre ses rapports à un remplaçant, qui en sera forcément influencé. Il faudra tenir encore un peu, jusqu'à ce que l'interrogateur soit obligé de signaler son échec à ses supérieurs, en le camouflant tant bien que mal.

Nous avons donc vu que l'issue d'un interrogatoire dépend de la fermeté du militant, de son degré de conscience politique, de sa place dans le combat, de son niveau d'engagement, d'instruction. Il dépend également de l'interrogateur, de sa personnalité, de sa morale et de l'idée qu'il se fait de son travail.

Statistiquement, sortir victorieux d'un interrogatoire n'est pas propre à une certaine classe de gens ou de militants. En gros il y a deux catégories de personnes soumises aux interrogatoires : les gens très ordinaires qui ont été pris par hasard et les militants. Les buts du pouvoir et les méthodes des interrogateurs seront les mêmes dans les deux cas. Il s'agit de toute façon d'amener à collaborer et à fournir des renseignements.

Le prisonnier du hasard

Il y a eu un grand nombre de prisonniers arrêtés sans savoir pourquoi et qui ne connaissaient ni l'importance des interrogatoires, ni les méthodes qui allaient leur être appliquées. Surtout dans les années 1967-1977, car les pouvoirs d'occupation s'en prenaient à tous ceux qui avaient vu des militants, les avaient nourris, leur avaient donné à boire, les avaient abrités ou leur avaient rendu n'importe quel service. En fait, ils arrêtaient tous ceux qui se trouvaient dans la région où avaient lieu les opérations, afin d'isoler les militants du peuple en faisant subir à n'importe qui emprisonnement et destruction de sa maison.

Ceux qui étaient soumis à l'interrogatoire représentaient souvent une source importante de renseignements pour les autorités. Ils avaient peut-être vu des militants pendant leurs opérations armées, ou pendant qu'ils collaient des affiches. Ils avaient peut-être fait du collage eux-mêmes ou aidé un feddayin à passer d'un endroit à l'autre. Peut-être, par simple sentiment humanitaire, leur avaient-ils donné à manger ? Si certains étaient pris dans une rafle ou une opération de nettoyage, d'autres étaient arrêtés sur dénonciation ou à la suite des aveux d'autres prisonniers, pour avoir

participé par enthousiasme national au mouvement, d'une manière quelconque, sans aucune idée des conséquences. Ils ont pu aider des militants à se cacher, à participer à des grèves, à des manifestations, à des affrontements inattendus avec la police israélienne.

Tous ces prisonniers non organisés seront fortement influencés par la situation générale du mouvement national à ce moment-là, par la réputation morale, la renommée des partis, le niveau de conscience des masses, la connaissance transmise de bouche à oreille quant au comportement de l'ennemi pendant les interrogatoires.

Le résultat de l'interrogatoire va de la confession complète au refus total d'avouer. Certains ne voient pas le danger de reconnaître avoir vu ceci ou cela, puisque c'est déjà le passé. De toute façon c'est par hasard qu'ils ont vu telle ou telle chose. Mais l'interrogateur veut en savoir plus sur l'événement. Il veut connaître les noms des autres passants qui y ont assisté. Il menace de les accuser, de les juger. Et ici, la punition est terriblement disproportionnée à la gravité de l'événement.

Parmi les prisonniers du hasard, il y a aussi les gens qui ont rejoint le mouvement national palestinien mais qui n'ont pas eu le temps d'être entraînés et préparés.

Dans le cas d'un prisonnier du hasard l'interrogateur se trouve face à un inconnu. Il ignore si le prisonnier est engagé ou pas, membre d'une organisation ou pas. Il ne sait rien de sa personnalité, de son degré de fermeté, de son courage, ni s'il est intelligent, naïf ou conscient. Et l'interrogateur va d'abord essayer de découvrir qui il a devant lui. Qui est ce prisonnier ? A-t-il une fonction dans l'organisation ? Laquelle ? Que sait-on sur sa participation à telle ou telle action ? Si l'interrogateur voit dans l'individu, soumis à ses questions, un prisonnier du hasard non organisé, il va employer des méthodes simples, en principe suffisantes pour influencer ce genre de personne. Il lui explique que ses aveux n'entraîneront aucun danger, qu'il doit prendre une déposition de routine. Il lui dit qu'il sera libéré dès la fin de l'interrogatoire, qu'il n'a qu'à se dépêcher s'il veut rapidement retrouver sa famille. Il est facile de faire tomber des gens simples dans le piège et nous donnerons un exemple vécu. Un jeune de Naplouse a été emprisonné avec un camarade, à la suite d'une dénonciation. Les services de sécurité avaient la conviction qu'ils étaient organisés et qu'ils détenaient de vieilles armes depuis l'époque de la Jordanie. Ces deux jeunes ont subi les pires interrogatoires, sans dire un mot. Alors on a eu l'idée d'emprisonner le père de l'un d'eux. C'était pendant le Ramadan et le père priait et observait le Ramadan. Quand il a été mis en cellule, un officier de renseignements est passé. Il a fait semblant d'être étonné de le voir là, a insulté Israël, disant que c'étaient des criminels, des impies. Il lui a demandé s'il avait déjà prié. Le vieux lui répondit que non. «Alors, a dit l'officier de renseignements, viens avec moi. Nous allons prier ensemble ; il n'y a personne ici, car moi aussi je suis musulman, mais s'ils le savaient, ils me trancheraient le cou.» Ils ont prié ensemble. L'officier a fait croire au vieux qu'il se débrouillerait pour lui apporter à manger. Il lui a dit que son cas était simple, qu'il voulait simplement "le fer", c'est-à-dire une arme. S'il lui disait où la trouver, il serait immédiatement libéré. Le vieux a demandé qu'alors on libère son fils aussi. La nuit, le vieux est parti avec les types de la sécurité et leur a livré le fusil. Au retour, on lui a demandé de signer quelques papiers, toujours la routine administrative, afin de pouvoir clore le dossier et le libérer. Le vieux a signé. Puis on lui a dit qu'on ne pouvait pas libérer son fils car il n'avait pas avoué. A lui de le convaincre. Ça a marché. Conclusion, les deux camarades et le vieux ont été jugés et leurs maisons ont été détruites.

Les prisonniers du hasard sont souvent soumis à des méthodes de simplification ou d'exagération de leur cas, à des méthodes de doute, de séduction.

Nous verrons en détail en quoi consistent toutes ces méthodes. Les interrogateurs utilisent souvent les pressions extérieures, menaçant d'agresser les femmes, d'arrêter la famille etc. Les interrogateurs ne rencontrent pas de grandes difficultés à tromper ce genre de prisonniers. Les ruses employées marchent souvent, à cause du manque de préparation et d'éducation politique. De plus, ils ignorent tout des méthodes d'interrogatoire et ne savent pas résister. La plupart des gens ont été éduqués dans une société réactionnaire, héritage de la féodalité orientale et de l'esprit bourgeois acquis pendant

l'occupation britannique, jordanienne et sioniste. Les prisonniers sont toujours une riche source de renseignements. On exploite les aveux contre ceux qui résistent, et on maltraite ces derniers en détruisant leur maison.

La période 1967-1971 a connu, malgré la situation exacerbée de la lutte, une crise de confiance et de résistance pendant les interrogatoires.

Quatre-vingt-quinze pour cent des prisonniers avouaient. Mais très vite, l'espoir d'être libérés rapidement grâce aux aveux s'est évaporé. Les cinq pour cent qui restaient ont pu être acquittés, grâce à leur résistance et à leur fermeté.

Depuis, des changements de grande importance ont été apportés dans les organisations révolutionnaires, ce qui a entraîné la diminution du nombre des aveux, et donc du nombre de prisonniers. Parallèlement à l'amélioration des organisations, la capacité de résistance des prisonniers s'est accrue. Il y a moins de prisonniers du hasard, mais il reste des militants ou des personnes soupçonnées d'illégalité, surtout dans les moments d'activité politique intense. Et à ceux-là les destructions ne sont pas épargnées.

Le militant organisé

Ce n'est pas un citoyen révolté qui s'inscrit dans le mouvement général d'opposition et agit par sentiment. C'est un citoyen qui adhère à une organisation. Théoriquement. Politiquement. Pratiquement. Il lie complètement son destin à la lutte et à la révolution. Ses actions et ses comportements finissent par dépendre totalement de son engagement, de sorte que son destin personnel compte moins que son statut de membre du parti ou de l'organisation. Ce militant-là, une fois emprisonné, est armé pour affronter l'ennemi. Des milliers d'exemples, en Palestine et ailleurs, témoignent que ces militants préparés mettent les interrogateurs dans des situations difficiles. Souvent ceux-ci essaient d'en finir rapidement et, s'ils emploient tout de même la torture, ils savent d'avance qu'elle ne servira à rien. Quand l'interrogateur se rend compte qu'il a affaire à un militant solide, il va utiliser des moyens différents de ceux qu'il appliquerait à un prisonnier non militant. Il va essayer de coincer l'interrogé avec des preuves, des témoignages, des rapports, dans l'espoir que le militant reconnaîtra les faits. Mais il ne réussira pas à conduire le militant vers la capitulation si celui-ci réclame tous les papiers, toutes les preuves jusqu'à l'épuisement. L'interrogateur va faire tout ce qui est en son pouvoir pour que le militant pense à son destin personnel. Il va donner des preuves, amener des témoins, mais aussi l'épouse ou les membres de la famille, tout en essayant de créer un esprit de collaboration. Si le prisonnier fait preuve de détachement ou d'indifférence, l'interrogateur sera obligé d'ajourner l'interrogatoire ou même d'y renoncer. Et c'est l'échec pour lui. Reste la torture, méthode largement connue et qui est entrée dans le domaine de la technologie. Mais ces méthodes ne réussissent pas toujours. L'interrogateur peut alors avoir recours à la drogue pour plonger le prisonnier dans un état de semi-conscience où sa vigilance est amoindrie et où il peut faire des aveux. Si ça ne marche pas, il va semer le doute dans l'esprit du militant, une fois qu'il est revenu à son état normal, en lui disant qu'il a entendu telle ou telle révélation en se basant sur des renseignements qu'il possède déjà. Mais toutes ces méthodes ne pourront abattre un militant profondément convaincu.

Car le militant est conscient de ce qu'il affronte; sa lutte est un devoir pour le parti et pour le peuple. C'est cette conviction qui lui donne la force de résister. C'est elle qui le rend capable de gagner. Car le gagnant sera celui des deux adversaires qui aura la conviction la plus solide. Pour le militant, l'interrogatoire n'est pas une catastrophe inattendue, c'est la continuation de son combat. Ce qui compte pour un militant prisonnier, c'est non seulement sa libération personnelle, mais la défense, par son corps, par sa chair, par son sang, de son parti et de ses camarades. Il ne prononcera pas une parole qui puisse les mener à leur tour à l'interrogatoire. Ils sont nombreux ceux qui ont sacrifié leur vie jusqu'au bout sans accorder à l'interrogateur un seul secret du parti ; pas même un mot qui lui fasse plaisir. D'autres ont accepté d'être défigurés, considérant que c'est un signe d'honneur et d'héroïsme, car il n'y a pas pour eux de plus grand honneur que de défendre le parti et ce qu'il représente. Leur

sacrifice nourrira d'exemples les amis de la révolution et tous les citoyens palestiniens, renforcera la détermination des masses à accorder leur adhésion à la cause et sera un modèle d'héroïsme révolutionnaire pour tous les autres militants.

Il faut signaler que les interrogatoires comportent toujours des tortures, non seulement des militants mais aussi des témoins, des blessés. Certains n'ont pas dit un mot, malgré le moyen de pression important que constituaient leurs graves blessures.

Il n'existe pas de fierté comparable à celle du militant lorsqu'il endure toutes les formes d'humiliation et de violence, toutes les formes de souffrance et qu'il reste révolutionnaire parmi son peuple.

Croire que résister représente un moyen de délivrance personnelle pour en finir avec l'interrogatoire serait une conception étroite. Résister, c'est protéger tout l'édifice de l'organisation. Ainsi le destin du militant au cours de l'interrogatoire est effectivement lié à celui de son parti et c'est ce lien que les interrogateurs vont essayer de briser par tous les moyens.

En résumé, l'interrogatoire est un combat. La conscience de ce que ce combat représente et la connaissance de ce qu'il sera renforcent la résistance du détenu. Les faiblesses du détenu renforcent les pressions de l'interrogateur. Nous allons voir maintenant comment se déroule un interrogatoire et quelles sont les différentes méthodes que peut utiliser l'interrogateur, méthodes qui sont souvent liées entre elles ou qui découlent l'une de l'autre.

3. Le déroulement de l'interrogatoire

Les dispositions techniques

Supposons que quelqu'un soit arrêté après une perquisition officielle. Les forces d'occupation se dirigent vers sa maison. Et pour eux c'est facile de savoir où elle se trouve. Ils encerclent la maison, ils frappent à la porte. Ils font semblant qu'il s'agit d'une petite question qui sera vite réglée. Ils fouillent, mettent la maison sens dessus dessous dans un climat de terreur sans pitié, ni pour les adultes ni pour les enfants. Après la perquisition, ils demandent au militant de signer un papier pour attester qu'ils n'ont rien volé (comme s'il y avait moyen de s'en rendre compte !). Dans le cas où ils trouvent des papiers suspects, ils demandent une signature qui prouve qu'ils les ont trouvés (c'est à lui bien entendu de ne pas signer). Ensuite, ils lui bandent les yeux et l'emmènent vers la voiture et là ils se moquent de lui, souvent méchamment. On va le livrer aux autorités de la prison. On le fouille, on enregistre son nom, puis il est placé dans une cellule d'interrogatoire, seul ou avec d'autres. Formellement, il est sous l'autorité de la prison, mais en réalité, il dépend des services secrets dont les locaux sont proches ou même parfois dans les bâtiments de la prison elle-même. Alors commence la première étape de l'interrogatoire. Il sera ensuite convoqué une ou plusieurs fois par jour et même la nuit. Parfois il passe plusieurs jours consécutifs à l'interrogatoire sans retourner à sa cellule.

Dans la prison, le militant a droit aux repas, il a de l'eau et peut se rendre aux toilettes. Mais en fait, tout cela est loin d'être sûr.

Pour reconnaître la présence d'autres camarades, le prisonnier s'annonce en criant. Il faut profiter de l'absence du gardien ou d'une inattention de sa part, pour qu'il ne puisse pas deviner l'origine des voix. Ainsi, les prisonniers se consolent les uns les autres, et se sentent solidaires dans leur défi et leur résistance.

Le plus souvent, le détenu s'habitue dès le premier jour à sa cellule, à l'obscurité. Il s'y sent à l'aise parce qu'il n'y a pas d'interrogatoire. L'interrogatoire se passe dans une pièce comme n'importe quelle pièce, sauf qu'elle contient des objets particuliers, comme des bâtons, des cordes, des menottes, des seaux d'eau, des sacs. Il peut commencer immédiatement après l'arrestation ou non. Il n'y a pas de règle absolue. L'équipe des interrogateurs pourra rester la même ou être changée.

En prison, le détenu sera mis dans une section de gens qui, eux aussi, subissent les interrogatoires. Après son jugement, il sera transféré dans la section des condamnés ou dans une autre prison, selon la durée de la peine.

Préliminaires à l'interrogatoire

Nous l'avons déjà vu: au départ, l'interrogateur ne sait pas toujours si son prisonnier est un militant, un sympathisant ou quelqu'un qui est tombé entre ses mains par malchance.

Avant de prendre contact avec le prisonnier pour ce combat difficile, il va se préparer. Il rassemble tous les documents possibles, il veut savoir d'où vient le prisonnier, quel est son mode de vie, sa situation sociale, ses buts, ses ambitions, ses compétences, son niveau d'instruction, les milieux qu'il fréquente, quels sont ses amis, etc. pour avoir un profil qui lui permettra une entrée en matière, c'est-à-dire une prise de contact avec le prisonnier.

Ensuite, il va approcher le prisonnier au travers de questions, de courtes conversations, pour se rendre compte des caractéristiques apparentes de sa personnalité, de son état de santé, pour en avoir une image aussi complète que possible. Il s'agit de mesurer l'adversaire.

Plus tard il pourra commencer l'interrogatoire qui débute toujours par des explications et des conseils concernant les aveux. On fera croire au prisonnier que, de toute façon, on sait déjà beaucoup de choses et que, par conséquent, cela ne sert à rien de se taire. On va lui poser des questions sur des camarades prisonniers, ou non, - sait-il qu'ils sont emprisonnés ? Les connaît-il ? En écoutant les réponses ou en constatant l'absence de réponses, l'interrogateur se fait une idée de l'attitude du militant face à l'interrogatoire. Il en tiendra compte pour établir son plan en ce qui concerne le véritable interrogatoire.

Après, on va étudier les résultats des premiers entretiens et des renseignements obtenus. On a cerné l'état psychologique du prisonnier, son intelligence, la vitesse de ses réactions et de sa compréhension. L'établissement de ces données peut se faire très rapidement ou prendre quelques jours. Tous ces résultats, l'interrogateur les conserve. Il pourra les ressortir en cas de besoin. Il se peut qu'il ait déjà pu collecter des renseignements sur d'autres personnes, même des choses qui paraissent sans importance, comme, par exemple, leur situation sociale, leur type d'habillement, ce qu'ils aiment manger, ce qu'ils aiment lire, ou quelque chose de plus précis, comme leur comportement tel ou tel jour dans tel ou tel lieu. Tous ces détails pourront être utilisés pour tromper celui qui subit l'interrogatoire, pour lui montrer que l'on connaît tout sur lui.

Si le prisonnier connaît la fonction, le but et les moyens de l'interrogateur, il pourra déjouer ses plans et l'amener à employer très rapidement les coups. Si le militant résiste, il forcera l'interrogateur à recourir à d'autres méthodes. Cela signifie qu'il a échoué.

A chaque échec, l'interrogateur aura recours aux coups. Il tentera d'ailleurs de les justifier comme moyen d'influence. Il explique toujours au militant que si celui-ci avait parlé, il n'aurait pas frappé.

Les moyens que nous allons passer en revue ne sont pas appliqués séparément. Certains vont s'associer, se recouper. Ce n'est que pour la facilité de l'exposé que nous les avons traités ici comme des entités séparées.

Diminuer le prisonnier

La méthode du doute

Son but ? Couper le prisonnier de ses contacts politiques et organisationnels, l'isoler en tant qu'individu, le centrer sur son destin personnel, affaiblir sa résistance en affaiblissant sa conviction. Bref, tenter de détruire le militant pour en faire un individu désarmé. Casser sa personnalité.

Cette étape de l'interrogatoire est extrêmement importante. C'est peut-être la plus dangereuse de toutes. Elle peut durer un, deux, trois jours, parfois une semaine entière sans interruption. C'est souvent une étape décisive. C'est elle qui donne un sens nouveau à la résistance, car elle peut donner à l'interrogateur un sentiment de déception et d'échec.

On va amener le prisonnier à douter. De lui-même. Des autres. Des buts mêmes de son combat.

Amener le prisonnier à douter de lui-même

- En minimisant ses positions politiques et ses actions contre l'occupant et le pouvoir. Le voilà qui lutte avec ardeur depuis plusieurs années et sans aucun résultat. Ceux qui sont condamnés à vie, qu'est-ce qu'ils ont obtenu sinon que leur maison soit détruite et leur famille dans les plus grandes difficultés ? En fin de compte, il ne reste qu'à se repentir, car personne ne peut continuer à résister. Tout le monde finit par avouer.

- En le décrivant comme un homme faible, aux opinions fausses, et aux convictions utopiques. L'interrogateur se fait passer pour quelqu'un qui est au courant des affaires en profondeur. Il peut tout, il comprend la politique bien mieux que le prisonnier, qui la comprend d'une manière superficielle et non objective.

- En lui faisant croire qu'il s'est embarqué dans des affaires sans intérêt, qu'il risque beaucoup pour des résultats minimes.

- En le persuadant qu'il n'est pas de taille à lutter. Ce que les Etats n'ont pas pu faire, comment le pourrait-il, lui ?

Amener le prisonnier à douter des autres

On va lui faire croire qu'il est manipulé par d'autres, qui cherchent renommée et puissance.

On lui dit qu'il a été dénoncé par ceux qu'il croyait ses camarades, qu'en fait, un membre de son unité est un agent qui a transmis tout ce qui s'y passe. L'interrogateur utilise ici le témoignage ou les petites révélations "sans importance" d'autres détenus, lui parle d'événements banals de son passé comme preuve que lui, l'interrogateur, sait tout, comme preuve qu'il y a des traîtres dans le parti.

On prétend qu'il est seul dans le groupe à ne pas traiter avec eux, que tout le réseau est composé d'agents. Tout ce qui s'est passé au dehors n'était que stratagème pour le prendre, essayer de s'entendre avec lui et le convaincre de collaborer. Ou bien que le groupe est composé d'agents qui ont été payés pour le dénoncer. Il a été naïf, lui qui n'a pas compris ce jeu. On va lui faire croire que ce ne sont pas les renseignements qu'il peut fournir qui sont importants, car ils sont de toute façon connus, ce qui importe, c'est qu'il retourne sa veste et travaille pour eux.

On lui dit que des camarades qui ont été pris ont tout avoué. Ils l'ont dénoncé. Maintenant, ils peuvent se reposer de leurs souffrances. Lui seul, l'imbécile qui reste entêté, continue à les endurer ; les coups, la faim, la fatigue et tout ce qu'il a subi jusqu'ici ne sont qu'un début ! Mais ça ne sert à rien de faire le têtu ; il avouera.

On lui montre des scènes qui doivent emporter ses derniers doutes. On place des camarades à lui dans un groupe que le prisonnier peut observer en train de fumer et de boire du thé, assis confortablement

en parlant ou en racontant des blagues. La scène est montée de toutes pièces par l'interrogateur, et les camarades du prisonnier ne savent pas le rôle qu'on leur fait jouer. On compare la situation du prisonnier à celle de son camarade, qui a soi-disant tout avoué, ou qui était de mèche avec l'interrogateur depuis le début.

Il y a moyen de monter bien d'autres provocations en utilisant ce que l'on sait des goûts du prisonnier. Par exemple on envoie une femme-soldat parler avec un prisonnier. Elle lui demande son nom, le nom de son village, quel travail il fait, etc. De loin ils ont l'air de bavarder amicalement. Alors l'interrogateur fait croire que ce prisonnier-là a tout avoué, et que pour le récompenser on lui envoie une femme-soldat pour se divertir.

Amener le prisonnier à douter de sa mission

On va ridiculiser les objectifs. «Tu veux libérer la Palestine ? Qui es-tu pour vouloir libérer la Palestine ? Les Arabes, avec leurs forces supérieures, dix millions d'hommes, ont été vaincus dans la guerre comme des agneaux, et toi tu as confiance dans une petite armée de libération !?»

C'est ainsi qu'on va continuellement tenter de limiter la pensée du prisonnier à sa situation personnelle, en l'isolant de tout ce qui l'entoure et de toutes ses références passées. («Le parti est faible et comporte des traîtres... Les camarades étaient de faux camarades... D'autres ont tout avoué... Les buts de l'organisation sont utopiques... On n'avance pas. Les services de renseignements sont puissants et bien organisés.») Ainsi, quand tout s'écroule, seul reste important le destin personnel. Devant le détenu effondré, l'interrogateur va jouer le rôle de père qui peut aider et protéger. «Tu as été manipulé. Tu n'as pas réfléchi aux conséquences de tes actes. Tu ne t'imaginais pas l'emprisonnement et l'interrogatoire, les souffrances, la destruction de ta maison, la perte de ton travail, de tes enfants et de ta femme. Tu as cru que tu étais plus malin et plus brave que les services de renseignements et te voilà devant eux. Et face à eux, tu n'es plus rien qu'un être faible, un petit oiseau pour le chat.»

Mettre la méthode du doute en échec

Dès le début, un militant voit où l'interrogateur veut en venir. Il sait qu'on va lui raconter des mensonges et il ne va pas les croire, même si on lui en donne des "preuves". Le plus important, pour l'interrogateur, au départ, c'est qu'on l'écoute. Le militant averti peut en toute simplicité mener l'opération à l'échec, dès le départ, en montrant immédiatement son manque d'intérêt. Tout cela ne le concerne pas. Il ne posera pas de question, ne demandera aucune explication. Car l'interrogateur suit attentivement les étapes de la séance. Chaque fois qu'il peut avoir sur le prisonnier une influence, même minime, il persévère, il tente de l'entraîner dans une conversation qui comportera des questions amenant des réponses. Si le prisonnier voit que son rôle évolue progressivement de l'état passif à l'état actif, il doit tout de suite briser le contact avec l'interrogateur et montrer son désintérêt pour toutes les accusations. S'il montre à l'interrogateur que sa méthode est vouée à l'échec avec lui, celui-ci devra s'arrêter pour en préparer une autre. La meilleure attitude reste de montrer son désintérêt et le manque d'influence que l'interrogateur a sur lui. La preuve de la justesse d'un seul petit fait, ou de quelques-uns, ne signifie pas que l'interrogateur sait tout. De même l'aveu d'un camarade ou son témoignage contre le prisonnier ne sont pas une preuve qu'il a tout dit et ne peuvent servir de justification pour avouer à son tour. La question n'est pas de se taire, si les autres se sont tus, et d'avouer si les autres sont passés aux aveux.

La question est celle de la résistance pendant l'interrogatoire, avec la même détermination combative qu'avant. Nombreux sont ceux que les interrogateurs n'ont pu mettre à genoux et dont ils n'ont rien, absolument rien pu tirer.

«Je ne sais rien.»

La méthode de la terreur

Cette méthode n'est pas isolée, bien entendu, mais liée à d'autres que nous allons reconnaître au passage.

L'interrogatoire est un champ de bataille et, pour briser le mouvement combatif des Palestiniens, la terreur est nécessaire au pouvoir. Les interrogatoires sont toujours influencés par la situation politique générale. Plus les bourreaux sentent les dangers des organisations, des partis et des groupes de résistants, plus ils augmentent la violence contre les prisonniers : un programme, un but.

Non seulement la destruction des maisons, l'interdiction de circuler librement, les diverses formes d'oppression et de harcèlement n'arrêtent pas le mouvement national, mais la résistance des prisonniers s'intensifie, chaque fois que la sauvagerie et le sadisme des bourreaux augmentent : un programme, un but.

Le pouvoir veut généraliser la peur, parce qu'un parti dont les membres ont peur baisse la tête, perd sa combativité, fait référence au pouvoir et craint sa colère.

Un parti résolu au combat, un parti qui prend la direction de la lutte de masse, un tel parti tire profit de chaque violence du pouvoir, de chaque pratique barbare pour intensifier sa lutte, créer des bouleversements au niveau du pouvoir, et l'obliger à changer de politique.

Aucun pouvoir, même le plus réactionnaire, ne cherche gratuitement à faire souffrir les masses. S'il tue, blesse, utilise toutes sortes de violences, c'est pour semer la terreur. De même, l'interrogateur va essayer de terroriser le prisonnier.

Dans quel but ?

Toutes ces pratiques sauvages, la violence physique, la menace de torture, de répression, comme la destruction de la maison, la menace de sévices sur les membres de la famille, les menaces d'assassinat, visent à détruire le moral du prisonnier. De même on lui fera croire que sa mort est inévitable, qu'il ne s'en sortira pas, ou qu'il sera transféré au Sarafand.

Les pouvoirs d'occupation utilisent tout un arsenal de tortures, selon un ordre et un programme précis. Les coups commencent par des gifles sur la tête et au visage, des coups de bâton sur toutes les parties du corps, en particulier sur les parties génitales et la plante des pieds. On tape de façon brutale, avant que les nerfs ne soient anesthésiés ou dévitalisés. On asperge avec de l'eau froide en hiver, avec de l'eau chaude en été. On suspend le corps un moment par les bras, puis par les pieds. On jette du sel sur les blessures (ceci fait très mal mais comporte un effet positif : la protection contre les infections). On applique des chocs électriques. On place le prisonnier dans une pièce où il y a du gaz, ce qui provoque des maux de tête et aux yeux. On lui met la tête dans un seau d'eau. On lui couvre la tête d'un linge, puis on verse de l'eau pour l'empêcher de respirer ; on le pique avec des épingles. On le frappe avec un bâton souple, on lui arrache les ongles, on lui fracasse les mains. On l'affame pendant une longue période. On l'interdit de se laver. On met le prisonnier en croix ; on le laisse debout sur un mur, les mains attachées par derrière. On peut le laisser ainsi pendant des heures, voire plusieurs jours. On peut le faire dormir sur un sol dur, sans couverture, pour lui faire endurer le froid et la souffrance. On peut le laisser plusieurs jours sans lumière. On peut l'obliger à s'asseoir sur une bouteille ou lui placer un bâton dans l'anus ; on le laisse malade sans soins ; on lâche sur lui des chiens dressés à déchiqueter ; ou on les met avec lui dans sa cellule. On le blesse et on élargit la blessure. S'il a pu être soigné, on rouvre la plaie de manière plus grave, comme cela s'est passé de nombreuses fois dans les années 1967-1972. On peut aussi l'envoyer directement à l'hôpital pour subir l'interrogatoire, le torturer dans sa chambre, comme cela se passe habituellement à l'hôpital d'Aï Ramles. Les jeunes filles aussi subissent ce qui précède, mais en plus on les défigure. Et ceci n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

L'interrogateur crée le contexte, tout en expliquant, par exemple, qu'il a reçu un rapport sur le prisonnier. Il apporte un gros bâton, une chaîne en fer, une bassine d'eau, un récipient avec de l'essence

et d'autres ustensiles qui font déjà travailler l'imagination du prisonnier. Souvent le bourreau a des assistants. Il guette le regard du militant. Il manipule ses accessoires. Il garde le silence un moment, pour prolonger l'effet de peur. On étend le prisonnier par terre, en accompagnant cela d'un bruit de chaînes. On le ligote à la chaise, et on commence à le frapper. Pendant ce temps, on explique déjà au prisonnier quelle sera la torture suivante. Et on continue à frapper, en soulignant que ce n'est qu'un début. On évoque les dangers qui approchent et on travaille en même temps sur son moral, en disant qu'il avouera comme tout le monde. On cite des militants importants qui ont avoué. Pas de libération sans aveux. Des coups. La révolution ne sert à rien. Des coups. Les parents du prisonnier vont sûrement mourir de faim après sa mort, etc. On va même lui parler de ceux qui, maintenant sortis de prison, passent leur temps au cabaret. On retrouve le doute comme moyen de pression, afin que le prisonnier pense à sa situation personnelle.

Si l'interrogateur remarque que le militant ne collabore pas, on intensifie la torture. On lui dit qu'on continuera au finish. S'il n'a aucune perspective de s'en sortir, il se peut qu'il hésite.

C'est l'ignorance et la peur qui entraînent le prisonnier dans le piège de l'aveu. Nombreux sont les militants du mouvement national qui sont tombés, victimes de leur ignorance et de la peur des coups. Pour eux, l'important c'est d'en finir. Ils iront jusqu'à croire que dans des circonstances aussi atroces que celles dans lesquelles ils se trouvent, Dieu leur permet de parler.

L'aptitude au sacrifice diffère, bien entendu, d'un prisonnier à l'autre. Chacun a une constitution physique particulière, une capacité de résistance particulière. Et le degré de courage et d'abnégation demandé est immense. Mais les circonstances quelquefois créent l'homme. Il peut arriver qu'un prisonnier plutôt lâche apprécie au cours de l'interrogatoire la saveur du courage, et se change en héros.

Il est important de souligner que l'aveu est le résultat d'une aptitude personnelle à avouer, et non des coups et de la terreur. Si le militant traverse l'obstacle de la peur, il transforme chaque coup de bâton, chaque décharge électrique, chaque brûlure de cigarette, en un mur infranchissable entre lui et l'interrogateur. Il transforme chaque séance de torture en défi, obligeant l'interrogateur à changer de méthode.

Le militant conscient n'essaiera pas de faire cesser les coups, ni la torture. Il blasphème, il provoque : «Vas-y, frappe ! « Dans un premier temps, le militant poussera l'interrogateur à intensifier sa méthode. Il supportera la torture jusqu'à l'évanouissement, ce qui n'est pas aussi grave qu'on l'imagine. C'est un répit. «Fais ce que tu veux, frappe... Envoie-moi à la prison militaire... Envoie les chiens... Je m'en fous. Donne le poison dont tu parles. C'est ça, tu peux me pendre par les bras. Tout ça m'est égal, la seule chose que je sais, c'est que je ne sais rien.» Toutes ces tortures ont été infligées, à forte intensité, à un grand nombre de militants, qui n'avaient pour résister que leur foi et leur endurance. A Sarafand. A Maskobial. En Galilée. A Naplouse. Et ils ont vaincu leurs bourreaux. Ce sont des leçons pour les révolutionnaires. Par leur sadisme, les interrogateurs créent des héros.

Si les méthodes de terreur étaient efficaces, infaillibles, les interrogateurs se limiteraient à celles-ci. Car elles ne nécessitent pas de compétences particulières, ni d'entraînement spécial. Tout le monde est capable de prendre un bâton et de frapper, d'injurier, de menacer et d'employer un langage ordurier. Cette méthode, vieille comme le monde, n'est pas efficace avec des prisonniers politiques forts et engagés à fond dans leur combat, prêts au sacrifice et à la souffrance, aussi longtemps que cela sera nécessaire. Ce qui va mettre en échec la méthode de la terreur, c'est l'endurance du militant, son abnégation, son calme, alors qu'on attend de lui la peur. Devant une telle détermination, l'interrogateur va craindre de voir le fossé entre lui et son prisonnier s'élargir encore, jusqu'à couper le contact, au point de ne même plus pouvoir espérer obtenir quelque chose. Alors il va arrêter les frais, et chercher d'autres méthodes, même s'il a encore recours à la peur ou à la violence à d'autres moments.

Le militant conscient et déterminé a déjà fait la moitié du chemin vers la victoire. Il sait que l'interrogatoire se terminera un jour et, avec lui, la torture et la terreur. Sa résistance lui permet de sauvegarder sa personnalité et sa dignité révolutionnaire. Il va patienter encore une heure, puis encore une heure, jusqu'à ce que les bourreaux aient constaté que la terreur et la torture sont inefficaces. Ils vont chercher des méthodes agissant davantage sur le plan moral.

La méthode de la simplification

C'est le fait de minimiser l'affaire autour de laquelle se passe l'interrogatoire. Minimiser le danger qu'elle comporte pour la sécurité, minimiser les conséquences de l'aveu pour le militant.

C'est une méthode qui marche mal, sauf avec ceux qui sont prêts à avouer, avec des naïfs qui ignorent les méthodes de l'interrogatoire. Elle peut être employée au début, avec le doute et la terreur. Elle peut aussi être appliquée à toutes les catégories de prisonniers, pendant toute la durée de l'interrogatoire, après une période de préparation.

Pour mener bien la méthode, l'interrogateur doit donner au prisonnier des explications trompeuses.

«Ton affaire est simple. Elle ne nécessite pas ces séances de torture. Si j'étais à ta place, je ne serais pas aussi têtu. C'est une affaire de quelques mots. C'est dommage que tu sois en prison pour une affaire pareille. C'est plus simple d'avouer, et qu'on cherche une solution. Si tu avais avoué hier, tu serais déjà chez toi. Nous, on ne peut pas te présenter à la justice et te juger pour une affaire aussi dérisoire.»

«Ton affaire est simple. Tu n'en as pas pour plus de six mois et tu rentres chez toi. Et moi, je peux t'aider. C'est tout de même mieux que de perdre une main ou un œil, ou que tu deviennes impuissant pour toute la vie. Pourquoi tu es si têtu ? On sait très bien que tu n'as rien fait qui touche à la sécurité de l'Etat. Tu as fait ceci ou cela, ce n'est pas grave.» Ou bien : «On t'a fait faire ceci ou cela, mais toi, tu as refusé, hein ? Tu vois, ton cas est simple, et je ne veux pas présenter un rapport là-dessus aux responsables.»

«Je n'ai pas le temps de consacrer des heures à une affaire pareille. Je veux rentrer chez moi, voir mes gosses. Alors je me mettrai de ton côté. Tu fais de toi-même un résistant. Tu as tort. Untel, responsable du groupe, a avoué. Il a tout mis sur la table et on l'a relâché. Qu'est-ce qu'on va bien pouvoir faire de toi ?»

«L'affaire de tel responsable ne mérite pas plus de six mois, alors pour toi combien ce sera ? Presque rien. Si tu avoues, tu feras trois mois de prison. On t'épargnera les tortures. Et peut-être même qu'on te relâchera immédiatement. Les renseignements sur toi, on les a depuis plusieurs semaines. Si tu avais été un danger, on t'aurait déjà coffré depuis longtemps. Mais ton cas est simple, ce n'est pas grave.»

Cette méthode peut être employée de manière répétitive, après les séances de torture. Une affaire si banale ne mérite tout de même pas tant de souffrances ! Evidemment, tout le monde peut s'attendre à la torture, même dans un cas sans gravité. A moins qu'on avoue. L'aveu paraît au militant une solution, la fin des tortures et un bon traitement en prison.

S'il faut répéter cette méthode, c'est pour coincer peu à peu le militant, l'amener devant un choix : dire quelque chose, quelque chose sans importance, ou rester sous la torture encore et encore. Cette alternative vise à brouiller la stabilité et la détermination du militant. On va lier dans son esprit toutes les séances d'interrogatoire, de sorte que l'ensemble va lui paraître terrifiant. Et face à ces horreurs, il préférera peut-être parler avec ces gens, somme toute aimables, qui semblent vouloir servir son intérêt.

La méthode de la simplification est souvent utilisée quand un prisonnier est au bord de l'aveu, mais qu'il en redoute les conséquences, c'est-à-dire davantage de tortures. Le prisonnier hésite. Il est devant

un choix : ne rien dire et continuer à subir la torture ou donner un petit renseignement, quelque chose de limité, juste pour pouvoir se reposer un petit peu. Si l'interrogateur perçoit ce fléchissement, il intensifiera la méthode de la simplification : «Allons, ton cas est simple, ce n'est vraiment pas si grave, finissons. Pourquoi cet entêtement ? Mets cartes sur table et je me charge du reste. Aujourd'hui tu iras chez ta mère, ou cette nuit tu dormiras chez tes enfants... Pourquoi restes-tu sous la torture ? Donne-nous quelque chose et repose-toi. Tu n'as que deux mots à dire et c'est fini, etc.»

L'interrogateur accompagne son discours de gestes spécifiques, parfaitement mis au point. Il s'assied sur la table, il en descend brusquement, se met debout derrière le prisonnier, appelle un autre interrogateur, le prie d'attendre. «Pourquoi le frapper ? Laisse-le-moi, je suis sûr qu'il va tout dire...» L'autre s'en va, donnant des signes d'énervement et de colère, prépare des chaînes et des menottes, éteint la lumière, rallume. Devant toute cette comédie, certains prisonniers s'effondrent. Si ce n'est pas grave, pourquoi encore subir tout ça ? L'interrogateur met le prisonnier en présence d'un fait connu d'eux deux. Il ne demande pas de trahir quelqu'un, seulement de reconnaître le fait. Et le piège est grand ouvert. S'il répond, l'interrogatoire va continuer. «Quand as-tu pris contact avec cette personne ? Qui t'adonné l'adresse ? Qu'est-ce qui s'est passé pendant cette entrevue ?» L'interrogateur a réussi son introduction et la suite vient tout seule.

Un militant conscient et bien préparé va immédiatement reconnaître le scénario de l'interrogateur. Que lui importe s'il dit que l'affaire n'est pas grave et qu'il est lui-même un maillon sans importance qui ne risque pas grand-chose ? Il n'y a pas, il ne doit pas y avoir de relation entre les dires de l'interrogateur et la résistance du prisonnier révolutionnaire et convaincu de la justesse de sa cause. Celui qui parvient à garder son sang-froid peut garder le silence. Il observe l'interrogateur aller et venir, s'asseoir sur la table, jouer son rôle, en croyant qu'il suffit de quelques gestes pour saper la résistance d'un militant, qu'il suffit de quelques mots pour amorcer une sorte d'entente. Le militant, lui, observe le comédien, ses manières, se moque de lui, jusqu'à ce que l'interrogateur sente que son jeu est découvert. Peut-être que l'interrogateur sera convaincu que le prisonnier n'a vraiment rien à dire. Peut-être qu'à travers la résistance et le calme du prisonnier, c'est de lui-même et de ses méthodes que l'interrogateur va douter. Il hésite sur le cas. Que penser d'un militant qui dit «que le cas soit simple ou non, grave ou pas, je n'ai rien à dire, alors tu fais ce que tu veux» ?

Comme pour les autres méthodes, le prisonnier engagé et conscient va résister grâce à son endurance, à sa détermination, à sa conviction. Et il sort de cette partie de l'interrogatoire avec une nouvelle victoire.

La méthode de l'exagération

C'est exactement le contraire de la méthode précédente. Ici, on va grossir la somme et l'importance des renseignements qu'on a sur le prisonnier, grossir le danger qu'il représente, et lui faire croire qu'il est tombé dans un piège sans issue.

L'interrogateur décrit le cas du prisonnier comme très grave. Il est considéré comme faisant partie des prisonniers les plus dangereux. On lui fait redouter un destin très dur ; les tortures qu'il a subies jusqu'ici ne sont qu'un hors-d'oeuvre. On sait tout sur lui. On le guettait depuis longtemps. Il était surveillé jour et nuit; on a écrit sur lui des centaines de rapports, d'ailleurs ces dossiers, là, sur la table, le concernent, ils parlent de ses activités, de ses comportements, chez lui, dans la rue, avec ses amis. Et puis de nombreux prisonniers ont témoigné contre lui et raconté sur lui les choses les plus horribles. Même les rapports de ses dirigeants montrent qu'il est dangereux. Par conséquent, il peut s'attendre à des tortures particulièrement dures.

Dans quelles circonstances l'interrogateur préfère-t-il cette méthode ? Pour vérifier les renseignements déjà fournis par le prisonnier. On l'attaque, en disant qu'on a seulement voulu voir si la déclaration était exacte. «Mais, en fait, tu n'as fourni que cinq pour cent de ce que tu sais. C'est maintenant que l'interrogatoire commence. Il faut tout dire.» L'interrogateur va chercher à placer le prisonnier, qui a

déjà fait quelques aveux, dans une situation où il va tenter d'échapper à l'interrogatoire. Convaincu que ses révélations sont loin de suffire aux interrogateurs, le prisonnier va fournir des renseignements qu'on ne lui a pas demandés. Il progresse dans la capitulation. La violence, la brutalité, la ruse des bourreaux progressent aussi. Parce qu'il s'agit maintenant d'obtenir le maximum, de sortir toutes les informations possibles, jusqu'à ce que le prisonnier soit comme une outre vide, sans valeur.

Comment se pratique cette méthode de la frayeur et de l'exagération ? D'abord l'interrogateur a fait des propositions au prisonnier pour qu'il ne s'expose pas à la torture et parle spontanément. Ça n'a pas marché. Alors il vient avec une pile de dossiers qu'il dépose sur la table. «Ici, dans ces rapports, il y a des renseignements sur toi.» Il ouvre un dossier, fait mine de lire... Il dit subitement : «Il y a une semaine, tu étais à Naplouse et tu as rencontré... Non, je ne veux pas t'en parler maintenant.» Nouveau silence, puis : «Toi et untel, vous êtes de bons amis. Tu te souviens de l'excursion au Golan ? Avec qui tu as parlé, hein, monsieur le héros ?» Il ouvre un nouveau dossier et aboie une nouvelle question : «Qui était avec lui ? C'était où ? Dis-le, cela vaut mieux pour toi. Tu as hésité au début.» Ensuite l'interrogateur parle de petits faits de la vie quotidienne, puis, subitement, il range ses papiers et dit : «On laisse tomber ça pour le moment. Parle-moi des armes. Les tracteurs sont déjà prêts à détruire ta maison. Il te reste peu de temps. Dans une demi-heure les tracteurs commencent. Mais on ne détruira pas ta maison si tu rends les armes.

C'est à toi de jouer. Ton sort est entre tes mains... La maison... ou les armes...»

Alors le prisonnier naïf hésite. Il est impressionné par ces renseignements, ces questions surprises, qui sous-entendent qu'on en sait long sur lui. La méthode du doute a fait son chemin. Le prisonnier est tout seul, à la merci de l'ennemi, sans soutien. «C'est vrai, untel s'est assis à côté de moi. C'est vrai que j'ai hésité quand on m'a proposé d'être organisé. (Peut-être qu'en réalité il n'a pas hésité, mais maintenant il croit qu'il l'a fait.) Si l'interrogateur sait qu'au restaurant, c'est untel qui a payé l'addition, il doit tout savoir. Le pire, c'est qu'il est au courant pour les armes. Mais pourquoi est-ce qu'il m'en parle aujourd'hui et qu'il n'en a pas parlé hier ? Il me trompe, d'ailleurs les armes ne sont pas à la maison, comme il le croit. Et il va faire détruire ma maison. Est-ce que je laisse faire ça ?» Voilà comment le militant est amené à hésiter. Quand l'interrogateur suppose que le militant est suffisamment bouleversé, il se rue sur lui avec de nouvelles tortures, avant que sa personnalité ne reprenne le dessus, et qu'il mette en doute les prétendues révélations.

Remarques générales concernant les interrogatoires

- 1) N'importe quel militant a forcément eu une discussion avec quelqu'un pour entrer dans une organisation.
- 2) Il est tout à fait normal qu'un homme ou une femme hésite avant de s'engager. Ce n'est pas une décision qu'on prend à la légère.
- 3) Chaque militant, sans exception, sera interrogé sur son engagement, son organisation et la personne à travers laquelle il est devenu militant organisé.
- 4) A chaque étape de l'interrogatoire, on reviendra avec insistance sur la question des armes.
- 5) Au cours de l'interrogatoire, les militants sont toujours menacés de tortures et de la destruction de leur maison.
- 6) Les maisons sont effectivement détruites - et ceci est très important - si les accusés avouent qu'ils ont, de près ou de loin, un rapport avec les armes et les opérations militaires. C'est l'aveu qui conduit à la destruction de la maison et non l'inverse, quelle que soit l'importance ou la quantité des aveux.
- 7) L'interrogatoire commence, et finit, par ce que le militant dit sur lui-même et non par des rapports ou des dénonciations d'autrui. Ces rapports ne servent qu'à orienter les interrogatoires, et à influencer le militant pour qu'il reconnaisse les faits.
- 8) Toute personne arrêtée au cours d'une manifestation ou d'une opération militaire sera interrogée sur son action, son degré de participation, etc. La pression des interrogateurs est parfois tellement forte que l'on assiste au phénomène des faux aveux.

On a connu des cas où, après avoir constaté que le prisonnier n'était pas membre d'une organisation, on l'a libéré, mais celui qui avait avoué être organisé, sans l'être, est resté en prison, et a été jugé pour son appartenance à une organisation illégale... En fait, un faux aveu ne fait qu'aggraver la situation. Si un prisonnier avoue posséder des armes, même s'il n'en possède pas, on va enquêter sur lui, et bien que l'interrogateur sache pertinemment que le prisonnier ment, il va l'accuser légalement.

Par contre, si c'est quelqu'un d'autre qui accuse le prisonnier de posséder des armes, cette révélation ne servira que pour mener l'interrogatoire sur les armes, mais ne constituera pas une preuve catégorique. Bien entendu, l'interrogatoire va s'intensifier, mais n'aboutira pas, tant que le prisonnier n'a pas avoué lui-même.

Ceux qui sont tombés dans l'engrenage de l'aveu et de la capitulation sont nombreux dans le mouvement national. Mais nombreux sont aussi ceux qui ont fait échouer les interrogatoires, en n'avouant rien, malgré tous les renseignements qu'on avait sur eux.

Il y a le cas où des prisonniers ont reconnu certains faits, ou avoué certaines activités, tout en niant catégoriquement d'autres, malgré les tortures. Des centaines de militants qui ont connu cette situation ont admis que, s'ils avaient pu résister à une partie de l'interrogatoire, ils auraient pu résister à l'autre.

Que se passe-t-il pour ceux qui ont tout avoué ?

Plus de quatre-vingt-dix pour cent des prisonniers qui ont avoué l'ont fait dès le début de l'interrogatoire, et n'ont eu qu'à poursuivre au cours des étapes suivantes.

Tous ces aveux auraient pu ne pas avoir lieu, mais une fois que c'est fait, quand le militant reprend ses esprits, les regrets ne servent à rien. Imaginons un militant qui a été pris lors d'une manifestation ou d'un rassemblement. Une fois entre les mains des militaires, qui se ruent sur lui avec des questions et des coups, il perd pied. Il peut avancer alors des témoignages qui n'ont aucun rapport avec son arrestation. Pendant le combat d'Aï Karama, en mars 1968, quelques feddayin ont été arrêtés et emprisonnés par les forces d'occupation. On les a interrogés sur leurs activités anti-israéliennes. Ils ont été traités avec brutalité par l'occupant. Trois d'entre eux ont cessé d'être des militants. Ils ont donné des renseignements sur eux-mêmes et sur leurs activités, de même que sur l'organisation. L'occupant les a récompensés de leur collaboration par l'emprisonnement. Ceux qui ont tenu le coup et n'ont rien avoué ont été rendus à la Jordanie. Alors ?

Il est possible de résister. L'interrogateur soumet le militant à des accusations grossières ou exagérées, afin de lui faire sentir la gravité de sa situation. L'emploi de cette méthode n'est efficace que si le prisonnier est disposé à l'accepter.

Comment le militant va-t-il croire que ses dirigeants ont présenté des rapports sur lui, s'il n'a pas d'abord douté de leur loyauté ? Comment va-t-il croire que les gros dossiers posés sur la table renferment des rapports et des renseignements sur lui, s'il ne croit pas être particulièrement suspect ? En d'autres termes, tout pas en avant que parvient à faire l'interrogateur, en utilisant cette méthode, dépend de ce qu'il a atteint pendant les étapes précédentes. Il a fallu le doute, la peur. Si le militant affronte la situation par l'indifférence, il va troubler l'interrogateur, qui devra chercher autre chose ou fermer le dossier. Ce sera l'occasion, pour le militant, de se reposer un peu de ses épreuves, de remettre de l'ordre dans ses idées, de retrouver ses forces, afin de se préparer pour l'étape suivante.

On prend les mêmes et on recommence

La méthode du Bon et du Méchant

C'est la méthode la plus répandue et, à travers elle, ce sont toutes les autres qui défilent. On la retrouve dans la plupart des étapes de l'interrogatoire. C'est une méthode qui a été utilisée par les services de

renseignements depuis le début de l'occupation. C'est sans doute la plus hypocrite et la plus humiliante.

Pour utiliser cette méthode, il faut au moins deux hommes des services de renseignements. Le premier se donne l'apparence d'un criminel sanguinaire, au cœur dur, aux expressions et au comportement sadique sans autre fonction que celle de torturer. Sa dureté, sa brutalité sont ostensiblement montrées au prisonnier, pour qu'il n'ait aucun doute sur le rôle de cet interrogateur. Le second est un homme aimable et poli qui s'irrite de la torture et du comportement de son collègue. Il montre de l'apitoiement devant la dureté, la violence et le sadisme. Il va essayer de protéger le prisonnier contre ces atrocités et de lui procurer une certaine sécurité, en allégeant ses souffrances. Mais, malheureusement, il est impuissant pour arrêter son collègue ; sa seule arme pour le faire serait l'aveu du prisonnier. Donc, l'un attaque, l'autre protège. L'un menace, l'autre rassure. L'un interdit de boire, d'aller aux toilettes, de fumer, l'autre est humain, instruit, souvent diplômé de l'université.

Avec qui le prisonnier préfère-t-il traiter, avec le Bon ou avec le Méchant ? Cela dépendra dans une large mesure de son degré de conscience. Si le prisonnier ne se rend pas compte de la ruse, il va essayer de rester sous la protection du gentil et souhaiter la disparition de l'autre, croyant qu'il est le seul à frapper, à menacer, à torturer. Mais s'il peut prendre conscience, au cours des interrogatoires, de ce que le Bon est une brute déchaînée avec d'autres prisonniers alors que le Méchant qui le terrorise, lui, est aimable avec un autre prisonnier, il va comprendre le jeu.

La lutte politique qu'est l'interrogatoire prend des formes psychologiques. Parmi les moyens employés par les interrogateurs, il y a la ruse et la tromperie, en plus des coups et de la torture physique. L'alternance des interrogateurs confronte le prisonnier avec des contradictions permanentes : l'interdit et la permission, l'humiliation et le respect, le sadisme et la pitié. Cette alternance constitue une attaque psychologique permanente pour qu'il s'écroule. La lutte s'intensifie et prend la forme d'un combat entre deux personnalités : l'interrogateur avec ses moyens d'oppression matérielle et morale ; le prisonnier avec sa foi révolutionnaire. Par sa souplesse, le Bon assure un climat de confiance et de dialogue, pendant lequel on abordera l'explication de certains faits mineurs qui ne sont pas forcément liés directement aux activités du détenu. L'interrogateur abordera les faits par des voies détournées, pour capter un peu la confiance du prisonnier et endormir sa méfiance. Dans cette ambiance plus détendue qui succède à la torture, il est possible à l'interrogateur de donner des conseils et d'influencer le prisonnier. Chaque fois que celui-ci sera de nouveau confronté à l'interrogateur sadique, il repensera aux conseils de l'autre. Dans une ambiance pareille, il est possible d'appliquer les autres méthodes. C'est l'alternance qui va agir sur le prisonnier. L'interrogateur sadique menace, hurle, frappe durement. Vient le Bon, qui reproche au prisonnier de ne pas l'avoir écouté, de ne pas avoir suivi ses conseils. Il menace de se retirer, de ne plus revenir. Et il se retire en effet. Alors recommence l'interrogatoire avec le Méchant. Subitement entre le Bon qui montre son étonnement devant la scène qui se présente à lui et qui se fâche. «Quoi ? Tu as profité de mon absence pour continuer à le frapper. Ça suffit ! Arrête ! Fasciste ! Criminel ! Tu n'as donc pas d'enfant ? Tu n'as pas de mère ? Tu n'as donc pas de cœur ? Va-t-en, ne reviens plus jamais. Tu seras jugé pour ta cruauté. Je te ferai licencier». Il se dirige alors vers le détenu. «Viens, mon enfant, assieds-toi, prends une cigarette... Tu veux de l'eau ? Je t'apporte de l'eau. Bois, c'est bon après les coups. Mon Dieu, je suis désolé de ce qui est arrivé, tu aurais dû suivre mes conseils !»

C'est ainsi que le Bon crée un climat de confiance avec le prisonnier. Les heures d'interrogatoire passées avec lui sont relativement reposantes. Ici, l'important n'est pas l'aveu lui-même, mais la création d'un climat de confiance, de conversation. Et la conversation peut évoluer tant que le prisonnier prête une oreille attentive. Ici intervient la méthode du doute et tout le travail de recentrage du militant sur son propre destin, la méthode de la simplification ou la menace de torture. C'est ainsi que les interrogateurs planifient le piège. L'alternance du Bon et du Méchant va créer une peur plus grande chaque fois que c'est le Méchant qui se présente. Une simple gifle sera épouvantable. Si le Bon fait mine de s'en aller, le prisonnier se sentira perdu, effrayé par ce qui va suivre. Si c'est le Méchant

qui s'en va, il retrouvera un sentiment de sécurité, de protection. C'est en jouant sur cette alternance que les interrogateurs vont transformer un militant en capitulard.

Si le jeu n'a pas les résultats escomptés, les interventions du Bon vont se raréfier. Il revient encore au moment où la torture atteint son paroxysme et «sauve» le prisonnier, lui exprime ses regrets et les difficultés qu'il a pour l'aider. Il promet qu'il n'y aura plus de torture, qu'il va continuer lui-même l'interrogatoire sans coups, mais dans la mesure où le prisonnier fait preuve de collaboration, bien entendu. Il promet aussi qu'en récompense de sa coopération, il pourra l'aider dans l'avenir en allégeant sa peine, par exemple. Il fait ainsi naître l'hésitation et met l'accent sur le destin individuel du prisonnier. Il raisonne, il moralise : la combativité est inutile, car la lutte ne peut pas aboutir. Ce ne sont pas une bombe ou les blessures d'un enfant ou la destruction de poteaux électriques qui vont détruire Israël. Aucun pays arabe n'a réussi à le faire.

Bien que cette méthode soit la plus répandue, elle n'est pas la plus efficace, sauf si le militant n'a pas compris de quoi il s'agit. L'interrogateur est le Bon pendant ses moments de repos, ou en tant qu'aide et collaborateur de l'interrogateur principal. Pendant que le Méchant reprendra le travail, le Bon ira tenir le rôle du Méchant avec un autre prisonnier. Connaître cette méthode conditionne son échec.

Les coups, les bras cassés, les blessures à la tête ne peuvent pas par eux-mêmes provoquer l'aveu. Il y a de nombreuses situations où l'être humain est exposé à de pareilles souffrances sans que ce soit au cours d'un interrogatoire. Si cela se passe lors d'un accident de la route est-il tenu de fournir à la police, qui fait le constat, des renseignements sur lui-même et sur le parti ?

Ce ne sont pas les coups en eux-mêmes qui sont déterminants, mais l'influence des coups sur l'état psychologique du militant. L'état d'âme de celui qui s'expose aux coups des interrogateurs est parfois proche du désespoir. Parce que les soldats, les interrogateurs, la police des prisons frappent sans aucune dignité humaine, sans aucune considération morale. Ils frappent parfois cruellement et sans but. Pour l'amusement. Par vengeance, par haine. Alors le militant avoue par peur, et sous la pression des coups, parce que son aptitude à la résistance a des limites et surtout parce qu'il a oublié les conséquences mêmes de l'aveu. S'il en est ainsi, il perd à jamais sa valeur de militant.

Pourtant, il y a beaucoup de prisonniers qui résistent. Prenons ceux qui sont amenés à la prison d'A'sKalane. Certains sont blessés ou malades. Et, dès leur entrée dans cette prison, ils vont être à nouveau frappés et torturés par les gardiens. Pendant une semaine ou plus, ils vont être soumis à des humiliations constantes. Ils seront privés au maximum de la satisfaction de leurs besoins vitaux élémentaires. Ils seront placés dans des cellules individuelles, pieds et mains liés, soumis aux menaces et aux coups. L'intensité des tortures, là-bas, dépasse ce qu'ils ont subi quand ils ont été pris. Mais beaucoup ne parleront pas. Parce que certains militants éprouvent de la fierté sous les coups. Ils se nourrissent de l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, de leur dignité, de la conscience qu'ils ont d'être un barrage entre l'ennemi et le parti, un mur qui protège la révolution. Le naïf est seulement prêt à défendre sa personne. C'est lui qui réagit aux provocations, aux menaces, à la torture. Pour le militant, la défense de soi revêt un caractère plus global, c'est celle d'une partie du contingent révolutionnaire. Par conséquent, si elle se matérialise par des aveux, ce n'est pas valable.

Seule constitue une défense de soi la résistance jusqu'au bout.

Le Méchant, le sanguinaire, avec ses moyens matériels et moraux de torture, ne peut être, bien entendu, l'ami du prisonnier, avoir pitié de lui. Il a perdu son humanité. Les pratiques sadiques ont complètement dévoyé sa personnalité. Il ne peut jamais, en aucun cas, représenter une aide tant que le prisonnier reste dans les rangs des progressistes et des nationalistes. Prisonnier et interrogateurs sont des ennemis irréductibles.

Même si un interrogateur parle d'alléger les souffrances, de réduire la condamnation, même s'il promet la délivrance, ces promesses ne sont qu'un calmant, au moment opportun, pour piéger le prisonnier et

non pour le sauver ! Pour lui extraire des aveux et non pour l'aider ! Même s'il présente un verre d'eau, même s'il semble compréhensif, il ne peut pas sympathiser avec la révolution et les révolutionnaires. Ce sont des tortionnaires, des professionnels de la torture.

La méthode du changement et de la multiplication des interrogateurs

Un interrogatoire se passe normalement avec un seul prisonnier, un interrogateur à la fois, souvent deux, qui se succèdent comme nous l'avons vu, mais qui restent les mêmes, et un superviseur, qui contrôle indirectement le travail. Ce petit nombre d'interrogateurs est plus dicté par des mesures d'économie que par une technique particulière.

Le changement d'interrogateurs peut être une occasion de repos pour les autres, mais il vise surtout à les contrôler. Car en haut lieu on n'a pas toujours entière confiance dans leur travail. Le changement a lieu aussi quand un prisonnier résiste obstinément. Il permet d'augmenter les chances des services de renseignements. Un interrogateur nouveau s'y prendra autrement, arrivera peut-être au bon moment pour faire basculer le prisonnier. Ceci est un signe positif pour le militant, cela prouve l'échec des interrogateurs, et surtout que le militant est en train de gagner, que la fin du danger s'annonce.

Le nouvel interrogateur va se baser sur le travail du précédent. Le militant va se baser sur son expérience précédente.

A une étape bien précise de l'interrogatoire, on va utiliser un grand nombre d'interrogateurs en même temps.

Les buts de cette méthode sont :

- S'assurer des résultats auxquels sont arrivés les interrogateurs qui ont eu la charge du prisonnier, les étudier et les évaluer.
- Montrer au militant le grand intérêt qu'on lui porte, en faisant croire que tous ces gens viennent de loin pour lui (ceci accompagne souvent la méthode de l'exagération).
- Etudier de très près le déroulement des étapes afin de procéder à une évaluation collective et globale.
- Perturber complètement le militant, afin que dans une ambiance de confusion totale, il parle pour en finir.

Comment se passe une séance de ce genre ?

Les interrogateurs sont six ou sept. Ils vont interroger tous ensemble, pendant une heure ou parfois plus. Ils emploient tous des méthodes différentes. Ils créent en fait un climat d'anarchie complète, dans lequel le militant ne sait plus où donner de la tête. Ils attaquent tous ensemble, ils assiègent littéralement le militant, pour le rendre confus, lui disperser les idées. Un interrogateur lui demande son nom, un autre pose une question sur les armes, un troisième le frappe, un autre donne un conseil. Tous essaient de le faire parler. L'un menace, l'autre garde le silence, un autre prépare le matériel de torture, un autre sourit et offre à boire.

Si cette avalanche de questions n'a pas abouti, les interrogateurs se rassemblent autour du militant, discutent et analysent son cas, ou bien ils se mettent à le frapper tous ensemble.

Quelquefois, un des interrogateurs fait son travail seul, devant les autres. Il est arrivé que plusieurs interrogateurs se soient rassemblés autour d'un prisonnier, pendant quatre à cinq jours, pour un interrogatoire continu, sans dormir, sans boire, sans manger... Les interrogateurs supplémentaires ne

sont pas toujours là pour aider celui qui est le responsable. La plupart du temps ce sont des conseillers, qui vont assurer la responsabilité collective de l'évaluation finale... A cette étape-ci, si le militant parvient à tenir le coup, la situation va se retourner en sa faveur. L'interrogatoire est pratiquement fini, même s'il y a encore quelques séances pour conclure. L'étape de la multiplication des interrogateurs est décisive dans le déroulement de l'interrogatoire. Cette étape exige un haut degré de résistance de la part du militant, pour que la conclusion de l'évaluation tourne en sa faveur. Si les évaluateurs parviennent à la conclusion que le militant n'a rien, ou plus rien à dire, celui-ci a vaincu non seulement son interrogateur principal, mais l'ensemble des conseillers.

Faire intervenir le monde extérieur

La dispersion des idées

Ici, les interrogateurs vont essayer de rendre le militant confus, en visant à la destruction de sa personnalité de nationaliste et de sa volonté de résistant. On va essayer d'occuper son esprit par toutes sortes de pensées différentes. On va l'amener à réfléchir en même temps aux différentes possibilités de libération, à ses relations, à ses amis, aux propositions qui lui sont soumises. On fait, par exemple, entrer un de ses camarades prisonniers, ou un membre de sa famille, qui vont parler l'un et l'autre des conditions très dures de la détention et de la longue peine qui l'attend. Ils lui conseillent de collaborer pour en finir.

On lui fait croire qu'il a déjà avoué pas mal de choses, pendant qu'il donnait. Ceci vient renforcer la méthode du doute que nous avons vue. L'imagination travaille. Il pense à sa situation, à celle de ses camarades prisonniers et à leurs conseils, à la vie en prison, à ses idées, à la vie de sa femme et de ses enfants, à sa mère, à ses capacités de résistance. Il pense à mille choses, comme si elles avaient un lien entre elles. Le seul lien, c'est le processus d'interrogatoire qui les relie. Au cours de cette étape, l'interrogateur va observer les points faibles du militant, et orienter l'interrogatoire et les pressions.

L'utilisation des valeurs morales et sociales

Au cours de l'interrogatoire, quand l'interrogateur voit mieux à qui il a affaire, il va s'appuyer sur les sentiments du prisonnier, sur ses valeurs morales, et ne reculera devant rien.

Nous allons donner un exemple d'un prisonnier non formé.

Il s'agit d'un père de trois enfants dont la femme était morte et dont une fille, qui avait dix-sept ans, représentait beaucoup pour lui. Elle était jolie, éveillée et très attachée à son père. Le père, un jour, lorsqu'il travaillait dans les champs, a vu passer trois hommes qui lui ont demandé à manger et de l'aide et il les a servis. Mais il était observé et a été emmené en prison. Pendant qu'il était dans la cellule d'interrogatoire, la porte s'est ouverte et il a vu paraître sa fille, torse nu et en larmes, les cheveux ébouriffés. Le père était tellement ahuri et effaré qu'il s'est effondré sur le sol. On l'a fait revenir à lui avec un peu d'eau et on lui a présenté une chaise. Alors, dans un coin de la pièce, un interrogateur s'est mis à faire des avances à la fille, allant jusqu'à lui présenter de l'argent pour qu'elle accepte, et à lui caresser la poitrine. Pendant ce temps, un autre interrogateur s'occupait du père. Celui-ci ne pouvait pas accepter une pareille injure faite à sa fille. Son interrogateur lui a promis de renvoyer tout de suite son collègue, s'il donnait le nom des trois hommes qu'il avait aidés, et s'il les décrivait. Sinon, non seulement sa fille continuerait à être importunée, mais ses autres enfants, qui se trouvaient dans la cellule voisine, subiraient encore pire devant ses yeux. «C'est ta fille, tu l'aimes. Tu crains la honte. Elle t'est chère et tu tiens aussi à sa renommée. Que vont devenir tes enfants dans la société ? On va dire qu'ils n'ont pas de moralité, on va dire que le père a vendu l'honneur de sa fille pour être libéré... Je vais dire à mon collègue de violer ta fille et ensuite tu rentreras à la maison avec tes enfants. Ni vu, ni connu.» Le père était hors de lui. Entre l'aveu et son départ, et la résistance et l'honneur bafoué de sa fille, il a choisi. Il a capitulé et tout avoué.

C'était un homme de cinquante-cinq ans, paysan analphabète, fort attaché aux valeurs morales de la société dans laquelle il vit et fort attaché à l'honneur de sa fille. Si elle avait couché avec l'interrogateur, elle aurait été tuée pour laver l'honneur de la famille. Dans ce contexte, il était plus facile pour le père de donner le nom des trois hommes. Mais il a été condamné à dix ans de prison parce que ceux-ci étaient armés. Sa maison a été détruite. Il a donc payé de sa personne et de celle de trois militants l'honneur et la vie de sa fille. Le cas de ce père n'est pas celui d'un révolutionnaire engagé, mais celui d'un homme traditionnel attaché aux valeurs de sa communauté. Pour lui, l'honneur au sein de la communauté a plus de valeur que l'honneur national.

Dans notre pays, beaucoup sont comme cet homme. Mais cela ne veut pas dire que tous vont capituler au cours d'un interrogatoire éventuel. C'est sur ce genre de valeurs traditionnelles que s'appuient souvent avec succès les interrogateurs. Le prisonnier peut perturber le plan de l'interrogateur en ne rentrant pas dans son jeu. L'utilisation des enfants vise à saper la résistance du prisonnier, elle ne vise pas les enfants eux-mêmes, quelle que soit la pratique menée à leur égard.

La méthode a été assez souvent utilisée ces derniers temps, mais les différentes catégories de prisonniers, comprenant la manœuvre, l'ont fait échouer. Il est fréquent que des enfants ou des membres de la famille du prisonnier nient toute relation avec celui-ci, mettant ainsi en échec le plan de l'interrogateur qui espère les utiliser.

L'interrogateur a reçu une formation sur l'importance des valeurs traditionnelles, particulièrement la sexualité et la renommée personnelle. Et il suppose d'emblée que le prisonnier va réagir à toute provocation concernant ces valeurs morales. Il a tendance à croire que ce qu'il a appris s'adapte à tous les individus et tend à appliquer ses provocations de manière stéréotypée. Mais quand il parle de la maison, de la femme, de l'honneur d'une fille, il ne sait pas toujours exactement ce que cela va provoquer chez le prisonnier. Quand il parle de l'honneur, de la communauté, il ne sait pas réellement dans quelle mesure le prisonnier y est attaché. Il peut également faire appel au sentiment d'une mère pour son fils, en tâchant d'influencer un jeune qui vient de se faire prendre, sans savoir si sa mère est encore vivante. Il en est réduit à envoyer des ballons d'essai, des coups à titre expérimental. La suite dépend de la réaction du prisonnier. S'il est formé ou que son honneur national est plus fort que son attachement aux traditions, ce chantage restera sans effet.

La méthode des surprises et des chocs émotionnels

Il est bien connu que les surprises et les chocs affectifs coupent le fil de la pensée, pour un temps plus ou moins long.

On interroge un prisonnier. Il croit qu'il est le seul à avoir été pris et que ses camarades sont en sûreté. Brusquement, la porte s'ouvre et ils paraissent tous devant lui. La réaction, la perturbation du prisonnier seront fonction de la préparation de l'interrogateur et de la réceptivité du prisonnier à cette préparation.

Une autre surprise : c'est le camarade responsable d'un groupe qui entre. Il dit au prisonnier qui a résisté des jours et des jours : «Je vous ordonne d'avouer. Tout est fini. J'ai arrangé votre libération avec l'officier». Ça, pour une surprise, c'est une surprise !

Une autre surprise consiste à donner un jour de congé au prisonnier après des jours de supplice. Ce repos inattendu attaque l'état d'esprit héroïque du militant, et le prépare à l'aveu. Après un jour de repos, un militant qui a supporté seize jours de torture (d'autres ont supporté le double) sans parler est appelé par l'interrogateur. Celui-ci dit quelques mots, donne un papier et un crayon, et le prisonnier avoue tout. Cette situation s'est produite des centaines de fois. La torture et les autres méthodes ont un effet d'accumulation sur le prisonnier et affaiblissent sa volonté.

Il faut être préparé politiquement à la lutte pour être capable de saisir l'intention de l'interrogateur et son emploi des surprises choc. Le militant doit se dire que s'il a été capable de tenir tant de jours, il doit être capable d'aller jusqu'au bout, sinon sa résistance n'a servi à rien. Seul le comportement conscient est décisif dans cette affaire. S'il réfléchit à sa situation, il comprendra la nécessité de tenir bon, plus que jamais.

La méthode des chocs psychologiques est très dure, très difficile à supporter. Il y a des surprises sentimentales, politiques, la révélation de renseignements importants que l'interrogateur a en sa possession contre toute attente. Il y a la défection de certains camarades que l'on croyait sûrs et qui conseillent carrément d'avouer.

Mais ce qui constitue une surprise pour l'un, ne l'est pas pour l'autre.

La révélation de certains renseignements peut profiter au prisonnier, dans la mesure où ça lui permet de se mettre lui-même à l'épreuve et d'en faire autant avec son interrogateur. Rappelons que l'affrontement de l'interrogatoire est un combat individuel. Ce combat, le militant le traverse entouré matériellement et moralement par les masses, soutenu par des analyses et une compréhension politique, par un cadre politique bien organisé. Ici, dans l'interrogatoire, il doit décider de sa résistance tout seul, sans l'appui des camarades.

Il lui faut le courage de penser : «Untel m'a dénoncé. Il n'a sali que lui-même. Moi, je ne me laisserai pas troubler. J'assumerai ma résistance avec toutes ses conséquences, non en tant que sacrifice mais en tant que devoir sacré.» «Que le combat se poursuive. Je suis une partie de l'honneur du parti et c'est à moi, ici et maintenant, de sauvegarder cet honneur. »

Le militant dans l'interrogatoire sera jugé sur lui-même, sur son comportement à lui, sans aucune excuse. C'est à lui de se défendre. L'interrogateur n'est qu'un salarié qui mérite son complet mépris pour le sale rôle qu'il joue !

La méthode de l'achat et de la transaction

Si vraiment toutes les méthodes ont échoué, si l'interrogateur n'a rien pu obtenir, il cherche une issue. Il explique au prisonnier que sa situation va encore empirer, qu'on le torturera jusqu'au bout. Il ne lui reste que la collaboration avec les services de renseignements pour s'en sortir vivant. Il échange des informations contre sa libération.

En réalité, cette proposition exprime l'échec de l'interrogateur par rapport aux autres méthodes. Ici, il s'attaque directement au nationalisme de son prisonnier, à son engagement, à son rôle révolutionnaire.

Ce qu'il vise c'est à supprimer purement et simplement un maillon révolutionnaire de la scène politique, et à préparer une collaboration de longue durée. Il s'agit en quelque sorte d'acheter le prisonnier pour qu'il devienne un outil entre les mains des services de renseignements, pour qu'il fasse pression sur d'autres militants qu'on veut faire avouer.

L'un des buts est aussi de semer la suspicion entre les prisonniers dans la prison même et, plus tard, à l'extérieur.

Le plus souvent cette transaction n'est que fictive. L'interrogateur n'a pas vraiment l'intention de faire du prisonnier un agent, mais seulement de lui faire espérer sa libération en échange de renseignements et d'une déclaration signée.

«Collabore avec moi... je sais tout. Je n'emprisonnerai personne. Je ne dirai rien à personne. Tu sortiras. Nous te donnerons de l'argent et tout le confort. Et tu deviendras l'ami de notre nation. Tu vas pouvoir sortir de prison comme un héros. Tu diras à tes camarades et à tes responsables que tu as

résisté à la torture et que tu n'as rien dit aux services de renseignements. Nous n'emprisonnerons personne. Ils doivent te croire. Tu seras notre agent parmi eux. Mais nous n'emprisonnerons personne de ton secteur, sauf si tu nous le demandes.»

Toutes les méthodes de pression et de séduction y passent. Et certains militants qui étaient des aigles ont capitulé à cette étape-ci. Après les aveux, l'interrogateur conseille de rester encore un moment en prison, jusqu'à ce que le tribunal juge légalement le prisonnier et le libère. Ce dernier reste donc en prison un temps indéterminé, jusqu'à ce qu'on puisse l'utiliser à l'extérieur. Parce que la collaboration ne va pas cesser à la sortie de prison, loin de là. Les services de renseignements vont garder le contact avec le prisonnier libéré et intensifier leur pression. On va lui demander de dénoncer ses camarades encore en prison, de donner des précisions sur leurs activités, leur conviction politique. Ainsi, les services de renseignements vont tester la fidélité de leur nouvel agent. Il n'est pas rare que ces services le brûlent en disant que c'est lui qui a dénoncé les autres. Tout scénario devient possible, sauf celui de se libérer des griffes de l'ennemi.

Mais dans le cas où les propositions de collaboration et les promesses de libération ne sont qu'une tromperie, si le prisonnier avoue, il sera torturé jusqu'à ce qu'il ait vraiment tout lâché, puis il sera jeté en prison comme un citron pressé.

Seules l'ignorance, la lâcheté et la faiblesse de certains prisonniers permettent à l'interrogateur d'utiliser cette méthode. La plupart des militants la court-circuitent et témoignent à l'interrogateur leur détermination à tenir bon, leur mépris et leur haine. Accepter une telle proposition est pour la plupart des militants une atteinte directe à la dignité nationale et ils répondent par des insultes. C'est ainsi qu'ils font échouer cette méthode particulièrement insultante.

Il arrive que le prisonnier essaie de jouer au plus fin et de tromper l'interrogateur. Il fait semblant d'accepter la transaction et avoue une petite partie de ce qu'il sait. Il donne ainsi à l'interrogateur l'espoir d'une réussite complète. Rentrer dans un jeu pareil est d'une extrême gravité. C'est le grand borbier, l'impasse qui a commencé. C'est se soumettre devant la force de l'ennemi.

La méthode de la transaction ne se passe pas seulement derrière les murs des prisons. Les services de renseignements peuvent convoquer quelqu'un et, à sa grande surprise, lui apprendre qu'on a sur lui tel ou tel renseignement. Puis, brandissant la menace de la prison, l'agent de renseignements fait sa proposition de collaboration. Il n'y a pas d'emprisonnement. Celui qui était un militant est devenu un agent des services de renseignements. Il y a également parmi ces agents recrutés à l'extérieur les inconscients qui veulent jouer au plus fin. Mais les agents israéliens ne jouent pas. Ils savent faire pression et c'est particulièrement aisé avec des gens qui ont accepté si facilement de leur obéir.

Tout parti révolutionnaire refuse la collaboration, sous quelque forme que ce soit. La position révolutionnaire, c'est l'affrontement dans l'interrogatoire et ses différentes formes, y compris la torture, et non la transformation d'un militant en lâche, en sale torchon. Un militant qui traite l'ennemi en ami, qui discute avec lui les pièges à préparer pour les autres, qui donne des renseignements, est un traître.

Le brûlage politique

Le militant est fier de son engagement. Il passe des années de sa vie à l'avant-garde de la lutte. Son honneur est d'être reconnu par des camarades de combat, et par le peuple en tant que combattant pour la nation et pour la liberté. C'est sa réputation parmi les masses qui lui permet de faire de l'agitation, c'est sa conviction qui lui permet, en cas d'arrestation, de supporter toutes les tortures avec honneur et dignité. L'interrogateur bourreau brûle de rage devant ce militant sur lequel il se casse les dents. Mais il ne jette pas les armes facilement, lui non plus. Pour un militant d'une telle importance, il possède un plan de destruction tout spécial : la diffamation.

Contre quelles catégories de militants va-t-on utiliser ce procédé ?

- Vis-à-vis de personnalités de grande renommée. Les services de sécurité font courir le bruit qu'ils ont eu des contacts ou des réunions avec eux pour discuter ensemble de la situation politique, ce qui insinue qu'ils ont des points d'accord avec le pouvoir.

-Vis-à-vis de prisonniers nationalistes qui n'ont pas parlé en prison. Ceci est très important. Les camarades qui sont en prison n'ont aucune possibilité de communiquer avec l'extérieur, ils sont isolés et n'ont pour étayer leur jugement que ce qu'ils peuvent voir et entendre. Et si ce qu'ils voient ou entendent n'est qu'une mise en scène, un montage, leur jugement est faussé et préjudiciable pour leurs camarades qui sont en prison, eux aussi. Prenons un exemple.

Un groupe d'officiers qui n'a aucun rapport avec l'interrogatoire va s'asseoir à une table avec le prisonnier que l'on veut diffamer. Ils discutent calmement de choses et d'autres, puis on donne la possibilité aux autres prisonniers de le voir, par une fenêtre par exemple. Ils vont automatiquement éprouver de la méfiance vis-à-vis de leur camarade, croire à son éventuelle collaboration, surtout s'ils voient qu'on lui offre une cigarette ou un verre de thé.

Le prisonnier doit taire le nom d'un camarade même s'il croit que c'est lui qui l'a dénoncé et qu'il est possible de déjouer les comédies de l'ennemi.

Le plus grave, c'est quand un groupe de militants a été attrapé et que l'un d'eux sort après quelques jours, malgré les témoignages contre lui. Les services de renseignements laissent planer le doute. Puis ils complètent le travail en insinuant qu'il collabore, dans son village, dans son quartier, avec leurs agents qui se trouvent déjà sur place. Il n'est pas rare que l'interrogatoire se déroule avec tous les membres d'un groupe sauf un, qu'on laisse en cellule. Il sera amené à la prison sans interrogatoire, alors que tous les autres ont déjà été soumis à la torture.

Cette situation va susciter la suspicion chez ses camarades, mais aussi chez tous les autres prisonniers. Parfois, certains agents à l'intérieur de la prison complètent le soupçon des prisonniers par des rumeurs sur le militant épargné. De nombreux militants, qui ont résisté aux interrogatoires, ont été soumis à la diffamation, surtout dans les prisons de Gaza, Galilée, Ramallah, Jannine, Naplouse et Toulkram.

Il peut se passer beaucoup de choses au cours d'un interrogatoire. Il peut arriver que des interrogateurs mettent la main sur des dossiers ou des lettres ou qu'ils trouvent, par hasard, au cours d'une perquisition des renseignements qui concernent les militants interrogés, ou qu'un prisonnier révèle une cachette de l'organisation ou donne une indication sans rapport direct avec l'interrogatoire en cours mais qui va permettre d'autres emprisonnements. Ces phénomènes quotidiens sont des occasions rêvées pour alimenter la diffamation d'un militant, pour en faire la cible des accusations, des ragots et pour le brûler politiquement.

Imaginons un militant qui a consacré toutes ses forces à la révolution. Il a traversé héroïquement toutes les étapes de l'interrogatoire. Il est fier d'avoir tenu le coup et sort parce qu'on n'a rien pu retenir contre lui. Puis il remarque qu'on se méfie de lui, que ses camarades l'observent. Que doit-il faire ? Comment leur prouver qu'il est toujours à l'avant-garde de la lutte, qu'il veut poursuivre son travail avec eux ? Des réactions contradictoires vont provoquer en lui des déchirements. Et c'est très dur. C'est là une des intentions du pouvoir : l'affaiblir de l'intérieur et affaiblir le mouvement en le privant d'un militant sur.

Ici, il va falloir aussi tenir le coup, et cette fois, non plus face à l'ennemi mais face aux camarades.

Cette expérience particulièrement dure a été vécue par de nombreux militants palestiniens qui ont été soumis à des interrogatoires menés par leurs camarades. Ces interrogatoires tournent autour de leur collaboration éventuelle avec les autorités israéliennes. Que vont-ils faire ? Demander une aide éventuelle à la police ? L'interrogatoire des Israéliens est-il moins pénible que celui des camarades ?

Il y a une troisième catégorie de personnes contre lesquelles est employée la diffamation. Il s'agit cette fois de cacher des agents réels. Les personnes de cette catégorie sont recrutées parmi les militants résistant à l'interrogatoire ou parmi des personnes prises au hasard. Les méthodes pratiquées avec eux seront les mêmes que celles exposées précédemment.

La diffamation se poursuit en dehors de la prison. Les pouvoirs convoquent cette personne à plusieurs reprises et d'une manière inhabituelle. Ou bien ils se rendent directement chez elle, exploitant ainsi la tradition d'hospitalité des Arabes, ou encore leur ignorance ou leur peur. Après ces contacts on fait courir le bruit que cette personne collabore. Si on parvient à mettre la main sur un militant de la région, les accusations se dirigeront contre la personne mise en contact avec les services secrets et on sera persuadé qu'elle collabore effectivement.

Beaucoup ne savent pas qu'ils peuvent chasser les agents des services de renseignements et que ceux-ci n'ont pas le droit d'entrer chez les gens contre leur volonté. Rien n'est plus facile que de les chasser. Il n'est pas possible d'appliquer à leur égard les lois de l'hospitalité. Les méthodes de diffamation se sont avérées très efficaces et ont provoqué des crises importantes dans les prisons, non seulement entre des individus, mais entre des organisations politiques. Par exemple : un agent infiltré prétend être membre d'une organisation A et dirige ses accusations contre l'organisation B, ce qui crée un climat de tension. L'expérience montre que la plupart des problèmes entre les prisonniers ont été créés de toutes pièces par des agents qui ont montré un grand enthousiasme pour l'organisation. Dans la prison de Beersheba, Khalil Abou A'rich, surnommé «l'Opprimé», était en fait un agent. Dans la prison de Galilée, celui qu'on appelait «le lion du bloc» et qui faisait figure de héros, n'a pas tardé à être démasqué et il a avoué sa collaboration, sa bassesse. Dans les archives, il y a malheureusement des dizaines d'exemples semblables.

Les services de renseignements essaient de brouiller les militants. Il arrive souvent qu'un agent de ces services aborde un militant dans la rue, devant un café, ou dans un lieu public, lui parle en souriant de n'importe quoi, de son travail, par exemple. Quelque part, non loin de là, quelqu'un prend des photos de cette rencontre. On utilise ensuite ces photos pour semer le doute dans l'esprit des militants ou pour brûler politiquement l'homme piégé au moment opportun. Ce n'est que si nous connaissons bien ces méthodes que nous pourrions les déjouer.

Le plus important est que le détenu n'engage pas la conversation avec les autres prisonniers, qu'il ne leur communique pas le moindre renseignement. Ses secrets ne concernent que lui seul. Le silence est la base de la lutte clandestine.

Il ne faut pas placer l'honneur là où il ne se trouve pas. En cas de diffamation, cela n'a pas de sens de vouloir à tout prix montrer qu'on est un bon militant. Mais il est important de persévérer dans la résistance et de sauvegarder le trésor que l'on tient dans son cœur. C'est là la seule attitude devant une campagne de diffamation. Il faut prendre le temps de montrer la justesse de sa position. Une direction compétente dans une organisation ou un parti est capable d'extraire le bon du mauvais. Les camarades comprennent tôt ou tard pourquoi le militant est resté ferme.

Lavage de cerveau

Le détecteur de mensonges

C'est un moyen assez rarement utilisé, mais son emploi est une ruse qui se base sur la méconnaissance, de la part du prisonnier, de sa constitution physique et de sa fonction dans l'interrogatoire. Qu'est-ce que le détecteur de mensonges ? C'est un dispositif qui sert à mesurer les particularités et les activités physiques du corps humain comme un quelconque appareil médical. Le prisonnier est placé sur l'appareil et relié à différents instruments. Une partie du dispositif mesure la tension, une autre les battements du cœur, les autres mesurent les courants nerveux et musculaires, la sécrétion de la sueur, les variations de température, les mouvements respiratoires. On dit au prisonnier que l'on va le mettre

sur le détecteur de mensonges afin de découvrir si ce qu'il dit est vrai ou faux. Un prisonnier qui n'est pas du tout familiarisé avec un matériel aussi sophistiqué peut penser que c'est un appareil magique qui détecte le mensonge à travers la conversation. C'est en tout cas ce que l'on va essayer de lui faire croire et peut-être y parviendra-t-on, surtout si on l'a déjà menacé de l'appareil dans les interrogatoires précédents. Il arrive qu'un ignorant préfère les aveux au détecteur. Et c'est naturellement le but des interrogateurs.

Si le prisonnier n'a rien dit et qu'on le met sur l'appareil, que se passe-t-il ? Celui-ci mesure des réactions physiologiques et rien de plus. Ce qui est important c'est la mise en scène, la ruse qui accompagne ces mesures. On pose d'abord des questions très ordinaires telles que «comment t'appelles-tu ? où habites-tu ? etc.» Puis viennent d'autres questions sur son engagement dans la lutte. Et les instruments enregistrent toujours les réactions.

Certaines questions vont provoquer des changements dans les enregistrements de l'appareil. L'interrogateur va les employer pour affronter le prisonnier.

L'interrogateur insistera sur le fait que l'appareil a détecté un mensonge. Le prisonnier doit se dire que de toute façon le dispositif n'a pas découvert la vérité. Comment faire échouer l'utilisation de cet appareil ?

Il faut en tout cas que le détecteur enregistre le moins possible de changements. Il faut que le prisonnier reste calme et regarde toujours dans une même direction, en ne bougeant aucune partie du corps et en ne répondant que par un seul mot. Mais s'il commence à remuer, à être impressionné intérieurement, l'appareil va indiquer de fortes variations et attirer l'attention de l'interrogateur.

N'importe qui subit une accélération des battements cardiaques lorsqu'il est impressionné, mais il faut se laisser impressionner le moins possible et surtout ne pas bouger.

L'hypnose

L'utilisation de l'hypnose comme méthode est très récente. Elle est rarement utilisée et cela pour plusieurs raisons. En fait elle est aléatoire. La personne endormie peut, à tout moment, s'arrêter de parler, surtout si on touche à des éléments très sensibles de sa vie. Ensuite, si elle montre certaines dispositions à parler une fois endormie, elle peut refuser de parler et de reconnaître ce qu'elle a dit une fois réveillée.

Cette méthode comporte des risques. Elle peut aboutir au contraire du but poursuivi. Si le prisonnier ne parle pas pendant la séance, en se réveillant il sera agressif et moins que jamais décidé à collaborer, allant jusqu'à retirer tous les aveux des séances précédentes. Le succès n'est donc pas garanti. Il faut qu'il y ait collaboration, pour que la méthode ait une chance de succès. Le moindre refus rend l'utilisation de l'hypnose inopérante. Il arrive aussi que l'interrogateur croie le prisonnier endormi alors qu'il est parfaitement conscient. Même si la méthode donne quelques résultats, l'interrogateur ne peut amener le prisonnier à agir une fois conscient. Il y a donc beaucoup plus d'échecs que de réussites.

La fatigue nerveuse

C'est la méthode qui consiste à s'attaquer physiquement au cerveau. Par exemple par des coups sur la tête, ou en provoquant une fatigue excessive. Quand le cerveau est fatigué, il cesse de fonctionner partiellement ou totalement et le besoin de repos est extrême et d'ailleurs nécessaire pour qu'il y ait retour à l'état normal. Cette phase peut être de durée variable.

L'objectif de l'interrogateur est de mener le détenu au stade où dormir est la seule solution. Pour cela il existe une panoplie de méthodes, plus raffinées les unes que les autres.

Et ces méthodes sont utilisées partout dans le monde. La première, c'est donner des coups violents, sur le bout des doigts, sur la plante des pieds, sur les oreilles, les yeux, les lèvres, les parties génitales. Les coups de ce genre visent aussi à ébranler les valeurs sociales du militant (virilité, fécondité). L'interrogateur se trouve derrière le prisonnier. Tout en frappant, il le tire par les cheveux, lui pose des questions, crie, menace et met en doute ses capacités de résistance.

Une autre méthode est d'affecter les sens de la vue et de l'ouïe. Il existe pour cela divers procédés :

- l'interrogateur fait écouter au prisonnier des voix, de manière répétitive, ce qui lui porte sur les nerfs ;
- on utilise une lumière forte pour exciter les nerfs optiques au-delà du supportable ;
- on montre au détenu des films avec des situations insupportables. On le fait, par exemple, assister à des tortures.

Une autre méthode consiste à attacher le détenu au mur durant des heures, voire des jours entiers. On l'oblige à rester debout sur un pied pendant de longues périodes. On le suspend par les pieds.

On peut le priver de nourriture, de boisson et de sommeil pour accompagner les autres tortures. On peut l'obliger à faire des gestes incongrus, par exemple à sauter sur un pied en répétant des phrases qui sont souvent des insultes à l'égard de lui-même, de ses parents, de ses amis, de ses convictions

Un autre procédé encore consiste à lui injecter des produits comme l'insuline, qui brûle le sucre dans le sang, donnant une énergie supérieure aux besoins du corps et provoquant rapidement la fatigue.

On injecte aussi des drogues en une quantité telle qu'elles provoquent chez le détenu un état de faiblesse, une diminution de conscience. Lorsqu'on administre de la drogue à quelqu'un qui n'y est pas habitué, il dit des choses incontrôlées, incompréhensibles, souvent incomplètes. Une fois le détenu revenu à un état de conscience normal, l'interrogateur va essayer de lui faire croire qu'il a parlé sous l'effet de la drogue.

Toutes ces méthodes sont souvent appelées lavage de cerveau. Elles visent à affaiblir le travail conscient du cerveau, à amener le prisonnier à un état d'incohérence. Il s'agit de le faire craquer.

L'objectif est de l'amener à un état de besoin de sommeil. A ce stade, le problème se pose de la façon suivante : on demande au prisonnier, en échange du sommeil dont il a besoin, la promesse de parler. S'il obtient ne fût-ce que la promesse de parler, l'interrogateur a remporté une victoire, même si le prisonnier n'est pas sincère. Certains camarades sont restés dans ce besoin de sommeil jusqu'à une semaine. Il faut savoir que cet état n'entraîne pas la mort.

Parfois on demande au prisonnier de consigner sa promesse par écrit.

Eh bien, même s'il se trouve à ce stade, le prisonnier peut refuser de collaborer. Le stade suivant, c'est le coma. Et quand le prisonnier est inconscient, il est incapable de collaborer. L'interrogateur est obligé d'arrêter.

La torture n'a pas lieu uniquement dans les salles de torture. Elle se poursuit dans les cellules. Les Israéliens mettent, par exemple, jusqu'à cinq personnes dans une cellule prévue pour une seule, ce qui rend les conditions de détention insupportables, notamment à cause de la chaleur. Lorsqu'on met cinq personnes dans une cellule qui a seulement une ouverture de 30 cm avec une température de 35°, imaginez dans quel état les gens se trouvent. Il arrive que pour certains, il devienne plus supportable de se faire frapper dans une salle de torture où on peut respirer que de se trouver dans une cellule sans air.

Quand un détenu commence à frapper sur les portes tant l'atmosphère est insupportable, c'est le chantage qui peut commencer. Quand ce chantage n'aboutit pas, une fois la porte ouverte, les prisonniers vont être roués de coups ou aspergés de produits nauséabonds. Le but est que les prisonniers demandent de sortir de la cellule à n'importe quel prix.

Diviser pour régner

Agents provocateurs et infiltrés

Ce sont des infiltrés, placés dans les cellules par les Israéliens et dont le rôle est d'amener les autres à l'idée d'une collaboration possible. C'est l'infiltré qui le premier va dire qu'il faut collaborer quand la situation devient intenable. S'il n'est pas découvert, il va faire pourrir la situation. Il ira jusqu'à dire qu'il vaut mieux un an de détention normale qu'un jour de plus dans les conditions actuelles. Il va conduire les autres prisonniers à faire des comparaisons qui vont les ramener à leur propre situation : «Il y a une semaine, j'étais bien à l'air libre et maintenant je suis ici, enfermé dans ce trou puant». Devant une telle situation, nous conseillons au militant de se fâcher et de dire : «Arrête ton cinéma, si tu veux parler, vas-y, mais ici, ferme ta gueule !»

Rappelons aux militants que, si les interrogateurs deviennent nerveux, s'ils frappent, c'est que l'on se rapproche des conclusions. Ceux qui ont de l'expérience dans les prisons se disent : «Entre la victoire et l'échec, il reste une résistance de quelques heures».

Nous demandons au militant de ne pas perdre de vue qu'il est membre d'une organisation, qu'il a travaillé avec d'autres à construire cette organisation, qu'il ne lui est donc pas permis de ne penser qu'à lui-même, même s'il éprouve des souffrances. S'il avoue, il est responsable de ce qui arrivera aux autres membres.

Le révolutionnaire emprisonné doit savoir que la victoire viendra et que la souffrance est le prix à payer.

Le rôle des agents infiltrés dans la prison

Quel est le statut de l'infiltré ? Les liens entre cet agent et l'administration pénitentiaire dépasse de loin des rapports donnant donnant. Quand un Palestinien tombe dans le piège des Israéliens, il devient un simple objet, sans aucune valeur, mais aussi sans dignité. On va essayer de l'exploiter à fond. C'est le citron qu'on presse et qu'on jette. Dès qu'il entre dans la logique de la trahison, le Palestinien perd sa valeur de patriote, sa valeur d'homme. Son rôle se borne à exécuter tout ce qu'on lui demande. Il est coincé, terrorisé par les Israéliens qui menacent, à la moindre velléité de résistance, de révéler qui il est. On le pousse à une vie complètement amoral : aller dans les boîtes de nuit, fréquenter des prostituées, se droguer. Un individu qui mène ce genre de vie est plus sûr pour les Israéliens, parce qu'il est condamné à collaborer pour des raisons financières, parce qu'il est aussi rejeté de son milieu. Le but des Israéliens, c'est de le couper totalement de ses racines. Il faut que ses préoccupations deviennent l'argent et la satisfaction de ses maîtres. On lui concède certains petits avantages, comme le fait de ne pas devoir faire la queue comme tout le monde, quand il se rend à l'administration militaire. Il peut ainsi avoir un sentiment de supériorité pour des petites choses. Mais parfois, cela se retourne contre lui. Il se peut, en effet, que le soldat à l'entrée de l'administration ne le connaisse pas et au lieu de le laisser entrer, commence à le frapper. Être humilié devant une file de Palestiniens va déclencher chez lui la haine envers ses compatriotes. Ou par exemple, lors d'un couvre-feu dans un quartier, l'agent peut essayer de parlementer avec les soldats pour franchir le barrage, et au lieu d'en obtenir la permission, il reçoit des coups.

Une fois l'agent tombé dans le piège des services de renseignements, les Israéliens lui apprennent des notions d'espionnage, des méthodes d'infiltration et des techniques de surveillance des personnes. On le prépare à exécuter n'importe quelle tâche, n'importe quel ordre, même à l'encontre de ses proches.

Certains agents sont envoyés dans les prisons pour des objectifs déterminés. Ils subissent le même sort que les autres dans les cellules et sont quelquefois frappés de même. Quand les Israéliens demandent à un agent de s'infiltrer dans une organisation, ils lui donnent l'apparence d'un militant comme les autres. Il devra fournir des renseignements sur l'organisation, sur ses membres, ses responsables. On peut infiltrer soit une organisation de masse, un club, un syndicat, une association, soit une organisation politique. Dans le premier cas, un agent peut déjà recueillir de nombreux renseignements sur les cadres palestiniens : qui est derrière telle action, quel est leur but politique, quels sont les liens avec les autres organisations, les tendances politiques actuelles.

Dans le second cas, l'infiltré est directement en contact avec les membres de l'organisation et peut connaître leurs méthodes de travail. Ce rôle ne s'arrête pas à la porte de la prison. Si des membres sont arrêtés, l'agent est arrêté avec eux et peut ainsi continuer son travail en prison. Lors d'un jugement éventuel, on lui demande de donner son témoignage contre les militants.

Un agent peut aussi commencer directement son travail en entrant dans la prison. Il dira alors, comme cause de son arrestation, qu'il a été intercepté à la frontière en revenant de Jordanie, ou encore, qu'il a été dénoncé.

En prison, l'agent peut jouer plusieurs rôles : il peut être un héros, un lâche ou un innocent. Il essaiera d'aborder les prisonniers en fonction de la mission qu'on lui assigne. Il peut aussi avoir un rôle démoralisateur ou espionner les autres détenus.

Les militants palestiniens doivent être prudents devant tout nouveau prisonnier. Ils ne doivent révéler ni des informations politiques ni des informations personnelles. On n'est jamais sûr de quelqu'un. De toute façon, on ne doit jamais révéler quoi que ce soit sur son organisation. C'est la base du travail clandestin. Les militants dans les prisons ne doivent pas être bavards. Il est arrivé que des agents fournissent à leurs maîtres israéliens des informations que ceux-ci n'avaient pas pu obtenir par la torture. En prison, les agents sont les oreilles de l'occupant.

Après un interrogatoire, les militants ne doivent pas en signaler le sujet. S'il y a un rapport à produire, le militant doit le faire en respectant la structure clandestine et le mot de passe. Le travail clandestin entraîne chez l'ennemi l'utilisation de méthodes adaptées et sophistiquées pour obtenir des renseignements. Les Israéliens tiennent compte du fait que, si les prisons sont des lieux de recrutement de leurs agents, ce sont aussi des écoles de cadres pour les militants, au niveau politique, organisationnel et intellectuel. Ils font jouer aux agents le rôle de saboteurs de ces organisations.

Le fonctionnement des organisations dans les prisons

1. Les organisations remplissent un rôle humain et social pour leurs membres.
2. Les organisations ont un rôle d'éducation générale, politique et idéologique, et cela de façon permanente, par le biais des programmes culturels. Elles visent à reconstruire l'homme afin qu'il reste en contact avec le monde extérieur. On analyse aussi les expériences des autres peuples qui ont mené des révolutions. On donne des cours de langue, de philosophie, d'histoire, de politique... et de travail organisationnel.
3. Elles consolident l'engagement des militants et les orientent dans leur conduite.
4. Elles s'associent avec les autres organisations dans la défense des droits des prisonniers et dirigent les prisonniers dans leurs revendications quotidiennes.
5. Elles défendent l'image de la vie politique de la prison.
6. Elles expliquent la politique de l'occupant. Elles consolident la résistance contre cette politique.
7. Elles découvrent les infiltrés, les agents, et les jugent. Elles envisagent leur rééducation, si c'est possible.

8. Elles dirigent la lutte quotidienne contre la direction de la prison : organiser le travail quotidien et résoudre les problèmes qui peuvent surgir entre les prisonniers, dans le but de défendre l'unité nationale dans les prisons.

9. Dans les prisons, elles forment des cadres ayant une expérience solide. En effet, ceux-ci auront connu les pires conditions de l'occupation, ils auront acquis l'expérience de l'interrogatoire, de la torture.

L'ensemble de ces tâches se fait de manière permanente. Par leurs souffrances de chaque jour, les militants accumulent la haine contre leurs ennemis. Cela fait d'eux des combattants solides, déterminés.

Les organisations bidons

La politique des autorités israéliennes contre les militants et le mouvement national comporte plusieurs points :

- 1) Détenir le plus grand nombre possible de militants et les éloigner de leur travail au sein des masses palestiniennes.
- 2) Détruire les détenus moralement et psychologiquement, affaiblir leur engagement et leur adhésion révolutionnaire.
- 3) Briser les organisations politiques à l'intérieur des prisons.
- 4) Torturer les détenus quotidiennement afin de les persuader que c'est leur appartenance politique qui est à l'origine de ces mauvais traitements.
- 5) Créer un fossé entre les détenus et la société palestinienne et donner l'impression aux détenus que la vie se déroule normalement en dehors, alors qu'ici ils vivent un enfer.
- 6) Tenter un lavage de cerveau des militants pour qu'ils renoncent à leur engagement national.
- 7) Créer des problèmes entre les détenus à travers les agents et tenter de faire de l'autorité de la prison l'arbitre des conflits. Dans les faits, cette tentative n'a jamais abouti, les organisations n'ayant jamais réglé leurs conflits par l'intermédiaire de la direction pénitentiaire. Quand la direction est informée, d'une manière ou d'une autre, de ces conflits, elle essaie par tous les moyens de les exacerber et de se concilier les plus faibles.
- 8) L'intervention de l'armée ou des gardes-frontières est utilisée dans les prisons pour porter un maximum de dommages corporels et moraux, confisquer les biens, remettre en question les acquis obtenus par les détenus. Parfois cette intervention est due à des provocations menées par des agents. Ceux-ci reçoivent des lames de rasoir ou des couteaux de l'administration pour agresser des gardiens, donnant ainsi prétexte à une intervention de l'armée.
- 9) Créer tout un courant d'agents, de traîtres à l'intérieur de la prison. Et agir de telle sorte que ce courant se substitue à une organisation qui n'était pas présente dans la prison. Alors ils peuvent salir l'image de l'organisation. Ce courant est appelé «les oiseaux».

Qu'attend le pouvoir d'occupation des membres de ces organisations bidons ?

1. Ils doivent surveiller les mouvements des détenus par l'espionnage et obtenir des renseignements sur leurs activités dans la prison et avant leur arrestation.
2. Ils doivent également surveiller les organisations des prisons et leurs activités. Ils essaient pour cela de manifester leur appartenance nationale, leur engagement, pour tromper les vrais militants.
3. Ils font circuler de fausses informations et des soupçons. Ils sèment la division entre les différents mouvements dans la prison, entre les groupes de détenus, voire même entre deux personnes. S'ils arrivent à être membres d'une organisation dans la prison, ils utilisent ce fait-là et, pour montrer leur appartenance, ils s'opposent à d'autres organisations.

4. Ils essaient de montrer leur attachement aux dirigeants de l'organisation à laquelle ils appartiennent. Pour faciliter leur travail, la direction leur attribue certaines tâches spécifiques. Par ces positions, ils ont plus de facilités à entrer en contact, à tout moment, avec la direction. Ils passent des informations verbalement, dès qu'ils les obtiennent.
5. Ils tentent aussi de démoraliser les prisonniers, de mettre en avant des obstacles quand une décision, comme par exemple de faire la grève, est prise dans la prison.
6. Pour dévaloriser certains militants, ils essaient de jeter sur eux le doute. Il arrive que les responsables de la prison convoquent ensemble l'agent et un militant : l'agent sera appelé à témoigner contre le militant. Ceci dans le but de créer des tensions.
7. Il arrive que l'administration de la prison fasse craquer le responsable local d'une organisation. Dans ce cas, celui-ci sera amené à taire le fait qu'il collabore et à se faire passer pour plus responsable qu'il n'est. Il pourra utiliser le fait qu'il est responsable pour obtenir un maximum de renseignements sur les membres de son organisation, sur leurs activités, même avant leur arrestation. Il profite de sa position pour nommer, à des postes de responsabilité dans l'organisation, des gens qui manifestent des signes de collaboration avec les autorités de la prison. Dans les prisons de détention administrative, il était courant que le responsable à l'extérieur de la prison devienne responsable à l'intérieur. Dans cette situation, il est arrivé que des organisations soient dirigées par des collaborateurs. Les organisations révolutionnaires qui fonctionnent selon le centralisme démocratique ne peuvent pas permettre cela. Lors d'élections dans l'organisation à l'intérieur de la prison, il faut tenir compte de ce principe. En tout cas, quelles que soient leurs responsabilités antérieures, des gens qui ont été la cause de l'arrestation d'autres militants doivent être écartés d'office. On ne peut même pas permettre qu'ils soient membres de l'organisation. Quand les prisonniers sont transférés dans les prisons «intérieures» (dans les territoires annexés en 1948), comme Beersheba, Ashqelon, Nafha, il n'y a plus moyen d'avoir une responsabilité automatique ou de transposer les structures qui existaient à l'extérieur. Là, les organisations ont acquis une solide expérience et pratiquent le centralisme démocratique.
8. Les agents essaient d'organiser le trafic de drogue, de hachisch dans la prison. C'est arrivé une fois à Beersheba, où des agents avaient introduit de la drogue dans la prison. Ils ont été découverts et les stupéfiants ont été interdits, par les organisations dans les prisons.
9. Outre la drogue, les agents font entrer des produits considérés comme luxueux dans la prison (savon, cigarettes à filtres, sous-vêtements...). Cela dans le but d'attirer des prisonniers. En même temps, les organisations dans les prisons ont établi des règles qui interdisent ce trafic. Là où on trouve ce genre de produits, c'est que les agents y sont nombreux.

Les divisions créées entre les militants

Une première division a été réalisée entre nationalistes et non-nationalistes. En fait il s'agit d'une opposition créée de toutes pièces entre nationalistes et religieux. Dans les prisons, une propagande pour les idées progressistes et révolutionnaires a été menée avec succès. De nombreux détenus possédaient un degré de conscience assez élevé sur le plan culturel et politique. Les pouvoirs d'occupation ont tenté d'étrangler toute forme d'enseignement, mais en vain. Car la culture, si elle est dans les livres, est aussi dans l'esprit et dans le cœur des hommes. Et les détenus ont trouvé le moyen de faire circuler des livres...

La plupart des détenus musulmans faisaient la prière parmi leurs camarades, pour autant que le pouvoir le leur permettait. Tous les détenus, croyants et non-croyants, avaient revendiqué ensemble le droit à la prière pour les croyants.

Il faut savoir qu'un courant religieux a commencé à se propager sur notre pays dans les années 70, trouvant une terre fertile dans le passé religieux de notre peuple. Le régime de prison, instauré par les détenus eux-mêmes, permettait à tous d'exercer leurs pratiques religieuses sans aucune pression. Mais la direction des prisons a créé un courant religieux qui se nomme lui-même «le parti de Dieu».

L'administration de la prison disposait d'agents et de collaborateurs qu'elle pouvait insérer sans difficulté dans ces groupements religieux. Il y avait aussi un certain nombre de détenus capitulards qui ne voulaient pas accepter les règles que les prisonniers avaient établies entre eux.

Dans ce contexte, l'administration a accentué la division entre les prisonniers religieux et les autres. Certains agents de l'occupant ont assumé le rôle d'hommes de religion et de foi. Ils se sont déclarés ennemis des idées de gauche. Ils ont provoqué quelques affrontements pour amener les croyants à les soutenir et à se démarquer par rapport aux autres. Et, peu à peu, le courant religieux est devenu le rassemblement, non plus des vrais croyants mais des demi-croyants, des hypocrites, des hésitants, des indisciplinés...

Bon nombre de vrais croyants n'ont pas soutenu le mouvement, car son caractère antinationaliste a été dévoilé: le courant «religieux» préférait le règlement de l'administration pénitentiaire à celui des nationalistes athées. Il commettait des agressions sur des détenus à Ramallah, à Beersheba et à Naplouse; il ne participait pas aux grèves et tentait de les briser.

Ce courant spécifiquement «religieux» est devenu le refuge de ceux qui avaient trahi, car, sans problèmes, il acceptait les traîtres, affirmant que «Dieu seul sait ce que l'on a dans le cœur. Dieu seul punit et pardonne.»

Ce courant religieux a provoqué une crise importante dans les prisons, jusqu'au moment où on lui a coupé les ailes, sans jamais toucher à la liberté religieuse ni au droit de prier.

Surtout au début des arrestations dans le mouvement national, le prisonnier se trouvait coupé du monde. Il ignorait tout sur ce qui l'attendait. Il traversait une crise qu'il n'avait pas le sentiment de pouvoir résoudre. Il est compréhensible que, dans ces conditions, la prière soit devenue un refuge pour un grand nombre de détenus.

Or parmi les prisonniers, une équipe est apparue, consciente de son identité nationale. Elle a propagé ses idées par divers moyens. Elle a appelé à renforcer la discipline et à approfondir l'adhésion révolutionnaire. Cette équipe a tracé sa voie avec d'immenses difficultés.

Pendant des années, ce travail a été fait, des structures organisationnelles se sont créées. Et depuis la seconde moitié des années 70, tous les détenus s'y sont soumis. On considère que tout détenu arrêté sous le nom d'une organisation palestinienne est soumis à elle et à ses décisions. Et pour ceux dont l'appartenance n'est pas claire, on a créé des commissions spéciales. A part la prison de Ramallah, les membres du courant religieux ont également dû accepter cette discipline.

Tous ceux qui dévient des valeurs nationales sont exposés à un châtement, au minimum à la perte de respect ou à l'exclusion et à l'isolement, mais dans certains cas graves, même à des sanctions physiques.

Ceux sur qui planaient des doutes, qui étaient accusés de collaboration avec l'administration pénitentiaire, ont trouvé refuge dans les valeurs religieuses. Ils partent à la prière pour se protéger, mais le mal est dans leur cœur. Certains d'entre eux ont commencé, à travers la prière du vendredi, à livrer une bataille sans vergogne contre les organisations politiques («Il faut combattre les athées avant de combattre les juifs» ; «Les juifs sont bibliques, parmi eux il y en a qui nous sont plus proches que les athées» ; «Les nationalistes et les communistes, les athées, sont des agents d'Israël et des USA»). Le premier qui a représenté ce courant est cheikh Ahmed de Naplouse, dans la prison de Beersheba, la seule où règne en ce moment un climat pareil. Le courant religieux s'est pourtant discrédité, notamment en publiant une lettre qui appuyait la visite d'Anouar El-Sadate à El Qods (Jérusalem) et approuvait les accords de Camp David.

Les sections de la honte

Depuis 1978, les services de renseignements ont une nouvelle méthode. Ce sont les sections de la honte dans les prisons. Ces sections sont composées d'agents et de collaborateurs produits dans les prisons.

Au début, quand un agent était découvert dans les rangs, il cherchait protection auprès de l'administration et était mis dans un cachot pour être protégé de ses camarades. Mais par après, l'administration a commencé à regrouper tous les poursuivis à la prison de Ramallah. Et quand leur nombre a augmenté, elle leur a ouvert une section spéciale à la prison de Naplouse. Elle a également transféré une partie d'entre eux à la prison de Ashkelon. Ainsi sont nées les sections de la honte.

Là, les traîtres ont continué leur sale besogne, surtout avec les nouveaux détenus. A quelques exceptions près, ils restent en prison. Ils reçoivent une formation d'espion. Un de ceux qui se sont faits remarquer le plus est El Majid Errajoube, qui a piégé un grand nombre de nouveaux détenus, en jouant le rôle du commandant responsable de la sûreté dans les prisons.

Le militant qui résiste et qui met en échec les interrogateurs est envoyé dans ces sections où il est reçu en «révolutionnaire». Les agents prétendent être des prisonniers célèbres qui sont des leaders dans les prisons. Ils s'assurent tout d'abord que le prisonnier a confiance en eux. Puis, l'un d'eux commence à frapper et appelle le gardien. Ils lui demandent de sortir tout de suite ce prisonnier parce que c'est un collabo et qu'ils ne peuvent pas le supporter. Ils le traitent comme s'ils le soupçonnaient d'avoir tout révélé pendant les interrogatoires. Si le militant ne connaît pas les sections de la honte, s'il n'en a jamais entendu parler, que va-t-il penser ? Quand on va l'interroger, va tenter de se défendre, de prouver qu'il est un militant solide et courageux, qu'il était très actif avant sa détention, etc. Et hop, sa déclaration est envoyée toute prête aux services de renseignements qui vont l'utiliser dans les interrogatoires suivants. Le militant provoqué de la sorte est pris au piège de ses propres déclarations. Alors, il ne comprend plus ce qui se passe. Il a reçu un choc. Ces prisonniers palestiniens qui étaient des héros, des modèles de sacrifice, des champions du nationalisme, comment ont-ils pu le tromper ?

Les sections de la honte sont une honte en effet, une honteuse saloperie à l'image de la haine sioniste.

4. Justifier la capitulation ou résister

Nous exposerons ici quelques concepts sur les valeurs sociales qui visent à justifier les aveux et la capitulation ou les positions de certains pendant l'interrogatoire.

C'est sur ces valeurs sociales que vont souvent se baser les bourreaux pour faire capituler les militants.

La honte et l'honneur

«La honte, c'est quand on voit une personne qui vous est proche se donner avec sa chair, avec son sang, avec sa beauté dans une cellule d'interrogatoire. C'est se taire devant un tel spectacle.»

C'est une pratique courante. On amène dans la cellule un proche. On le frappe, on le déshabille. On lui conseille d'influencer le prisonnier pour qu'il avoue en donnant des noms.

Où est la honte en pareil cas ? Où est l'honneur ?

La honte, le déshonneur, est-ce de livrer une belle fille aux appétits des bourreaux ? Est-ce d'accepter la présence d'un proche dans la salle d'interrogatoire comme une pression pour vous faire avouer ? Ou est-ce honteux d'être soi-même la cause d'une telle situation pour d'autres, au risque de provoquer d'autres pressions, d'autres viols ?

Nous abordons la question sous un autre angle. Souvent les bourreaux ont recours à des menaces basses et vulgaires contre les détenus, au cours de leur interrogatoire. Ils les insultent et leur lancent des injures en rapport avec l'honneur de leur sœur... Quelle honte !

Certains détenus ne supportent pas ces injures et ces atteintes à l'honneur. Ils n'ont donc pas de moyens de défense. Et il est honteux de supporter et de se taire. Ils ne peuvent donc arrêter l'interrogatoire que par l'aveu et la collaboration ?

Ici, nous posons les mêmes questions. L'honneur est-il plus atteint par les injures ou par la trahison des camarades et des secrets ? Est-il moins honteux de livrer les secrets de l'organisation que de subir une injure ? Le prisonnier s'attend-il à recevoir des bouquets de rosés pendant l'interrogatoire, ou des coups, des menaces et des injures, qui sont l'expression de la haine de l'interrogateur ?

Le président du groupe L'Eglise, arrêté en 1975 à la prison de Galilée et qui a dénoncé vingt-trois personnes, déclare avoir avoué après que l'interrogateur lui a donné une forte gifle, lui a adressé les plus basses injures et l'a traité d'androgynie. C'est ce qui lui a enlevé toute possibilité de supporter l'interrogatoire et l'a conduit à la capitulation. Il a dénoncé alors vingt-trois personnes dans leurs activités nationales. Cela, c'est la honte !

Comment analysons-nous des situations pareilles ?

Il est impossible que les menaces soient la cause de la capitulation. La capitulation se trouve dans la personne elle-même. En elle réside l'aptitude à l'aveu devant l'interrogatoire. C'est parce qu'elle s'occupe seulement de sa propre personne et ne ressent pas l'importance des conséquences, le danger de son aveu. Alors une seule gifle, une seule séance de torture, suffit à la faire basculer et à la conduire à l'aveu. Cet aveu causé par le faux calcul consistant à protéger d'abord sa propre personne.

La honte et l'honneur ne constituent donc pas en soi des facteurs de la capitulation, si le détenu est conscient de son engagement et de ses responsabilités. L'honneur ne consiste pas à avouer pour se protéger des injures, mais à résister.

La résistance, c'est l'honneur même, et c'est elle qui empêche la honte d'atteindre les autres militants et leurs familles, le parti et l'organisation du mouvement national.

Ceux qui se sont livrés, qui ont trahi, ont perdu toute notion de ce qu'est l'honneur et de ce qu'est la honte.

La torture et l'endurance

Il arrive souvent que soient soumis aux plus dures tortures des militants du mouvement national palestinien lorsqu'ils sont pris. La torture est d'autant plus importante que leur résistance est plus forte. Beaucoup de militants ont été soumis à des séances de torture pendant plusieurs jours de suite, même des semaines, sans prononcer le moindre aveu. C'est là la seule position révolutionnaire héroïque.

Parfois, des militants flanchent après plusieurs séances de torture dure. Ils avouent. Ils expliquent que c'est dû aux coups et à la souffrance... «Ils m'ont fait souffrir, ils m'ont cassé, ils m'ont détruit, je n'avais pas le choix.» Que démontre cette réponse ?

Après une bonne résistance, quelques coups de bâton ont provoqué son écroulement. Au lieu de continuer à résister et à montrer son honneur et son héroïsme, il s'est effondré à la dernière séance. Comme si la capitulation pouvait se justifier !

Il est opportun de signaler ici que l'honneur le plus grand, c'est quand le militant dit qu'on l'a torturé, mais qu'il a résisté. C'est la position militante révolutionnaire. Mais s'il dit qu'on l'a torturé et que c'est pour cela qu'il a avoué, c'est une justification futile, car tous les militants du monde s'exposent à la torture quand ils sont prisonniers des pouvoirs réactionnaires.

Peut-on dire qu'on avoue parce qu'on a épuisé ses réserves d'endurance ?

L'endurance est la puissance morale de toute personne qui s'appuie sur une foi profonde dans ses principes, ses valeurs et sa situation personnelle et sociale, ainsi que sur sa foi dans l'avenir et ses objectifs politiques et révolutionnaires. L'endurance n'est pas quelque chose de limité, déposé dans un sac qu'on peut vider. C'est une force spirituelle et physique, une nourriture intérieure. L'endurance n'a de limites que dans des situations physiologiques. Par exemple, l'homme peut rester longtemps debout, puis il éprouve de la fatigue dans les jambes et dans le corps. Il résiste jusqu'au moment où ses jambes ne peuvent plus le porter. Il s'effondre et tombe. Ici, la capacité de l'homme est dépassée. L'endurance est liée au désir de résistance et de défi, ce qui veut dire qu'elle est une question de volonté, contrairement à la capacité physique, qui ne dépend pas de la force morale.

Donc, quand l'endurance est épuisée, elle l'est consciemment. Elle se développe et s'agrandit si le prisonnier la considère comme une arme nécessaire pour rester sur des positions courageuses et s'il conserve sa détermination. Les révolutions dans l'histoire n'ont triomphé que parce que des héros ont supporté leur destin avec détermination. Les révolutions vivent de l'endurance des militants, tandis que l'échec naît souvent dans le cœur même des combattants.

L'endurance du militant face à l'interrogatoire est un but qu'il s'est fixé depuis le début. Ce but, c'est la pierre d'achoppement de toutes les méthodes de torture. Dans ce cas, la torture physique n'est plus une cause de capitulation, mais un stimulant qui renforce la volonté. Si le détenu dit : «Ma patience était à bout... la torture était trop forte pour moi», il ne donne que des justifications superficielles de sa capitulation.

L'interrogateur a le pouvoir de frapper, mais pas celui de faire parler. Les aveux n'ont pas de justification. De toute façon rien ne sert de les justifier quand le mal est fait. Les partis révolutionnaires ne pardonnent pas à ceux qui ont donné leurs camarades. Ils n'acceptent aucune justification.

Ils m'ont tenu... ils ont découvert sur moi..

- Pourquoi as-tu reconnu les faits ?
- Il n'y avait pas d'autre issue. Ils ont découvert un tract sur moi.
- Qu'as-tu reconnu ?
- Je ne pouvais rien cacher. La vérité était flagrante.
- Est-ce que le tract signale que tu as jeté une bombe sur les patrouilles de l'ennemi ?
- Non ! Mais je n'ai pas pu trouver le moyen de cacher quoi que ce soit.

Qu'un tract ait été découvert sur un militant, il aurait pu l'être sur toute autre personne. Cette découverte a été la cause de la capitulation et de l'aveu du militant. Ce qui a permis à l'appareil de l'occupation de rassembler encore des renseignements sur les militants et leurs secrets importants.

Au lieu de nier l'existence même du tract, ou de prétendre l'avoir trouvé dans la rue, le militant considère avoir été reconnu en tant que tel et de ce fait avoir été incapable de résister. Qu'en serait-il si l'on avait saisi sur lui une lettre secrète? Il dénoncerait les camarades qu'il était censé organiser.

Ce n'est pas vrai que la saisie d'éléments matériels (documents par exemple) justifie la capitulation. Il est préférable de nier ces éléments, même s'ils ont été découverts dans la poche du militant ou chez lui.

Le meilleur moyen de fermer le dossier et de ne jamais l'ouvrir. Au cours des expériences des militants nationalistes du mouvement palestinien, il y en a qui ont nié tout à fait avoir eu une relation quelconque avec ce qui a été saisi chez eux. D'autres ont prétendu avoir trouvé ce qui a été saisi, sans savoir sa provenance ni son importance. D'autres ont refusé de reconnaître aussi bien le paquet saisi sur eux que son contenu et ont déclaré n'avoir aucun rapport avec le paquet. Dans ces cas, les bourreaux ne persévèrent pas éternellement dans l'interrogatoire, mais finissent par reconnaître que ce militant ne dira rien.

Dire «j'avais telle ou telle chose sur moi» ne justifie pas le fait de dévoiler quelque secret que ce soit. Supposons que le militant n'a pu nier le document saisi sur lui, ses autres relations et activités ne sont pas pour autant dévoilées. Sur un cocktail Molotov ou sur un tract quelconque, l'ennemi ne trouvera pas la preuve de l'appartenance du militant à tel ou tel parti, ou à telle cellule, ou de sa participation à telle ou telle activité. S'il refuse dès le départ de fournir ces renseignements, il n'y a pas de raison qu'ils soient découverts.

Untel a tout dit...

Pourquoi les autorités arrêtent-elles un maximum de personnes ? Souvent, ces arrestations sont dues à l'un des facteurs suivants :

- 1° Action de masse, telle une manifestation, une grève, un soulèvement.
- 2° Distribution de tracts.
- 3° Action militante quelconque.
- 4° Soupçon.
- 5° Dénonciation par des collaborateurs.
- 6° Aveu d'un camarade arrêté.
- 7° Le militant lui-même a trop parlé.
- 8° Invasion de la maison par des soldats.
- 9° Une lettre, ou un autre document écrit et signé qui arrive aux services secrets de renseignements.
- 10° La personne arrêtée est un ami ou un parent d'un militant.

En général, il y a plusieurs raisons dont l'une suffit pour faire arrêter un Palestinien et le conduire en prison et à l'interrogatoire. En d'autres termes, l'emprisonnement par hasard et sans préparation de la part des services secrets est parfaitement possible.

Ceux qui sont arrêtés à la suite de leur participation à des manifestations, à des occupations ou à des activités de masse, ne subissent pas le même interrogatoire que ceux qui ont été dénoncés. A ceux qui sont emprisonnés à cause de leur participation aux luttes de masse, il est demandé d'avouer ce fait seulement, ou tout au plus de donner des renseignements sur cette action, qui l'a organisée, qui a incité telle ou telle personne à y participer. Il est possible de tout nier même si on a été pris sur le fait.

L'interrogation autour de ces activités a un but limité, même si le citoyen peut subir la torture de la part de l'armée et des gardes-frontières, en guise de vengeance et pour le terroriser.

Quant aux autres personnes arrêtées, les pouvoirs ont eu des renseignements sur elles ou ils les soupçonnent d'avoir participé à une activité. Et ceux qui sont arrêtés dans un endroit où il y a eu une action militante, comme le lancement d'une bombe ou un affrontement armé, sont soumis à un interrogatoire organisé, dont les buts sont illimités et les résultats liés à la position du militant et à sa capacité de résister.

La plupart des arrestations dans l'histoire de la détention palestinienne sont dues à des dénonciations ou à des aveux.

Dans ce cas, les services n'ont ni preuve ni document. Ils n'ont que des suppositions, mais font semblant d'être au courant de tout. Le militant ou toute autre personne arrêtée sur la base de soupçons ou d'une dénonciation n'a aucune justification pour passer aux aveux.

Nous avons dit précédemment que c'est en tant qu'individu que le militant affronte les interrogateurs. Lui seul, à ce moment, est le centre de la résistance ou de la capitulation. Quelle que soit la preuve retenue contre lui, elle ne doit pas faire parler le détenu. Il ne doit pas se laisser prendre au piège. La délivrance, c'est la résistance, pas la capitulation face aux coups des interrogateurs, qu'il s'agisse de coups de bâtons, de mots ou de documents.

Un aveu, c'est un cadeau fait à l'ennemi. Cela ne doit pas être une justification aux yeux des autres prisonniers, pour qu'ils en fassent autant, quelles que soient les conditions de l'interrogatoire.

L'aveu d'un camarade, c'est, pour beaucoup de militants dénoncés, l'incitation à confirmer les aveux qui les ont mis dans le pétrin. Les renseignements, même exacts, que possèdent les interrogateurs ne doivent jamais être une raison d'avouer.

L'aveu des uns ne peut justifier l'aveu des autres.

Prenons l'exemple de quelqu'un qui a été arrêté et dont les aveux ont permis l'arrestation de soixante camarades en une fois.

On le confronte avec ceux-ci et il leur dit que tout est terminé, que cela ne sert plus à rien de nier. Et beaucoup vont effectivement avouer. Plus tard, on parlera du donneur, non comme un mouchard mais comme un capitulard, quelqu'un qui n'a pas tenu le coup. On rend ainsi acceptable une attitude qui a envoyé soixante personnes en prison. Un tel comportement soulage la conscience de ceux qui ont déjà fait pareil pendant les années d'occupation et d'emprisonnement.

Tous les révolutionnaires du monde reconnaissent qu'au cours d'un interrogatoire, la révélation de renseignements sur les organisations clandestines, leurs secrets, leurs activités, leurs membres et leur idéologie est une aide qui renforce le travail de l'ennemi et sape le mouvement révolutionnaire. Le détenu devient un ennemi objectif dès qu'il donne satisfaction à ses bourreaux. De révolutionnaire, il se transforme en traître préoccupé de sauver sa propre peau. Et souvent il n'y parvient même pas.

Nous l'avons déjà dit : un grand nombre de détenus qui croupissent actuellement dans les prisons ont été dénoncés par leurs camarades. Au cours du second semestre de 1975, 83 détenus sont entrés à la prison de Galilée dans les groupes suivants : 24, 16, 16, 9, 7. A la prison de Ramallah, ils étaient 9, 9, 13 et 17, à la prison de Janin, 44 à la fois en 1976.

Les aveux constituent donc bien des coups mortels pour les organisations militantes.

L'aveu et la capitulation constituent une collaboration entre le «militant» et les services de renseignements, contre l'organisation et ses membres. Ceci peut se passer à l'extérieur comme à l'intérieur de la prison. Il a choisi son camp.

Il est passé de la révolution à la contre-révolution. Il a trahi son propre combat. Il a cessé d'être un révolutionnaire. La seule différence entre un militant qui a trahi et un agent formé directement par les services de renseignements, c'est leur passé. L'un a été un militant. L'autre jamais. Beaucoup de militants sont déjà morts de peur avant d'arriver au local d'interrogatoire. Vaincre la peur, c'est le premier pas pour franchir toutes les épreuves qui les attendent, contrairement à ceux qui sont terrorisés et sur qui on va appliquer les méthodes de séduction, d'exagération, etc., que l'on a décrites.

Jusqu'où peut aller la naïveté de certains ?

Pendant l'interrogatoire, un prisonnier demande à l'interrogateur de cesser les tortures. C'est lui qui propose un marché. Il est prêt à livrer les armes en sa possession, à condition qu'ils ne détruisent pas sa maison. Elle est très belle et c'est lui qui l'a construite de ses propres mains. A ce prisonnier, il n'a fallu comme garantie que la parole d'honneur d'un officier pour être rassuré. En livrant les armes, il a dénoncé ceux qui les lui avaient confiées, alors que les interrogateurs lui avaient pourtant promis de ne pas poser de questions là-dessus. Ensuite il a dû signer une déclaration attestant son engagement dans le mouvement nationaliste, ainsi que sa possession d'armes. Et puis sa maison a tout de même été détruite. On a même pu le convaincre que c'était dans son intérêt, parce qu'il serait suspect qu'on détruise les maisons des autres et pas la sienne alors qu'ils avaient participé à la même action. On protégeait ainsi sa renommée. Mais pour son port d'armes, il a pris la perpétuité. Presque toutes les tractations avec l'ennemi se terminent ainsi.

Le militant révolutionnaire engagé entre à l'interrogatoire conscient qu'il va au combat. Il méprise les officiers de l'interrogatoire parce qu'ils sont inhumains et amoraux, parce qu'ils ne sont que des outils dans les mains d'un pouvoir pourri et raciste. Face à eux, il ne peut avoir ni sympathie ni peur. Il leur témoigne à chaque instant son mépris et n'entre dans aucune tractation.

J'ai tout trouvé devant moi

«Ils m'ont emprisonné ! Je ne sais pas pourquoi. J'ai constaté, quand je me suis retrouvé avec l'interrogateur, qu'il savait tout. Alors je me suis dit qu'il ne servait à rien de nier, puisque tout était découvert...» C'est ainsi qu'un prisonnier explique comment il a capitulé. Il s'est livré lui-même aux fascistes. Il s'est imaginé que l'interrogateur avait des renseignements, peu importe qu'il les nie ou non. Il pensait qu'il n'avait rien à ajouter aux renseignements de l'interrogateur, et qu'il n'était pas responsable de ce qu'il avait découvert. D'autre part, il pensait que l'interrogateur, qui se basait sur les faits réels, n'arrêterait l'interrogatoire qu'après avoir eu des aveux. Le prisonnier a avoué à ses camarades qu'il a parlé, qu'il est tombé dans le piège.

Il ne faut pas que le militant se laisse prendre à la ruse de l'ennemi. Il le connaît, cet ennemi, pour l'avoir observé souvent dans la rue, à l'école, dans les quartiers, à la maison, partout. La fausse estimation du militant joue un rôle très important dans la préparation de l'aveu. Le prisonnier estime que supporter la torture et les coups pour finalement faire des aveux revient au même que de parler tout de suite. Cette fausse estimation conduit tout droit à la capitulation immédiate.

Il est possible que l'interrogateur ait obtenu ses renseignements par surveillance, par filature, ou qu'il soit en possession de documents, ou encore qu'il ait été informé par un infiltré ou un camarade emprisonné à l'insu de l'interrogé et avant lui. Ou peut-être a-t-il parlé à la suite des allusions faites par l'interrogateur et qui pouvaient s'appliquer à son cas, ce qui lui a fait croire que l'interrogateur savait tout. Ceci n'est pas la question la plus importante. De toute façon, les interrogateurs essaient toujours de faire croire qu'ils savent tout. C'est leur rôle. Alors que celui du militant, c'est la résistance, l'endurance, le défi, le refus de se laisser prendre au piège. S'ils savent tout, si l'aveu du prisonnier n'est pas important, alors pourquoi l'interrogent-ils ? Pour le prisonnier, de toute façon, un aveu, une déclaration sont l'échec de son combat.

Son devoir n'est pas de se soumettre à l'interrogateur, mais de nier, même l'évidence, quel qu'en soit le prix.

Tout militant doit être conscient qu'il est tôt ou tard visé par les services de renseignements et que les affronter demande beaucoup d'héroïsme. Il faut se préparer à être à la hauteur de l'emprisonnement et de l'interrogatoire.

Je n'ai dénoncé que X, Je ne sais pas qui a dénoncé les autres

Dénoncer quelqu'un ou donner un renseignement est une trahison. Que cet aveu concerne des renseignements nombreux ou isolés, complets ou partiels, importants ou non selon l'estimation du prisonnier, les conséquences en sont aussi catastrophiques pour le parti. Mais avec un renseignement unique, les interrogateurs tiennent le bout du fil, il n'y a plus qu'à tirer. Et ils tirent. Avec ce prisonnier ou avec un autre.

5. Conclusion

Les interrogateurs sionistes n'ont pas tout inventé. Ils ont hérité des méthodes britanniques d'interrogatoire en Palestine. Ils ont aussi très bien assimilé celles des nazis. Ils se basent également sur la science américaine dans ce domaine et sur toutes les expériences fascistes dans le monde. Ils n'hésitent devant rien pour parvenir à leurs fins. Ils ne respectent aucun sentiment humain, ils ne s'encombrent d'aucune valeur morale. Leur morale à eux, c'est le colonialisme et sa justification, le racisme. Leur discipline est celle des fascistes. Ils défendent l'oppression dans la théorie et dans la pratique. Ils défendent l'exploitation dans la théorie et dans la pratique. Au cours des interrogatoires, ils tirent profit de tout, même des enfants. Ils terrorisent non seulement le prisonnier mais sa famille, demandent à celle-ci de faire pression sur le prisonnier pour qu'il avoue, en profitant de leur crédulité: «S'il avoue, on sera tranquille. « Ils bafouent la dignité et l'honneur des prisonniers mais aussi les leurs en s'abaissant à des pratiques abjectes.

Le prisonnier subit les tortures physiques et morales. Souvent sa maison est détruite, mettant à la rue sa famille. Il ne peut s'appuyer ni sur la justice ni sur les lois d'un pays soi-disant démocratique, ni sur l'humanité des juges. De même il ne peut s'appuyer sur la participation d'un avocat de la défense. La déclaration de l'aveu est rédigée par les interrogateurs. Ceux-ci la transmettent à un policier qui n'a pas du tout participé à l'interrogatoire ni à la torture. Ce policier la recopie sur des papiers officiels qu'il présentera au tribunal. Dès lors, tous les visages qui ont participé à l'interrogatoire disparaissent totalement de la scène. Il ne reste que ce policier qui traite directement avec le tribunal. Il y apparaît comme témoin de la déclaration du prisonnier, présenté comme quelqu'un qui a avoué directement, sans difficulté, tout en sachant quelles seraient les conséquences punitives de ses actes. Le militant a préféré tout dire au pouvoir.

Ainsi, toute l'affaire se déroule dans la ruse et une atmosphère de mensonge. Le militant se trouve dans l'incapacité, dans l'impossibilité de prouver qu'il a subi la torture, malgré des traces quelquefois visibles. Le policier accuse avec sa déclaration. Le juge porte son jugement. L'avocat, qui est présent pour la forme, est de toute façon considéré comme un défenseur des feddayin, et par conséquent ses arguments ne sont pas pris en considération. Le jugement est connu d'avance.

Ainsi le combat entre le mouvement national et les autorités de l'occupation continue, toujours avec le même but: briser le mouvement national à travers ses militants, toujours avec les mêmes méthodes sadiques. C'est à travers ces souffrances que sont éduqués les nationalistes. Leurs idées mûrissent, leur appartenance au mouvement national s'approfondit. Ils ont encerclé le mouvement «religieux». Ils ont resserré l'étau autour des sections de la honte. Ainsi, ils ont sauvé quatre cinquièmes des centres de détention. Toujours le dos au mur, ils ont résisté, avec comme seules armes leur endurance, leur profonde conviction et leur amour sans limite pour leur pays et pour la liberté. Ils affrontent les autorités d'occupation avec un courage toujours renouvelé. Ils ont même fait des grèves de la faim, des grèves des visites et des récréations, refusé même ce qui leur revenait de droit pour protester, pour appuyer leurs revendications admises dans les prisons d'une grande partie du monde, mais qui sont totalement interdites dans les prisons israéliennes.

Et, dans ce climat de sacrifice, ils connaissent pourtant une forme de joie. Celle des militants capables de tenir. Ils parviennent à se raconter des blagues, ils parviennent à rire tandis que la matraque des bourreaux s'abat sur leurs épaules. Ce sont des militants. Et ils aiment la vie.

Parfois, amenés dans la cour pour être fouillés, encerclés de toutes parts par les gardes avec leurs fusils, tandis que les bourreaux tabassaient et torturaient des détenus, ils parvenaient à rire entre eux, à faire des blagues sur celui qui est fouillé. Ils sont magnifiques ceux qui parviennent à laisser entrer un rayon de joie aux moments les plus noirs. Et quand ils ont réussi à soustraire un objet aux mains des fouilleurs, c'est une victoire, aussi dérisoire soit-elle.

Immédiatement, ils s'occupent de leur cercle de formation interne, malgré le regard plein de haine des gardiens. Pour le détenu, l'oubli immédiat du mal constitue l'aliment vital. Une vie de routine, de privation, d'oppression est lavée par les blagues, les petites joies. Et le temps passe, jour après jour. Et l'espoir grandit. L'espoir de la liberté. Et la conviction d'une victoire nécessaire.

D'après les statistiques de la Croix-Rouge, plus de cent mille Palestiniens ont été emprisonnés. Et quatre mille militants purgent actuellement une peine qui dépasse, dans la majorité des cas, les dix ans. Des centaines de dirigeants et de cadres ont été formés dans l'école des prisons. Beaucoup d'entre eux attendent le moment de leur libération pour reprendre leur place dans la révolution. Leur volonté est devenue d'acier, forgée par dix, quinze ans de souffrances et de torture. Mais aussi dix, quinze ans de lutte, de formation et de résistance. C'est vrai, les prisons de l'ennemi sioniste sont devenues une grande école pour la révolution palestinienne.

Des moments décisifs

Dans une guerre classique, l'armée a besoin de ravitaillement et de ressources, surtout aux moments décisifs. Un prisonnier aussi. Soumis en permanence à de fortes pressions, il est placé devant un choix. Il va devoir prendre une décision et elle est capitale. Elle dépend de sa force de conviction, de sa volonté.

La volonté est comme une plante : elle pousse et se renforce, ou elle s'étiole et dépérit. Elle a besoin d'une nourriture interne et externe. Tout comme la plante s'appuie en période de sécheresse sur ses réserves internes, la volonté du militant est capable, sous l'interrogatoire, de s'alimenter de ses ressources intérieures : l'image des camarades dans la lutte, la véritable responsabilité de protéger tout cela, procurent à l'homme une force et une volonté décuplées. Il lui vient en tête les images des héros de la lutte révolutionnaire, des enfants de son peuple, des camarades et de leurs familles, la confiance absolue qu'ils lui ont témoignée, les regards de sa famille quand elle lui a dit au revoir le jour de son arrestation, son espoir aussi de revoir les siens et ses camarades après la libération...

Ces images, qui s'appuient sur une préparation et un passé militants, lui donnent une force morale qui repousse ses propres limites. Car, à ces moments-là, l'essentiel n'est pas le bâton que les bourreaux font tomber sur le militant, ni le chantage. L'essentiel, c'est son état de détermination intérieure. C'est lui-même, dans la nuit de la torture, qui promet à ses camarades, à ses amis, qu'il les protégera avec sa peau, sa chair, ses os et son sang. Toutes les paroles de l'interrogateur qui veut stimuler l'égoïsme et l'individualisme n'auront aucun effet.

Nadir El Affouri n'a rien avoué, Ali Jamal n'a pas ouvert la bouche, Mahommed El Khaouya a construit un rempart avec son sang, Mahommed Abou Acre a protégé ses secrets avec son corps. Abou Omar a dit «Non» à ses bourreaux, un «Non» inaltérable.

La femme ou l'homme révolutionnaire qui sait s'alimenter de son passé, de son présent et de son avenir prendra sa place parmi ces héros. Le jour naîtra de la nuit, les cellules s'ouvriront pour que les héros sortent, les matraques dans les mains des mercenaires deviendront de la paille...

Des salles de torture, l'ennemi a voulu faire le cimetière de la révolution, mais tout au long de l'histoire, elles ont été une grande école pour la résistance.

Le soleil se lèvera, et s'il tarde, que le monde soit illuminé par les flambeaux de la révolution !